



QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - Nº 12391 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

- JEUDI 29 NOVEMBRE 1984

M. Yasser Arafat puis le retrait en triomphe de celle-ci n'ont pas fait illusion. Le président de POLP, très populaire parmi les Palestiniens, surtout dans les territoires occupés par Israël, devait de toute façon être reconduit dans ses fonctions par le Conseil national palestinien (CNP) - le « Parlement » palestinien, - dont les travaux, plutôt ternes, touchest à leur fin à Amman sans avoir été beaucour troublés par l'explosion d'une bombe près de l'hôtel où logeait le chef de l'OLP.

Face à ses adversaires de tous bords, le dirigeant palestinien cherchait de toute évidence à se faire plébisciter après avoir renforcé sa position et celle de sa propre organisation, le Fatah, principale composante de l'OLP et largement majoritaire au sein du CNP.

La démission de M. Yasser Arafat n'avait pas surpris les observateurs: elle était quasiment inévitable, compte tenu des attaques personnelles dont il fut l'objet depuis sa visite «inopi-née» au président Moubarak, au Caire, en décembre 1983, après son départ forcé de Tripoli du

La rencontre d'un chef de commandes et du président du seni Etat arabe ayant couchs la paix avec Israël avait suscité une tempête de protestations et d'injures. Traité-de « Sadate palestinien », on déneucé comme un «traître» par la Syrie et ses protégés parmi les fedayins, accusé par ses opposants d'avoir violé les résolutions du CNP et critiqué par ses propres came-rades au sein du comité central du Fatah, M. Yasser Arafat aura finalement reculé pour nieux rebondir. En convoquant à Amman la dix-septième session du CNP malgré les objections de huit organisations de non et en obtenant le quorum requis, il a confirmé avec éclat la position dominante de son orga-nisation au sein de l'OLP. Il ne kui restait plus qu'à démoutrer qu'il demeurait le chef incontesté de la résistance palesti-

A 12.74 6 17.19.19

A STATE STANSSOR

CART SE VIEW

₩r.

.

.....

. 45. "

M. Yasser Arafat et la plu-part de ses partisans ne souhaitent pas pour autant le divorce avec l'ensemble des organisations de l'opposition. Ils font une distinction entre celles qui sont inféodées à Damas - l'Alliance nationaliste – et celles qui, tout en étant favorables à certaines thèses syriennes, conservent leur autonomie. Il s'agit des membres de l'Alliance démocratique, dans laquelle figurent le Front démocratique de M. Nayef Hawatmeh, le Front populaire de M. Georges Habache et le Parti communiste palestinien. Bien que ces derniers aient boycotté les assises d'Amman, on sait qu'ils sont déterminés à poursuivre le dialogue avec le Fatah.

Les dirigeants du Fatah ont déjà décidé, au cours de la réunion d'Amman, d'exclure des rangs de leur « Parlement » ceux qui ont participé, aux côtés de l'armée syrienne, au combat mené à Tripoli en 1983 contre les loyalistes. Il s'agit essentiel-lement de M. Ahmed Jibril, le chef du Front populaire-Commandement général, accusé de « crime de sang ».

Cependant, les résolutions finales qui devraient être adoptées par le CNP ont été conçues pour éviter une rupture définitive avec la Syrie, considérée encore comme une « alliée stratégi-que ». Mais il est tout aufant probable que l'infléchissement palestinien en faveur des thèses de la Jordanie et de l'Egypte sera accentué, au fur et à mesure que se dessinera sur la scène internationale un projet de règlement négocié au Proche-Orient.

Carried at the

la mise au net

Les présidents Assad et Mitterrand ont précisé leurs positions sur le terrorisme et le Liban

De notre envoyé spécial

Damas. - M. Mitterrand a achevé, le mercredi 28 novembre, sa visite en Syrie en tenant une conférence de presse en compagnie du président Assad. Le dernier tête-à-tête des chefs d'Etat avait en lieu mardi.

An cours de sa conférence de presse, M. Mitterrand s'est déclaré satisfait de son voyage, qui a pris un tour utile et heureux -, sans que personne « alt renoncé à ses choix fondamentaux . Il s'agit, at-il dit encore, d' - une mise au net de toute une série de positions pour

M. Mitterrand, qui a exposé lonprement ses positions commes sur le Proche-Orient, s'est aussi exprimé sur le terrorisme, affirmant : « Je suis hostile, et c'est une litote, à toute forme de terrorisme qui

voir si elles pourraient se rejoindre

sur certains points dans la fidélité à

Paris-Damas : La Nouvelle-Calédonie coupée en deux

Dix jours après les premiers incidents survems lors des élections territoriales, la Nouvelle-Calédoule meure coupée en deux.

Tandis que le calme règne à Nouméa, contrôlée par les Européens, la situation devient de plus en plus préoccupante pour les Blancs isolés dans la zone de brousse, contrôlée par les indépendantistes. Sur la côte est, la ville de Thio, où se trouve notre envoyé

L'avenir du territoire devait être discuté, ce mercredi après-midi, à l'Assemblée nationale, à l'occasion d'une intervention de M. Valéry Giscard

d'Estaing auquel M. Laurent Fabins se proposait de répliquer.

Dans Thio encerclée pée par un barrage infranchissable. Même le laissez-passer dûment signé par M. Eloi Machoro, respon-sable indépendantiste, et contresi-

Thio. – Cela ressemble fort à un dimanche à la campagne. Dans les rues sans voitures, des villageois en short, blancs et noirs mêlés, disputent un tarot à même le trottoir. Contremaûres et ouvriers des mines de nickel promènent leur chien tranquillement, le long des pavillons en bois. Où est donc l'état de siège dont frissonne Nouméa? Où sont les

De notre envoyé spécial

milices armées, l'angoisse, la pénu-rie de pain? Certes, Thio est isolée hermétiquement du reste de la Calé-donie par les barrages des indépen-dantistes. Mais, pour l'instant, elle le supporte plutôt bien. La visite commenc

La route directe de Nouméa est cou-

tion nationale kanaque et socialiste (FLNKS), ne semble pas émouvoir la quinzaine de gardiens hostiles. Nous avons des ordres marmonnent-ils en regardant par terre, solon l'habitude canaque. Il faut donc faire le détour par Canala, au prix de deux heures d'une piste à rendre l'âme. Autre barrage de branchages. Celui-ci est

plus organisé. Un « responsable » déchissre longuement nos laissezpasser. Puis il disparaît pour en référer à un mystérieux - comité provisoire d'occupation ».

« Le travail des journalistes doit

sident du gouvernement provisoire mis en place par le Front de libéra-

servir à faire connaître notre lutte au niveau international », précise le texte du laissez-passer.

DANIEL SCHWEIDERMANN. (Lire la suite page 12.)

M^{me} Simone Veil considère que le libéralisme est actuellement « un fourre-tout » Lire page 14

M. Edmond Maire critique les thèses de M. Chevènement sur l'école Lire page 15

Dans

✓ le Monde des arts et des spectacles »

Cinéma : les Gremlins débarquent Lire pages 21 et 22

ARGENTINE, URUGUAY, CHILI...

frappe aveuglément des innocents. Le reste est d'ordre militaire. » De

son côté, le président Assad a nié

de terrorisme qui auraient été

(Lire la suite page 3.)

abilité dans des acte

JACQUES AMALRIC.

Démocratie chérie

Après l'Argentine, l'Uruguay, Le désastre des Malouines et la crise économique ont contraint les généraux argentins à céder le pouvoir aux civils. Après onze années d'une dictature tatillonne et sinistre, les militaires uruguayens se sont à leur tour résignés, non sans mauvaise grâce et grande lenteur, à la mise en route d'un processus qui a logique-ment abouti dimanche à la victoire à l'élection présidentielle du libéral Julio Sanguinetti. Justice est faite.

Les Uruguayens qui donnaient, il y a seulement deux décennies, le bon exemple de la démocratie et du pro-grès social aux autres nations de ce qu'on appelle le cône sud de l'Amé-rique, ont retrouvé leur dignité et leur joie de vivre. Presque oubliés du monde pendant cette longue muit d'oppression et d'humiliation, recroquevillés dans leur honte entre les deux géants, argentin et brésilien, dominés par les militaires, ils accèdent enfin — eux aussi — à la «reconnaissance» de l'opinion inter-

Cet Uraguay marginalisé, silen-cieux, torture, a été submergé dimanche par l'allégresse de la l'après-guerre, a toujours été

par MARCEL NEDERGANG

liberté retrouvée et exprimée. Par ce même délire, joie et pleurs mêlés, qui avait jeté les foules de Montevilibération de Paris en 1944. Par la même marée humaine, qui avait fait un triomphe au général de Gaulle lors de sa visite officielle en 1964. Les miracles sont exceptionnels

dans l'histoire des peuples. Le réts-blissement des libertés civiques et démocratiques en Uruguay comme en Argentine – s'explique en partie par l'incapacité des mili-taires à affronter une crise économique et financière d'une ampleur sans précédent. La lassitude l'a emporté sur la volonté de s'accrocher au pouvoir chez les centurions balourds et sans grande imagination de la « bande orientale » de l'Uruguay.

En outre, ce petit pays, qui avait justement conquis le titre de «Suisse de l'Amérique du Sad» dans les années beureuses, et trop

influencé par les «vents» venus d'Argentine, à travers le rio de La Plata. Le coup d'Etat de 1976 à Buence-Aires a aidé les militaires aruguayens à renforcer leur emprise à Montevideo. Mêmes causes,

Les chefs de l'armée argentine voulaient nettoyer le pays de la «chienlit» péroniste, et du terrorisme d'extrême gauche.

(Lire la suite page 6.)

mêmes effets.

AU JOUR LE JOUR

C'est une drogue licite et en vente partout. On peut rer par tous les temps, pour quelques francs, dans des l'état de manque ne tarde pas dizaines de milliers de points de vente. Qu'elle vienne à manquer, es i on prena conscience du rôle qu'elle r tient dans nos vies.

Son usage, dit-on, agit sur l'esprit, stimule l'intelligence

Drogue

et la curiosité, échausse l'imagination. Certains en jugent habituellement – se la procu- l'abus irritant et dangereux, mais quand elle fait défaut à s'installer. Frustration, irritabilité, insomnie. Plus de tabac, pas de Mondo : la vie est dure, parfois, pour les

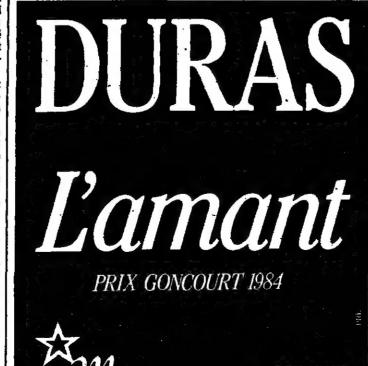
BRUNO FRAPPAT.

La Grande-Bretagne au centre du jeu pétrolier

L'épreure de force engagée depuis la mi-octobre pour la défense des prix mondiaux du pétrole entre l'OPEP et les compagnies pétrolières, notamment américaines, a pris un tour nouveau.

Dans une interview accordée le dimanche 25 novembre au Sanday Times britannique, Cheikh Zadi Yamani, ministre saoudien du pétrole, a lancé

connaître une « interruption réelle » de ses livraisons de pétrole avant la fin de l'année. Mettant en cause la responsabilité des compagnies américaines. M. Yamani a assuré que la demande, le mois prochain, excèdera largement l'offre. « Une réelle panique pourrait s'emparer du marché. La situation est très alarmante, très risquée », a-t-il ajouté.



I. - Otage de l'OPEP

« Nous pensons que les compa-gnies pétrolières et le Royaume-Uni ont un intérêt commun à maintenir la stabilité des prix mondiaux du pétrole. Une baisse prématurée des prix de la Compagnie nationale des pétroles britannique (BNOC) (1) pourrait représenter une perte de revenus évitable pour nous tous (...). Pour ces raisons, je recherche le soutien de votre compagnie pour qu'elle évite d'exercer sur la BNOC des pressions à la baisse de ses prix au cours des quelques semaines à venir. •

C'était le 31 juillet dernier. Sur le marché libre, les cours menaçaient de s'effondrer. Dans le télex adressé à Esso, Shell, BP, Mobil et les autres, le ministre britannique de l'énergie demandait aide et soution.

Shocking... mais efficace. Le Financial Times avait beau s'indigner que le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté ait tenté d'agir « directement, bien que clandestinement » comme un « quator-zième membre de l'OPEP », le but recherché était atteint : les prix Offi-

ciels, bien qu'alors supérieurs de quelque 10 % aux cours du marché, demeuraient inchangés. Mieux : au terme de ce qu'un analyste financier n'hésite plus à qualifier aujourd'hui de - vaste exercice de relations publiques », doublé d'interventions directes - mais discrètes - sur les marchés libres, la tendance se renversait brutalement, et les cours regagnaient en quelques jours la moitié du terrain perdu en deux

Cet épisode mérite d'être rappelé, car, depuis lors, la Grande-Bretagne a craqué. En annonçant, à la surprise générale, le 17 octobre, une baisse de 4,5 % de son prix officiel, elle a, aussitôt imitée par le Nigéria, maillon faible de l'OPEP, déclenché une redoutable mécanique, qui avait, en 1983, contraint l'organisation à réduire ses prix de 5 dollars par baril.

Pourquoi le gouvernement britan-

par VERONIQUE MAURUS moins de trois mois auparavant, pour soutenir les prix mondiaux, au risque d'apparaître comme un allié de l'OPEP, a-1-il si brutalement changé son fusil d'épaule ?

> cielle. La Grande-Bretagne aurait. selon cette explication, été placée devant le fait accompli par la décision de la compagnie nationale norvégienne Statoil, rendue publique la veille, d'aligner ses propres tarifs sur les cours du marché. Elle n'est crue qu'à demi dans les milieux pétroliers. Sans doute les deux pays, qui exploitent des champs voisins et produisent un pétrole de qualité exactement similaire, sont-ils tenus d'hairmoniser leurs politiques de prix.

> > (Lire la suite page 38.)

(1) Compagnie nationale des pétroles britannique chargée d'écouler environ 57 % du brut produit en mer du Nord et Pourquoi le gouvernement britan-nique, après s'être à ce point engagé, le prix officiel.

Ŋ

Tenants du libéralisme et défenseurs de l'Etat s'opposent avec

passion en France au nom de grands principes dont chacun des

deux camps revendique apparemment l'exclusivité. La « langue

de bois » du discours politique conduit ainsi à donner une vision

schématique et souvent caricaturale de la position des uns et

des autres. Les partisans de la « solution libérale » accusent

croire, par contraste, qu'ils prônent, eux, le non-intervention

contradicteurs d'aller jusqu'au bout de leurs idées. Des liens

entre libéralisme et étatisme, entre Etat et bureaucratie, entre

étatique » affirment avec non moins de conviction que l'Etat n'a

leurs adversaires de s'en remettre au tout-Etat et laissent

absolue des pouvoirs publics. Les adeptes de la « solution

rien à voir avec la bureaucratie et mettent au défi leurs

dirigisme et ∢ reaganisme », nos invités, Christian Goux,

Défense et illustration de l'Etat

par CHRISTIAN GOUX *

ORSQU'EN 1977 un ancien ministre de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing, homme de lettres de surcroît, publia un livre qui passait en revue les défauts majeurs de notre peuple, on crut avoir enfin découvert le mal absolu de la France, le source de tous nos traces : l'Etat.

Ce n'est pas la première fois dans notre histoire que familles de pensée, intellectuels en quête d'explications antes ou corporations en mai de bouc émissaire s'imaginent avoir trouvé la cause principale des difficultés du moment. La IIIº République naissante avait déniché les lésuites. le gouvernement de Vichy les francsmaçons, la nouvelle droite brandit la « menace barbare ». Mais désormais nos exégètes veulant aller plus loin at ne font plus dans la nuance : en désignant l'Etat. ils ont nommé le pouvoir « d'en haut ». Ils savent qu'une telle démarche ne peut que les rendre sympathiques aux yeux de l'opinion.

Or, sauf à rester au niveau des abstractions et des invectives, l'Etant n'est pas un appareil tout-puissant aervant à broyer le citoyen sans défense. C'est un système complexe, mis en place chez nous au cours des sept demiers siècles selon un processus patient qui se conjugue à chaque étape avec la grandeur et l'organisation de notre pays.

Dessin de CAGNAT.

i. Etat, dès le début, fut un puissant facteur d'égalité. Parallèlement, sauf lorsqu'il est confiaqué par une classe, un clan ou un parti, comme cela s'est produit et existe encore sous bien des cieux, l'Etat est la personnification globale de la nation, représenté par ceux qui le servent pour le profit de chacun et de tous. Loin de clamer « l'Etat notre appresseur », il faudrait dire : « L'Etat, c'est nous, les Français, »

L'attaque en règle contre l'Etat est le produit de confusions entresnues, dont l'intention n'est pas innocents. Ces confusions, sources de
malentendus, sont innombrables.
Cinq permì les plus graves doivent
être dénoncées.

La première concerne ce qu'il est convenu d'appeler l' « hypertrophie de l'Etat » — c'est-à-dire une fonction publique vorsce et envahis e nomerklatura » française stérilisant la richesse du pays. Répondons ceci : au fil des siècles, en plus de sa fonc-tion souveraine — manifestation d'une volonté politique transcendant les intérêts privés, racherche d'un consensus face aux conflits catégoriels ou locaux, expression de la permanence per opposition au caractère instable du quotidien, affirmation et défense du territoire face aux menaces extérieures, - les pouvoirs publics ont été amenés à organiser et sans doute à rationaliser la société. Dens quelle anarchie vivrions-nous -Il suffit d'observer les Etats-nations artificials ou plus récents - si cet effort systématique n'avait pas été commencé aussi tôt et poursuivi sans

La deuxième confusion a trait à certaines craintes, voire certains « fantsemes » qui se sont cristallisés depuis l'arrivée de la gauche aux affaires. Elles portent notamment sur les « libertés » — terme vague s'il en fût qui permet d'ameuter toutes les

couches de la population. En somme, « le mai français » traditionnel serait aggravé par l'étatisation rampante menée depuis 1981...

La troisième confusion tend à nous faire croire que l'Etat étouffs ou empêche l'initiative privée. Le prin-cipe de la subordination du politique à l'économique est un des traits fondamentaux de la doctrine libérale. A partir de ce primat, l'Etat n'est plus qu'une « association volontaire de propriétaires » (John Locke) qui ne connaît que des « intérêts person-nels » (Adam Smith). Pour les néolibéraux, cette fonction strictement mercantile s'accompagne d'une définition minimale des fonctions de l'Etat qui doit se contenter de corriger les conséquences imprévues de l'action des agents économiques pour contribuer au meilleur fonctionnement du marché. En bref, l'État ne peut être l'Etat que s'il consent à être le serviteur et le porte-béquilles

Dans la réalité française, loin d'étouffer les initiatives économiques privées, la puissance publique les favorise et bien souvent y supplés, car les candidats au risque économique sont beaucoup moins nombraux en France que dans les autres paya industrialisés.

Quatrième point : la confusion entre Etat et administration. C'est la plus excusable. L'État n'a pas su toujours tracer lui-même la limite. Pourtant les esprits les plus avertis savent bien que le développement de la fonction publique a coîncidé avec ation et la croissance des années 1950-1960, qui a suscité l'existence d'une « technocratie » désireuse d'investir alors tous les leviers de l'Etet. Il est vrai que l'administration est d'autent plus redoutable qu'elle est de grande qualité, le rôle omnipotent du fonctionnaire se doublant de celui d'un spécialiste consciencieux, mais qui, per nature, n'a pas vocation à situer le fonctionnement de son administration dans l'ensemble de la marche du pays. Constatons que la restauration du pouvoir politique local par la

ner l'administration au rôle qui n'aurait jamais dû casser d'êtra le sien : celui de serviteur de l'Etat.

La dernière confusion est plus subtile. Elle tend à mettre à la charge de l'Etat les contraintes multiples nées de la société industrielle, de la vie urbaine éclatée et hypertechnique. L'Etat, dans ce cas, se trouve curieusement au cosur d'une querelle où il fait figure de souffre-douleur. C'est la querelle de l'individu et de la société » marchande, de l'individu et du progrès.

De touts façon, c'est dans les pays ultra-industrialisés, au libéralisme sans frein, que l'individu est le plus broyé. Les Français ont la
chanca de vivre dans une société
dédramatisée, fortement organisée,
où le système très perfectionné du
Welfare State n'a entamé ni l'art de
vivre ni la possibilité d'épanouissement individuel que d'autres systèmes dans le monde n'ont pas su
préserver à ce point. Même si l'Etat
est un peu trop présent — meis
n'est-ce pas aussi parce qu'il a à
répondre à une demande permanente
des Français ? — son mariage avec
notre individuelleme correspond au
caractère propre de notre pauple.

Ne nous trompons pas d'époque ni de querelle. L'Etat contemporain, en France plus qu'ailleurs, a besoin de notre coopération. Il ne puise pas en fui-même sa seule puissance. Il doit en chercher la source dans l'appui et le concours de ses citoyens.

Tel est l'Etat, non pas monstre froid, assoiffé de puissance, mais structure vivante que la nation a su, au cours des siècles, améliorer pour son propre bénéfice et contre ses propres débordements. Il est temps de concavoir avec lui le destin harmonieux de notre peuple. Faute de quoi, le rejet de l'Etat signifierait alors tragiquement le rafus de vivre ensemble, l'incapacité à bâtir des projets communs, voire simplement à se tolérer.

* Président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, député PS du Var.

Le dirigisme à l'américaine

par JACQUELINE GRAPIN *

NE nouvelle mystification s'est répandue dans la vie politique française, où l'on fait comme si l'extraordinaire redressement de la puissance américaine était dù à une génération spontanée, explicable seulement par l'effacement des pouvoirs et des institutions. Comme si le laissez-faire, laissez-frer était devenu le nouveau credo d'une société rendue à son état primitif de capitalisme sauvage.

primitif de capitalisme sauvage.

Le ras-le-bol d'une partie de l'intelligentsia économique parisienne à l'égard du « socialisme à la française », au lieu de s'annoucer clairement en s'appliquant à son objet, s'exprime indirectement à travers l'analyse d'un prétendu « reaganisme », modèle d'un libéralisme aslvateur, dont les modalités sont pour le moins surprenantes pour ceux qui connaissent la réalité de la compétition économique aux Etats-Unis.

Cette démarche non soulement passe à côté de l'analyse de nos propres problèmes, ceux d'un centralisme bureaucratique mal vécu, mais aussi du grand bouleversement qui a eu lieu aux Etats-Unis depuis deux ans. Elle repose sur une idée de l'Amérique qui est celle des années 70. Cette Amérique-là n'existe plus. Il y a eu plus de faillites en 1982 qu'en 1933, année tournant de la grande crise de 1929. Sur la destruction d'une grande partie de sou industrie, l'Amérique a reconstruit un appareil productif entièrement neuf dont la moyenne d'âge est plus jeune que celle du Japon (qu'on songe au nôtre...)

Japon (qu'on songe au nôtre...)
Grâce à un courant d'investissements sans précédent dans toute
l'histoire économique des EtatsUnis, ceux-ci sont entrés avec quinze
ans d'avance sur tous les autres pays
dans la société post-industrielle. Les
trois quarts de leur population active
travaillent maintenant dans le trainement de l'information et les services.
Seulement 22 % restent dans
l'industrie et 3 % dans l'agriculture.
Au cours d'un seul mois — mai 1984
— pins d'emplois ont été créés outreAtlantique que dans l'ensemble des
pays de la Communauté européenne
au cours des six dernières années.

Même si l'aspect conjoncturel de cette reprise n'échappe à personne, il n'en reste pas moins que les bases ont été jetées de la puissance économique et militaire des Etats-Unis pisqu'à la fin de ce siècle, quelles que soient les vicissitudes à venir du système politique américain.

Tout cela ne s'est pas fait tout seul. Et nous serions mieux avisés de tenter de percevoir la réalité de ce qui nous attend plutôt que de chercher le bouc émissaire de nos propres difficultés, soit le labas dans un dollar d'autant plus fort que nous sommes faibles, soit lei dans un Etat qui, en s'effaçant, ne résoudrait pas plus nos multiples problèmes qu'il ne l'a fait en s'imposant.

Lorsqu'on analyse le régime américain, il faut citer, outre le « président Soleil », M. Reagan, dont l'apologie, même ironique, dans un pays comme la France est assez surprenante, au moins deux autres hommes: M. Paul Volcker, le président de la Réserve fédérale, et M. Caspar Weinberger, le maître du Pentagone. L'un commande le sys-

tème du crédit et de la monnaie; l'autre domine le système militaroindustriel. Au sommet, tout en veillant au moral de la population par
un spectacle permanent, le chef de
l'exécutif domine la politique fiscale, prévenant les rebulfades du
pouvoir législatif, qui n'a jamais été
aussi faible depuis la seconde guerre
mondiale. Le reste suit.

Il n'est pas nécessaire d'avoir passé des années à l'Institut d'études politiques de Paris pour savoir que les éléments d'une politique de dirigisme moderne sont ainsi réunis. Le discours actuel sur le libéralisme ne peut que faire rire (jaune) les malneureux responsables français des industries de pointe et leurs collègues enropéens qui etsaient depuis des années de pénétrer les grands marchés publics américains dans le cadre de la « compétition » que leur imposent les commissions de l'administration. Si, depuis trente ans, les Etats-Unis ont vendu à leurs alliés sept fois plus de matériels de défense qu'ils n'en ont acheté, ce n'est pas seulement parce que les Européens sont désordonnés et maladroits : les entreprises américaines dépensent chaque année pour la recherche et le développement trois fois plus que toutes leurs concurrentes européennes réunies, et une très grande partie de ces dépenses est financée directement ou indirectement par l'État américain à travers les commandes mili-

Les négociateurs européens au GATT, à Genère, qui passent leur temps à opposer aux négociateurs d'outre-Atlantique une analyse approfondie du système américain lorsque ceux-ci dénoncent les subventions européennes, doivent éprouver une impression surréaliste devant l'analyse superficielle qu'on fait actuellement de ce système en

L'essentiel n'est pas de savoir si l'Etat possède ou non les entreprises, mais comment elles sont gérées, quels qu'en soient les propriétaires. Nombre de très grandes entreprises américaines, si elles ne sont pas « utionalisées », sont socialisées dans la mesure où elles appartiennent à des propriétaires anonymes souvent émanant d'investisseurs institutionnels (compagnies d'assumnces, caisses de retraite, etc.). La différence essentielle entre nos deux systèmes ne tient pas aux régimes de propriété, mais aux critères de gestion. Seuls les forts sont soutenus. Les faibles sont parfois aidés, mais inmais apparties propurété.

jamais encouragés.

Si l'État français ne traitait qu'avec les entreprises en bonne samé, ou qui font les meilleures propositions quelle que soit leur taille, et si tour patron était assuré de son renvoi lorsqu'il obtient de mauvais résultats, la révolution serait beaucoup plus profonde dans nos habitudes que si les banques et les grandes entreprises étaient dénationalisées. C'est cette révélation que le faux débat en cours tente d'escamoltée. Car elle remet en question l'échelle des valeurs sur laquelle vit notre société depuis la monarchie catholique; un régime de privilèges qui renie la loi du plus fort; mais qui la subir.

 Directeur général du groupe d'édition sureur de Farterane América (Grasset). Réponse à...

... Dominique Strauss-Kahn

La dictature administrative

par JACQUES ELLUL *

L m'est impossible de ne pas réagir à la lecture de l'important article de M. Strauss-Kahn « Moins de bureaucratie, plus d'Etat» (le Monde du 10 novembre). Mais il nie faut en premier lieu attester mon entier accord avec hi lorsqu'il affirme que le discours de la droite sur « moins d'Etat » au profit du « libéralisme » est un discours inacceptable. J'irai même plus loin que lui : c'est un discours hypocrite et mensongar. Il faut en effet se rappeler que, historiquemem, c'est pendant la période du libéralisme économique que progressivemem l'Etat s'est constitué en puissance organisstrice, et que progressivement ont été augmentés les pouvoirs de l'Etat, et ses moyens d'action. Mais ce n'était pas une croissance « doctrinale », c'était une croissance de fait et de pratique.

Mais je voudrais exprimer alors un double désaccord avec M. Strauss-Kahn. D'abord au sujet de l'opposition qu'il établit entre Etat et bureaucratie. L'Etat, c'est très bien, l'Etat a accompli de grandes œuvres positives que l'auteur énumère complaisamment, et ce dont on souffre ce n'est pas de l'excès d'Etat mais de la bureaucratie. Ici je dirai que nous sommes en plein idéalisme et dans une abstraction qui me rappelle celle de mes professeurs de droit en 1930 quand its parlaient de l'Etat, cette personnalité abstraite et bienfaisante, obéissant scrupuleusement au droit, et que l'on appelait «État de droit».

Malheureusement, cet Etat n'a qu'un tort, c'est de ne pas exister. L'Etat n'est rien d'autre qu'un personnel politique agissant au travers de multiples administrations. L'Etat n'agit pas miraculeusement et par ses vertus spirituelles. Toutes les œuvres bénéfiques citées par l'auteur n'existent que dans la mesure où une administration a pris en charge telle ou telle intervention, a mené à bien tel projet. Certes, tout le monde sait qu'administration n'est pas bureaucratic! Mais c'est un faux savoir et une illusion. Il n'existe pas, sauf chez Courteline, d'opposition entre les deux. Toute administration fonctionne à l'aide d'un personnel, de circulaires, de règlements, de dossiers, de classements, d'archives, de hié-rarchie, de décisions embolitées les unes dans les autres, de mainmise sur les initiatives, de secret, d'empiétements sur les intérêts des particuliers, d'arbitraire quand celui-ci est nécessaire pour faire aboutir un projet... c'est la bureau-

La mode consiste à opposer une bureaucratie pesante, lente, inefficace à une administration qui serait efficiente et rapide. Malhoureusement nous avons souvent fait l'expérience d'administrations d'exception, ou de missions qui précisément avaient pour objectif d'être rapides et efficientes, et le résultat a été une augmentation de l'arbitraire, moins de respect des intérêts des citoyens et une considérable aggravation du secret.

er en en egen. De la statione

 $\frac{P}{R} = \left(\frac{N}{2} \frac{3}{100} \right) \frac{NR}{100}$

15 (15 m) (15 m)

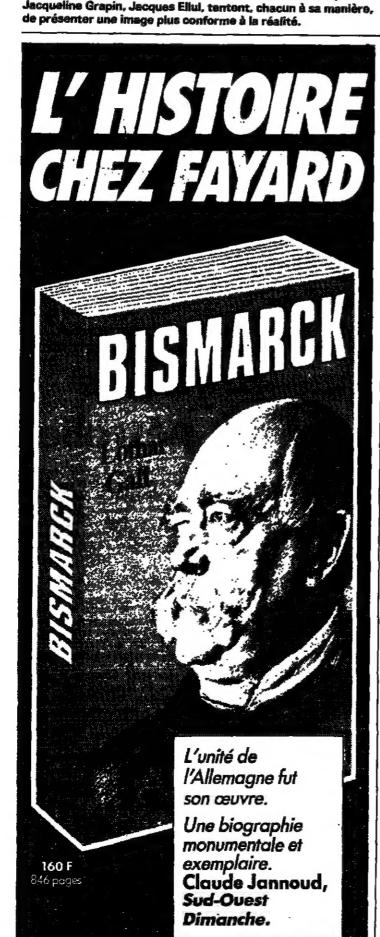
escret.

« Plus d'Etat » est d'ailleurs dans cet article allié à la croyance dans la modernisation, dans l'excellence du progrès technique et de l'efficacité. Or, cela, c'est en réalité l'établissement de la dictature administrative. Et ce n'est pas le partage entre les domaines du marché et de l'Etat qui peut me rassurer. En réalité, dans ce double jeu, c'est toujours et forcément l'administration qui sera l'arbitre, qui départagera les ressorts et qui combinera les interventions.

Pour bien apprécier, il faut d'abord comprendre que le maximum d'efficacité collective coîncide exactement avec le minimum de pouvoir et d'initiative du simple citoyen, de la « base ». Avoir plus d'Etat pour des raisons pragmatiques est dans la logique de la société technicienne. Dès lors, quand je dis, depuis si longtemps et fortement, eguerre à l'Etat », ce n'est en rien dans la perspective du libéralisme économique de droite, mais c'est en fonction d'une autre conception, à laquelle l'auteur ne fait pas allusion, et c'est la conception anarchiste et libéraire.

Il est vrai que ces derniers temps on a vu paraître à ce sujet un nouveau mensonge, c'est la proclamation par les plus réactionnaires d'être « libéral-libertaire ». Les deux termes sont inconciliables. Le libéralisme a été historiquement le moyen pour confisquer l'aspiration à la liberté, que seuls les libertaires ont maintenne avec vérité. Mais le prix paraît si grand pour gagner cette liberté que l'on s'est contenté à moindres frais. La liberté comporte une dimension qui n'a aucune commune mesure avec les cotes, même bien taillées, eutre un Etat idéal et un marché lui aussi déal. Il faut savoir ce que l'on choisit. Mais on n'a pas le droit de se maintenir dans l'illusion et d'en nournir les autres.

Professeur à l'université de Bordeaux-L



Istration de l'Etat

<u>étranger</u>

LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN SYRIE

Paris-Damas: la mise au net

(Suite de la première page.)

Le président Assad a également affirmé que la Syrie n'avait jamais été embarrassée par la défense, par la France. « de ses relations et de ses intérêts particuliers au Liban », A condition que cette action soit française, et française seule-ment ». M. Mitterrand, enfin, a pré-cisé qu'ancune invitation n'avait été edicate invitation in avair ete adressée au président Assad pour qu'il se rende en France, mais que la question serait étudiée plus tard. Mardi soir, on avait tendance à pousser quelques soupirs de soulage-ment dans la délégation française. Après un début de parcours émaillé de nombreux incidents (lire page 3) «l'opération Damas» se terminait hosorablement. Le second entretien dents, prévu mitalement pour une heure, avait duré près de cinq heures. M. Michel Vauzelle, porteparole de l'Elysée, n'a pas manqué d'insister sur ce point, laissant en-tendre qu'à lui seul il valait le dépla-

Prudent, il a cependant ajouté qu'il était un peu tôt pour dire si la normalisation des rapports franco-syriens serait durable. M. Vauxelle n'ignore pas, en effet, que le prési-dent Assad adore la palabre et qu'une conversation de quatre ou cinq heures n'a rien d'exceptionnel pour lui. Elle peut simplement signi-

Scion le porte-parole de l'Elysée, trois grands sujets ont été élaborés au cours d'une conversation frappée du sceau de la - franchise ». Le Liban, en général, et le problème de l'évacuation du sud, en particulier : les relations d'Israël avec ses voisins ; le conflit Iran-Irak.

Damas. - «Le voyage ne sera

pes facile», disait-on à l'Elysée,

quelques jours avent qu'il ne

commence. La prévision était

justifiée, mais peut-être insuffi-santa. Le séjour de M. Mitterrand

à Damas aura été, en effet, sans

arrêt en concurrence avec le re-

tour înopiné, dans la nuit de di-

manche à lundi, de M. Rifaat El Assad, le turbulent frère du pré-

sident syrien qui vivait en exil de-

puis six mois, tantôt en Suisse,

réveillée par une fantasia à la libanaise déclenchée par les parti-

sans du vice-président de retour

Rafales en tous genres, concerts de klaxon, défilés impromptus,

saluaient le retour du « héros »,

au grand dam, sans aucun doute,

des chefs militaires qui lui sont

hostiles. Nouveau coup de théil-

tre, quelques heures plus tard, lorsque la protocole syrien an-

nonça à l'ambassada de France

que les trois vice-présidents -

dont Rifeet, qui a été confirmé

dans ses fonctions par un décret

présidentiel la 10 novembre der-

sident Assad pour accueillir M. Mitterrand à l'aéroport. Il fal-

lait voir là, selon tous les obser-

vateurs, la preuve ultime de la ré-

habilitation de M. Rifaat El Assad. Mais l'épisode suivant ne

confirma pas cette analyse puis-que aucun des vice-présidents ne

parut finalement à l'aéroport. Le

président Assad Burait finale-

ment craint que les partisans de

son frère na manifestent trop

bruyamment leur joie sur le trajet

présent au dîner offert en l'hon-

neur de M. Mitterrand, en com-

pagnie des deux autres vice-présidents dont l'un au moins,

l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Abdel'halim

Khaddam, est un de ses ennemis

intimes. La scène méritait d'être

vue : au cours de la réception

précédant le diner, chaque vice-

président, entouré de ses fidèles,

son rival. Un peu plus tard, les

protagonistes prenaient place à la table d'honneur. Rifaat était à la gauche de M. Lang. Le moins pu'on puisse dies c'act a moins

qu'on puisse dire, c'est que l'an-cien chef des brigades de dé-fense n'avait pas perdu son ap-pétit puisqu'il se faisait servir

systématiquement trois portions

retour du frère prodigue que l'on présente généralement comme

plus pro-occidental que la plupart

de ses adversaires politiques ? Pour les meilleurs observateurs

de la scène de Damas, c'est que

finalement la solidarité entre les

deux frères alaquites a prévalu, même si Rifaat se voit imposer

Quelles conclusions tirer de ce

de chaque plat.

Dans la soirée de lundi, on put enfin voir Rifaat. Il était, en effet,

du cortège...

er - accompagneraient le pré-

Dès l'aube, lundi, Damas fut

tantôt en France.

La concurrence

de M. Rifaat El Assad

De notre envoyé spécial

Rien dans les propos du porteparole ne permet de penser que d'importants progrès ont été accom-plis pour réduire les divergences franco-syriennes sur tous ces sujets. l'anco-synemes sur tous ces sujets.
Chacun connaîtrait cependant mieux, aujourd'hui, les positions de l'autre, ce qui est la moindre des choses. « L'époque où l'on se comprenaît moins bien est révolue », a affirmé M. Vauzelle. Il a ajouté que, de part et d'autre, avait été exprimée « la volonté de trouver un équilibre nécessaire à la noix, un équililibre nécessaire à la paix, un équilibre aussi bien mondial que régional ». Il appareit, toutefois, que cette notion d'équilibre n'a pas la même signification pour M. Mitterrand que pour le président Assad.

- A PROPOS DU LIBAN : M. Vauzelle a affirmé que la France avait reconnu le rôle certain de la Syrie dans ce pays et que l'impor-tance du rôle de la France avait été reconnue par la Syrie. Le premier point n'est guère contestable : par le seul fait de se rendre en Syrie moins d'un an après l'évacuation du contingent français de Beyrouth sous la pression syrienne, M. Mitterrand a reconnu le caractère prédominant de la présence de Damas au Liban

La seconde affirmation, en revanche, est plus ambiguë. La Syrie, en effet, a tonjours prétendu limiter pratiquement au domaine culturel l'influence française au Liban. Rien ne permet d'affirmer, aujourd'hui que le président Assad ait accepté d'élargir cette conception. Quant aux négociations sur l'évacuation du sud du Liban, il est clair que les Sy-riens y sont favorables, même s'il-sont hien décidés à ne inmais le dissont bien décidés à ne jamais le dire publiquement. Le dialogue avec Is-

une période de probation. Le mi-

nistre de la défense, le général

Tless; n'attirmait-il pas naguère

que jamais Rifast ne remettrait les pieds en Syrie ? Le même gé-

néral était d'ailleurs absent au di-

ner de lundi, mais il recevait, a-

t-on expliqué ensuite, le

commandant en chef des forces

armées libyennes, le générai Abou Bakr Younes Jaber, Pour

quoi parler de période de proba-tion ? D'abord, parce que Rifaat

a perdu, pendant son exil, une

bonne partie de son fer de lance :

estimées à 50 000 hommes, ses

brigades de défense (comman-

dées par son gendre) en compte-

18 000, au minimum 10 000; on ignore ensuite quel sera exac-

tement son statut et ses attribu-

10 novembre lui attribue la su-

pervision des affaires de sécurité.

Autre précision : Rifaat, qui

craimt d'être assassiné, aurait ob-

tenu de son frère l'attribution

d'une garde personnelle de 3 000 hommes. La chose pourre

surprendre en Europe, mais elle

relève ici de la couturne, et tous

les hommes qui comptent se

voient ainsi attribuer des « anges

gardiens » su prorete de leur in-

serait proche, puisque le Baas

devrait tenir enfin son congrès un

peu après la mi-décembre et que

l'on y débattra sans doute, en

termes codés, du problème de la

Les mésaventures

de la presse

être lié au précédent et a contri-

bué à éclipser quelque peu le

voyage de M. Mitterrand : les entraves inadmissibles mises par les autorités syriennes à la liberté

de l'information. Deux épisodes

principaux à ce chapitre : le pre-

mier a eu lieu, dimanche dernier,

lorsque les journalistes chargés

de « couvrir » la visite présiden-

tielle furent retenus plus de cinq

heures à l'aéroport après toute

une série d'incidents tragi-

comiques le Monde du 27 no-

Le second remonte à lundi, lorsque la télévision syrienne

censura la retransmission vers la

France d'un reportage réalisé par

les envoyés spéciaux d'An-

tenne 2. Les deux affaires firent

grand bruit dans le petit monde de la caravana présidentielle,

mais là n'est pas l'assentiel du

voyage de M. Mitterrand. Sou-

haitons cependant qu'à l'avenir

les services compétents tiennent

plus compte des risques de ba-

vure lors des déplacements dans

des pays « difficiles ».

Autre événement, qui peut-

La suite du feuilleton Rifaat

raël à ce sujet passait jusqu'à pré-sent par l'intermédiaire des Etats-Unis. La France peut-elle jouer un rôle à la veille de la venue à Paris de M. Shimon Pérès ? Là non plus, rien ne permet encore de l'affirmer, même si Paris est prêt à augmenter

son contingent de la FINUL.

- AU CHAPITRE GÉNÉRAL
DES RELATIONS ISRAELO-ARABES, M. Mitterrand a poliment rejeté la seule demande pré-cise formulée par le président Assad : le lancement d'une initiative européenne en vue d'obtenir la convocation d'une conférence internationale sons l'égide de l'ONU et avec la participation des Etats-Unis et de l'URSS. Cette demande figure en bonne place dans le discours pro-noncé, lundi soir, par le président Assad, qui s'est aussi déclaré « en droit d'attendre » que Paris « comprenne mieux notre cause et sou-tienne notre droit à récupérer les territoires et les droits arabes

Pour M. Mitterrand, la France n'est pas hostile au principe d'une conférence internationale, mais il faut auparavant « réunir patiem-ment les conditions de sa réussite », condition majeure étant que · l'accord se trouve d'abord dans la région même», c'est-à-dire que les pays arabes arrivent à délinir une position commune, ce qui n'est pas pour demain.

Discrétion sur le terrorisme

M. Mitterrand, à ce stade, a-t-il soulevé le problème du terrosisme syrien conformément à ce qu'on lais-sait entendre à Paris la semaine dernière? «Les problèmes du passé n'ont pas été évoqués», a simplo-ment affirmé M. Vauzelle avant de nuancer sa réponse. Remarquons que le président Assad ne s'était pas né pour justifier le recours au terrorisme au nom de la «résistance pour la libération», lundi soir, le linitant toutefois « aux territoires libanais » occupés par Israel « à la Cisjordunie, à la bande de Gaza et au Golan». Le président Assad n'a lem. Dans sa réponse, M. Mitter-rand s'était contenté de faire une vague allusion à la nécessité d' « assurer la protection des droits de l'homme partout où nous le pou-

vons. phrase ambigue qui peut aussi s'appliquer au statut particu-lier imposé aux juiss syriens.

Toujours selon M. Vauzelle, le problème des Palestiniens a été évoqué à ce chapitre. Il scrait étonnant que le président Assad ait modifié à cette occasion sa position à l'égard de M. Yasser Arafat dont on devait apprendre, quelques heures plus tard, la démission On juge ici cette démission comme une « astuce tac-

- LE CONFLIT IRAN-IRAK : les conversations n'ont donné lieu, semble-t-il, à aucun rapprochemen semble-t-il, à aucun rapprochement tant les positions française et sy-rienne sont divergentes. Il est évi-dent, cependant, que la seule pré-sence de M. Mitterrand à Damas module quelque peu le traditionnel appui français à l'Irak. Quant au soutien syrien à l'Iran, îl reste lié à la conjoncture. Damas ne cache pas, en effet, sa méfiance fondamentale à l'égard du khomeinysme et de sa contagion non pas en Syric où les Chiites sont très pen nombreux mais au Liban où cette communauté est en passe de devenir incontrôlable et de rendre aléatoire un éventue accord sur l'évacuation du sud.

Ce premier bilan, on le voit, est assez maigre, même si on tient compte des questions purement bilatéraies qui ont porté, pour l'essen-tiel, sur les échanges culturels et commerciaux. La France est notamment intéressée par la construction de la seconde tranche d'une centrale thermique mais elle est en concurrence très serrée avec la Suisse.

La question de l'opportunité du voyage de M. Mitterrand risque d'être posée pendant longtemps en-core, même si, comme il l'a déclaré mardi après-midi en s'adressant à la communauté française de Syrie, - je pense que ce voyage sera utile » et que « la situation de la France sera meilleure qu'elle ne l'était aupara-

Une scale chose est sûre : M. Mitterrand convalt enfin personnellement le président Assad dont « la personnelité », a-t-il curiousement déclaré hundi, joue un grand rôle dans le monde. Reste à savoir si des liens personnels peuvent avoir une quelconque influence sur un homme de cette trempe. Bien des précédents ne permettent pas d'être optimiste.

JACQUES AMALRIC.

cité nommément ni Israël ni Jérusa-

Sept Libanais qui préparaient un attentat contre l'ambassade américaine à Rome

SE RÉCLAMANT DU DJIHAD ISLAMIQUE

De notre correspondant

Rome. - Sept Libanais qui pré-paraient un attentat contre l'ambassade américaine à Rome ont été ar-rêtés à la fin de la semaine dernière, a annoncé, le mardi 27 novembre, la police italienne. Un commando se réclament, selon la police, du Djihad islamique prévoyait de faire sauter l'ambassade à l'aide d'un camion chargé d'explosifs, selon le même scénario que pour l'attentat d'avril 1983 à Beyrouth.

C'est l'arrestation, le 18 novembre, à l'aéroport de Zurich, d'un jeune Libanais en partance pour Rome, transportant 2 kilos d'explosif, qui a mis la police italienne en alerte. Elle a fini par localiser sept jeunes Libanais, officiellement étudiants à l'université de Rome et vivant dans deux appartements de la

banlieue de la capitale. Dans ces appartements, la police a découvert, outre de la propagande khomeiniste, un plan détaillé de l'ambassade américaine, située via Veneto, sur lequel figuraient les portes, les postes de garde, les appa-reils de surveillance par télévision, etc. Une flèche indiquait l'entrée du garage réservé aux « marines » qui

gardent l'ambassade. C'est dans ce garage que devait être lancé un ca-mion chargé d'explosifs conduit par un commando-suicide. Les jeunes Libanais arrêtés, qui

se refusent à toute collaboration avec la police, vivaient à Rome depuis plus d'un an, mais se rendaient périodiquement au Proche-Orient. La police a établi qu'ils recevaient d'importantes sommes d'argent sur leurs comptes bancaires.

L'organisation Dilhad (Guerre sainte) est notamment à l'origine de l'attentat contre l'ambassade américaine à Beyrouth en 1983, qui provoqua une quarantaine de morts et plus de cent blessés. Le 23 octobre, ce sont les commandements des forces américaines et françaises à Beyrouth qui ont été visés : deux cent trente-neuf - marines - et cinquante-huit parachutistes fran-çais ont été tués. Le 12 décembre 1983, un attentat a été commis contre l'ambassade américaine au Koweit et le 20 septembre 1983 à nouveau contre celle de Beyrouth.

PHILIPPE PONS.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

 LA COB LANCE UN ORDRE DE GRÈVE GÉNÉRALE ILLI-MITÉE. - La Centrale ouvrière bolivienne (COB) a lancé, mardi 27 novembre, un ordre de grève générale illimitée, qui avait été suspendu la semaine dernière par le comité exécutif du syndicat. La COB s'est, en outre, prononcé pour des manifestations de rues contre les décisions économiques prises par le gouvernement Siles Zuazo. – (AFP, Reuter.)

Egypte

 SUSPENSION DES COURS A EL AZHAR - Les cours ont été suspendus pour deux semaines à l'université islamique d'Al Azhar, à la suite de manifestations

estudiantines qui s'y sont déroulées le dimanche 25 novembre. Une centaine d'étudiants qui réclamaient notamment l'application de la chari'a (jurisprudence islamique) ont été arrêtés par les forces de l'ordre, qui ont pris d'assaut le campus. — (Corresp.)

Nicaragua

CENSURE DES HOMELIES DE L'ARCHEVEQUE DE MA-NAGUA. - Mgr Obando y Bravo, archevêque de Managua, a annoncé que ses homélies dominicales seraient désormais soumises à la censure du gouvernement, qui estime qu'elles pourraient contenir des • propos défa-vorables aux sandinistes •. -

Le français « langue d'élite »

France et le Levant remontent à l'époque des Croisades. Les premiers missionnaires européens s'établirent en Syrie à partir du traizième siècle. Les carmes et miers établissements à Alep (1627), longtemps après l'arrivée des dominicains à Damas (1230). Les lazaristes et les identifies de l'abord à les jésuites suivirent, d'abord à Alep (1627), puis à Dames (1643), au Hauran (1881) et à Homs (1882).

Sous le Mandat français (1920-1943), la langue française connut un développement spectaculaire. La presse de langue française eut particulièrement con heurs de laigue propier de la laigue propier de la laigue per laigue per la laigue per la laigue per la laigue per la laigue per laigue per la laigue per laigue per la laigue per la laigue per laigue per laigue per la laigue per la laigue per la laigue per son heure de gloire avec les Echos de Syrie (1928-1945) et la Voix de Syrie. En revanche, la production littéraire francophone est postérieure à 1900. Elle fut longtemps formée d'essais et de chroniques de militants antiottomans luttant pour la cause arabe et nationale. L'histoire litarabe et nationale. L'histoire in-téraire, juridique et religieuse, a suscité des plumes talentueuses, tel Edmond Rabbath (né à Alep, en 1904) et Joseph Chelhod, cherchaur et athnologue du monde arabe. René Khawwami (Alep, 1917) poursuit une ceuvre de traducteur et de romancier à Paris (Diordios). 1977), tandis de traducteur et de romancier à Paris (Djordjos), 1977), tandis que Simon Jargy (né en 1920), installé en Suisse, se consacre à l'étude de la poésie populaire, de la musique et à calemant des relila musique et également des reli-

Trois noms se détachent encore de l'aventure francophone en Syrie: Vahé Katcha (Damas, 1928), Arménien, auteur de ré-chs de violence parfois adaptés à l'écran (Œi pour œil, 1955); il mène en France une carrière de romancier (l'Hameçon, 1957, le Repas des fauves, 1960); Chérit Khaznadar (Alep, 1940),

qui étudia le théâtre en France. retourna en Syria et y adapta des œuvres européennes, avant de s'installer définitivement en culture de Rennes et a été ensuite nommé par M. Jack Lang. ministre de la culture, à la tête de la nouvelle Maison des cultures du monde, lancée à Paris, en 1982; Kamal Ibrahim (Lattaquié, 1942), est le poète syrien de langue française le plus reprétion. Etabli en France depuis 1968, agrégé de philosophie, il a écrit des romans (le Voyage de cent mètres, 1979), un recueil de nouvelles et des poèmes. La journaliste Edouard Saab (1921-1976) qui fut longtemps corres-pondant du Monde à Beyrouth où il fut tué en exerçant son métier en 1975, a, pour sa part, laissé notamment un essai politi-que qui fait toujours autorité (la Syrie, ou la révolution dans la rancosur, 1970).

La jeune génération franco-phone comprend un juriste, Jacques Hakim, deux poètes, Ghas-san Tahhan et Faïz Makdisi (1949), un publiciste, Louis Farés et deux romanciers intimistes, Colette Khouri et Gilbert Tarrab (les Désabusés de Bey-routh, 1962). Désormais, après la nationalisation des écoles privées (1967), le français est redevenu une langue étrangore, sans doute privilégiée, mais plus que jamais langue d'élite, des salons damascènes et alépins. L'ensei-gnement est donné en français nationaux, mais les élèves apprenent la français comme première langue étrangère ne représentent que 20 % des effectifs scola-

ABDALLAH NAAMAN

FILS DE PUB FAIT UN HIT:

Ce livre est celui d'un écrivain, il est remarquable. J'ai beaucoup, beaucoup aimé!

Jacques Chancel

Le plus intéressant chez Séguéla n'est pas le goût des formules – qu'il a très développé – ni l'observation de la société médiatique – qu'il exerce de façon très aiguë – mais tout simplement son bon sens...

Une intelligence en fait très française et qui repose sur la curiosité des êtres, l'amour de la vie, le respect de la tolérance.

Philippe Labro

Un raccourci, un vidéo dip du monde de la communication en ébullition. Et quand on l'a lu, on a appris beaucoup, sans

s'ennuyer une seconde.

Car, je vous le donne en mille : figurez-vous qu'il écrit plutôt bien, ce Séguéla!

René-Victor Pilhes



PROCHE-ORIENT

Les États-Unis et l'Irak ont rétabli leurs relations diplomatiques

De notre correspondant

Washington - Attendu depuis plusieurs mois et officiellement an-noncé lundi 26 novembre, le rétanoncé lundi 26 novembre, le réta-blissement des relations diplomati-ques entre l'Irak et les Etats-Unis consacre deux évolutions de fond au Proche-Orient. Longtemps resté to-talement neutre dans l'interminable guerre entre Bagdad et Téhéran, Washington marque d'abord un sou-tien plus net au régime de M. Sad-dam Hussein.

Malgré l'affaire des otages et la répulsion qu'inspire le khomeinisme aux Américains, ce rapprochement avait été longtemps freiné par l'espoir qu'entretenaient les Etats-Unis de pouvoir reprendre un jour langue de ponvoir reprendre in jour langue avec Téhéran après la disparition de l'imam Khomeiny. L'implication de l'Iran tenue pour certaine à Washington dans les attentats anti-américain du Liban, le sentiment de plus en plus fort surtout que le khomeinisme ne s'éteindra pas automatiquement avec son fondateur ont finalement et d'autant plus aisément nalement eu d'autant plus aisément raison de cet espoir que M. Saddam Hussein, quels que scient son radica-lisme et ses liens avec Moscou, constitue aujourd'hui un indispensa-ble rempart contre la déstabilisation du Golfe.

Il y a trois ans déjà, l'administra-tion américaine avait retiré l'Irak de ia liste des pays qu'elle regarde qui avait permis la reprise d'échanges commerciaux et l'octroi de crédits d'une valeur globale de 1,6 milliard de dollars. En janvier dernier, Washington avait fait savoir aux États du Golfe qu'une défaite de l'Iran serait considérée comme « nécessaire aux intérêts améri-cains, et le rétablissement des relacains et le rétablissement des rela-tions diplomatiques rompues par Bagdad en 1967 au lendemain de la guerre des Dix jours était en prépa-

La Maison Blanche a pris soin de déclarer lundi, après que le vice-premier ministre irakien, M. Tariq Aziz, se fut entretenu avec M.Reagan, que ce développement « posi-tif » ne « modifiait en rien la posi-tion de neutralité des Etats-Unis » dans la guerre du Golfe, mais la modification n'en est pas moins pe-tente. Rompues en 1979, les rela-tions avec l'Iran ne sont, elles, pas en approvisionné par l'URSS et par la France, reçoivent des fournitures d'armes américaines.

Seconde évolution : ce prochain échange d'ambassadeurs symbolise le ralliement de fait de l'Irak — qui demeure étroitement allié à l'URSS - au groupe des Etats arabes dits « modérés ». La Syrie (autre alliée de l'URSS) soutenant l'Iran, Bagdad hier regardée comme la capitale arabe la plus radicale-ment hostile à Israël s'était déjà rap-prochée de la Jordanie et de l'Egypte. Compte teau du rappro-chement parallèle entre ces deux pays et l'OLP de M. Arafat, un noupays et l'OLP de M. Arafat, un nouvel axe se dessine ainsi au Proche-Orient favorable à des degrés divers à un dialogue avec Washington. Ce mouvement, bien qu'il soit logique-ment accompagné d'un certain dur-cissement de ton au Caire et à Am-man, ne peut évidemment que satisfaire les Etats-Unis dans la me-sure où il leur fait reprendre pied dans la région après leur débâcle li-banaise.

Sa contrepartie est que les pays grabes seront désormais mieux à même de faire entendre leur voix à Washington. C'est là la raison pour laquelle ce rétablissement des rélations diplomatiques avec Bagdad n'a été entouré d'aucune publicité ex-cessive par la Maison-Blanche dont un porte-parole s'est empressé de dé-clarer qu'il « n'affectait pas les rela-tions (des Etats-Unis) avec Israël qui demeurent plus fortes que ja-

Dernier élément : ce rapproche-ment américano-irakien souligne ment américano-irakien souligne aussi que le gouvernement de M. Reagan, après avoir systématiquement refusé que l'URSS soit associée à la recherche d'un règlement proche-oriental, tend de plus en plus à accepter cette idée. M. Shuitz l'avait laissé entendre en septembre dernier à New-York et après s'être centretenn avec le secrétaire d'Etat le 1s aeptembre en marge de l'Asseml's septembre en marge de l'Assem-blée générale de l'ONU, M. Tariq Aziz était allé à Moscou pour rendre compte aux dirigeants soviétiques de l'accord de principe qui s'est concré-

Rion ne laisse penser que le Kremlin, qui craint autant que la Maison Blanche une défaite ira-

Liban

Un nouveau plan de sécurité est entré en application

L'aviation israélienne a bombardé, mardi 27 novembre, trois posi-tions palestiniennes du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et du « colonel » Abou Moussa, chef du mouvement dissident du Fatah, situées près du village de Bar-Elias, dans le nord de la plaine libu-naise de la Bekan, contrôlée par l'armée syrienne. Le raid a fait sept morts et dix blessés, selon un première bilan. D'autre part, la DCA sy-rienne a riposté en tirant sur les F-15 et F-16 israéliens, sans toutefois les attendre. Il elegiente de la première interparation de l'aire les atteindre. Il s'agissait de la première intervention de l'armée de l'air israélieune au Liban depuis le 10 septembre.

De notre correspondant

Beyrouth. — Un énième plan de sécurité est entré, sans heurts, en application lundi 26 novembre dans le Grand-Beyrouth. En pratique, bien que théoriquement militaire, il ne constitue rien de plus qu'un gage de bonne volonté de la part des divers pouvoirs s'exerçant dans chacun des secteurs de la ville. La milice chitte dans le pSE (druss) ces es pas Amal et le PSP (druze) ont en par-ticulier accepté que le maintien de l'ordre soit dévolu à l'armée à Beyrouth-Ouest. Il est cependant évident que l'autorité s'exercera au nom de l'Etat mais pour le compte des chefs des milices concernées.

A Beyrouth-Est, (secteur chré-tien), les choses, pour être moins aléatoires du fait que le Parti pha-langiste et sa milice, les Forces libanaises, sont passées progressivement sous la férule du président Gemayel, sous la férule du président Gemayel, ne sont pas fondamentalement différentes. Le nouveau plan de sécurité améliore les conditions de passage intersecteurs en en minimisant les risques sans les éliminer et devrait diminuer l'anarchie sévissant à Beyrouth-Onest dont se plaint amèrement la population, notamment sa fraction sumite, qui supporte mal et le désordre et la domination chitte par le biais d'Amal. Dans ce double domaine, le plan de sécurité est bien accueilli par les Beyrouthins de tous sords. Mais ils sont ansai sans illusion.

sion. Sur le fond, en effet, rien n'est Sur le fond, en esset, rien n'est changé. L'armée patrouille, certes, et multiplie les barrages de contrôle à travers le Grand-Beyrouth. Mais ce sout les mêmes brigades qui opèrent: la cinquième (grosso modo chrétienne) à Beyrouth-Est, la sixième (musulmane à dominante chitte) à Beyrouth-Quest et la troisième (mistale de la chrétienne). sième (mixte, islamo-chrétienne) dans le centre ville, zone tampon in-habitée où les soldats n'out à intervenir ni contre un camp ni contre l'au-

Beyrouth. - Un énième plan de tributaires des camps politicocommunantaires dont elles procèdent. Le plan de sécurité est donc à la merci de la bonne volonté de toutes les parties. Or Damas a di déployer des efforts pour parvenir à ce consensus minimal au sein du gouvernement libanais. De plus, si la coopération du chef d'Amal, Me Nacoopération du chef d'Amal, Me Na-bin Berri, paraît solidement acquise, dans la phase actuelle, an président Gemayel, celle de M. Walld Joum-blatt, le dirigeant druze, l'est bean-coup moins. Si M. Berri est soucieux d'assurer la réouverture de la route du Sud, du moins de ses quarante premiers kilomètres non occupés par Israël, M. Joumblatt est manifeste-ment reticent à ce suiet et ce sont

> Le plan de sécurité comporte deux autres étapes : le 2 décembre, déploiement de l'armée sur la route côtière jusqu'au fleuve Awali, au sud, et jusqu'à Tripoli comprise, au nord; le 9 décembre, réouverture de la route internationale Beyrouth-Damas, ce qui suppose la pacifica-tion du front de Souk-el-Gharb, où se font face l'armée et les druzes. Premier signe de blocage: le MUI (Mouvement de l'unification islamique), qui contrôle Tripoli, a expressement refusé l'entrée de l'armée. Vingt chrétiens out été pris en otages dans cette ville lundi. La, le

ment reticent à ce sujet et ce sont ses miliciens qui contrôlent essen-

plan de sécurité est mal parti... Le statu quo donne matière à sa-tisfaction à la population de Bey-routh dans l'immédiat, mais le scep-ticisme continue de régner concernant l'avenir. Une nouvelle période de turbulences se profile à l'horizon, en cas de retrait partiel et unilatéral israélien, qui créerait un vide dans le Liban du Sud. On voit mal à Beyrouth comment sortir de l'impasse. On est y convaincu que le

Israël

EN VOULANT S'ADRESSER A L'OLP A AMMAN Un député arabe du Parti travailliste

De notre correspondant

déclenche une tempête politique à Jérusalem

Jérusalem: - L'initiative spectaculaire prise par le seul député arabe membre du Parti travailliste israélien, M. Abdel Wahab Darousha, soulève une tempête politique dans le pays. Ce parlementaire a, en effet, quitté Israel, mardi soir 27 novembre, avec l'intention de s'adresser au Conseil national palestinien réuni à Amman. Son geste suscite un vif embarras au sein du Pacti travailliste et une franche indignation chez les dirigeants du Likoud, son partenaire gouverne-

C'est l'hebdomadaire de gauche Koteret Rashit qui a révélé l'affaire, le député arabe lui ayant réservé la primeur de son projet de voyage : · Je me rends à Amman, a déclaré M. Darousha au magazine, en espérent que mon geste provoquera un changement dans l'opinion publique israélienne et modifiera la position du gouvernement. Je pense que l'OLP est maintenant prête à dialoguer avec Israël. La réunion d'Amman marque un tournant. »

La direction travailliste a aussitôt condamné cette initiative person-nelle. Le premier ministre, M. Shimon Pérès, a fait savoir qu'il n'en avait pas été informé. Le secrétaire général du parti, M. Uzi Baram, tout en blâmant la décision de M. Darousha, a souligné qu'il aurait été beaucoup plus choqué si elle avait été prise par un parlementaire juif. « Il faut, a-t-il dit, prendre en compte la sensibilité nationale de

Dans' les rangs du Likond, on re s'embarrasse pas de telles nuances. Son chef, M. Itzhak Shamir, s'est dit « outragé » et a réclamé » une réplique cinglante et immédiate ». Plusionrs députés demandent la

l'ennemi » et « entrée illégale dans un pays ennemi ». Ces crimes sont passibles d'une peine maximale de quinze ans de prison.

En attendant, les collègues de M. Darousha s'efforcent surtout, mercredi matin, de retrouver sa trace. L'élu avait été vu, mardi après-midi, à Jérusalem, avant son départ présumé pour la Jordanie via Chypre. - Nous savons au'il a quitté le pays, mais nous ne savons pas où il se trouve », déclarait M. Rafi Edri, chef du groupe parlementaire travailliste. Certains doutaient même, ici, que M. Darousha, porteur d'un passeport israélien, soit autorisé à entrer en Jordanie. On qualifiait son geste d'e impuisif », en le mettant au compte d'une cer-

Selon la télévision israélienne, M™ Raimonda Tawil, directrice de l'Agence palestinienne de presse besée à Jérusalem-Est, a joué un rôle d'intermédiaire en prétant son concours à la préparation de ce voyage. La journaliste a catégori-quement démenti cette information. tout en saluant le « courage » de

L'initiative du parlementaire tra-vailliste, si elle était menée à son terme, risquerait naturellement de faire monter la tension au sein du gouvernement d'unité nationale. M. Darousha, quarante-deux ans, est un musulman originaire d'un petit village proche de Nazareth. Cet ancien inspecteur d'académie tenn pour un modéré accomplit son premier mandat parlementaire.

Lin autre député arabe a été élusur use liste du Bloc travailliste en juillet dernier, mais il appartient au Mapam, aile gauche du front, qui a de parti avec M. Pérès

LES AVOCATS DU BARREAU DE BOBIGNY COMMUNIQUENT:

LA VOIE DE LA RAISON

LIBERTÉ: VERS UNE INSUPPORTABLE DISCRIMINATION

Si l'on pérennise la multipostulation, les habitants de la Seine-Saint-Denis n'auront pas le droit le 1er janvier 1985, comme tous les autres citoyens, au bénéfice de l'habeas corpus.

Les avocats de ce département assurent chacun environ cent fois plus de permanences pénales que leurs confrères parisiens. Pour assurer cette charge supplémentaire, ils demandent que, conformément à la loi, l'autonomie de leur barreau soit reconnue et leur permette ainsi d'être plus nombreux.

MODERNITÉ: SAVOIR DÉPASSER LES TERMES DU DÉBAT

La territorialité en matière civile existe dans toute la France, comme dans tous les grands pays européens. Elle n'empêche pas le libre choix de l'avocat et permet le fonctionnement harmonieux de juridictions décentralisées. C'est la logique de la loi. Aujourd'hui, il est devenu indispensable d'envisager une solution constructive et moderne.

RÉALITÉ: ACCEPTER DE SUBIR L'ÉPREUVE DES FAITS

Le cadre d'un compromis existe. Il a été accepté en août dernier par les barreaux de Paris et Bobigny. Ce projet, récemment amélioré, permet, sans rigidité, de soumettre les arguments de chacun à l'épreuve des faits. Il reconnaît l'existence des avocats locaux mais module leur intervention en tenant compte des besoins des juridictions. Il n'impose ni obligation ni péage.

Le retour du barreau de Paris à des revendications extrémistes ne peut conduire qu'au sacrifice des trois barreaux, dont les avecats ont, depuis treize ans, assumé la défense des justiciables dans des conditions difficiles. Le souci de ménager les voies de l'innovation, sans compromettre le fragile tissu de la défense dans la périphérie, doit inciter le Parlement à amender le projet de loi dans le sens du compromis.

Ordre des avocats de Bobigny, Palais de justice, 93000 Bobigny. Tél. 832-92-50.

••• LE MONDE Jeudi 29 novembre 1984 - Page 5



COMMUNIQUENT:

RAISO

AMERIQUES

Démocratie chérie

(Suite de la première page.)

Ceux de l'armée uruguayenne avaient décidé de régler leur compte, par tous les moyens, aux Tupamaros. Mais bien des libéraux et de vrais démocrates - comme Zelmar Michelini pour ne citer qu'un seul nom symbolique - ont payé de leur vie la collaboration totale entre les polices secrètes argen-tine et uruguayenne. La restauration incluctable d'un régime constitu-tionnel en Argentine - après l'affront subi par l'armée aux Malouines - a accéléré le rétablissement des institutions démocratiques en Uruguay, tant il est vrai que les deux nations, malgré la disproportion des rapports de forces, sont interdépendantes.

La forteresse chilienne

Ce n'est pas vrai du Chili, où le général Pinochet apparaît, en prin-cipe, encore plus isolé dans le cône sud an lendemain des élections générales uruguayennes. La chute du bastion uruguayen n'implique pas nécessairement une relance de l'assant contre la forteresse « autoritaire » chilienne. Pour Pinochet, le retournement de la situation en Uruguay n'est qu'une péripétie. Et l'ar-mée chilienne, solide, de tradition prussienne, est d'abord préoccupée par ses rapports géostratégiques

/ Le traité « de paix et d'amitié » signé entre le Chili et l'Argentine, à l'instigation du Vatican, et ratifié dimanche à Buenos-Aires par « une consultation populaire », suscite la grogne de la très aristocratique et très traditionnelle marine chili-Celle-ci estime que le Chili ne sort pas gagnant de ce compromis.

Dans son ensemble, l'armée chilienne aurait plutôt tendance à serrer les rangs autour de Pinochet, face à une Argentine, rivale et démocratique, plutôt qu'à imiter l'exemple du voisin de l'est. En revanche, les opposants chiliens, majo-ritaires mais divisés, sont, bien évi-

Santiago-du-Chili. - La journée

de protestation organisée mardi

27 novembre par l'opposition est

pratiquement passée inaperçue.

L'ensemble des formations politi-

ques (Alliance démocratique, Bloc socialiste et Mouvement démocrati-

que populaire), le Commandement

national des travailleurs, et la Fédé-

ration des étudiants du Chili réunis

àu sein du « Commandement natio-

nal de la protesta », habituellement

incapables de présenter un front

commun, s'étaient cette fois mis d'accord pour appeler les Chiliens à protester les 27 et 28 novembre

contre - la dictature », - la ter-

reur » et pour réclamer le rétablisse-

LES AUTORITÉS RETIRENT

LES ACCRÉDITATIONS

DE TOUS LES JOURNA-

Santiago-du-Chili (AFP). -

Le gouvernement chilien a

retiré, mardie leurs accrédita-tions aux correspondants étran-

gers présents au Chili. Plus de deux cents correspondants

d'Europe, des Etats-Unis et d'Amérique latine se trouvent actuellement au Chili.

Le retrait des accréditations a

été notifié personnellement à chaque journaliste étranger par

une note de la Division nationale

de communication sociale

(DINACOS), qui leur a par ail-

leurs enjoint de se présenter à

L'Association des correspon-

dants étrangers au Chili a

annoncé qu'elle va tenir une réu-

gion extraordinaire pour analy-

ser cette « situation délicate et

ses bureaux.

sans précédent ».

LISTES ÉTRANGERS

ment immédiat de la démocratie.

demment, encouragés à se battre trale, le secteur « le plus chaud » de encore plus et encore mieux, par ce qui apparaît comme un nouveau retour du « balancier démocratique » en Amérique latine. Ils savent que même l'administration Reagan, qui exprimait, il n'y a pas si longtemps, sa préférence dans le continent pour les « autocrates modérés » est lassée de ce général Pinochet qui s'accroche à son « trône ». Ils savent aussi que Washington n'a pas - pas en-core - trouvé le candidat de rechange « idéal » pour remplacer le vainqueur de Salvador Allende.

Mais il est exact que - formellement, du moins - la « démocratie » n'a cessé de marquer des points depuis quatre ans en Amérique latine. Les militaires péruviens, convaincus eux aussi de leur impuissance face à la crise économique et aux pressions de la société civile, ont passé la main en 1980. En Bolivie, les civils sont revenus aux affaires en 1982. La iunte écuatorienne avait, discrètement, donné déjà le bon exemple en 1979. Et l'alternance démocratique a fonctionné sans heurts cette année dans ce pays andin. Le Venezuela, la Colombie, le Mexique sont avec des nuauces, des particularismes et parfois des réserves, des democraties latino-américaines respectables.

La montée des périls

Le Brésil, première puissance du sous-continent, est nettement engagé dans un processus de restauration des institutions démocratiques, pro-cessus qui doit se confirmer en janvier 1985 per l'élection au suffrage indirect d'un président de la République. Le Paraguay, la plus ancienne dictature d'Amérique latine (le général Stroesaner est au pouvoir depuis trois décennies), est influencé » par le Brésil comme l'Uruguay l'est par l'Argentine. On peut, ou non, en tirer des conclusions « positives », car le Paraguay est un cas très particulier.

Bien des réserves évalement dans les Caraïbes et en Amérique cen-

La première journée devait être

« active » : assemblées sur les lieux de travail, grève du zèle, meetings au centre de la ville, « Cacero-lazo », etc. Le 28, en revanche, le pays devait « s'immobiliser ».

Le scénario habituel des journées de protestation s'est répété mardi mais fonce est de constater que les

acteurs étaient rares. La protesta

acteurs étaient rares. La protesta avait pourtant commencé bruyamment. Une série d'explosions avait en effet secoué la capitale dans la nuit de lundi à mardi. Une bombe avait même éclaté à une centaine de mètres du palais présidentiel. Mais Santiago présentait aux premières heures de la matinée son aspect habitnel. Les transports en commun.

bituel. Les transports en commun

commerçants avaient ouvert leur boutique. Les dirigeants de l'Al-

liance démocratique, assurait-on, al-laient braver l'état de siège et mani-

fester sur la place d'Armes. On les

vit en effet sur les marches de la ca-thédrale chanter l'hymne national

et... déguerpir à l'arrivée des pre-miers carabiniers.

vres de Santiago ont manifesté paci-fiquement. Ils se sont contentés de taper sur des casseroles et d'allumer

Selon l'opposition, cet échec s'ex-pliquerait par la présence de l'armée

dans les rues de la capitale. «San-tiago est occupée militairement», a déclaré le président de l'Alliance

démocratique, M. Ricardo Lagos. Cette affirmation est exagérée. Des

camions de l'armée ont, certes, pa-trouillé toute la journée, et des sol-dats ont été placés aux points

n'avait rien de spectaculaire.

Il n'était pas rare de voir des soldats

tranquillement assis à l'ombre d'un

arbre tandis que des enfants

jouaient tout près d'eux et qu'un pen

plus loin des couples se roulaient

JACQUES DESPRÈS.

- chauds ». Mais ce déplo

dans l'herbe.

Les habitants des quartiers pau-

Chili

La « protesta » du 27 novembre a échoué

De notre correspondant

ments), chômage, inflation galo-pante, insécurité généralisée et en hausse rapide, marginalisation accélérée des secteurs les plus défavorisés des populations, mouvements de guérilla endémique ou échappant à toute analyse logique, comme celui du Sentier lumineux an Pérou qui déconcerte totalement les autoritéset l'opinion, course absurde aux armements pourtant « justifiée » par de vieux conflits de frontières ou des «craintes» historiques, ravages provoqués par la corruption ou par les mafias de la drogue et de la contrebande.

toute l'Amérique latine. Il y a long-temps que la «démocratie directe»

à la cubaine n'est plus un « modèle »

même pour les révolutionnaires

latino-américains, à la seule excep-

tion des sandinistes qui viennent ce-

pendant d'organiser des élections gé-

nérales que l'on aurait mauvaise

grâce à juger moins «bonnes» que

Réserves, et pourtant! Le Hon-

duras a un régime « civil » même si le poids de l'armée reste prépondé-

rant. Le Salvador a voté malgré la

guerre et Duarte est un président bien élu. Le Panama a franchi non

sans difficultés l'épreuve des élec-

tions en mai 1984, mais son prési-

dent « Nicky » Barletta est un

homme de qualité et la force de dé-

fense (ancienne garde nationale) -

hier toute-puissante, se tient tran-

quille dans ses casernes. Le Costa-Rica est une vraie démocratie, et, de

surcroît, sans armée. Même le Gua-

temala des militaires a esquissé un

timide pas vers une amorce de «li-

béralisation» sans renoncer il est

vrai à la «liquidation» de la gué-

Formellement, et globalement, le tableau est décidément très satisfait.

Démocratie, démocratie chérie...

Les ombres sont d'une autre nature.

C'est tout le sous-continent qui est

frappé par une crise cataclysmique

et lourde de périls. Dettes exté-rieures à la limite de l'insupportable

(plusieurs pays sont déjà de fait en

situation de cessation de paie-

celles du Salvador au printemps.

Oni, se tablean-ià est bien som-bre, et bien réel. Depuis quatre ans, la « montée » démocratique est très largement une conséquence du refus des militaires de continuer à assumer-toutes les responsabilités à l'heure de tous les dangers. Décidément, la satisfaction doit être mancée et tempérée. En toute l'Amérique latine a plus que jamais besoin de la compréhension et de la solida-rité réelle des nations industruali-

MARCEL NIEDERGANG.

Uruguay

M. Sanguinetti veut former un gouvernement d'union nationale

Montevideo (AFP). - Le nouveau président constitutionnel de l'Uruguay, le libéral Julio Sangui-netti, a annoncé lundi 26 novembre, son intention de former un gouvernement d'union nationale pour tenter de sortir les Uruguayens de la crise et assurer l'avenir de la démocratie qui a vu à nouveau le jour dimanche à Montevideo après onze ans de dictature militaire.

Les Uruguayens se sont réveillés en démocratie lundi avec un nou-veau président, M. Julio Sangui-netti, et un vice-président, M. Enrique Tarigo, mais sans connaître récliement la nouvelle carte politique de leur pays ni la composition du futur Parlement et des conseils départementaux.

Le Parti Colorado (libéral) et son candidat présidentiel ont gagné, mais la répartition des quelque 2 millions de voix ne sera comme avec exactitude que plus tard. Le pourcentage d'abstèntions sem-ble avoir été faible.

Selon toute vraisemblance, les libéraux n'auront recueilli guère plus de 40 % des suffrages, ce qui a amené M. Sanguinetti, dans sa pre-mière déclaration dans la nuit de dimanche à lundi, à confirmer qu'il formeralt « un grand gouvernement

La nouvelle équipe gouvernem tale qui sera mise en place le l'mars prochain comprendra, selon des sources bien informées, des membres des deux antres grands partis, le perti Blanco (nationaliste de centre-gauche) et la coalition de gauche Front élargi.

La situation que doivent relever. les libéraux constitue en effet un redoutable défi de l'avis de tous les observateurs. En onze ans de dicta-ture, l'Uruguay a été plongé dans une crise économique aigué. Le dette extérieure a plus que sextuplé, la récession frappe tous les sec-teurs, le chômage touche 15 % de la population active, le PIB a baissé de 10 % et le salaire réel s'est effondré de 50 %.

M. Sanguinetti aura donc besoin de tout le soutien politique et popu-laire nécessaire pour mener son plan de redressement à bien. Il consiste, disent les spécialistes, en une série-de mesures qui doivent surtout conduire « à un juste dosage de l'Intervention et du protectionn de l'Etat » dans les secteurs de l'industrie aptes à provoquer la résctivation de l'économie.

Contrairement à ses principaux adversaires dans la course à la présidence, le nouveau chef de l'Etat es favorable à un accord avec les ban-ques et le Fonds monétaire interna-tional pour permettre à l'Uruguay d'honorer sa dette extérieure. (5,1 milliards de dollars).

M. Sanguinetti entend également estructurer les forces armées pour les - replacer dans leur cadre pro-fessionnel propre - et les réduire afin qu'elles soient mieux adaptées

aux besoins de défense nationale. Le rôle du président uruguayen a été déterminant dans l'accord négocié qui a amené les militaires à accepter

de rendre le pouvoir aux civils. Les mesures envisagées dans l'accord oni touchent la sécurité de l'Etat et qui serout provisoirement issées en place une fois les militaires retournés à leurs casernes « n'engagent nullement l'avenir », a estimé M. Sanguinetti. Les mili· à des tâches essentiellement pro-fessionnelles ».

Un plébiscite sur ces mesures doit être organisé en novembre 1985 pour permettre sux Urugusyens de se prononcer sur l'opportunité de les inclure dans la Constitution. Une proposition similaire avait été reje-tée lors d'une consultation populaire en 1980, ce qui a marqué le début du déclin du régime militaire.

Un centriste

De notre envoyé spécial

Montevideo. - Un centriete. disent ses amis. «Le candidat des Américains et de l'armée », affirment ses adversaires. M. Ju-lio Maria Sanguinetti est, de son no Mana sangument est, de son propre aveu, un modéré. Il a été le maître d'œuvre des négocia-tions avec les militaires. Le réta-bissement sans heurt, sans me-nace putschiste, de la démocratie, il y a largement contribué.

Est-il, pour autent, le candidat de l'armée ou un « continuiste », comme le crisient avant le scrutin les militants de gauche du Front élargi ? Depuis le coup d'Etat de juin 1973, qui a consacré l'intervention des militaires dans le gouvernement du pays, il n'a cessé de militer dans l'oppo-sition. Ministre dans les gouver-nements colorados de droite de ria Bordaberry, il a rompu avec ca dernier quand le Parlement a été dissous et que les militaires sont passés de la lutte contre la guérilla à une chasse cruelle, bar-

Ca centriste veut être le président de tous les Uruguayens. Cela exclut, selon ses proches,

bere, aux e communistes ».

Cola exclut, selon ses proches, toute attitude « revancharda » à l'égard des officiers impliqués dans le répression.

Avant tout, M. Sanguinetti se veut réaliste. Il refuse les solutions démagogiques et les formules à l'emporte-pièce. Les forces de sébuirité ont doublé leurs effectifs pendant le régime : militaire : il y a un soldat ou un policier pour quarante-trois habi-tants I.M. Sanguinetti est d'ac-cord pour en réduire le nombre, mais « progressivement ». Les blancos et le Front élargi

demandent la nationalisation où l'étatisation des banques : M. Sanguinetti s'y refuse, estiment qu'un contrôle de l'Etat est plus efficace qu'une approprietion. Il oppose, à cet égard, le réalisme des socialistes espa-gnols à la politique coûteuse, rtique, des socialistes fren-

La réforme agraire demandée par les Blancos 7 II a vu, au Pé-

rou, le désastre que provoquent les réformes quand elles rempla-

cant les paysans par des bureaucrates. Sur l'amnistie, même prudence : les colorados rafusent qu'elle soit générale et illimitée,

comme le demandant les autres point la sensibilité générale et se contredisent eux-mêmes, puisqu'ils préconisent la « pacifi-cation ». On dit que leur électo-rat, qui est âgé, n'accepterait pas volontiers de passer l'éponge sur les délits reprochés aux Tu-pamaros erforre en prison — bien qu'ils alent déjà payé d'un prix inhumain la guérilla menée il y a déjà une quinzaine d'années.

Né en 1936, M. Sanguinatti a à trente-trois ans. Dans le gou-vernement Bordeberry, il a été, à l'éducation nationale, un ministre controversé, car il a fait adopter une loi répressive contre les étu-dients, dont les militaires se sont servi per la suite pour museler l'Université. C'est un point sur le-quel il a refusé, plus terd, de se

Au sein de son parti, il est, là encore. au centre : la droite y est représentée par M. Pacheco Areco - l'autre candidat colo-rado à la présidence, - et la gauche, par les sociauxdémocrates du courant « bati-liste indépendant », qui veulent redonner su parti la tensur socialisante du grand président colo-rado Batile y Ordonez, lequel fut au début du siècle un précurseur en matière de législation sociale et de contrôle de l'économie.

M. Sanguinetti a promis que, même si son parti avait la majo-rité au Parlement, il gouvernerait en concertation avec les autres forces politiques. La concertation a déjà commencé. Elle a abouti, dans plusieurs domaines (réta-blissement de l'autonomie universitaire, réorganisation de la sécurité appliate, politique agraire), à un large accord entre encos, colorados et frontistes.

AVANT TRAVAUX NICOLL "La Tradition Anglaise" 29, rue Tronchet à Paris 8 son Stock de Prêt à Porter de Luxe pour Hommes-

PRET A PORTER DE LUXE POUR HOMMES

18, Bd HAUSSMANN - PARIS 9ème

OUVERT DE 10 HEURES A 19 HEURES

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 C.C.P. 4207-23 PARIS THE MONDPAR 650572 F Tél.: 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gerant : André Laurent, directeur de la publication

Anciens directeurs: Habert Beure-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) Darée de la société : nquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F Principaux associés de la acciété
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Laureus, gérant,
et Hubert Beave-Méry, jondateur,

Directeur de la rédaction : Thomas Fernaczi. .

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritsire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE 341 F 685 F 859 F 1089 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1245 F 1819 F 2360 F ETRANGER (per messageries)

L - BELGYQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
301 F 685 F 979 F 1 246 F
IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie africane: tarif sur denande.
Les abounés qui paient par chèque postal (trois volets) vondront bien joindre es
chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou
provisoires (deux semaines ou plus); nos
abounés sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins avant leur
départ. Joindre la dernière bande d'envoir
toute correspondance.

Vanille d'accère l'abblicanne de

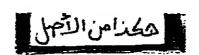
Venillez aroir l'obligeance de PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie. 3 DA: Maroc. 4.20 dr.: Tuntais.
380 m.: Allemagne. 1,70 DM: Autriche.
17 sch.; Belgique. 28 fr.; Camada. 1,20 \$;
Côts-d'heoire. 300 F GFA; Danemark.
7,50 ler.; Espegne. 110 pea.; £-U. 1 \$;
G-B., 55 p.: Grèce. 65 dr.: Iriemde. 85 p.;
halle. 1 500 L.: Liben. 500 P.; Libye.
0,350 DL; Luxembourg. 28 £: Morvège.
8,00 kz.; Paya-Bas. 1,76 fl.; Pertugal.
85 eac.; Sénégal. 300 F CFA; Saède.
7,75 kr.: Soissa. 1,50 £: Yougoslevie. 110 nd.

Bond à Sidney.

Paris-Sydney en deux escales.

Le vieux Lord Flemm m'assena une bourrade à faire vacilier la statue de la Liberté, "Bon voyage", distil. J'étais chargé d'une mission delicate au pays des kangourous. En deux sauts de paçe, j'aliais ôtre à Sidney et Dieu soul savait ce qui m'y attendait. J'avais bien le temps d'y penser. Dans l'encadrement de la porte une hôtesse vengit d'apparaître. Elle me souriait.



Marine Contract

- e - t

 $(T-\sigma) \in \{ \psi_{\alpha} , \psi_{\alpha} \}$

1.00

deal or testing

the state of the s

The first of the f

 $\{c_{i_{k-1},i_{k}}\}_{i=1,\ldots,n}$

Giève géni

Non-Camp The me de $\pi_{\mathcal{W}^{-1}} : u = \pi_{\mathcal{W}^{-1}} \cdot u$

Confe SAI

Once po e plus cru ambition



et les Etats-Unis ont lié l'indépen-

dance de la Namibie à leur retrait.

La récente tournée en Afrique australe de M. Chester Crocker, secré-

taire d'Etat adjoint américain

chargé des affaires africaines, avait

pour but de rapprocher les points de

La révélation - prématurée pour les Sud-Africains - de la position

angolaise, la mise en cause de la

bonne volonté du gouvernement de M. Dos Santos et les divergences en-

nouvelle fois, les faibles chances d'aboutir prochainement à un règle-

ment des conflits dans cette partie

De plus, Pretoria n'a pas fait offi-ciellement état de sa position en ce

qui concerne l'UNITA. Pour

Luanda, l'avenir des maquisards de M. Jonas Savimbi doit faire partie d'une solution globale qui passe par le démantèlement de cette rébellion.

Cependant, pour la première fois,

l'Angola accepte publiquement de lier le retrait des troupes cubaines à l'indépendance de la Namibie et se

place sur le même terrain que les Américains et les Sud-Africains.

Ce qui pourrait faire croire à un progrès si Pretoria a le réel désir de donner l'indépendance à la Namibie

comme son gouvernement ne cesse de le répéter. Cependant, neuf mois après la signature des accords de

Lusaka, le 16 février dernier, entre

l'Angola et l'Afrique du Sud, les

troupes sud-africaines sont toujours

dans le Sud angolais alors que le dé-

sengagement devrait être achevé de-

pois fin mers.

vue de Pretoria et de Luanda.

tre les plans de paix illu

AFRIQUE

Pretoria « regrette » la divulgation du plan de paix angolais par Luanda

République sud-africaine

Johannesburg. — La divulgation par les autorités angolaises de leur plan en vue d'un règlement des ten-sions en Afrique australe a provoqué une certaine amertume de Pretoria M. « Pik » Botha, ministre des affaires étrangères, a « regretté », di-manche 26 novembre, que « les An-golais aient fait tout leur possible pour rendre publiques » les proposi-tions présentées à l'Afrique du Sud par l'intermédiaire des Etats-Unis lors des négociations qui ont en lieu au début du mois aux îles du Cap-

A COMPANY OF THE PARTY OF THE P

Un centriste

17.25

A 10 1 1500

Le Monde

Section 1

4 1 March A 180

Art Block Think I have

144404 (

Ces propositions et les contre-propositions avancées par Pretoria devaient, en principe, rester se-

M. Boths s'est interrogé sur « la capacité du gouvernement de Luanda à conduire des négociations sérieuses » et a confirmé les divergences sur un calendrier du retrait. des troupes cubaines d'Angols, ainsi que sur certaines modalités d'appli-

Selon l'agence angolaise de pre Angop, le plan de Luanda comporte quatre phases principales qui lient notamment le retrait des soldats de La Havane à celui des troupes de Pretoria de Namibie (le Monde du 24 novembre). Elles impliquent un accord entre l'Angola, Cuba, l'Afri-que du Sud et la SWAPO (Organisation du peuple du sud-ouest africain), pour apporter l'Indépendance à la Namibie et ga-rantir la sécurité et l'Intégrité territoriale de l'Angola », a indique An-

Dans un premier temps, l'Afrique du Sud achèverait de retirer ses troupes du Sud angolais et devrait s'engager à appliquer la résolu-tion 435 de l'ONU (plan d'accession à l'indépendance de la Namibie), ainsi qu'à signer un cessez-le-feu avec la SWAPO. De son côté, l'Angola s'engagerait à retirer les troupes cubaines de son territoire.

Ensuite, des l'application de la ré-solution 435 et l'arrivée en Namibie des forces de l'ONU, qui remplaceront les troupes sud-africaines, les soldats cubsins commenceraient à évacuer le Sud angolais jusqu'au nord du seizième parallèle. Puis, au De notre correspondant en Afrique australe

bout de deux ans, il ne devrait plus y avoir aucun militaire de La Havane en dessous du treizième parallèle.

Le retrait des Cubains devrait être achevé dans un délai de trois ans, à l'exception d'environ 10 000 hommes chargés de la protection de Luanda et des champs pétrolifères de l'enclave de Cabinda. Le président angolais, M. Dos Santos, a communiqué ce plan au débute de la semaine dernière à de l'après de l'ONII. Un plan qui traite de l'ONII. Un plan qui taire général de l'ONU. Un plan qui comporte également deux exigences de taille pour Pretoria : la réduction à 1 500 hommes de ses troupes en Namibie et l'arrêt du soutien à UTDITE.

La presse sud-africaine a révélé dimanche la teneur des contrepropositions de Pretoria à propos desquelles M. «Pik» Botha a dé-claré « qu'il n'avait pas d'autre chaix que de les confirmer » après « la très large publicité donnée par le souvernement annolais à ses prole gouvernement angolais à ses pro-

L'avenir de l'UNITA

Pour le régime sud-africain, toutes les troupes cubaines doivent quitter l'Angola dans un délai de douze semaines après le début de la mise an application de la résolution 435: 12 000 en six semaines, 8 000 après neuf semaines, et le reste au bout de douze semaines. Aucune autre troupe ne peut les remplacer et le nombre des conseillers des pays de l'Est ne pourra pas dépasser ce qu'il était en 1978.

L'Angola doit, d'autre part, s'en-gager à contrôler les activités de la SWAPO et à mettre en place tine commission chargée de veiller à la sécurité sur la frontière angolo-

Le retrait cubain doit également être contrôlé par une commission conjointe qui pourrait circuler dans tout le pays et l'Angola doit fournir une description détaillée du déploie-ment des forces enhaînes.

Tunisie

Grève générale au centre phosphatier de Metlaoui

De notre correspondant

Tunis. – La centre phosphatier de blement nuige à l'évolution Metlaoui, dans le Sud-Ouest tuni- économique et sociale de la ville. A n, qui compte environ soixante mille habitants, a été en partie paralysé, lundi 26 novembre, par une grève générale. Le mouvement, auquel se sont associés nombre de commercants, a été déclenché par solidarité avec les quelques cinq mille mineurs qui protestent contre la décision de transfert de la direction de la mine à Gassa, ches-lieu de la région distant de 50 kilomètres, explique-t-on à la centrale ouvrière, l'UGIT. Les membres du bureau syndical de la mine observent d'ailleurs depuis samedi une grève de la

A la direction de l'UGTT à Tunis, on précise que depuis près de trois ans l'attention des autorités a été attirée à plusieurs reprises sur les dangers d'un tel transfert qui va inévita-

l'origine, déclarent les ce sont les bureaux de la direction générale de la compagnie Sfax-Gassa, installés à Tunis, qui devaient être transférés dans les locaux récemment aménagés à Galsa, dans le cadre de la politique de décentralisation, et non ceux de la direction régionale de Metlaoui.

La tension qui vient ainsi de sur-gir dans une région de tout temps particulièrement sensible (où environ quatorze mille mineurs travaillent à l'extraction du phosphate) vient alourdir un climat social déjà tendu et qui a vu les grèves se multiplier depuis l'été (le Monde du 31 octobre).

MICHEL DEURE.

COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT REDUCTION ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12° _ # 347.21.32

d'un nomenklaturiste Confessions

SAINT-GUILLAUME

LE GASPILLAGE DES ÉLITES

Onze portraits qui révèlent sous le jour le plus cru, le mode de vie, les espoirs, les ambitions et les angoisses de la vraie classe dirigeante française.

Collection "Libertés 2000" .

ROBERT LAFFONT/BONNEL

Les pirates qui avaient détourné un Boeing somalien se sont rendus aux autorités éthiopiennes

Les trois pirates de l'air qui tvaient détourné, le samedi 24 novembre, sur l'aéroport d'Addis-Actuellement, les soldats de M. Fidel Castro sont au nombre de 25 000 à 30 000. L'Afrique du Sud Abeba, un Boeing-707 de Somali Airlines, se sont rendus, le mardi 27 novembre, aux autorités éthiopiennes qui leur ont garanti l'asile

> Le ministre éthiopien des affaires Étrangères a déclaré que les cent huit passagers et membres d'équipage à bord, qui sont sains et saufs, ont été placés - sous la protection des autorités éthiopiennes ». Quatre d'entre eux auraient demandé le droit d'asile.

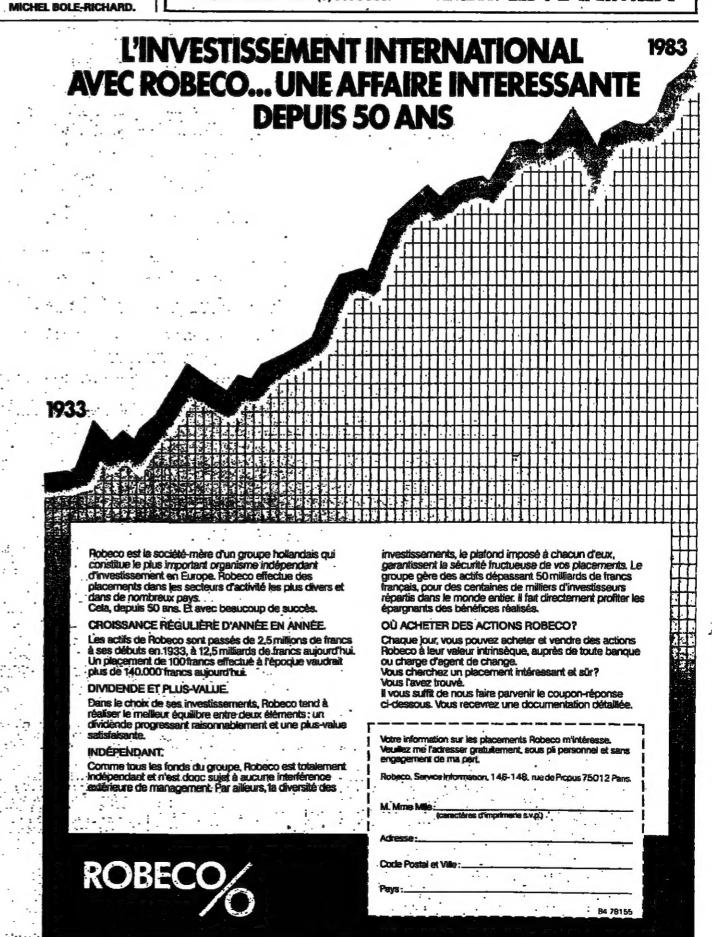
L'Italie a joué un rôle dans les tractations avec les pirates de l'air, trois officiers somaliens rebelles qui auraient obtenu la . vie sauve . pour sept jeunes Somaliens condamnés à mort par Mogadiscio.

la libération de quatorze prisonniers politiques détenus par le régime du général Synad Barré. Ce dernier est confronté à une opposition armée plus active, notamment dans le nord du pays, où de nombreux incidents ont eu lieu ces derniers mois et où Mogadiscio aurait imposé un

Groupe d'étude RELAXATION **PSYCHANALYSE**

joumées d'information **DECEMBRE 84**

Pour moins de 2000F. offrez-vous l'avenir. Pencil II : un micro-ordinateur très complet pour s'initier, jouer, se perfectionner. Nombreux logiciels immédiatement disponibles. Liste des points de vente sur demande : PENCILIE BY EX HANIMEX Hanimex France - Tel.: (3) 985.96.33.



Le président Chadli installe un Haut Conseil de l'information pour « dynamiser » la presse

De notre correspondant

Alger. – Le président Chadli a installé, dimanche 25 novembre, un Haut Conseil de l'information qui comprend le président de l'Assem-blée populaire nationale, le respon-sable de secrétariat permanent du comité central, le premier ministre, les ministres de l'information, des affaires étrangères, des PTT, de la culture, le secrétaire général du ministère de la défense nationale et le secrétaire général de la présidence de la République. La mission de ce conseil est double.

Il s'agit, d'une part, de « valoriser le métier de journaliste, développer l'Information nationale sous tot ses formes et dans toutes les régions du pays », d'autre part, de « protéger les différentes composantes du groupe social, et notamment la jeunesse, contre toute information por-tant atteinte à l'identité et aux va-

Il faut attendre la mise en place ultérieure d'une commission comprenant les directeurs des principaux organes d'information et de hauts responsables du parti et de l'Etat, chargée de l'application des décisions du Conseil pour se faire une idée sur la portée pratique de cette initiative. Celle-ci, avec ses ambiguités, révèle en tout cas l'intérêt que le pouvoir porte actuelle-ment à l'information.

Depuis le dernier congrès du FLN fin 1983, un débat est ouvert-au sein des instances dirigeantes sur la place qu'il convient de donner à la presse étrangère et sur la conduite à tenir en matière d'information nationale. L'importation des journaux étran-gers est facile à contrôler. Des quotidiens venant de différents pays arabes ont fait leur apparition à Alger cette année. En revanche, le quota des journaux français a diminué. Mais beaucoup d'Algériens écoutent les radios françaises et anssi Medi I, la station francomarocaine de Tanger (le Monde daté 28-29 octobre). Certains voudraient des contrôles renforcés ; d'autres pensent, au contraire qu'il faut lutter contre l'attirance vers les médias étrangers en rendant la presse nationale plus crédible et plus

L'agence Algérie Presse Service écrit que l'information est devenue - un secteur stratégique ». Évoquant . l'invasion sournoise et pe nicieuse » de l'étranger que la technologie moderne permet, l'agence officielle estime que « le seul bouclier à l'agression - est l'élaboration d'une « information de qualité, ob-jective, efficace et militante ». Les autorités, à commencer par le ministre de l'information, entré en janvier au bureau politique, savent que l'ar-rivée dans les foyers algériens de programmes de télévision élaborés outre-Méditerranée et transmis par satellite appartient non au domaine de la science-fiction, mais au futur immédiat. On ne sait comment elles entendent concilier « objectivité » et militantisme », mais il est clair qu'elles vont donner aux médies algériens plus de moyens que par le

Une amélioration a déjà été ap-portée à l'impression et à la mise en pages des principaux journaux, tous placés sous le contrôle du minis de l'information. Il existe en Algérie un quotidien national en arabe et un quotidien national en arabe et deux quotidien régionaux également en langue nationale. Leurs ventes cumulées restent inférieures à celle du seul El Moudjahid, le journal en français, qui annonce un tirage supérieur à 350 000 exemplaires. Un effort est cependant entrantis pour reafoncer la parses en trepris pour renforcer la presse en arabe, notamment par la création de

Tirant à près de 180 000 exemplaires, l'hebdomadaire en français Algérie Actualité demeure le plus lisible des médias algériens. Tout en apportant sa, propre contribution aux articles injurieux pour le corres-pondant du *Monde* parus ces der-niers mois en Algérie, l'hebdomadaire est parti récemment en guerre coutre l'usage généralisé de la lan-gue de bois. Invoquant la volonté de la direction politique, il assure que « la médiocrité ne fait plus recette dans l'Algérie de 1984 » et annonce « la fin du prêt-à-penser ».

Algérie Actualité a présenté comme un coup d'audace de sa part une interview du général Bigeard, publiée à l'occasion du trentième anniversaire du début de l'insurrection. L'ancien responsable de la bataille d'Alger était décrit aux lecteurs en termes hostiles, mais ses propos carrés, comme à l'habitude, ont été reproduits apparemment sans coupe. Il laissait entendre qu'un de ses prisonniers. Larbi Ben M'Hidi, avait été exécuté sommairement par les services spéciaux fran-çais. Mais il disait aussi, sans précautions de langage, pourquei il condamnait la présence de M. Cheysson à Alger le 1e novem-bre. C'était la première fois qu'un journal algérien donnait la parole à un ancien adversaire français, e cela a suscité des protestations.

On a mesure les limites de la libéralisation le mois dérnier, lors de la réhabilitation à titre posthume de vingt et un anciens chefs du FLN. La presse algérienne a publié leurs noms, mais sans se risquer à dire un mot des raisons et des circonstances de leur mort. C'est pourquoi la fa-mille de Mohamed Khider, un des neuf chefs historiques », assassiné à Madrid en 1967 et enterré au Maroc, nous fait savoir qu'elle s'est opposée jusqu'à présent au retour de sa dépouille mortelle en Algérie, comme le souhaitent les autorités. Les proches de l'ancien trésorier du FLN, sur l'intégrité duquel Ben Bella et Boumediène avaient répandu des soupçons, demandent la publication d'un communiqué » rétablissant la vérité » comme préala-ble à une inhumation symbolisant la réconciliation nationale dans la

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

EUROPE

URSS

Devant des visiteurs occidentaux, M. Tchernenko confirme la reprise du dialogue avec Washington

Moscon. - La direction soviétique serait maintenant prête à renouer quelques uns des fils du dia-logue avec Washington, mais elle entend ne pas perdre la face. Telle entend ne pas pertute la lace de signaux quelque peu contradictoires émis ces derniers jours par le Kremlin à l'occasion de la session d'autome du Soviet suprême et de la visite à Moscou de deux personnalités occidentales relativement bien disposées à l'égard de l'URSS, MM. Kinnock

Le « message » adressé aux Occidentaux par M. Vassili Garbouzov, ministre des finances, qui a pré-senté, mardi 27 novembre, devant le Soviet suprême, le budget pour 1985, est apparemment celui de la fermeté. Pour la première fois depuis quatre ans, les crédits mili-taires sont en très nette augmenta-tion par rapport à l'année précé-dente. Ils atteindront 19 milliards de roubles (environ 210 milliards de cains, que l'URSS n'abaisse pas sa garde au moment même où elle manifeste le désir de reprendre le chemin des négociations sur le contrôle des arm

Les chiffres du budget militaire soviétique sont, de toute façon, sys-tématiquement minimisés. Selon M. Garbouzov, celui-ci ne s'élève De notre correspondant

qu'à 4,9 % du total des dépenses pré-vues pour 1985, mais les experts occidentaux estiment généralement que le pourcentage réel serait plutôt de l'ordre de 12 % à 15 %.

Négociation « parapluie »

Les visites de MM. Neil Kinnock, leader du Parti travailliste britannique, et Fred Sinowatz, chancelier antrichien, qui se sont toutes les deux achevées mardi, ont été l'occa-sion pour M. Tchernenko d'insister sur son désir de reprendre les négo-ciations avec Washington sur le désarmement. Pour la première fois, M. Tchernenko a 'implicitement approuvé en public l'idée avancée le 24 septembre dernier nar M. Reaseptembre dernier par M. Reagan d'une « négociation parapluie », regroupant les différents domaines du processus de contrôle des armements. Il est donc assez vraisembla-ble que tel était bien aussi le contenu du message envoyé le 17 novembre dernier par le dirigeant soviétique au président américain et qui n'a jamais été publié.

S'adressant lundi à M. Kinnock, dont les prises de position en faveur d'un désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne suscitent ici une sympathie attentive, le chef de l'Estat soviétique a déclaré que Moscou avait « proposé au prési-dent Reagan d'ouvrir des négocia-

interdépendantes relatives à la nonmilitarisation de l'espace, à la réduction des armes nucléaires stratégiques et à celle des armes nucléaires de portée moyenne ». Le mot-clé est ici l'adjectif « interdépendant », qui indique la volonté du Kremlin de lier désormais entre elles les différentes pégociations.

Le chef de l'Etat soviétique met, de manière significative, en pre-mière place la question de la militarisation de l'espace qui préoccupe le plus Moscou. Mais il ajoute dans un même souffle les armes nucléaires stratégiques », c'es« t-à-dire les sys-tèmes centraux (fusées intercontinentales, bombardiers, sous-marins) et les « armes nucléaires de portée moyenne » que sont les euromissiles.

Les Soviétiques acceptent qu'on reparle de ce dernier type d'armes en laissant de côté l'exigence préalable qu'ils possient depuis plus d'un an - le retrait unilatéral des Pershing-2 et des missiles de croi-

Le statut de M. Gorbatchev

M. Tchernenko a tenu mardi devant le chancelier autrichien, M. Sinowatz, dont c'était la pre-mière visite officielle en URSS depuis son arrivée au pouvoir, des propos strictement identiques sur l'« interdépendance » des négocistions sur l'espace, les armes stratégiques et celles à portée intermédiaire

110711

UNIN

DE PHP

Part of the second

Address Seen

artina e la care Partir constitu

The Bod Ay

 $(A, \gamma, \alpha, \beta_{n}) = \chi_{nN}$

tandant of the second s

فيهني والمستعدا

Ohio San Carlo

Francis M. F.

And the state of t

deather than the first

President All Heart

Cellinger.

Alon a venu

ting of the .

 $\{(1,\epsilon)\}_{0\leq t\leq t} \{(1,\epsilon)^{t}\}_{0\leq t}$

 $\{u_1,\dots,u_{k+1}\}_{k\in \mathbb{N}^n}$

 $\operatorname{PP}(t) = \varphi_{t}(t) + \varphi_{t}(t)$

La position occupée par le benja-min du bureau politique, M. Gorbat-chey, à la réunion du Soviet suprême était scrutée avec attention par tous les observateurs, en raison de ses absences inexpliquées ces der-nières semaines. Il était assis immé-diatement à la droite de M. Gromyko, au rang occupé par MM. Tehernenko et Tikhonov, pré-sident du conseil des ministres. Une place était laissée ostensiblement ibre à sa droite, celle du maréchal Oustinov, ministre de la défense, qui est malade.

Un autre militaire était l'objet de tous les regards des observateurs étrangers : le maréchal Nikolai Ogarkov, qui a perdu son poste de chef d'état-major général le 6 septembre dernier. Nul ne sait en quoi consistent exactement les « hautes fonctions » en sein du ministère de fonctions » au sein du ministère de la désense dont on le crédite offiusement depuis son limogeage.

M. Baïbakov, président du Gosplan, a présenté le rapport tradition-nel sur l'exécution du Plan en 1984. Il a estimé que le revenu national allait augmenter cette année de 3,1% et la production industrielle de 4,4% par rapport à 1983. Le revenu par habitant devait s'accroître de 3,3%. En ce qui concerne 1985, le président du Gosplan a prêvu une augmentation de 3,5% du revenu national et de 3,9% de la production industrielle.

DOMINIQUE DHOMBRES.

PRÉS DE TROIS CENTS JUIFS DÉSIREUX D'ÉMIGRER SAISISSENT LE SOVIET SUPRÉME

Moscou (AFP). – Quatre-vingt-douze juifs d'Union soviétique ont demandé à être déchus de leur citoyenneté et autorisés à émigrer en Israël, dans une lettre adressée le di-manche 25 novembre au présidium du Soviet suppène du Soviet suprême.

Les signataires demandaient que leur cas soit examiné lors de la session du Soviet suprême qui s'est ouverte mardi à Moscou. Ils indiquent que la Knesset (Parlement israé-tien) leur a récemment accordé la choyenneté israélienne et insistent pour que, juridiquement, leur départ soit traité comme un « rapatrie-

D'autre part, quelque deux cents juifs de plusieurs villes soviétiques ont adressé ces jours derniers au Soviet suprême des télégrammes protestant contre « la répression exer-cée contre les julfs désireux de quitter l'URSS ». Ils lui demandent d'inscrire à son ordre du jour le problème de l'émigration juive dans le cadre de la réunion des familles.

La RFA refuse de signer la convention du droit de la mer

fusé, mardi 27 novembre, de signer la convention du droit de la mer, s'alignant ainsi sur la position des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Le porte-parole du gou-yernement a rappelé, à l'issue du conseil des ministres, que les dispositions prévues pour l'exploitation des ources minières des fonds marins, jugées « dirigistes et protec-tionnistes », rendaient ce traité inacceptable pour Bonn dans sa forme

Pour éviter un conflit avec les autres pays de la Communauté, notamment la France et les Pays-Bes, Bonn ne s'opposera cependant pas la signature de la convention par la Commission de Bruxelles, mais se réserve la possibilité d'en bloquer la ratification si des améliorations n'y sont pas apportées ultérieurement. Cette solution, dont la valeur inri-

dique est loin d'être claire, est le ré-

Le gouvernement de Bonn a re- sultat d'un laborieux compromis entre les thèses défendues par le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, et celles du Parti chrétien-démocrate. M. Martin Bangemann, ministre de l'économie, qui doit succéder, en 1985, à M. Genscher à la tête du Parti libéral, s'était rallié, pour l'oc-casion, à la position de la CDU. Le chef de la diplomatie ouest-allemande estimait que, en ne sienant pas la convention, la RFA se rivait de tout moven de peser avec la France et le Japon, entre autres pays signataires, en faveur des chan-gements souhaités.

> Seuls, en effet, les Etats qui ont signé la convention siègent dans la commission préparatoire, qui a pour tâche de mettre sur pied l'Autorité (l'organisme international qui gé-rera les ressources minérales des grands fonds marins, « patrimoine

commun de l'humanité »). Et après le 10 décembre prochain, la période de signature de la convention sera close. Les Etats non signataires à cette date ne pourront plus qu'adhérer à la convention.

Toutefois, signer n'est pas ratifier. La ratification d'un accord interna-Etats, un vote du Parlement. Et la convention n'entrera en vigueur qu'un en après qu'elle ause été sati-fiée per soixante pays. Si cela se produit, les Etats ayant ratifie la convention auront à se partager tons les frais — fort importants sans au-cun doute — liés au fonctionnement de l'Autorité.

Le refus de signer de l'Allemagne fédérale pose un autre problème: Hambourg devait être le siège du tribunal international du droit de la

H. de B. et Y. R.

Une déclaration commune des dissidents tchécoslovaques et est-allemands

Un document de portée historique

par PAVEL TIGRID (*)

La déclaration communa, signée le 22 novembre par vingt-neuf dé-fenseurs de la paix et des droits de RDA pour protester contre le dé-

ploiement, depuis un an, des fusées soviétiques sur le territoire des deux pays, est un événement de portée considérable. Tout d'abord, il reflète le sentiment d'une menace grave : « Nos deux pays servent de base de lancement de fusées (...), ce qui augmente considérablement les risques d'une riposte nucléaire à leur encontre », affirme la déclaration. Ces craintes sont largement partagées par la population des deux pays, au point que les médias officiels ploient à rassurer l'opinion publique.

Nous sommes, par ailleurs, en tional en train de se former à travers des frontières étroitement surveillées, apparemment en accord avec d'autres groupements analogues dans plusieurs pays du bloc soviéti-que. La déclaration est formulée en termes mesurés, mais l'URSS y est néanmoins nettement accusée de faire peser des menaces sur la paix mondiale. Des mouvements indépendants de pacifistes est-européens font ainsi leur entrée active dans les relations Est-Onest, d'une manière que Moscou ne pourra guère faire semblant d'ignorer.

Enfin, il s'agit là du premier docu-ment commun des Tchèques et des Allemands depuis la fin de la seconde guerre mondiale, ce qui constitue un pas historique, comme le souligne d'ailleurs la déclaration : * Des Tchèques, dès Slovaques et des Allemands de la RDA ont signé la présente déclaration pour témoi-gner de la pérennité de leurs al-liance et coopération. Cette solidarité ne saurait. être menacée par aucun ressentiment historique... .

Les rapports entre Tchèques et Allemands out été tendus, voire hostiles, depuis des dizaines et des centaines d'années. La déclaration commune met donc, à sa manière, un point final à cette étape historique.

(*) Journaliste d'origine tchèque

République d'Irlande

NOMMÉ PAR JEAN-PAUL II

Le nouvel archevêque de Dublin, Mgr Kevin McNamara représente l'aile conservatrice de l'Église irlandaise

De notre correspondant '

choisi un des membres de la hiérarchie le plus conservateur, Mgr Kevin McNamara, évêque de Kerry, pour succéder à Mgr Dermot Ryan comme ar-chevêque de Dublin. Celui-ci a été nommé il y a neuf mois préfet de la congrégation romaine pour l'évangélisation des pen-ples.

Le choix controversé de Mgr McNamara a été influencé par Mgr Ryan, semble-t-il, avec l'appro-bation du pape. Mais, dans le dio-cèse même, le plus important du pays avec 1,3 million de fidèles, l'annonce de la nomination n'a pas été reçue avec un enthousiasme una-nime. Le nom de Kevin McNamara n'a jamais figuré dans les sondages effectiés parmi les prêtres du dio-cèse. Pour une partie du ciergé an mons, le nouvel archevêque n'a pas les qualités nécessaires pour faire face aux problèmes de l'Eiglise dans la capitale, et notamment au désanchantement des jeunes. Dans des parosses populaires dublinoises, seule-ment 25 % des jeunes entre seize et vingt-cinq ans vont à la messe. Pour un pays dont la population (3,5 millions d'habitants), est catholique à 95 % pratiquante, et à 90 % ce chiffre est une somette d'alarme peur la hiérarchie irlandaise.

Mgr McNamsra est évêque du diocèse rural de Kerry dans le sudouest du pays depuis huit ans. Avant, il avait occupé la chaire de théologie dogmatique au grand séminaire de Maynooth: Porte-parole de l'aile conservatrice de la hiéranchie, l'an dernier il a mené une campagne vigoureuse pour l'amendement de la Constitution parréférendum, afin de reconnaître le droit du fostus comme citoyen à part

Dublin. - Jesn-Paul II a entière. Il est intéressant de noter que dans le diocèse de Dublin, pour 28 % l'électorat s'est prononcé contre cet amendement à la Constitution et près de la moitié de cet électorat n'a pas participé au réfé-

> La nomination de Mgr McNa-mara an poste-cié du catholicisme irlandais représenterait pour le gouvernement de coalition centregauche de M. Garret FitzGerald un obstacle dans sa campagne de libéralisation des lois sociales. Déjà Mgr MacNamara s'est prononcé contre le projet de loi préparé par le ministre de la santé, M. Barry Desmond, travailliste, en vue de la libéralisa-tion de la loi sur la vente et la distribution de contraceptifs. Actuelle-ment, seule les couples mariés y ont droit et cela sur ordonnance médicale. La loi de M. Desmond les mettrait à la disposition des couples âgés de phis de dix-huit ans sans ordonnance. Pour le neuvel archevêque de Dublin, cette libéralisation de la loi mine « le fondement moral de la so-ciété ».

> Le gouvernement doit aussi faire face au problème du divorce, actuellement proscrit par la Constitution. A côté d'une demande de plus en phis forte, particulièrement dans les centres urbeins, pour un change-ment de la loi, il y a, schon les sondages récents, une légère majorité qui se prononce en faveur du statu quo. Il est certain que a le gouverne-ment risquait un référendeun, le nouvel archeveque menerait la campagne en faveur du non. Le nouvel archevême de Dublin n'est pas non plus un défenseur fervent de l'œcuménisme, se limitant à des déclarations de respect pour la religion pro-

> > JOE MULHOLIAND

DIPLOMATIE

Un protocole d'accord a été conclu entre Londres et Madrid sur Gibraltar

L'Espagne rétablira le libre accès au Rocher

Londres. - La conclusion d'un protocole d'accord provisoire entre l'Espagne et la Grande-Bretagne à propos de Gibraltar, le mardi 27 novembre a été accueillie avec soulagement et satisfaction à Londres. Cet arrangement représente pour le Foreign Office un nouveau succès diplomatique après le délicat compromis trouvé avec Pékin en septembre au sujet de l'avenir d'une autre

colonie britannique, Hongkong. Mais du point de vue britannique. la comparaison s'arrête là. Si dans le cas de Hongkong, la souveraineté chinoise n'a jamais été contestée à terme par la Grande-Bretagne (le traité signé au siècle dernier entre le Royaume-Uni et l'Empire du Milieu arrivait inévitablement à échéance en 1997), il en va différemment pour Gibraltar. Les Britanniques se sont emparés du Rocher en 1704 et le traité d'Utrecht de 1713 reconnaissant à la Grande-Bretagne cette possession stratégique a été recon-duit à plusieurs reprises par les Espagnols (notamment durant les guerres napoléoniennes). Il ne prévoyait pas de limite dans le temps. Mais l'Espagne, soulignant l'anaDe notre correspondant

chronisme de ces conventions, revendique la reconnaissance de sa souverainté - légitime - sur Gibraltar.

Au temps de Franco, en 1969, les autorités espagnoles ont instauré une sorte de blocus de la colonie. La frontière entre Gibraltar et le territoire espagnol a été alors complètement fermée. Après le rétablisse-ment de la démocratie en Espagne, les relations se sont quelque peu améliorées entre Londres et Madrid. En 1980 a été signé à Lisbonne un premier accord prévoyant la réouverture des portes entre La Linea (la ville frontière du côté espagnol) et Gibraltar. Mais il est resté lettre morte, notamment parce que, en 1982, les rapports entre l'Espagne et la Grande-Bretagne se sont de nouveau envenimés à propos du conflit des Malouines, Madrid prenant le parti de Buenos-Aires. L'avènement du gouvernement socialiste de Gonzales a détendu l'atmosphère, Madrid autorisant le passage - très limité- des seuls piétons entre Gibraltar et le territoire espa-

Cette fois, le gouvernement espagnol accepte de rétablir, à partir de février prochain, la liberté complète du passage. Londres, pour sa part, admet le principe de pourparlers sur l'a avenir - de la colonie. Cela signifie que les dirigeants britanniques naissent plus ou moins que Madrid puisse être fondé à poser la question de la souveraineté, sous réserve de l'approbation des vingt-sept mille habitants de Gibraltar, Mais ceux-ci, en 1967, au cours d'un référendum, ont. à une quasi-unanimité. déclaré vouloir rester Britanniques, et rien n'indique pour l'instant qu'ils soient prêts à changer d'avis.

Cependant, une normalisation (qui n'engage pas pour l'instant un règlement sur le fond) est désormais possible, car l'Espagne a besoin du soutien britannique dans les ultimes négociations au sujet de son adhésion à la CEE. La Grande-Bretagne manifeste une certaine complaisance, car elle est moins concernée que ses autres partenaires, la France et l'Italie par exemple, par les dé-bats sur la pêche et le vin.

FRANCIS CORNU.

هكذامن الأمل

A LA FRONTIÈRE THAILANDAISE Les forces coalisées de la résistance tiennent tête aux troupes vietnamiennes

Bangkok. - Des combats incer-tains ont continué lundi 26 et mardi 27 novembre autour du camp de Nong-Chan, tem par des soldats du Front national de libération du pen-ple khmer (FNLPK) et contre lelancé l'assaut la semaine dernière.

Les Vietnamiens sont habitués à des succès rapides, nons a déclaré le général Dien Del, vice président du FNLPK, mais, à Nong-Chan comme à Ampil en avril dernier, nos troupes ont réussi à bloquer l'offensive. Le commandement vietnamien semble désorienté. »

Selon le général Dien Del, le FNLPK aurait souffert une quin-zaine de morts et près de quatre-vingts blessés. Ces chiffres sont en concordance avec ceux fournis par la Commission internationale de la Croix-Rouge,

Pour la première fois depuis la mise sur pied du gouvernement de

UN MINISTRE DE PHINOM-PENH **A PARIS**

Le ministre des affaires étran-gères du gouvernement de Phnom-Penh, M. Hun Sen, séjourne en France depuis le vendredi 23 novem-bre. Le ministre cambodgien effectuait un voyage dans d'autres pays d'Europe. Sa visite à Paris a lien à l'invitation du vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée mationale, M. Montdargent (PC).

Lundi, M. Hun Sen a été reçu au siège du PCF par M. Maxime Gre-metz, secrétaire du comité central et responsable de la section de politique extérieure.

connaissant pas le régime de M. Heng Samrin installé par Hanof au Cambodge, en janvier 1979, la vi-site en France de M. Hun Sen a un caractère privé. Elle devrait cependant être pour lui l'occasion de contacts avec diverses personnalités olitiques de la majorité comme de l'opposition, notamment par l'inter-médiaire de l'Association pour le développement des relations avec le Cambodge – qui avait déjà invité à Paris au mois d'octobre un autre membre du gouvernement de Phom-Penh, M. Nouth Savoen,

vice-ministre de la santé. On note, en outre, que le séjour en France de M. Hun Sen coïncide avec celui du prince Sihanouk, chef de la coalition cambodeienne antivietnamieme. Le prince Sihanouk doit être reçu le 17 décembre par le président Mitterrand.

coalition du Kampuchéa démocratique en juin 1982, on a constaté un début de coordination et de coopération entre les trois factions qui le

Des soldats de l'armée nationale sihanonkiste sont présents à Nong-Chan et participent à la défense du camp, tandis que les troupes khmères-rouges ont effectué des opérations de sabotages le long des routes menant vers les premières lignes vietnamiennes.

Jusqu'an mois d'avril dernier, les iens avaient connu des vio toires aisées lorsqu'ils s'en prenaient aux camps de la coalition installés le long de la frontière thallandaise. Cette fois, comme à Ampil il y a quelques mois, ils ont sans doute réusti à repousser provisoirement la population civile hors de Nong-Chan, mais les bases militaires ne sont pas tombées. Les observateurs militaires attribuent ce demi-échec de Hanof à la ténacité nouvelle des soldate nationalistes militaires de soldates nationalistes de soldates soldats nationalistes, mienz entraînés et mieux armés, et aussi au fait que, cette fois, les soldats viet-namiens ont dû subir des contreattaques sur leurs flancs, ce qui aurait en pour effet de sérieuse perturber l'intendance.

L'agence de presse vietnamieune s'est à ce jour contentée de repro-duire une dépêche de l'agence offi-cielle de Phnom-Penh du 18 novembre affirmant que le camp de Nong-Chan avait été « rasé » et que plus de « cent ennemis » avaient été soit miz hors de combat, soit cap-

chinoises out rendu publiques pour-la première fois, le mardi 27 novem-

tuel retour du dalat-lama en Chine, précisant notamment que le chef spirituel tibétain ne pourrait y revenir définitivement que s'il s'établissait ailleurs qu'au Tibet.

M. Yang Jingren, chef du dépar-tement du Front uni du comité cen-tral du Parti communiste chinois, a

ajouté devant une délégation du dalai-lama en visite à Pékin que le retour définitif du « Bouddha

vivant » dépendait en outre de

toutes les conditions d'un éven-

JACQUES BEKAERT.

Chine

Les conditions posées par Pékin

rendent improbable un retour du dalai-lama

Pétin (AFP). - Les autorités l'abandon par ses fidèles de te

nois.

Corée

APRÈS L'INCIDENT DE PANMUNJOM

Pyongyang ajourne la reprise des pourparlers entre le Nord et le Sud

De notre correspondant

Tokyo. - La fusillade déclen- le faire déborder sur les terrains Toryo. — La rusillade décien-chée vendredi dernier à Panmun-jom, lors du franchissement de la ligne de démarcation Nord-Sud par un Soviétique en mal d'asile politi-que (le Monde du 24 novembre), n'a pas seulement fait quatre morts et ravivé la tension dans la pénin-sule. A la demande du Nord, elle a évalement provoqué, mardi 27 noégalement provoqué, mardi 27 novembre, le report du dialogne intergouvernemental coréen renoué dans l'optimisme il y a seulement dix jours (le Monde du 17 novembre).

Les polémiques et la tension avaient sensiblement monté à la suite de l'incident, mais il n'avait pas été question, dans les déclara-tions faites à Séoul et à Pyongyang, d'une rupture ni même d'un ajournement des pourparlers. Les entretiens devaient reprendre le 5 décembre. Séoul s'y déclarait disposé malgré le drame; Pyongyang a maintenant décidé de les reporter à l'« an prochain ».

La radio nord-coréenne avait littéralement présenté l'affaire comme un faux pas, perlant d'un touriste de nationalité non précisée qui, ayant malencontreusement posé le pied sur la ligne de démar-cation, aurait été « entraîné de force » dans le camp adverse par an soldat américain. Washington et l'intéressé ont démenti. Le Nord a rejeté la responsabilité de l'affron-tement sur les Etats-Unis.

L'incident aurait pu être traité comme une affaire purement mili-taire et laissé à la commission quadripartite d'armistice (Chine et Corée du Nord, Etats-Unis et Co-rée du Sud). Le Nord a choisi de

idée d'indépendance du Tibet,

La délégation, composée de trois

sentant le dalaFlama, la cinquième depuis 1979, était arrivée à Pékin le

21 octobre dernier pour préparer son retour éventuel en Chine l'an pro-

M. Yang, cité par l'agence Chine nouvelle, a expliqué que la politique des autorités de Pélein au sujet du retour du dalat-lama, édictée en 1981 par le secrétaire général du PCC, M. Hu Yaobang, lors de la visite en Chine du frere du cher reli-

gieux, M. Gyalo Thondup, restait strictement « inchangée ».

Le dald'-lama s'est réfugié en Inde après avoir fui le Tibet en 1939 avec quatre-vingt mille de ses parti-sans, lors de l'écrasement sanglant d'un soulèvement tibétain antichi-

Au cours de leurs visites en Chine, les délégations envoyées par le dalaï-lama « ne doivens s'atten-

dre à aucun marchandage » ni « se livrer à de nouvelles polémiques sur les événements de 1959 », ceux-ci

Avant son retour définitif, ou pour une simple visite, le « Bouddha

vivant » doit également se déclarer décidé à travailler pour l'unification de la Chine et l'unité nationale, a

S'il remplit cette dernière condi-tion, a-t-il affirmé, le dalal-lama sera

le bienvenu et pourra « se rendre [en visite] où bon lui semble, et sa sécu-

De source diplomatique occiden-tale, on estimait mercredi que ces conditions rendent une visite en Chine du dalal-lama possible, mais

devant être définitive précisé M. Yang.

ajouté M. Yang.

rité sera garantie ».

économique et humanitaire sans que l'on sache vraiment pourquoi. La façon dont sera renoué. l'« an prochain », le dialogue bilatéral sera révélatrice de la volonté réelle des deux parties d'imposer la dé-tente et la coopération au-delà des déclarations d'intention et des incidents de parcours.

R.-P. PARINGAUX.

Inde

UNE ORGANISATION MUSUL-MANE REVENDIQUE L'ASSASSINAT DU CONSUL GÉNÉRAL DE GRANDE-**BRETAGNE A BOMBAY**

Grande-Bretagne, — consul général — à Bombay, M. Percy Morris, a été tué le mardi 27 novembre par deux hommes qui ont tiré sur lui à bour portant, alors qu'il se rendait en voi-ture à con bousen. ture à son bureau. Des douilles de bailes 9 mm ont été trouvées sur le lieu de l'attentat. Selon des témoins indiens, les assassins pourraient être étrangers.

Un groupe s'intitulant l'Organisa tion révolutionnaire des musulman socialistes a revendiqué la response bilité de l'attentat, dans des appels téléphoniques à des agences de presse à Londres et à Paris. Selon des sources britanniques, ce groupe chercherait à faire relacher trois terroristes arabes détenus en Grande-Bretagne après avoir été accusés de participation à l'attentat contre l'ambassadour d'Israël à Londres, en juin 1982.

Agé de cinquante-six ans, M. Morris avait pris son poste début novembre à Bombay et était en fin de carrière. Il avait été auparavant en poste à Dubai, aux îles Salonon, à Kuala-Lumpur et à Philadelphie.

Le gouvernement indien s'est ce tragique incident ».

Afghanistan

Selon des sources occidentales

UNE CENTAINE DE SOLDATS SOVIÉTIQUES AURAIENT ÉTÉ CAPTURÉS PAR LA RÉSISTANCE

Islamabad (AFP). — Plus de cast soldats soriétiques auraleut ésé capturés per des résistants afglauns, le 14 novembre, au nord-ouest de Kandslaux, a-t-ou appris mardi 27 novembre, au Pakistan, de sources diplomatiques auralitation de le tion et l'artificie soriéto-afghanes on hombardé pendant une sumaine le sec teor d'Arghandah, siculé à une vingtain de kilomètres un nord-ausst de Kanda har; trois afficiels afghans de han

EDITEUR-CONSEIL

Ecrire pour r.-v. à : A.D.F. COPSEIL 42, rue Mongo, 75005 PARIS



Votre serrure doit être révisée! cambrioleurs sa perfectionnent et utilisent des techniques outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serer la prochaîne victime!... では、日本のでは、 では、 きない。

Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque. Il vous dire si votre serrure est encore capable ou non, de résister sux techniques actuelles des cambriolaurs.

S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 233.44.85



Cadeaux au musée du Louvre



en vente au Musée du Louvre « Le Musée » Forum des Halles - Paris Le Musée » 89, avenue Victor Hugo - Paris Galeries Lafayette, 4º étage - Paris 9º et par correspondance

Recevez gratuitement le catalogue en adressant le bon ci-dessous accompagné de 3 timbres à 2,10 F pour frais d'envoi

PUBLI-TRANS (catalogue Musées nationaux) ZL Piace de la Vigne aux loups B.P. 123 - 91161 LONGJUMRAU CEDEX

Nom :	7 .	·	<u>:</u>	<u> </u>
Adresse :			3	
Ville:			• •	

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz UNE CROIX SUR LE LIBAN Par l'auteur du "Radeau de Mahomet" ce que nul n'ose dire sur le Liban

Lieu Commun

improbable, son retour définitif étant pratiquement exclu.

Flaneries Américaines

7 NUITS D'OUBLI A NEW YORK 4.875 F*

Bien sür. il fait nuit même à New York. Mais c'est curieux, personne n'a l'air de s'en apercevoir. Alors si vous avez besoin d'une cure d'insomnie, une seule solution ; un vol quotidien TWA pour prendre des forces et vous détendre agréablement, puis un hôtel bien place où poser confortablement Validate du 15 octobre 1984 au 30 avril 1985. Prix par personne en ch

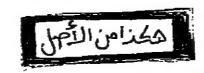
vos valises pendant 7 nuits. Ensuite, ce que vous ferez de votre temps est une affaire entre New York et vous. Ce que nous pouvons vous garantir, c'est que vous n'aurez

tamais envie de domiz. Le prix d'une semaine inoubliable saris une

seconde d'ennui? 4.105 F l'aller resour Paris New York et 770 Fifthotel. Il n'y a que TWA pour

vous souhaiter ainsi "bonnes nuits". Consultez votre agent de voyages ou Loisies S.A. a Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice. Strasbourg-

Tiensporteux official I INY



A Nounéa, M. Charles Barbeau, l'émissair du ministère de l'intérieur, chargé d'une « mission d'information mutuelle », a d'abord rencontré le président du tribunal administratif, puis les responsables du RPCR, MM. Dick Ukeiné, président du gouvernement, Jean Lèques, président de l'Assem-blée territoriale, et Jacques Lafleur, député RPR.

Sur le terrain, autant la ville de Nouméa paraît calme et presque indifférente à la crise que traverse la Nouvelle-Calédonie, autant la situation en brousse devient chaque jour plus préoccupante.

Sur la côte ouest où la majorité de la population est européenne, les deux communautés sont face à face. Des affrontements ont en lieu à Voh, à 300 kilomètres au pord de Nouméa. Mercredi, des milices européemes armées sont parties de Nouméa ca direction de la brossse, « non pas pour se battre avec les Camques, ont précisé ses responsables, mais pour protéger les Caldoches, car il y a chaque nuit la mise à sac ou l'incendie volontaire de propriétés ou de magasias vides ou isolés ».

Sur la côte ouest, le point le plus sensible est le barrage mis en place dans la tribu d'Oundjo.

Le second verrou se situe à 60 kilomètres au sud de la commune de Poya, où le barrage mis en place par le FLNKS empêche les tribus isolées de la chaîne centrale — qui sont indépendantistes — d'être approvisionnées normalement.

Sur la côte est, où les Mélanésiens sont largement majoritaires, de nombreux barrages subsistent, tandis que la cité minière de Thio est toujours encerciée par le FLNKS.

NOU

y Chesic

188377733

100

1111

. .

12.5

The second section is a second section.

the store of the

A North Control

Applications of the second

T 4. 75

mentioned them.

that you will be a see

et cour

La gendarmerie de Pouébo est également le sous-préfet des îles Loyanté, M. Jean-Claude Demar, était toujours retenu.

Le dispositif militaire voula par le gouvernement se met progressivement en place. Après les mille trois cents gendarmes mobiles arrivés depuis trois jours par aviou spécial, un Boeing-747 était attendu avec à son bord cent 120 tonnes de matériel logistique, dont trois nouveaux bélicoptères Puma.

Cinq jours de tension et de polémique

Calédonie, représentant à Paris le Front de libération nationale kanake socialiste (FLNKS) et lui expose les grandes lignes du plan du gouvernement pour essayer de parvenir à une solution politique dans le territoire (le Monde daté 25-26 novembre). M. Pidjot en informe le premier ministre du « gouvernement provisoire » formé le jour ême par le FLNKS, M. Jean-

Dans la nuit du vendredi 23 au samedi 24 novembre (samedi matin, heure de Nouméa), M. Lemoine lance un appel indiquant que « le gouvernement entend assurer le maintien de l'ordre » et a décidé de « renfor cer immédiatement le dispositif en place ». Le secrétaire d'Etat annonce que M. Charles Bar-beau, chargé de mission auprès du ministre de l'intérieur, doit se rendre en Nouvelle-Calédonie pour « une mission exceptionnelle d'information » et examiner avec les formations politiques locales - les conditions dans lesquelles devra être accéléré le processus d'autodétermination qui doit permettre d'aboutir à un choix, y compris assurant aux disserentes comque, leurs droits légitimes ».

SAMEDI 24 NOVEMBRE

Le président du gouvernement indépendantiste provisoire, M. Tjibaou, accueille avec réserve le choix de M. Barbeau mais se déclare ouvert à la discussion à la condition qu'il s'agisse de discuter de l'- autodétermination du peuple cana-que ». Sur le terrain la situation

Les cinq anciens premiers ministres RPR, MM. Michel Debré, Maurice Couve de Murville, Jacques Chahan-Delmas. Pierre Messmer et Jacques Chirac, diffusent un texte commun demandant solennellement au président de la République · que ne soit pas engagé un prode la majorité de Nouvelle-Calédonie » et « serait contraire aux insérêts de la France dans le monde et à sa vocation internationale .. Les cinq signataires reprochent au gouvernement et au Parti socialiste d'avoir donné inconsidérément - depuis la minorité pro-indépendandiste et de s'être, le 18 novembre, • refusé à assurer la liberté du scrutin. Pour la première sois dans l'histoire de la République, soulignent-ils, le gouvernement, faute de l'avoir prévu ou d'avoir voulu le prévi nir, a laissé des groupes armés s'opposer, par la violence et le terrorisme, à l'exercice du droit de vote ». « Il· est scandaleux. ajoutent-ils, dans de telles conditions, que le secrétaire d'État responsable assimile à l'abstention volontaire l'impossibilité physique dans laquelle les électeurs se sont trouvés de

DIMANCHE 25 NOVEMBRE

· Au Sénat M. Lemoine riposte, en réponse à une intervention de M. Yvon Bourges, sénateur RPR d'Ille-et-Vilaine, ancien ministre de la défense, que si, en Nouvelle-Calédonie, les deux principales communautés sont au bord de l'affrontement, la responsabilité en incombe surtout à ceux qui disposaient de la majorité avant 1981 et qui ont toujours « refusé

· Au nom des sénateurs communistes, Mme Rolande Perlican (Val-d'Oise), critique, elle aussi, le pouvoir : • La reconnaissance de la légitimité du peuple conaque et de son droit à l'indépendance par la déclaration de Nainville-les-Roches [table-ronde de juillet 1983] avait soulevé une grande espérance, mais le gou-

VENDREDI 23 NOVEMBRE · vernement n'a pas tenu ses enga-Le secrétaire d'Etat aux gements. Malgré les vociféra-tions des amis de M. Chirac, Lemoine, reçoit M. Roch Pidjot, qui attisent le feu et jouent les va-t-en-guerre, poursuit-elle, nous estimons que la répression accrue ne peut rien résoudre. La seule voie pour que le territoire retrouve le calme et que se réalise l'entente entre les différentes ethnies, est de rouvrir la népociation avec les représentants authentiques du terri-

> • Au • Club de la presse d'Europe I », le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, souligne qu'en Nouvelle-Calédonie « il y a une course de vitesse entre la justice et la violence ». que - tout le monde a raison (...) tout le monde a tort » et qu'il s'agit surtout d'une question de justice.

LUNDI 26 NOVEMBRE

. M. Michel Poniatowski (UDF), membre de l'Assemblée européenne, estime que les membres du gouvernement « risquent de se trouver passibles d'une haute cour » s'ils refusent les résultats des élections du 18 novembre en

• Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, demande à M. Mitterrand de « prendre toutes les mesures, y assurer l'intégrité du territoire en Nouvelle-Calédonie ».

 Le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, déclare au micro d'Europe 1 : « On n'imposera pas une solution, quelle qu'elle soit, par la répression. Il faut être clair là-dessus. »

• Le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, invité de France-Inter, souligne: « On ne va pas s'enfermer dans un légalisme étroit et rigide et engager une pseudo-guerre coloniale au nom de je ne sais quel légalisme. Je suis favorable à ce que s'accélère le processus d'autodétermination qui n'exclut pas l'indépendance si telle est la volonté de la popu-

. M. Bertrand Delanos. membre du secrétariat national du PS, estime qu'e on respecte la légalité qui sort d'une élection = et corrige certains propos tenus sur Antenne 2 par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM en disam: . La distinction entre pays légal et pays réel est dan-

MARDI 27 NOVEMBRE

· Sur le terrain des milices de broussards européens affrontent la tribu de Temala dans le nord-ouest du territoire. Sur la côte est, la localité de Thio est tenue par les militants du FLNKS, tandis que les gen-darmes locaux ont entouré leur asernement de fils de fer bar lelés. A Lipou, le sous-préfet des îles Loyauté, M. Jean-Claude Demar, demeure, avec sa famille et son adjoint, l'otage des indépendantistes.

. M. Charles Barbeau. arrivé à Noumés, commence ses consultations en recevant les dirigeants de l'Eglise protes-

• Le Sénat décide, contre l'avis des socialistes et des communistes, de créer une commission de contrôle sur les événe-

ments dans le territoire. · L'Australie, par la voix de son ministre des affaires étrangères, « juge souhaitable que le gouvernement français entame d'urgence de nouveaux pourpar lers avec les principaux mouvements politiques de l'ensemble du territoire afin de mettre au point une formule politique acceptable pour toutes les frac-

tions de la communauté ». · A Papeete, le président du souvernement de la Polynésie française, M. Gaston Flosse, ancien député RPR, estime que - la passivité du pouvoir central serali interprétée comme un encouragement aux fauteurs de désordres et donc comme une prise de position en leur

Dans la « course de vitesse entre la justice et la violence », dont par-lait dimanche soir M. Pierre Joxe, la violence continue de distancer la jus-

che d'une solution politique.

de la gendarmerie nationale, alors son directeur des affaires politiques, M. Michel Levallois, bien connu à à 1974, les fonctions de secrétaire général du territoire,

Ce changement, et les circonsgouvernement provisoire », M. Jean-Marie Tjibsou, avait exprimé, samedi matin, son inten-tion d'appeler les militants indépendès que seraient confirmées les nouvelles orientations du gouvernement confiées, vendredi matin, par M. Georges Lemoine à M. Roch Pidjot, député non inscrit qui repré-sente actuellement le FLNKS à

Conformément au plan conçu par le gouvernement à partir des propositions du secrétaire d'Etat (le Monde daté 25-26 novembre) M. Tjibaou attendait du pouvoir qu'il formulât publiquement son choix en faveur de l'accession du territoire à l'indépendance. Il a suspendu son appel à la trêve quand il a constaté que la déclaration faite samedi matin par le secrétaire d'Etat était en retrait, sur ce point, par rapport à ce qui lui avait été

Avant d'être retouché, au retour d'Alsace de M. Mitterrand, vendredi soir, le texte originel de cet appel, arrêté à l'hôtel Matignon, confirmait, en effet, que pour le pou-voir aucune issue pacifique n'est désormais concevable en dehors d'une accession du territoire à l'indépendance : « Le gouvernem iait ce texte, veus poursuivre le dialogue avec toutes les forma-tions politiques représentatives afin de définir avec elles une politique d'avenir avec la Prance capable

tice. Le gouvernement fait donc du rétablissement de l'ordre en Nouvelle-Calédonie sa première

Il espère ainsi éviter que les bronssards européens multiplient les actions de représailles analogues à la riposte que certains « Caldoches » de la région de Voh, an nord-ouest de la Grande Terre, spontanément formés en milices, ant opposée jundi et mardi - aux militants indépendantistes de la tribu canaque de Témala. Mais les dirigeants du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) risquent d'y voir un gage donné aux partisans de la répression ; la moindre « bavure » pourrait compromettre la reprise du dialogue entre les deux communautés, qui conditionne toute recher-

Leur attitude est d'autant plus réservée qu'ils s'interrogent sur les raisons pour lesquelles le gouvernement a dépêché en Nouvelle-Calédonie l'ancien directeur général que le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM leur avait annoncé la venue de Nouméa où il avait occupé, de 1970

tances dans lesquelles il est intersamedi 24 novembre, à Paris, ont contribué au demeurant, à conforter les dirigeants du FLNKS dans leur igeance alors que le chef du dantistes à suspendre leurs actions

Charles Barbeau: un homme d'ordre

Un homme d'ordre. Calme: Un peu emprunté dans ses rapports avec autrui. De la timidité qui cache, en réalité, une certaine fermeté. Charles Barbeau, que le. ministre de l'intérieur vient d'envoyer en Nouvelle-Calédonie pour une mission exceptionnelle d'information, est un homme peu expansif, plutôt raide, au sourire rare. Mais sa carrière lui a fait. acquérir une large expérience

D'abord affecté en 1960 à la délégation générale en Algérie au moment des demiers soubreseuts de la guerre, Charles Barbeau, ancien élève de l'ENA, entré au Conseil d'Etat, va devenir un spécialiste des questions du travail (au Bureau international du travail à Genève), puis de le population et des immigrés (au ministère du travail, aux côtés de Joseph Fontanet, puis à la direction de la population et des migrations), avant, en 1974, d'être choisi par le premier minis-

préfet de la Comèze. C'est en 1979 que ce megistrat de l'ordre administratif devient, à l'âge de quarante-sent ans, le « patron », civil, de quatre-vingt-cinq mille gendarmes en France et dans les départements et territoires d'outre-mer. A ce poste où on ne l'attendait pas, il se révèle particulièrement soucieux d'expurger le corps de la gendarmerie de toutes les déviances dont il peut être le lieu, à commencer par certaines extravagances commises par un groupement d'interven-(le fameux GiGN), qui joue les

francs-tireurs indisci Austère, voire un peu triste. Charles Barbeau a ce goût de. beaucoup de heuts fonction-naires pour la discrétion et le contrôle de soi, au risque de passer pour des responsables dépourvus de chaleur humaine nor riqueur professionnelle

L'ordre d'abord d'assurer aux différentes commu-

nautés, dont celle du peuple cana-que, leurs droits légitimes dans le cadre d'une indépendance à dési-Bien qu'on se plaise aujourd'hui à

souligner, rue Oudinot, que le rem-placement de M. Levallois par M. Barbeau a été finalement - une bonne chose dans la mesure où un homme neuf pourre peut-être porter un regard plus objectif sur la situa-tion », il est clair que M. Lemoine a essuyé un certain désaveu de la part de son ministre de tutelle, du moins en ce qui concerne la stratégie à suivre car, sur le fond, il n'existe ancune divergence, apparenment, entre M. Joxe et le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM.

Sans doute cela explique-t-il que M. Lemoine ait mis tant de véhémence à affirmer, mardi après-midi, devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, la nécessité de ne pas oublier que le rétablisse-ment de l'ordre ne seurait constituer qu'un présiable à la reprise des contacts, afin de favoriser la recherche d'une solution politique négociée avec les deux principales communantés, et surtout pour que justice soit rendue à la communauté canaque. A tel point que lorsque le secrétaire d'Etat, très applaudi, a affirmé qu'il n'accepterait jamais de conduire une politique contraire à ses convictions socialistes, certains de ses auditeurs out eru déceler dans son propos quelques doutes sur les M. Lemoine nous assurait, mercredi matin, qu'une telle interprétation serait ecronée.

M. Mitterrand prophète

Il reste que c'est bien en termes d'équité que se pose d'abord la question calédonienne et, sur ce point, les socialistes sont fondées à rappeler les responsabilités historiques des pouvoirs précédents - mais pas seument de la Ve République - à l'égard d'une communauté canaque colonisée, marginalisée et longtemps considérée par la France comme inapte à l'exercice de la démocratie paisque le droit de vote ne lui fut octroyé quà partir de 1952.

Que la gauche alt été portée à souteair l'aspiration des Canaques à affirmer leur identité, quoi de plus conforme à sa philosophie politique? L'opposition a raison: il est vrai que M. François Mitterrand a tragé, d'une certaine façon, les evendications des séparatistes. En novembre 1979, le Parti socialiste et le Front indépendantiste du terri-toire condamnaient conjointemest « la politique colonialiste » que la majorité de l'époque menait, à leurs yenx, en Nouvelle-Calédonie. Les socialistes exprimaient leur - pleine solidarité » avec leurs alliés locaux en réaffirmant leur » voloité de soutenir et de garantir le droit du peuple canaque à décider librement de son avenir. Mais M. Mitterrand n'était pas, hélas, mauvais prophète quand il déclarait, le 23 novembre de la même année, l'Assemblée

tion de désespoir qui précédera, je peux vous le garantir, une situation d'affrontement. La population canaque, me direz-vous, est ethniquement, aujourd'hul, minoritaire en Nouvelle-Calédonie. C'est possible, mais un tel argument n'est pas suffisont quand on sait comment a été facilitée l'immigration importée à la fois de métropole et des pays volsins. >

Sur l'argence d'accélérer le processus de décolonisation du territoire, retardé par le pouvoir gaulliste à partir de 1958, et sur la nécessité de faire participer les Mélanésiens à la gestion de leur terre natale, M. Valéry Giscard d'Estaing partageait le sentiment du premier secrétaire du PS : « L'Image de la France

ne doit plus être ternie nulle part par les séquelles d'une époque colo-niale, déclarait-il en juillet 1979, au cours d'un voyage dans le Pacifique. C'est pourquoi la Calédonie doit être une terre de fraternité; de justice et de progrès. »

Or, à ce moment là, ce furent surtout les partisans locaux du RPR, rassemblés à l'intérieur du Rassembiement pour la Calédonie dans la République, qui s'employèrent à entraver les orientations réformatrices, pourtant timides, du pouvoir giscardien. Le souvenir de ce proche passé devrait inciter aujourd'hui certains des censeurs du pouvoir socialiste à plus de retenue dans l'exer-cice de leur droit de critique.

ALAIN ROLLAT.

Jouer à l'Algérie

La seule apparition de M. Michel Debré à la télévision, où îl a commenté l'appel des anciens premiers ministres caullistes, a produit un choc. M. Debré, à propos de la Nouvelle-Calédonia, n'a pas, certes, évoqué l'Algéris. Mais comment, à le voir et à l'entendre, oublier le mot fameux : si l'histoire ne se répète pas, elle bégale ? Comment na pas penser que le sénateur Debré, fougueux partisan de l'Algérie française, encore n'y sont-ils pas toujours reprenait du service pour la défrançaise ? En oubliant les affres par où passa le premier ministre Debré et le prix que durent payer : les piede noirs pour avoir pris au mot le Debré première manière ?

Il est vrai que, de leur côté, les indépendantistes ont donné le tor. L'actuel président du « gouvernement provisoire», M. Jean-Marise Tjibaou, alors viceprésident du conseil de

gouvernement, est allé à Aiger le 16 avril demier, invité par le FNL, dont il a recu le « soutien moral ». Et ce n'est pas un hasard si le Front indépendantiste e pris le nom de FLNSK...

En Algérie: l'armée française et certains parmi les hommes du FLN étalent hantés par le précédent indochinois. Il leur a fallu longtemps pour se défaire - et pervenu - d'un schéma redoutable. Calquer sur l'affaire algé rienne la situation en Nouvelle Calédonie, où les populations, la situation geographique sont totalement différents, c'est entrer les yeux fermés dans un engrenage dont on sait où it a conduit : l'indépendance dans le sang et les larmes. Jouer à l'Algérie serait un jeu mortel.

JEAN PLANCHAIS.

AU SÉNAT

L'opposition décide de constituer une commission de contrôle

Sénat, composée d'un représentant, de chaque groupe, en Nouvelle-Calédonie, envisagée la semaine der-nière, les responsables de la majorité sénatoriale (favorable à l'opposition nationale) out préféré la constitu-tion d'une commission de contrôle qui se rendra sur place. Si le groupe RPR, dont fait partie M. Dick Ukelwe, président du gonvernement du Territoire, se montrait pressé de voir partir cette délégation, sés par-tenaires jugeaient que la dégrada-tion de la situation pouvait ne pas lui permettre de mener à bien sa tâche d'information. En outre, certains membres de la majorité sénatoriale ne souhaitaient pas encourir le reproche d'empiéter sur la mission de M. Charles Barbeau et de la com-

Mardi après midi 27 novembr les présidents des groupes ont pré-féré substituer à l'idée de cette délégation simple celle d'une commis-sion de contrôle aux pouvoirs réels d'investigation. Restait à en faire approuver le principe. L'ordre du jour prioritaire ayant été épuisé, M. Étienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne) a usé d'un article du règlement du Sénat qui permet de demander la discussion immédiate d'une proposition des lors qu'elle est signée par au moins trente sénateurs dont la présence est constatée par appel nominal. Cette condition étant remplie, pouvait alors être formulée la den discussion de la création d'une commission de contrôle « de l'ensemble

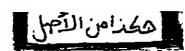
A l'envoi d'une délégation du des services publics qui ont eu ou qui ont à connaître des événements intervenus ou à intervenir en Nouvelle-Calédonie à l'occasion de la mise en œuvre de la loi du 6 septembre 1984 portant statut du Territoire de Nouvelle-Calédonie et dépendances », signée de soixante trois sénateurs, dont MM. Philippe de Bourgoing, Charles Pasqua, Jacques Pelletier, présidents respectifs du groupe RI, RPR et Gauche démocratique, et de M. Daniel Hoeffel (Un. cont.).

Après une heure de susp séance au cours de laquelle le gouvernement devait être prévenu (mais il ne s'est pas fait représen-ter) et la commission des lois se réu-nir, le Sénat décide d'adopter immédiatement cette proposition, socialistes et communistes votant contre ce « coup » et M. Hoeffel en profitant pour préciser que la prise de position de M. Bernard Stasi (UDF-CDS), plaidant pour la res-ponsabilité collective de tous les gouvernements depuis vingt aus, n'engageait que [ni-même. La séance est levée mercredi matin à 5 heures

La commission, composée de vingt et un membres, devrait être constituée ce mercredi. En outre, les responsables de cette initiative ont l'intention de demander l'audition de MM. Laurent Fabius, Pierre Joxe, Charles Hernn et Georges

A Ch.







NOUVELLE-CALÉDONIE

M. CHIRAC : l'ordre puis les reformes

1 A SITUATION

re d'abord

7(44...)

 $||\psi^{(i)}(u)||_{L^2(\Omega)} \leq ||u(u)||_{L^2(\Omega)}$

40.7%

** *

9000

M. Chirac, prevant la parole mardi matin 27 novembre au Forum de l'expansion», a déclaré : Le gouvernement a fait preuve depuis trois ans à l'égard des DOM-TOM d'une politique irresponsable, faite d'incohérences et de zigzags. Il porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle en Nouvelle-Calédonie au a été « pro-Nouvelle-Calédonie qui a été «pro-digleusement encouragée depuis 1981 par les dirigeants socialistes».

«Aujourd'hui, il est évident que si l'on se réfère à notre conception de la démocratie, il existe en Nouvelle-Calédonie une majorité indiscutable d'hommes et de femmes qui souhaltent rester dans la République. Il appartient aux pouvoirs publics - et ce problème n'a rien à voir avec la décolonisation – de faire en sorte que l'ordre républicain règne en Nouvelle-Calèdonie et d'y mettre les moyens indispensables».

La président du RPR a ajouté : « Je suis tout prêt à soutenir l'action du chef de l'Etat et du gouverne-ment en Nouvelle-Calédonie dans la mesure où elle respecte les principes démocratiques et républicains.

Pour l'heure, il est indispensable de mettre de l'ordre dans ce terri-

Après quoi, naturellement, s'il convient d'avoir à l'égard de la population canaque une politique de réformes, il y a une assemblée élue pour cela, avec un chef de gou-vernement, d'ailleurs canaque. S'il s'agit d'aller négocier dans les coins avec ceux qui ont pris le fusil contre la République, d'envoyer je ne sais quel fonctionnaire aller derrière des paravents voir dans quelle mesure on peut négocier avec ceux qu tirent contre les Français. Il n'y a pas de politique partisane possible.»

100000

A

a. 017,88

L'approvition duride de cor

9, 8,000

8 20 -- 1-1

a diga

.79 .

-

 $f_{A,B,p} \in \mathcal{F}_{A}$ $\Delta P_{ij} \otimes P_{ij}$

were communication de con

CENT TRENTE ET UN ANS DE PRÉSENCE FRANÇAISE

Du rêve d'une «France australe» à la bipolarisation ethnique et politique

schématisant à l'excès, voir dans Nouméa et ses alentours, où vivent ville à la fois californiesne (par son climat et son urbanisme) et proche des cités opulentes de la Côte d'Azur. A quelques encablures , Pusine de Donjambo qui transforme le minerai de nickel, principale res-source de l'Île. Au-delà de la chaîne, sur la côte est et aux îles Loyauté, des tribus recluses, et exclues du développement malgré l'effort d'équipement, tardif mais réel, des communes concernées. Enfin, prin-cipalement sur la côte ouest, jouxtant quelques immenses domaines fonciers qui constituent autant de réserves de chasse pour un poignée de propriétaires, quelques flots de colonat agricole, entourés de bar-

qui contrôlent la vie économique et politique - s'accrochent à leurs pri-vilèges : Ils refusent, au fond, de voir la Nouvelle-Calédonie changer et la colonie disparaître, tandis que les tribus canaques s'éveillent à la conscience nationals. Les «broussards », petits colons qui vivent en brousse, demandent que soient reconnus le réalité de leur labeur et leur droit à le poursuivre. Ceux-là, issus de bagnards libérés sur place, ou de fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, ou bien encore de colons libres auxquels se sont ajoutés quelques rapatriés d'Afrique du Nord, ont gardé une mentalité de pionniers. Ils vivent dans le fascina-

Un observateur pressé pourrait, tion de l'univers anglo-saxon qui les entoure. Mais leurs comportements sont volontiers malthusiens, leurs ns, leurs soixante quinze mille des cent qua-rante mille habitants du territoire, le inclinations poujadistes. Surtout, leur mépris à l'égard des Mélanéinclinations povjadistes. Surtout, refuge de la colonisation, véritable siens s'est rarement démenti. Il n'est havre de confort et de qualité de vie, pas si Join le temps où l'alcool était pas si loin le temps où l'alcool était considéré comme un bon moyen de résoudre le problème canaque. La situation de ces petits colons est aussi précaire que pouvait l'être celle des agriculteurs français avant la première guerre mondiale. Ils n'ont ni garantie de prix ni protec-

Tous les âges de l'économie

En fait, tous les âges de l'économie coexistent dans le territoire. Les activités minières et métallurgiques (96 % des exportations du territoire, faisant vivre le tiers de la population) définissent un domaine capitaliste classique. Les décisions échappent totalement aux Calédoniens : elles appartiennent soit au groupe Imetal (qui possède la SLN, Société Le Nickel), solt au géant américano-canadien INCO (International Nickel Company), qui posaède un important gisement à Goro, dans le sud du territoire, soit à l'Etat, associé à la firme américaine Amax, en vue de l'exploitation d'un gisement au nord de la Grande Terre. Les décisions qui influent directement sur la population dépendent également du marché mondial du nickel et des cours du dollar.

Le commerce d'importation et les PME, dont l'activité est liée au flux de richesses diffusé par le nickel, sont gérés et dirigés d'une manière qui évoque irrésistiblement le colonialisme d'il y a un siècle. L'élevage et l'agriculture, étouffés par le niveau général des salaires et des prix que commandent le nickel et le commerce d'importation, sont souvent aux mains de petits colons. Enfin, les « réserves » mélanésiennes assurent l'autoconsommation d'une population qui vit à l'écart du monde moderne, exilée sur sa propre

siens, à la fois une garantie de sub-sistance, un cadre politique et une force psychologique. Les deux tiers des Mélanésiens sont en effet fixés dans les tribus et y vivent d'une agriculture autarcique. Bien que mise en place par le colonisateur au début du siècle, l'organisation actuelle de la tribu a permis le maintien des structures de la société canaque traditionnelle, strictement hiérarchisée et spécialisée selon les clans. Chaque clan conserve en mémoire la localisation du tertre des grands chefs. Ce souvenir du cadastre ancestral, joint à une philosophie de la vie d'où la notion de temps est absente, a entretenu les Mélanésiens dans l'idée que, quels que soient les titres de propriétés acquis par les Européens, ils retrouveront un jour

Aujourd'hui, la coupure ethnique (37,12 % d'Européens, 42,56 % de Mélanésiens et 20 % de Polynésiens, Indochinois et Indonésiens) correspond à une conpure politique. Les Mélanésiens, dont l'électorat est concentré sur la Grande Terre et aux îles Loyauté, sont majoritair-ment favorables à l'indépendance (leur député est M. Roch Pidjot, non inscrit). Les Européens et les autres ethnies sont hostiles à l'indépendance. Ils vivent essentiellement à Nouméa et au Mont-Dore, principale commune limitrophe du chef-lieu du territoire. Leur député est M. Jacques Lafleur, RPR. Le rappel de quelques dates qui jalonnent l'histoire de cette fle, grande comme deux fois la Corse permettra de mieux comprendre cette évolution.

déportés des révoltes nord-

1895 : Le gouverneur Feillet s'engage dans une politique de colonisation libre. Son objectif est de faire de la Nouvelle-Calédonie une colonie de peuplement, - la France anstrale .

La France conduirs, dans l'île dotée depuis 1885 d'un conseil général élu par la seule population européenne, une guerre coloniale sporadique qui ne s'achèvera véritablement qu'avec la dernière révolte canaque en 1917. Le soulè-vement conduit par le grand chef Ataï en 1858 reste encore dans toutes les mémoires mélanésiennes.

1943 : Pendant la seconde guerre mondiale. I'lle devient un véritable porte-avions américain sur lequel stationnent près de 300 000 GI. À la Libération, la Nouvelle-Calédonie évolue vers un statut de territoire d'outre-mer. Les Mélanésiens deviennent citoyens français et bénéficient du droit de vote grâce à la loi du 10 décembre 1952.

...à la loi Defferre

1956 : La Nouvelle-Calédonie bénéficie de la loi-cadre plus connue sons le nom de loi Defferre qui insteure un système d'autonomie interne, première étape avant l'autodétermination.

1963 : Après qu'en 1958 le territoire eut renoncé à l'indépendance, le gouvernement revient en arrière. Ce sont les lois Billotte de 1963 qui ont pour but de donner à l'Etat la totale maîtrise de la recherche

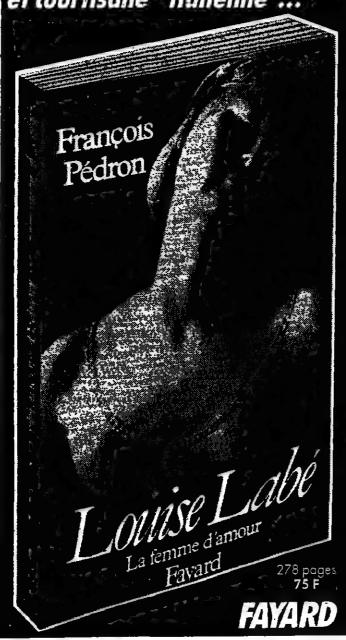
minière et des investissements à une époque où l'on commençait à spécu-ler sur l'avenir du minerai de nickel. Ce sera pour les Mélanésiens un manquement à la parole de l'Etat et le début d'une prise de conscience. Ils sont alors regroupés dans un parti, l'Union calédonienne, dont la devise est: . Deux couleurs, un seul peuple», qui prône le retour à l'autonomie interne. Ce parti bascu-lera en 1975 vers la revendication d'indépendance sous la pression de jeunes loyaltiens, animés notamment par le grand chef Nidossh Naisseline, aujourd'hui leader du mouvement LKS (Libération kanake socialiste, qui n'ayant pas boycotte les élections territoriales a obtenu six sièges). C'est à cette date, et maigré les efforts de M. Paul Dijoud, alors secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, qui lance une redistribution des terres, malgré également l'adoption d'un nouveau statut en 1976, tentative timide d'un retour à l'autonomie, que la vie politique se polarise entre d'une part des indépendantistes de plus en plus radicaux et d'autre part un parti refuge, le RPCR, bostile à toute évo-

Aujourd'hui, le sort du territoire dépend de deux hommes : M. Jean-Marie Tjibaou, principal animateur du FLNKS, qui après avoir prôné l'avènement d'une société multiraciale verse désormais dans un messianisme canaque qui paraît devoir exclure les Européens; M. Jacques Lasseur, qui détient une part non négligeable des intérêts économiques de l'île et est solidement appuyé par l'apparell du RPR à Paris.

lution de ce type.

J.-M. C.

de notre histoire de la poésie. Une femme inconnue, dotée d'un sixième sens, l'amour; la Belle Cordière a vécu une vie double : bourgeoise lyonnaise et courtisane "italienne"...



De la colonie pénitentiaire...

1853 : la « transportation » est la préoccupation essentielle du gouver-nement de Napoléon III, lorsqu'il prend possession de l'île et établit une garnison à Fort-de-France (future Nouméa). L'île devient une colonie pénitentiaire où affluent bagnards de droit commun, déportés de la Commune de Paris et plus tard

En Guadeloupe

Deux militants indépendentistes arrêtés

Deux militants indépendantistes, M. Luc Reinette, fondateur et secré-taire général du Mouvement pour une Guadeloupe indépendante (MPGI) et animateur supposé d'une organisation clandestine dissoute le 3 mai dernier, l'Alliance névolutionnaire carathe (ARC), et M. Henri Amédien, ont été arrêtés, mardi 27 novembre, au cours d'un contrôle routier de routine et incarcérés à la maison d'arrêt de Basso-

Terre, en Guadeloupe.

M. Reinette, recherché par la police après une vague d'attentats commis en Guadeloupe dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 novembre 1983, avait dispara. Le plus grave de ces attentats — l'explosion d'une voiture piégée dans la cour de la préfecture de Basse-Terre — avait blessé vingt-trois personnes. L'ARC avait, peu après, revendiqué ces actions terroristes, décrites par cette organisation comme des actions de harchiement des troupes d'occupation françaises - et menacé

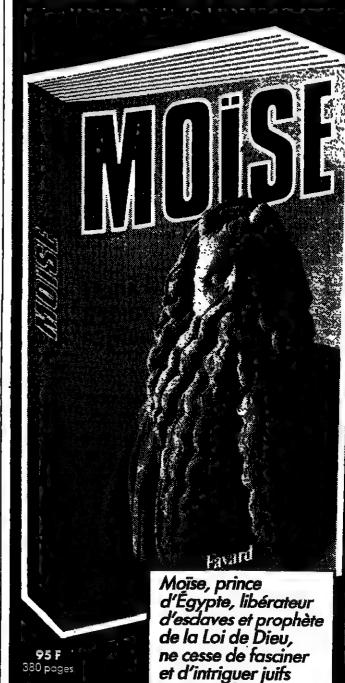
d'affronter uitérieurement « les ban-

dits français en plein jour ». Déjà arrêté en mars 1981 comme Deja arrete en mars 1981 comme suspect d'avoir participé à des activités terroristes en tant que membre du Groupe de libération armée (GLA), M. Reinette avait été remis en liberté au mois de juillet 1981 par la Cour de sureté de l'Etaz, puis amnistié.

Quelques jours après les attentats de novembre 1983, le domicile de M. Reinette avait été mitraillié et ce dernier avait déposé plainte. Un peu plus tard, il avait « pris le maquis » après l'interpellation de plusieurs militants indépendantistes.

Interrogé avant ce passage à la clandestinité, M. Reinette s'était présenté comme pacifiste et avait nié tout lien avec les attentats, tout en tenant un discours peu éloigné de celui des poseurs de bombes dont il affirmait se distinguer. M. Ame-dien, qui a été arrêté en même temps que hi, était en revanche jusqu'alors inconnu des services de

44 ORDONATEURS ET 87 LOGICIELS DE JEH: ACHETIEZ LES VEIX ORNERTS



44 ORDINATEURS & 87 LOGICIELS DE JEU.

Choisir votre ordina- WTRE teur sans vous tromper, acheter exactement les logiciels de jeu dont vous avez besoin, c'est le ca-deau de VOTRE ORDINA-TEUR pour les fêtes de fin d'année.

Dans son numero SPÉ-CIAL NOEL, VOTRE ORDI-NATEUR passe en revue les meilleurs matériels informatiques.

17 Fchez votre marchand de journaux.

et non-juifs depuis plus de 3000 ans.

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Dans Thio encerclée

(Suite de la première page.) Un confrère, qui nous accompa-gne, a di se faire passer pour un photographe, afin d'obtenir le pré-cieux document, parce que le titre qu'il représente est jugé « ennemi » par les indépendantistes. Le Front poycotte, en effet, la presse calédonienne ainsi que les journaux natio-naux réputés d'opposition.

Depuir no amino qu'ils isolem amai Thio du reste de l'île, les mili-tants canaques ont eu le temps de s'organiser. Plusieurs équipes se relaient afin que la sarde cost seenrelaient afin que la garde soit assu-rée vingt-quaire heures sur vingt-quatre. Des militants sont venus de Canala, fief indépendantiste vanis,

Canala doit sans doute à la forte personnalité de son maire indépen-dantiste, M. Maxime Karemben, d'avoir été épargnée. L'équipe de repos dort à même le soi dans la maison commune du village. Le chef coutumier a prêté un de ses bâtiments pour y installer une popote de fortune. Depuis une semaine, on fait ainsi les trois-huit sur les barrages. Apparemment, la détermination ne faiblit pas,

Après deux houres d'attente, la ponse du « comité » vient enfin :

Jamais, du seul point de vue des

intérêts français, l'expression : « un porte-avions ancré en plain océan »,

ne se sera appliquée avec autant de justesse au cas de la Nouvelle-Calédonie dans le sud du Pacifique. Comme elle s'applique, pour le nord de ce même ocean, à l'île de Guam

ou à l'archipel des Hawaï pour ce qui concerne les intérêts américains.

On en prendra pour preuve le fait que les Etats-Unis, par exemple, ont utilisé la Nouvelle-Calédonie, à par-

tir de 1942, comme une plate-forme

logistique essentielle à la reconquête du Pacifique après le désastre de

Pour autent, à l'houre des missiles

nucléaires qui se moquent des dis-tances intercontinentales pour frap-

per au cœur même de l'adversaire.

encore un intérêt géopolitique en 1984? Est-ce encore cette base

d'appui dont la possession serait

rêts politiques, économiques, mili-taires, culturels, voire lignistiques, de la France dans le Pacifique ?

Les avis divergent, à vrai dire, sur cette double question, sauf à répon-

dre, comme par boutade, que le fait de tenir garnison en Nouvelle-Calédonie décourage l'avidité de

puissances riveraines ou plus kin-taines. En s'ancrant à Nouméa, la

M. EDGAR

FAURE

signera son livre

"MEMOIRES"

paru aux

EDITIONS PLON

le jeudi 29 novembre

de 17 heures

a 19 heures

à LA LIBRAIRIE

JULLIARD

229, hd St-Germain

Paris 7"

T MORACII

journalistes arrive dans le village minier d'apparence paisible. Si deux magasins ont été pillés et quelques pavillons cambriolés dès les pre-miers jours, le Front a depuis réussi à reprendre la situation en main.

Sept barrages découpent ce petit village de deux mille habitants en autant de secteurs sans aucun contact entre eux. Pas question de traverser le pont qui sépare «Thio-village» de «Thio-mission». «La Mélanésien aspire à contrôler sa Mélanésien aspire à contrôler sa région », nous répond le chef de l'un des barrages, quand nous lui demandons de justilier cette partition. Il semble que dans les premiers jours de l'occupation, des Européens, groupés autour du maire, M. Roger Galliot (Front national), aient tenté de s'y opposer par la force. Vains tentative. Les indépendantistes, dennis, armés de gourrins et de depuis, armés de gourdins et de baches, patrouillent jours et nuits dans les rues du village, autant par mesure de protection contre les « fascistes » que pour éviter d'être débordés par leur propre troupe.

» Est-ce possible de discuter avec des Européens, demando-t-on au très jeune chef de l'un des berrages. - Bien sûr, je vous accompa-

Il est armé d'une énorme massue où est planté un clou impression-

» Ho... Etes-vous sûr que vous n'allez pas les inquiéter? - Mais non, ils me connaissent», répond-il en éclatant de rire.

Impossible de tirer une conclusion définitive d'une conversation de quelques minutes, surtout sinsi

encadres,

« Cela ne servirait à rien de nous opposer à eux, et ne ferait qu'envenimer les choses », estime un contremaître blanc qui tue le temps devant son pavillon, « Et puis, nous ne sommes pas contre eux. C'est le gouvernement qui a menti à tout le monde. C'est maintenant à lui de

nous tirer de là. »

« Cest vrai qu'il règne une cartaine auxièté », concède un autre
Européen à qui nous faisons remarquer que les Nouvelles, le seul quotidien calédonien, présente chaque
jour Thio comme un petit Beyrouth.
Mais les réunions tenues au début
de l'occupation par M. Machoro,
l'un des leaders du FLNKS, pour
persuader les villageols que cette
action n'était pas dirigée contre eux,
semblent avoir porté leurs fruits.

nt avoir porté leurs fruits. Tout à coup pourtant, un autre

Européen nous prend à part, nous entrainant à quelques mêtres de notre guide : « Les gens ne vous parleront pas. Ils ont peur des représailles. Les pavillons sont en bois et un incendia est vite arrivé. »

Thio, c'est sûr pourtant, ne vit pas dans la terreur, tout au plus une attente anxieuse qui s'épaissit chaque jour, et l'indéniable solidarité des « broussards » entre Blancs et Noirs, cimentée par le ressentiment à l'égard de Nouméa, si lointaine. « Les gamins étalent convoqués pour le bac à 8 h à Nouméa ce matin, s'indigne un indépendantiste. Mais là-bas, ils n'ont pas pensé à

Los trois gendarmes de la brigada restent califentrés dans leur gendar-merie, autour de laquelle on a installé des chevaux de frise depuis qu'elle a été occupée vingt-quatre heures le semaine dernière. Quatorze de leurs collègues de la gendarmerie mobile, tout autant reclus, veillent sur eux.

Les indépendantistes, après une hésitation de quelques jours, laissent passer le boulanger. Pour le reste, les autorités ravitaillent quotidiennement le village par hélicoptère. Pour le moment, on ne manque de rien, mais les nerfs sont à vif. « Une tôle qui claque dans la nuit, ça passe tout de suite pour un coup de fusil », fait remarquer un habitant. « Nous tiendrons trois mois s'il le faut, rétorque un indépendantiste. Cette fois, c'est tout ou rien. » Mais les nerfs de Thio tiendront-lie trois mois ? mois ?

DANIEL SCHNEIDERMANN.

LE GOUVERNEMENT **AUSTRALIEN EXPRIME** SA PRÉOCCUPATION

Le ministre australien des affaires étrangères, M. Bill Hayden, a publié, le mardi 27 novembre, un communiqué expriment le souhait que « la gouvernement français entame d'urgence de nouveaux pourparlers avec les principaux mouvements politiqués de l'ensem-ble du térritoire (de Nouvelle-Calédonie) afin de mettre au point une formule politique acceptable pour toutes les fractions de la com-

« Il est clair, estime M. Hayden qu'une partie de la communauté canaque a choisi de ne pas prendre part aux élections (du 18 novem bre). En conséquence, les résultats de cas élections na pourront pas apparaître comme représentatifs du point de vue de l'un des groupes politiques les plus significatifs du territoire. Le boycottage et les événements ultérieurs ont démontré que le PLNKS est une force politique significative qui devrait être incluse à l'aventr dans le dialogue politique en Nouvelle-Calèdonie.»

Le communiqué de M. Hayden témoigne de la préoccupation crois-sante du gouvernement de Canberra devant la dégradation de la situation en Nouvelle-Calédonie. Il marque également us sensible durcis de la diplomatie australienne. Celleci avait en effet pris récemment ses distances à l'égard des indépendantistes kanaks, en particulier à la suite des contacts pris par ces der-niers avec le colonel Kadhafi. M. Hayden, qui s'était déclaré pleinement conscient de la complexité » du problème, avait récemment été jusqu'à justifier le maintien d'une présence française en Nouvelle-Calédonie, en soulignant qu'aucun Etat de la région n'était en mesure d'assurer à ce territoire une aide économique comparable à celle

LE 84° CONGRÈS DU PARTI RADICAL

L'opposition républicaine, pas la droite

Réunis les 23, 24 et 25 novembre à Nancy, pour leur quatre-vingt-quatrième congrès, les radi-caux valoisiens ont consacré l'essentiel de leurs travaux à un débat d'idées et à l'élaboration de loiscadres destinées à marquer, au sein de l'opposition, la « spécificité » du radicalisme. Concluant ce congrès, M. Rossinot, président du Parti radi-cal, a demandé aux militants de faire preuve de « courage et d'ima-gination ». « Il en jaut, »-1-ll affirmé, pour faire face à une crise qui multiplie les frustrations, ensuite la violence. » « Attention au vertige ! », prévenait-il. « Nous voyons apparaître des arguments et des comportements qui ne sont pas admissibles. L'appel à la haine, à la violence, au racisme, n'est pas une attitude radicale », soulignait-il en s'opposant à toute « régression » sur l'TVG et au rétablissement de la

M. Rossinot demandait à son parti de ne pas se « *laisser entraîne*r dans la dérive droitière » que connaît l'opposition. « Prenons garde de ne pas la justifier, la suscine prâtons le flan à une telle atti-tude.»

seine de mort.

Craignant la violence de l'affrontement entre la droite et la gauche, il déclarait : « Nous sommes détermines à une victoire sans compromission, mais, si c'est cette seule Image de la droite contre la gauche qui l'emportait, le capital de sym-pathie qui nous est acquis aujourd'hui dinanuerait... Il faut que les Français sachent que, dans l'opposition, il y a aussi la généro-sité, la liberté, la solidarité, la créativité. Il y a la droite et l'opposition républicaine. Que l'on veuille réduire l'opposition à la droite, c'est un mensonge. Nous, radicaux, sommes là pour en témoigner. Nous avons choisi l'opposition républi-caine, pas la droite. » A STATE OF THE STA

gar mili

And the second of the second o

100 100 A 110 MA

10000

2.0

12 AM

N 12.5

2×146 W

التهائية بالتواري والمراورين

Annual Contract Acts

asis to the court &

on the second of the second o

turning a recommendation

1000

.

Market St.

15.70 (88)

OF THE DARKET

Statement with the state of the

At Bertherung #

TENOUNA SAT

V 4 1012

M. Rossinot a plaidé pour « sas opposition unie sur des idées et des projets et non sur des arrière-pensées». Il s'est taillé un beau succès en déclarant : « On me dit barriste, et si j'étais d'abord radical et fier de l'être. Le radicalisme est en soi un combat suffisant. » Il a ajouté: « Lorsque le débat sur les présidentielles s'ouvrira, il trouvera un parti radical fort et présent, déterminé à avoir l'attitude d'un véritable parti politique autonome, c'est-à-dire le soutien ou la candi-

LES TRAVAUX DU SÉNAT

Recherche: insuffisances

Le Sénat a rejeté, mardi 27 novembre (le groupe socialiste et celui de la gauche démocratique votant pour, le PC s'abstenant), les votant pour, le PC s'abstenant), les crédits du ministère de la recherche et de la technologie (le Monde du 15 septembre et du 7 novembre). Les critiques dont a été l'objet le budget de M. Henri Curien, ministre de la recherche et de la technologie, sont de plusieurs ordres : d'une part, la majorité senatoriale a estimé con déservais les objectifs de la lei que désormais les objectifs de la loi d'orientation et de programmation de la recherche – sur laquolle elle avait été réservée - ne seront pas atteints, notamment en raison des annulations de crédits intervenues chaque amée depuis 1982; d'autre part, elle reproche su gouvernement une débudgétisation des crédits qui conduit à faire financer par les usagers du téléphone certains grands programmes de recherche. Enfin, elle dénonce la « dangereuse dérive financière et administrative » selon la formule de M. Jacques Valade (RPR, Gironde) – de la

Cité des sciences, des techniques et de l'industrie de La Villette. Aux orateurs qui avaient évoqué l'aide fiscale accordée aux entreprises investissant dans la recherche le ministre a îndiqué que les pre-miers résultats du « crédit d'impôt » sont « satisfaisants » : mille quatre cents entreprises dont les deux tiers mptent moins de cinq cents salariés sont déjà concernées, mais ajoute-t-il, cinq cents autres devraient bénéficier de cet avantage. Aussi annonce-t-il que le délai d'option sera prolongé d'un an

Le Sénat a également reponssé le adget du redéploiement industriel (le Monde du 17 novembre) qui n'a été approuvé que par le groupe socialiste, après avoir supprimé les crédits destinés à l'Ecole nationale d'exportation. Pour les porte-parole de la majorité sénatoriale, les crédits sont essentiellement absorbés par des secteurs en déclin (charbon, construction navale et sidérurgie). De plus, les efforts consentis, estime-t-elle, risquent de se révole insuffisants en l'absence d'une rigueur « indispensable », et de compromettre les industries d'avenir. M= Edith Cresson, ministre du

redéclosement industriel et du commerce extérieur, s'interroge : « Comment admettre que l'Etat se désintéresse de pans entiers de notre industrie qui ont certes souffert d'une modernisation trop tardive, du manque d'investissements, mais aussi de graves erreurs commises ? »

Aux critiques de la majorité séna-toriale se sont ajoutées celles du PC. Ainsi M. Jean-Luc Becart (PC, Pas-de-Caisis): a fait observer que le gauche n'a pas été élue pour faire la politique de licenciement de la droite. Les licenciements? M. Mar-cel Lucotte (RI, Saône-et-Loire) chiffre à 32 700 sur 56 000 le nombre des suppressions d'emplois dans ie charbon d'ici à 1988. Il évoque également le « coup de frein » que vient de subir le programme necléaire et qui implique, affirme-t-il, la suppression de quelque 45 000 emplois.

Le Sénat repousse également le budget du commerce extériour.

Commerce, artisanat, - tourisme : adoptés

Toutefois, il avait adopté, lundi 26 novembre, les crédits du commerce, de l'artisanat et du tourisme (le Monde du 27 octobre), ainsi que ceux des Monnaies et médailles, de l'Imprimerie nationale, et les comptes spéciaux du Trésor. Avant er les crédits des services du ministère de l'économie, des finances et du budget qui comprennent à la fois ceux de la conson tion et du commerce extérieur, les sénateurs ont débattu de ceux des charges communes du même minis tère. M. Pierre Bérégovoy a annoncé que la décision avait été prise de porter de 200 à 500 milions de francs le seuil en deçà duquel les émissions d'obligations ne sont sonmises à ancune autorisation.

Sur proposition de la commission des finances, les sommes destinées à l'établissement public du parc de La Villette et du Carrefour international de la communication ont été rédnites, ainsi que celles prévues pour les opérations de construction à caractère interministériel. En outre, a été supprimé l'arricle nonveau voté par l'Assemblée nationale créant des redevances an profit de la Commission des opérations de Bourse, et refusée la pérenisation de la contri-bution de solidarité des agents publics en faveur des travailleurs privés d'umploi (à la demande de M. Guy Maié et de ses collègues de l'Union centriste, elle n'a été établie que jusqu'an 31 décembre 1986).
Ont été également réduits, à la demande de M. Yves Goussebaire-Dupin (RI, Landes), les crédits affectés à la direction générale pour les relations avec le public.

Le Sénat s'était d'autre part opposé, samedi 24 novembre, à l'adoption des budgets de la jeunesse et des sports et de la communication Rielie. Dimenche 25 novembre, le budget des départements et territoires d'outre-mer avait été repoussé. Celui des Postes et télécommunications a été modifié pour supprimer les effets de l'augmentation de la redevance téléphonique destinés notamment au financement de la filière électronique et du Centre national d'études spatiales.

Un porte-avions ancré en plein cœur du Pacifique

France empêche d'autres Etats de

Avec ses 19 000 kilomètres carrés de terres fermes au milieu d'un océan de 180 millions de kilomètres carrés, la Nonvelle-Calédonie n'est pes un centre actif d'échanges commerciaux dans un marché du Pacifique stimulé, depuis pez, par le dyna-misme asiatique. Cette lle, qui reste la terre française le plus importante du Pacifique, vit repliée sur elle-même à 2 000 kilomètres de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, les deux puissances régionales par les-quelles s'introduit et se diffuse l'influence anglo-sexonne dens la

3 000 hommes

constate un officier supérieur de l'état-major de l'armée de terre dans un récent dossier de la revue Armées d'aujourd'hui consacré au Pacifique, ce territoire occupe une posi-tion privilégiée de contrôle des couloirs de circulation aérienne et maritime. Cela lui confère un inté-rêt stratégique évident. A portée du bloc austral, limitant à l'est la mer de Corail, offrant de remarquables possibilités aéroportuaires et por-tuaires, la Nouvelle-Calédonie est comme un porte-avions amarré en Hein cœur du Pacifique. »

Les forces de souveraineté nationale que la France y maintient en temps normal, soit de l'ordre de 3 000 hommes avec des moyens aériens et maritimes, sont à la hau-

des pays riverains entreprenants.

Mais, flanquée d'un continent (l'Australie) et de deux très grandes iles (la Nouvelle-Zélande et la Papoussie-Nouvelle-Gainée). is Nouvelle-Calédonie est bien avan-

tage encore qu'une île. C'est aussi la partie émergée d'une zone économique exclusive de 2 105 000 kilomètres carrés, (soit quatre fois la superficie de la métropole»), an sein d'un océan qui convre le tiers de la surface du globe. Grâce à ses «confettis» d'outre-mer, la France est, en effet, la troisième puissance maritime du monde pour les ressources cachées des océans. C'est un espace plus vir-tuel que réel, dont il est difficile d'assurer la défense en permanence mais qui est inévitablement appelé à devenir stratégique dans une 200e, tel le Pacifique, en plein développe-ment commercial, économique et

A l'aube du XXII stècle, conclut "A l'auto au AAI sante, un l'étude de l'état-major de l'armée de terre, la France joue son destin de puissance mondiale moyenne dons l'hémisphère du Pacifique.

Ce jugement n'est pas partagé par tous les observateurs. Deux précé-dents, l'un dans le Pacifique, l'antre en ocean Indien, incitent, en effet, à des réflexions plus prudentes.
. Ainsi, l'indépendance de

Ainsi, l'indépendance de Vamatu, avec ses 127 000 habitants, n'a pas bouleversé la situation géostratégique dans le Pacifique. Aucune autre grande puissance, mondiale ou régionale, n'est venue s'y installer à ce jour. De même, en océan Indien, l'accès de Dijbouti à l'indépendance n'a fait perdre à la France aucun des atouts stratégiques on'eils y détenait, avec la ques qu'elle y détenait, avec la signature d'un accord de défense

Dans le cas de la Nonvelle-Calédonie, ce que les spécialistes de la géostratégie redoutent le plus est, sans conteste, l'effet d'entrainement qu'aurait une indépendance, ma comprise de ce territoire au regard

des pays riversins La théorie des ∉ dominos >

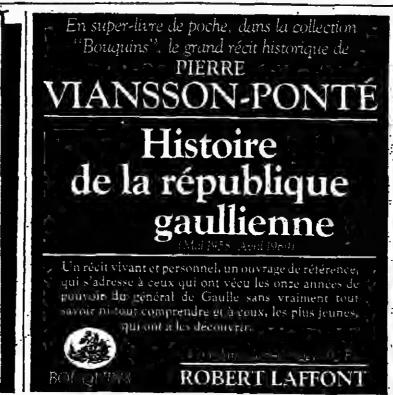
Un tel phénomène influerait probablement à terme, même si les conditions ne sont pas identiques, sur le sort de la Polynésie française, où les intérêts immédiats de la France sont autrement plus détermi rante sont attrentent pus determinants et plus importants. Il y provo-querait une déstabilisation grave dans le Pacifique; s'agissant d'un territoire où le nivean de vie est l'un des plus élevés de la région, à égalité avec ceini de la Nouvelle-Zélande.

C'est en ce sens qu'il faut enten-dre la réflexion, au ministère de la défense, selon laquelle les consé-quences d'une perte de la Nouvelle-Calédonie ne se feraient pas sentir dats l'immédiat pour ce qui touche aux intérêts français.

aux intérêts français. En revanche, si elle venait à se désintéresser de ses engagements dans l'ensemble du Pacifique, là où, précisément, la Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et la Polynésie française forment comme un loag continuum territorial, la France continuum territorial, la France serait rapidement marginalisée, voire noyée dans un univers océanque appelé à jouer un rôle chaque jour plus important. D'autres appétits prendraient la relève. Il n'est pas certain, dès lors, que la France ait les moyens militaires de ses ambitions face à des «dominos» qui les moyens militaires de ses ambitions face à des «dominos» qui les passes de les ses ambitions face à des «dominos» qui les passes de les ses ambitions face à des «dominos» qui les passes de les ses ambitions face à des passes de les passe s'écrouleraient les uns après les gutres.

JACQUES ISNARD.







Poulenc étonnent certains de ses concur-

rents étrangers. Il faut dire que Rhône-Poulenc a

C'est vrai. Certains succès de Rhône- d'hul 10 % du total des ventes françaises au Japon.

Mais un succès commercial ne suffit pas. Pour réussir vraiment au Japon, il appris le Japon, appris à parler en faut être industriel. Rhône-Poulenc l'est japonais, à penser en japonais, à devenu en s'associant à des Japonais, rédiger ses factures en Yen... Rhône-Poulenc Japan limited réalise aujour- Dai Nippon Ink & Chemicals, Toyobo.

Rhône-Poulenc, au Japon, se développe dans l'industrie pharmaceutique, l'agrochimie, la chimie, les industries de la communication.

Associé à Toyobo, Rhone-Poulenc fabrique des films polyester minces pour les cassettes des magnétoscopes. Au Japon, sur le marché du n° 1 mondial de la vidéo, Rhône-Poulenc réussit.

. Rhône-Poulenc nourrit, soigne, habille, construit, protège la vie et les cultures, permet aux hommes de communiquer.

Dans ses différents secteurs d'activité, Rhône-Poulenc gagne du terrain. Rhone-Poulenc investit pour l'avenir.



DE LA « DROITE PRIMITIVE »

En résumé -

MM. Lionel Jospin et Jean-Marie Le Pen sont passés sams se voir, dimanche 25 novembre à Annecy ; le premier secrétaire du PS pour animer une Fête de la rose de son parti, le président du Front national pour participer aux assises annuel conseil national de son mouvement. Cinq cents personnes pour le premier, trois mille cine

M. Le Pen entend, a-t-il dit. « se lancer à la conquête du pouvoir », les cantonales reorésentant un galop d'essai avant les législatives et l'élection pré-+ Il v a deux droites en

France, déclarait dans le même temps M. Lionel Jospin, une droite primitive qui émet des propositions simplistes et brutales, qui s'appule sur la crise pour se chercher un électorat aul se base sur la peur de l'autre, le rejet de l'étranger, le goût de la violence. Cette droîte-là aime la populace, mois pas le peuple : c'est celle tants. Elle peut rencontrer un certain écho pendant un certain temps. Mais la France est un pays trop vieux, trop sage, pour que ce phénomène dure

e Et puis, a poursuivi le pre-mier secrétaire du PS, il y a une droite régressive, RPR et UDF, qui, face à la crise, préconise le retour en arrière, réduire à l'excès le rôle de l'Etat et écraser les plus fai-bles, comme au dix-neuvième

Comme en écho, M. Le Per a sinsi conclu son discours La France ne se résume pas à Dupont-Lajoie ou à Glandu, Ce odieuses.Nous sommeriles fils d'un peuple capable e ... dévoué Un courage modeste, un rérolime sans bruit : c'est cela

Le Conseil d'Etat a, le 23 novem-

bre, sur le rapport de M. Morisot et après avoir entendu les conclusions de M. Labetoulle, ministère public,

rejeté viagt-trois requêtes relatives aux élections européennes du 17 juin

Il a en premier lieu déclaré irrece-

vable le recours dirigé par M. Etienne Tête, candidat sur la

liste « les Verts », parti écologiste, contre la décision de la Haute Auto-

rité de la communication audiovi-

suelle fixant le calendrier des émis-

sions radiotélévisées de la campagne électorale, au motif que cette déci-sion n'était pas détachable des opé-

pourvoi ne contestait pas les résul-

Il a en outre rejeté les autres

requêtes, qui tendaient, elles, à l'annulation des résultats des élec-

tions. Parmi les nombreux argu-ments qu'ils développaient, les

auteurs des requêtes mettaient

notamment en cause l'aide finan-cière apportée par les Communautés

curopéennes aux formations politi-

L'Assemblée nationale a com-

mencé l'examen en deuxième lec-ture, mardi 27 novembre, du projet de loi relatif au développement et à

la protection de la montagne (le Monde du 9 et daté 10-11 juin).

Les députés et le secrétaire d'État à l'agriculture et à la sorêt, M. René

Souchon, ont souligné les larges convergences entre l'Assemblée

Quelques points de désaccords subsistent néanmoins. Ainsi le

notion d'« autodéveloppement » de la montagne a été réaffirmée par le

gouvernement et sa majorité alors que les députés UDF lui préférent la

notion de «développement local» proposée par la Haute Assemblée. L'Assemblée a aussi rétabli l'inter-

diction du ski héliporté, ainsi que la

possibilité pour les SAFER d'exploi-

ter des terres incultes ou sous-

exploitées et a ramené le délai prévu

pour apprécier l'inculture ou la sous-

rence» de la montagne dans un

hémicycle exclusivement composé

de montagnards ont également été

affirme dans le domaine des radios locales privées. Ainsi les députés ont

repris une disposition adoptée en

première lecture visant à permettre

La spécificité, le « droit à la diffé-

exploitation à deux ans.

26, 27 et daté 28-29 octobre).

ile et le Sénat (le Monde des

rations électorales dont l'auteur

LE DÉBAT SUR LE ROLE DE L'ÉTAT

M^{me} Simone Veil : le libéralisme est actuellement un fourre-tout

une partie de ceux qui voudraient en être les théoriciens, a paru ralliée su libéralisme, voire à l'ultralibéralisme. Est-ce une ne chose? Est-ce durable? Ou bien considérez-vous que nous sommes dans le brouil-lard?

 Il y a les idées à la mode. Leur apparition est le résultat d'un phénoe de balancier : on constate les dégâts causés depuis trois ans par le socialisme à la française ; alors on va chercher ce qui paraît lui être le plus opposé, sur le plan idéologique et théorique.

» Et puis il v a le fond des choses. Il fant savoir de quoi l'on parle : le libéralisme est actuellement un fourre-tont. Même chez les socie listes, on certains d'entre eux, on retrouve ce thème du rejet de ésence on de l'amnipatence de l'État ; je ne les crois pas pour il existe des tendances plus iacobines et interventionnistes, d'autres plus décentralisatrices et libérales.

» Ce phénomèse n'est pes propre à la France ; on le retrouve dans la phipart des pays industrialisés : nos sociétés sécrètent des contraintes et des réglementations tellement lourdes qu'elles sont ressenties très fortement comme autant de pertes de libertés. Cela, c'est un p nsène de fond. Ce n'est pas une

Mais cette demande est ambiguë : an fond, ce que veulent les gens, c'est à la fois plus de protec-tion, de garanties, de sécurité et en même temps mains de réglementa-tion et de contrainte. Vous sentez bien que c'est contradictoire : on ne peut pas faire une chose et son

Cela amène les responsables politiques à prendre des positions elles-mêmes ambigués et à faire des proesses contradictoires : ils pron le libéralisme et, en même te ne peuvent pas refuser les demandes de créations d'institutions ou de réglementations nouvelles de toutes

ques représentées par des groupes à l'Assemblée des Communuautés européennes, ainsi que la reprise et

le commentaire, dans la presse, au

cours de la semaine précédant le scrutin, de sondages antérieurement

publiés. Sur le premier point, les requérants estimaient que l'aide

de rompre l'égalité entr. les listes.

Sur le second, ils soutenaient

qu'avait été méconnue la loi du

19 juillet 1977 sur les sondages

d'opinion qui interdit, « par quelque moyen que ce solt, la publication, la

diffusion et le commentaire de tout sondage d'opinion pendant la semaine précidant chaque sour de

Le Conseil d'Etat, sans se pronon

cer sur la régularité de cette aide et de ces publications, a écarté ces

deux arguments en considérant

qu'en égard su nombre de voix obte

nues par chaque liste et aux écarts de voix entre listes, les faits incri-minés n'avaient pu avoir d'incidence

des dérogations à la loi du 29 juillet 1982, Malgré un avis défavorable du

groupe socialiste, le 20 novembre dernier, les radios locales en monta-

gne pourront disposer d'émetteurs dépassant la limite des 30 kilomè-

tres. Le gouvernement l'a finale-ment accepté à condition que soit

respecté le « bon fonctionnement des services publics de radiodiffu-

sion et de sécurité ». La question des

travailleurs saisonniers a opposé le

gouvernement à certains députés

socialistes comme M. Louis Besson

(PS, Savoie), président de la com-mission spéciale qui a étudié ce

texte. M. Souchon était en effet

défavorable à une modification de la

législation du travail, par accords collectifs, souhainée par la commis-sion, et visant à faire bénéficier les

saisonniers, qui sont obligés d'avoir plusieurs activités dans l'année d'un

contrat à durée indéterminée. Une

partie des socialistes, les commu-

nistes et l'opposition soutiennent le

gouvernement, l'amendement de M. Besson a été repoussé. En revanche,

ccini du gouvernement visant à assu-rer une continuiré de la protection

sociale des travailleurs dits « plu-

riactifs = a été adopté.

pur la résultat des élections.

munautaire avait eu pour effet

Le Conseil d'Etat valide les résultats

des élections européennes

LA LOI SUR LA MONTAGNE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les socialistes divisés sur le statut

des travailleurs saisonniers

» En définitive, il me semble qu'il y a dans tout cela le meilleur et le pire et qu'il faut que ce monvement se décante.

» Le meilleur : c'est la réflection sur l'utilité de certaines interven-tions de l'État. Il fandrait faire une énorme toilette des réglementations accumulées depuis cinquante aux qui imposent normes et formalités, nais encore davantage résister à toutes les pressions pour en décider de nouvelles. Croyez-moi, ce n'est pas facile. Cela vent dire que l'on epte récilement plus de resp bilité, et surtout de risques. Les Français comme, d'ailleurs, nos voi-sins y sont-ils prêts? Je n'en suis

» Le pire : c'est d'abord la confesion : laisser croire que l'on peut diminuer facilement et sens dommage bien des réglementations est illusoire et dangeroux. Laisser croire que l'on peut diminuer de façon significative les impôts ou les harges sociales me paraît conduire à de grands déboires, sauf a renos-cer à certaines missions de l'État, ce à quoi personne n'est prêt,»

- L'ultralibéralisme tel qu'il est précomisé par certains vous apparaît-il conduire, comme l'a écrit Jacques Julliard, à la « guarre civile » ?

L'expression «guerre civile» est sans doute excessive, mais elle permet de mettre l'accent sur les bouleversements considérables

» Bien des propositions faites par les « ultralibéralistes » sont puroment doctrinales et il est même impossible d'imaginer qu'elles puiseut être mises en œuvre. Les néolibéraux m'apparaissent, dans leur genre, tout aussi dogmatiques que les marxistes. Ils réfléchiment en termes d'idéologie, globalisant tous les problèmes de société dans une

» Nous vivous dans un monde qui comporte des risques beaucoup plus graves qu'autrefois. Personne n'imagine sérieusement qu'on regonce à ce qui a été fait pour assurer une meilleure sécurité, qu'il s'agisse de vail et de la mente

la prévention des accidents du tra-» Ce serait tout à fait contraire au

»On ne peut davantage imaginer de renoncer à l'essentiel de la légis-lation sociale, qui assure et traduit l'équilibre des forces sur lequel est bâti notre société, et de revenir aux excès des débuts de l'ère industrielle.

discours sécuritaire à la mode.

» La réglementation résulte sou-vent des revendications corporatistes ou syndicales qu'elle ne sort des cerveaux des technocrates : consomma-teurs, écologistes, professionnels qui veulent conserver leurs prérogatives, associations de toutes sortes défen-dant des intérêts légitimes.

» Contrairement à ce que pe beaucoup, le législateur américain est loin d'ignorer ce genre de préoccupations: les consoumateurs et les défenseurs de l'environnement, par exemple, y sont encore fort puis-sants; la législation antitrust, même si M. Reagan en a atténué la portée, limite considérablement la liberté d'action des entreprises, précisément pour qu'elles ne deviennent pes trop puissantes.

- Quant à Margaret Thatcher. elle n'a pu revenir sur le système

national de santé. » Dernière observation : qu'un accident on une catastrophe natu-relle, on simplement des perturba-tions dans le cycle de la vie quoti-dienne par un événement impréva survienne, qu'elle est la réaction générale?

» On cherche les responsables, on accuse le gouvernement on l'admi-nistration. Bref, par un consenue général, on met en œuvre des mesures contraignantes et colltenses pour prévenir, autant que possible, de tels risques.

~ N'y a-t-il par souvent une confusion entre les libéraux et les conservateurs? Qu'est-ce qui

- Oui, absolument, du moins en France, l'explication en est simple : nous n'avons pas de parti conserva-teur, et s'il existe un parti libéral, il n'est guère comm et il ne prétend pas appartenir à la famille des partis libéraux regroupés en fédération.

» On est ici dans la sémantique. ou plutôt dans la science politique. » Dans la piupart des démocraties pariementaires existent des partis libéraux regroupés pour la commu-nauté dans la fédération européenne des partis libéraux et démocrates, et sur le plan international, su sein de

» Il ne viendrait à l'idée de per-sonne aux Etats-Unis ou en Angle-terre de qualifier le président Resgan ou Margaret Thatcher de libéraux, même s'ils font une politi-

Internationale libérale.

que économique libérale. Aux Etats-Unis, un libéral est quelqu'un de nent marqué à gauche.

 J'insiste sur ce point parce je crois qu'il a est pas bon de confordre tous les courants politiques. A force de parler du look, de privilérapport à l'approfondissement et la cohérence desse les character et la gier les formales ou la moderaté ner ence dans les choix estentiels on entretient confusion et ambi-guité, les principes et idées dispa-raiment, et le langage politique ris-que de ne plus rien vouloir dire.

- Traditionnellement, ces partis libéraux se sont toujours distingués des partis conservateurs par des ouvertes, pius pragmatiques sussi. 🕡

» Parmi les objectifs de l'Interna-tionale libérale, il est fait expressément référence à la justice sociale, à côté de la liberté individuelle et la

» En Angleterre ou an Canada, où les partis socialistes sont de création relativement récente, les partis libéraux ont toujours été les partis réformistes par opposition aux partis

» Je pense que ce qui lie entre elles des formations souvent difféentes, c'est leur attachement à la défense des droits de la personne et leur opposition à toutes les idéologies, à tous les dogmes : que ce soit le collectivisme, la raison d'Etat, les corporatismes, les religions d'Etat.

» C'est aussi un principe de tolé-rance, l'absence de dogmatisme et de sectarisme, l'idée que chacun doit disposer de son libre arbitre et doit pouvoir, sans ancune discrimination - sexe, race, religion, natio-nalité, - bénéficier de tous ses

La cherité n'est pas la réponse à la peuvreté

- Au fond, vous seriez fort proche des socialistes européens sur les questions dites de société, plus proche des conservateurs sur les questions économique Ou bien est-ce là un rapproche-

- En l'absence d'un gouvernement européen, les groupes politi-ques du Parlement européen ne forment pas une majorité et une blent ou se divisent autour de majorités d'idées propres à chaque ques-tion traitée : en outre, leur nationalité n'est pas sans influence sur jeurs prises de positions.

» Il est donc vrai que, sar de nombreux problèmes de société, peine de mort, condition de la femme, droits des travailleurs migrants, les posi-tions du groupe libéral en tant que tel (ce qui d'ailleurs n'exclut pas des positions personnelles différentes) sont différentes de celles des groupes conservateur ou démocrate-carétien ; elles sont plus proches de celles adoptées par les socialistes, du moins de ceux qui ne posent pas les problèmes en termes de lutte de

» Mais sur les problèmes économiques, les libéraux, qui sont atta-chés à l'économie de marché et au jeu de la libre concurrence, se retrouvent effectivement proches des groupes modérés.

» On ne peut pas cependant généraliser: ainsi, dans le domaine social, les positions du groupe libéral fralement plus réformistes que celles des conservateurs : la ma-jorité actuelle au sein du groupe par-lementaire – nous avons eu de larges débats à ce sujet - estime que libéralisme se veut pas dire laisser faire » et que la défense des droits de la personne, qui est l'es-seuce même du libéralisme, conduit à mettre des freins au jeu des forces économiques quand elles vont à l'en-contre de ce principe.

» Oubliant les raisons d'être et les ibilités de la solidarité collective, il semble aujourd'hui admis par tous que la charité constitue la réponse adéquate à la pauvreté. La souplesse d'action et l'imagination dont font preuve les associations on les personnes privées restent ainsi disponibles pour intervenir de façon plus qualitative et personnalisée. A droite nacce cue " droite, parce que l'ou ne veut pas ac-croître les prélèvements collectifs. A gauche, parce que, par idéologie, on est attaché à des prestations généra-lisées et uniformes. Le coût en est considérable et l'efficacité faible.

» Ce système se concevait en 1945 alors que le niveau de vie des Français était beaucoup plus bus. Ce a'est plus justifié, et il faudrait avoir le courage de renoncer au sampon-drage et de faire jouer la solidarité avec plus de sélectivité. - Dans ces conditions,

jusqu'où faut-il aller dans la remise en couse – si remise en cause il doit y avoir – de l'Etat-

- An-delà des abus qui, certes, existent, l'Etat-providence, c'est e, c'est avant tout la réponse à ces situa-tions. J'observe d'ailleurs que l'Etatprovidence donne tonjours trop au voisin et pas assez à celui qui le dénonce. Je pourrais en citer maints exemples très édifiants. Lorsque l'on prone, en France, le retour à l'assurance privée personnelle, on ne voit pas les effets pervers et les diffi-cultés que cels entraînerait. Je n'en cite que deux. Le système setuel est particulièrement favorable aux fa-milles. Si un seul des parents travaille, ils ne paient qu'une seule cotiprivées fixeraient les primes en foncon du nombre des personnes assu-

rées, c'est-à-dire du nombre des enfants. L'accroissement considérable du coût de l'aide sociale serait à la charge de l'Etat et des collectivités locales, si l'on vent continuer à assu-rer aux plus démunis un minimum de protection sociale.

> - Comment appréciez-vous l'attitude récente de l'opposition qui a brusquement « ressorti » la question de l'IVG, en la liant au déclin démographique de l'Eu-rope en général, de la France en particulier? Cette attitude vous paratt-elle « libérale » ?

- A. mon sens, le débat sur l'avortement, comme d'ailleurs celui de la peine de mort, ne peut être abordé à coupe de statistiques, celle surla natalité dans un cas, de la délinguance dans l'autre.

 On sait depuis longtamps que les statistiques n'ont rien apporté de probant dans ce domaine, sinon que l'influence de la législation dans ces nulle. Les législations les plus ré-pressives en cette matière n'ont jamais fait remonter la démographie.

» Il s'agit en fait de questions sur esquelles l'on se détermine an nom de principes, de valeurs, de conceptions morales, philosophiques ou religieuses.

» Ouvrir le dossier de l'avortement à propos de la natalité, c'est donc, à mon sens, fausser le débat et, en même temps, s'égarer sur une fansee route en ce qui concerne la démographie. » Puisque vous me posez la qu

vous dirai qu'au plan des principes les partis libérant out depuis longtemps pris position contre les législa tions répressives, estimant qu'il s'agit d'un problème de responsabi-

tion en termes de « libéralisme », je

J'ajouterai qu'en tant que Hbé-

sont favorables à toutes les g ties, assurant la liberté de En revanche, il leur paraît difficile-ment admissible que le législateur puisse intervenir dans un domaine qui ressort de la vie privée au prétexte de relever le taux de natalité.

- Et la peine de mort ? Vous parait-il sain que la dimension européenne du problème soit évacuée au profit de considéra-tions de pure tactique intérieure?

- C'est l'actualité, l'opinion publique qui conduisent l'opposition à débattre de l'opportunité de revenir sur l'abolition de la peine de mort.

» Adversaires et partisans du discours securitaire ne viennent-ils pas de s'affronter au sein du parti socia-

» Il semble bien que, sur ce sujet, il y ait dans beaucoup de pays une grande distance entre l'opinion pu-blique et les parlementaires. Ainsi, l'an dernier, en Angleterre, une proposition de loi tendant au rétablisse-ment de la peine de mort, répondant sans doute à une opinion majoritaire dans le pays, a été repoussée à une très forte majorité à la Chambre des

» Cette initiative en favour du rétablissement de la peine de mort dans un des pays de la CEE était suivi avec inquiétude par beaucour de parlementaires européens qui avaient adopté l'année précédente une résolution demandant à tous les gouvernements des pays de la CEE dans lesquels is peine de mort subsistait de prendre les initiatives nécessaires en vue de son abolition.

» Au sein de la CEE, la France était le seul pays dans lequel la peine de mort était encore appli-

Ce serait certainement un choc si l'un ou l'autre des pays devait revenir sur le principe de l'abolition, qui, en l'état de notre civilisation, apparaît à beaucoup comme un principe humanitaire fondamental.

. Un tel revirement entramerait d'ailleurs une remise en cause des conventions d'extradition existantes. certains pays s'opposant à toute extradition vers un pays dont la législation prévoit la peine de mort. »

JEAN-MARIE COLONIBANL

DEUX ÉLECTIONS MUNICIPALES...

Le Front national entre au conseil de Cagnes-sur-Mer

ALPES-MARITIMES : Cagnessur-Mer (2º tour). Insor., 23 121; vot.,

M= Sauvaigo, RPR) 5 221 voix (40,85 %), 28 ELUS; div. opp. (M= Thomas) 4 981 (38,98 %), 7 ELUS; FN-CNIP (M. Meny) 2 576 (20,15 %), 4 ELUS.

Nouveau conseil: 7 RPR; 5 UDF; 2 CNIP; 3 FN; 21 Div. d. [Cette flection pertielle était consécutive au décès, le 26 septembre dervier, du maire, M. Jeun-Raimond Giucosa (UDF) et à la démission de dix-neuf conseillers municipeux.] Les résultats du premier tour avaient.

Insc., 23 121; vot., 13 380; suff. Insc., 23 121; vot., 13 380; suff. Is 090. — Un. opp. (M= Sauvaigo, RPR), 4 976 (38,01 %); div. opp. (M= Thomas), 2 998 (22,90 %); FN-CNIP (M. Meny), 2 369 (18,09 %); PC (M. Le Sconet), 1 149 (8,77 %); PS-div. g. (M. Picard), 959 (7,32 %); Bool. (M. Roux), 639 (4,38 %)].

SEINE-SAINT-DENIS : Countre (1 or sour).

Insc., 2801; vot.; 1763; suff. Opp. (M. Corin, m.s., UDF) 786 (45,80 %); opp. (M. Congar, RPR) 372 (21,67 %); PS (M. Boslet) 354 (20,62 %); PC (M. Bertrand) 204 (11,88 %). Il y a ballottage

[Cotte élection municipale partielle est consécutive à la démission, en octobre dernier, du premier adjoint, M. Philippe Congar (RPR) et de treize conseillers municipaux qui entendaient ainsi protester contre « les méthodes et les modes d'actios » da maire, M. Jean Corin (UDF). les modes d'acti Cortin (UDF).

Le 6 mars 1983 les résultats avaient Instr., 2 690; vot., 2 112; suffr. ex., 2 022.

2 0722.

Opp. (M. Corliz: UDF) 1 3 2 voiz.

(65.38 %) 23 ELUS; nn. g. (M. Soulet.
PS) 700 (34,61 %) 4 ELUS.

... ET UNE CANTONALE

REUNION: canton de Seint-· Pierre II (1= tour)... Inscr., 7 953 : vot., 4 491 : 6 ex., 4 363. - MM. Pihouée (d. opp.), 1 688; Hoaran (PCK 1 192; Cadet (div. opp.), 72; Gruchet (div. opp.), 411; Law Yee (PS), 186; Defaud (div. g.), 74; Pecqueur (FN), 57; Folio (s. étiq.), 32 IL Y A BALLO

TAGE [Il s'agit de pourvoir an remplacament d'Alfred Lismier, UDF, décêdé : 4 septembre dernier. Il avait été rééle conseiller général au second tour d'a élections cantonnées de mars 1982 au 1982 au 1982 de l'agit de l'ag 3 079 voix contre 1 823 à M. Ber. (PS) pour 4 902 suffrages exprin 5 146 votants et 8 273 électeurs inscr. An premier tour des decteurs mecr.

An premier tour des dections cambnales de mars 1982, les résultats avairété les suivants : inscr., -8 235; v./,
5 030; suff. ex., 4 869. – MM. Isantier
UDF, 1 530; Bertile, PS, 1 052;
M= Bello, PC, 933; M. Gérard, mod.,
601; M= Cadet, mod., 488; MM. Brotton, MRG, 142; Armand, div. g., 123.]

• M. Fiterman: l'union nécessaire. - M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité centra du PCF, a déclaré, le samed 24 novembre, à Bordeaux, devamille cinq cents militants de sor parti, que la « réflexion » engagé par les communistes sur leur politique passée d'alliance avec le PS « ne [les] conduit pas à [se] replier sur [cux]-mêmes, à abandonner la lutte pour aller de l'avant, à abandonner l'union nécessaire ». (Corresp.).

Les cours per correspondance. Ins jours true, coefficient et sterfest de formales à PAIRS de LECOTE" PSYCHO-GRAPHOLOGIE A Dittory registration with per le let in 12-7-1871 You permettent de découvrir les selectes homologie et le graphologie et de temphologie et de temphologie Prépar. à la profession de graphologue Commission de benegies passesses L-M. CHAMBLY 12, villa Saint-Pierre, B. 3 94226 CHARENTON Téléphone: 376-72-01

M. Edmond Maire craint qu'une nouvelle politique scolaire ne fasse « le lit de l'école privée »

M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, l'appecie per l'élitisme répu-lés print par le ministre de l'éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevenement. Dans l'entretien qu'il nous a nums l'emireueu qu'i nous a accordé, le dirigeant syndical craint que «le repil de l'école sur elle-même» ne fasse «le lit» de l'enseignement privé.

« Vous avez déclaré récemment que vous jugiez les dis-cours du ministre de l'éducation nationale «simplistes et régres-

niis.

Le ministre de l'éducation nationale, maintenant en fonction depuis près de cinq mois, a défini, à plusieurs reprises, sa conception de l'école. Que ce soit en parlant des collèges ou de la lecture, ou dernièrement de l'éducation civique, pour prendre des exemples récents, à charme fois l'accept est mis exemples l'est parcent est mis exemples. que fois l'accent est mis essentiellement sur la concention suivente: son des connaissances. Les élèves semblent ne pas exister. Les pro-cessus d'acquisition des connais-sances sont considérés comme par-faitement secondaires. Je ressens ce climat comme condaines à la resclimat comme conduisant à la res-tauration des bons points et de la croix d'homeur, tels que je les ai connus dans ma jeunesse. Ainsi, à propos des collèges, quelle idée-force apparaît dans les déclarations du ministre? La re-création des épreuves du BEPC. Des questions essentielles sont étudées et la rup-ture est nette par rapport aux acquis de trois ans de réflexion et de propo-sitions sur les méthodes d'enseigne-ment.

Vous n'étes pas partisan de « l'élitisme républicatn » cher à M. Chevènement?

- La formule brillants conduit à mon sens à la restauration d'une scole à deux vitesses. A ignorer les mesures spécifiques susceptibles de donner leurs chances à tous les donner leurs chances à tous les jeunes, on laisse intactes les inégalités sociales ou de milieux de vie, on prépare les enfants des familles lavorisées à devenir effectivement les élites de demain et les enfants des familles populaires à en être les sous-qualifiés. Le rôle et l'homeur du service millés sout de corriere du service public sont de corriger ces inégalités. Sans une action vigourense contre l'échec scolaire, l'ambition légitime et nécessaire d'élever le niveau culturel par l'amélioration de la qualité du savoir res-

- N'est-ce pas ce que propose le ministre ?

 Le discours politique actuel apparaît largement influencé par les thèses de M. Jean-Claude Milner (1) et du courant d'idées que ce dernier anime. Or ces thèses nieut la pédagogie. Qu'il ait pu y avoir des illusions pédagogistes d'un auto-apprentissage individuel minimisant la transmission du savoir, certes; mais laisser aller le balancier à l'autre extrême, c'est aller à l'inverse d'un siècle de luttes du mouvement ouvrier pour l'émanci-pation de tous. Je resseus ces thèses comme méprisantes. Il y a bien long-temps, un professeur m'a dit : « Quand un formateur refuse la

pédagogie, il déverse son savoir sur les jeunes comme on remplit une poubelle. - Avec une telle méthode, ceux que les conditions de vie out favorisé émergeront tandis que les autres prendront ce qu'ils pourront. Il ne suffit pes de transmettre, encore fam-il prendre les moyens permettant au plus grand nombre d'acquierir, de s'approprier les

- Avez-vous lu l'ouvrage de M. Milner?

— Oni et je dois dire que j'ai en le vertige en constatant où l'on peut en arriver dans un processus régressif d'essence irrationnelle, probablement alimenté par la peur du maître devant des élèves qu'il ne comprend pas, devant une classe qui n'accepte pas son autorité. Répondre à ce vrai rechième en laissant envision en il sefproblème en laissant croire qu'il suf-fit d'être savant pour enseigner, c'est fair la difficulté. C'est onblier ce qui constitue la spécificité, l'intérêt et la valeur de la fonction enseignante. Le résultat de l'acte éducatif se mesure à ce qui est compris et assimilé et non à ce qui est exposé, fêt-ce brillamment. Le discours qui consiste à dire « que les meilleurs gagnent » est l'illustration d'une attitude conservatrice. Comment peut-on conservatrice. Comment pent-on aujourd'hui prêner la berbarie d'une sélection naturelle à des jeunes placés depuis leur naissance dans des situations complètement différentes dues à leur origine, à leur environnement, à leurs conditions de

« L'échec scolaire est une réalité »

Mais les parents et les assignants n'attendent-ils pas d'être rassurés et confortés?

- Dans une période troublée, le discours sur la loi et sur l'ordre, sur la punition et la récompense va dans le sens d'une certaine opinion. Mais notre tradition républicaine n'estelle pas d'opposer la raison, l'éduca-tion, la volonté démocratique aux pulsions primaires et dangereuses que la crise nouvrit ?

Ceux qui ont la responsabilité des affaires publiques doivent être conscients qu'ils seront aussi comp-tables de ce que leur discours ou leurs décisions d'aujourd'hui produiront à moyen terme. Par exemple, si au BEPC restante, le pourcentage d'échecs des jeunes confirme, comme il probable, les carences actuelles du système éducatif, le bénéfice de l'opération aura été bien benefice de l'operation auta ets sien fugace. Ce qui compte, ce n'est pas de rassurer à court terme par des propos ou des mesures qui risquent de faire la preuve de leur inefficacité. Non, ce qui importe aujourd'hui c'est le courage de ceax qui s'attaqueront aux racines du retard de notre système éducatif et mettra anx jeunes de notre pays de conduire et de maîtriser les muta-tions technologiques et calturelles.

- Le monde des enseignants est peut-être fatigué d'entendre parler depuis trois ans de l'échec scolaire. Professeurs et maîtres refusent d'être considérés comme les seuls responsables...

Le nouveau classique de Christofle

Pavillon

Christotle

12, rue Royale Paris 8º

24, rue de la Paix Paris 2º

95, rue de Passy Paris 16e

93, rue de Seine Paris 6º

Centre Commercial Parly II

17, rue de Sèvres Paris 6º

(ouverture 20 décembre)

réalife. Il faut penser au drame des ouvriers qui ne possèdent pas le aveau de formation minimum pour se reconvertir vers un autre métier.

Il fant penser à l'inquiétude d'un grand nombre de salariés, jeunes et moins jeunes, qui sentent qu'ils devront faire face à la mobilité. Et les chômeurs, les adolescents sortis sans diplôme et sans qualification

- Mais l'échec scolaire est une

sans diplôme et sans qualification d'une école qui ne les a pas suffisamment aidéa... Aujourd'hni le système éducatif doit permettre d'améliorer la formation générale et la qualification de l'ensemble des jeunes. La marche arrière toute, ca marière de pédagogie, effectuée ces derniers temps, a pour effet de décourager des enseignants qui commençaient à changer ieur pratiques de travail, à établir de nouveaux rapports avec les élèves et les parents. Le silence du ministre sur l'autonomie nécessaire des établissements, sur le travail en équipe, la nécessaire initiative, le temps de concertation pour que les maîtres puissent améliorer leurs pratiques individuelles et collectives, tous ces silences sont fort lectives, tous on silences sont fort dommageables. Le repli de l'école sur elle-même,

le refus de prendre en compte les élèves et les parents, tout cela est contraîre à la démocratie et au dislogue. Les tenants des thèses ac lement en vogue ne sont-ils pas en train de faire le lit de l'école privée ? Si l'on continue sur la voie actuelle-ment tracée, le système privé pourra encore longtemps prétendre détenir le monopole de l'attention portée

> Propos recueillis per SERGE BOLLOCH.

(i) Universitaire, auteur du Fouvrage De l'école (Editions du Soull), dont nous avions rendu compte au l'école du 15 mai 1984.

CLASSES MOINS CHARGEES

A L'ÉCOLE PUBLIQUE

QUE DANS LE PRIVÉ

Les effectifs moyens d'élèves par classe sont moins élevés dans l'ensei-

rement public que dans le privé à l'école élémentaire et au collège. La situation s'inverse dans les lycées d'enseignement général que techni-

Selon les dernières statistiques publiées par le ministère de l'éduca-tion nationale pour l'année scolaire 1983-1984, il y a en moyenne, dans

l'enseignement public, 28,9 élèves par classe dans les maternelles (29,3 dans le privé), 22,1 élèves dans les écoles élémentaires (25,3 dans le privé) et 23,6 dans les collèges (24,6 dans le privé).

Dans les lycées d'enseignement

général, en revanche, le public

accueille 29,2 élèves par classe et le privé 23,7. Dans le public comme dans le privé, la baisse des effectifs

moyens par classae est continue depuis 1979 dans l'enseignement

préélémentaire et élémentaire, tandis que la tendance est inverse dans le second degré. Ces évolutions sont cependant moins nettes dans l'enseignement privé.

M= GEORGINA DUFOIX

ET LES ENFANTS DE CHOMEURS

LES CRÈCHES

ches de la Ville de Paris qui devait être soumis, lundi 26 novembre, aux conseillers municipaux de la capi-tale continue de susciter une vive polémique. M. Georges Sarre, prési-dent des élus socialistes de Paris, affirme: «L'exclusion des enfants de demandeurs d'emplois est discri-minatoire, injustifiée et scandoleuse. - M= Georgina Dufoix, ministre des affaires acciales et de la solidarité nationale, qui inaugurait, sondante nazionale, qui mangorait, vendredi 23 novembre, une creche à Mérignac, près de Bordeaux, s'est étomée que certaines villes envisagent d'interdire l'accès des crèches aux enfants de chômeurs. Car, selon elle, le texte de 1974 définit une elle, le texte de 1974 définit une règle minimale, mais rien n'empêche d'être plus libéral. «Le chômage n'est pas l'oistveté, a ajouté le ministre. Les chômeurs doivent se déplacer pour chercher du travail. Ils ont donc besoin des services collectifs. L'admission dans les crèches doit être guidée par le souci de préserver au mieux la stabilité de l'environnement des enfants.» ment des enfants. >

MÉDECINE

AUX ÉTATS-UNIS

La seconde implantation d'un cœur artificiel a coûté 2 millions de france

M. William Schroeder, qui a subi le 25 novembre à Louisville (Ken-tucky) l'implantation d'un comartificiel, était, ce mercredi matin 28 novembre, dans un état stationnaire (le Monde daté 25-26 novembre). Les suites opératoires out été émaillées d'incidents qui out exigé deux nouvelles interventions. L'une dès le 25 novembre, avait pour but de colmater une brèche hémorragique au niveau du raccordement de la prothèse cardiaque; l'autre visait à drainer un épanchement pulmo-naire. Le malade a pu être décon-necté du respirateur artificiel auquel il était relié, et l'ensemble consti-tuant le cœur artificiel fonctionne

terme, décrites sous leur jour le plus sombre, y compris l'éventualité de défaillances rénales, de thromboses, de convulsions et d'hémorragies

Le coût de l'opération, évalué à Le coût de l'opération, évalué à près de 2 millions de francs, est assumé par la compagnie privée Humana înc. qui possède quatrevingt-onze hôpitaux aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, au Mexique et en Suisse et, notamment, l'hôpital de Louisville dans lequel le docteur Devries a opéré M. Schroeder.

Le porte-parole de cet hôpital a confirmé que Humana, dont le chif-fre d'affaires s'élève à 2 milliards de dollars et qui réalise un bénéfice annuel de 200 millions de dollars, Il s'agit, outre la prothèse implantée, d'un compresseur de 146 kilogrammes anquel l'opéré est relié par
des tubes et dont il peut être éloigné.

M. Schroeder étuit conscient de la
qualité plus qu'aléatoire de la survie
que pourrait lui offrir l'intervention.
Il a, en effet, signé un document de
sept pages dit «de consentement éclairé», par lequel il reconnaît le
caractère hautement expérimental
de l'implantation, les risques
eacourus et les perspectives à long

- APPRENEZ *L'ANGLAIS*

programme de formation

préparation aux examens universitaires

 cours spéciaux, vacances de Noël à Londres MAYFAIR INSTITUTE, 34, rue Vignon 75008. Tél. 285-16-75

A L'AIDE D'UN SIMPLE TERMINAL MINITEL

Un fichier informatique du CEA « piraté »

enchaîné », armé d'un modeste du système TSO édité par IBM »

Minitel (terminal d'annuaire électronique), a réussi à lire des fichiers de la Compagnie interminale de services informatiques (CISI), semble-t-il, aux fichiers de ce dermier. Une protection existe, mais de describers de la compagnie de la compagnie interminale de ces clients et accéder ainsi, semble-t-il, aux fichiers de ce dermier. Une protection existe, mais de describers de la compagnie de la département informatique du Com-missariat à l'énergie atomique (CEA) et dont cet organisme reste le plus gros client. Outre quelques informations volontairement imprécises sur la manière dont il a a piraté » la CISI, le Canard ting d'ordinateur qu'il a obteun. On y apprend que « le Département de sureté nucléaire (DSN) met en place pour son installation Esmo-ralda (essais de feux de sodium) » (suite censurbo) et que «rendezvous pris pour le 29 octobre avec M. X pour le planning d'installation d'un pilote laser. Projet classé

A première vue, il s'agit de messages d'information tels qu'en échangent les agents de nombreuses entreprises disposant d'un système de messagerie électronique, et dont le caractère socret n'est guère évident. Le Canard enchaîné précise cependant qu'il a obtenu d'autres renseignements et que l' « ensemble du système est aussi accessible qu'un jardin public ».

La procédure mise en œuvre par l'hebdomadaire a débuté par une accession très normale, su titre d'un client régulier. Une procédure elle aussi normale – mais en peut se demander pourquoi? – permet ensuite de savoir quels sont les autres clients qui utilisent simultanément le système, et de connaître entitée procédure de configure de connaître procédure de configure de configur certains numéros de code qui leur sont affectés. A l'aide de ceux-ci et d'une procédure « décrite en toutes

Un journaliste du Canard lettres dans le guide d'instructions nombreux clients négligent de la DETURE OF CHANGE

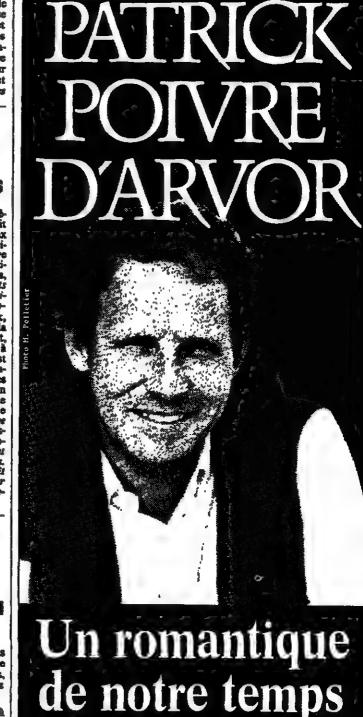
A la CISI, on explique que les « manœuvres simples » de l'hebdo-madaire sont moins simples qu'il ne le dit, et que la complicité de quelqu'un counsissant bien le système a été nécessaire. On remarque que les informations publiées sont «relativement localisées», ce qui suggère aussi l'intervention d'un complice. Mais en reconnaît que « l'affaire est importante, et doit attirer l'attention des clients sur la nécessité d'utiliser les moyens et les procédures de sécurité qui leurs sont offertes pour se protéger. En effet, bien souvent les clients ont pris l'habitude de ne pas s'en ser-

En négligeant de se servir de telles mesures de sécurité, les clients sont vulnérables. On donne l'exemple da mot de passe. Celui-ci peut être changé anssi souvent que le client le désire, mais certains de ces mots de passe restent très longtemps en usage et finissent par être accidentellement découverts par des

personnes qui ne devraient pas avoir accès au système.

Pour le CEA, le piratage effectué n'a pas permis d'accéder à des informations de nature confidentielles. Il n'en reste pas moins vrai que le journaliste du Canard enchaîné a quand même consulté certains fichiers stockés dans les ordinateurs de la ClSI, ce que le CEA, dans un com-muniqué publié mardi 27 novembre, commente en disant qu'il « est comm qu'aucun fichier n'est totalement à l'abri des indiscrétions ». C'est pourquoi, ajoute-t-il, - les données de nature confidentielle font l'objet de mesures de protection tout à fait particulières ». Quant à la méthode d'accès utilisée par le Canard enchaîné, le CEA précise que « sa mise en œuvre n'est pas si aisée que l'article le laisse enten-dre ». Mais, recomnaît-il, « il est vral que les codes doivent être protégés et qu'il s'agit là d'une responsabi-lité conjoinne de l'utilisateur et de

Lisez -



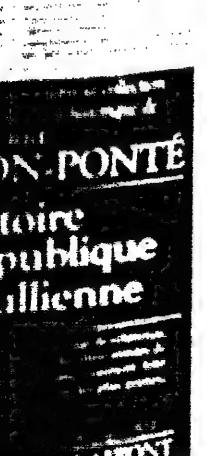
Un écrivain

Deux amants

Un livre d'amour comme on n'en fait plus, des héros, ane écriture comme on n'en rencontre guère". Irène Frain "Patrick Poivre d'Arvor combinimici le rare talent qui décrit de plain pied l'âme de la jeunesse et parle son langage". Elle

Au-delà de l'anecdote, dans la houle des phrases, on retrouve un plaisir évident et rare : la lecture" J.-François Josselin. Le Nouvel Observateur

Les petites filles dans les romans, cet automne, sont terriblement hardies. Érotiques. Triomphantes. Et pleines de grâce". Madeleine Chapsal. Femme



Recharche: insuffisa

And the State of the Control of the

A Park Control

1 24 7825

A CONTRACTOR

. . . 1272B

linnen 12

LA CATASTROPHE ROUTIÈRE DE BEAUNE AU TRIBUNAL DE SENLIS

Le prix de l'irréparable

Senlis. - Tandis que continue, à Dijon, l'information pénale ouverte après l'accident survenu dans la nuit du 31 juillet au 1º août 1982 sur l'autoroute du Sud. à hauteur de Beaune, et qui causa la mort de cinquante-trois personnes, dont quarantequatre enfants, de Crépy-en-Valois, qui partaient en colonie de vacances, le tribunal civil de Sealis avait à examiner, mardi 27 novembre, les demandes de réparation

Procès délicat assurément que celui-là, plaidé devant une salle où se tensient ces familles humbles, modestes, émouvantes dans leur détresse ravivée par un tel débat. Mais aussi procès difficile, dès lors qu'il s'agit précisement de chiffrer la réparation de ce que mes Monique Picard-Weyl, Roland Weyl et Hubert Téterd ont été les premiers à appeler e l'irré-parable ». Comment évaluer, en effet, la préjudice moral de ceux qui ont perdu un, deux, parfois trois ou quatre enfants? A la douleur affective a'en est ajouté d'autres. Des pères et des mères se sont déchirés, qui se reprochaient mutuellement d'avoir consenti à ce départ de leurs petits. Des rumeurs ont circulé à Crépy-en-Valois contre les uns et rent le drame. Des allocations ont été supprimées brutalement par une administration aveugle pour qui la routine d'un ordinateur faisait apparaîtra que les droits n'étalent plus les mêmes pulsqu'il y avait eu décès. Il a fallu, parfols. abandonner un locement devenu trop grand ou qu'on ne pouvait plus payer, à cause précisément de ces allocations supprimées. Certains ont accepté des transactions parfols à bes prix. Pour les avocats des familles, vollà autant de reisons à réparation, et à répa-

ration examplaire, exceptionnelle. En fait, des sommes ont déjà été versées par l'UAP qui n'a jamais contesté le droit des familles. En juillet demier, lors de ia « mise en état » de ce dossier, le juge de Sentis a fixé le montant des provisions à payer im ment. Elles l'ont été. L'UAP a ainsi déboursé 6 millions sur les bases suivantes : 50 000 à 70 000 france par enfant, seion les cas et les âges, à chacun de

Au cours de sa séance du lundi

26 novembre, le conseil de Paris a

adopté plusieurs mesures concer-

nant les personnes âgées et les

familles. La revalorisation de l'allo-cation municipale versée aux per-

(30 000 bénéficiaires) et l'améliora-

tion des conditions de délivrance de

titres de transport gratuit (120 000 cartes Emeraude) ont fait

Mais deux autres mesures ont

provoque de très viss débats au

cours desquels la majorité munici-

pale et l'opposition de gauche ont polémiqué comme si elles étaient

L'une de ces dispositions porte de 1 700 F à 2 000 F la mensualité que la Ville verse aux mères de famille

qui, à l'occasion d'une troisième

naissance, décident de rester au foyer. Mais les familles étrangères

n'auront plus droit, désormais, à

La gauche a énergiquement pro-

testé et, bien entendu, n'a pas voté le

texte proposé. • On se croirait dans le régime d'apartheid de l'Afrique

du Sud ., a lancé M. Philippe

déjà en campagne électorale.

sonnes du troisième

pécuniaire présentées par dix-sept familles de victimes. Celles-ci entendent obtenir dix millions de franca.

Elles ont assigné dans ce but non seulement la société Bouttaz, qui avait la charge du transport des enfants, et sa compagn d'assurances. PUAP, mais aussi la Caisse d'allocations familiales de l'Oise et l'association Centre de vacances La Saint-Cyrienne. organisatrice de la colonie.

leurs parents, 10 000 à 14 000 francs à chacun des frères ou sceurs, 7 000 francs à 9 800 francs à chacun des orands-parents. Chiffren insufficants, ont pleidé, en substance, les demandeurs pour qui 150 000 france apparaissent nécessaires par

enfant et pour chacun des parents, 75 000 francs pour les frères ou sœura et 50 000 franca pour les grands-parents.

De notre envoyé spécial

Jugement le 8 janvier

lis ont cité en référence l'arrêt de la cour d'appel de Peris qui précisément, accorda. 150 000 france en réparation de leur préjudice moral aux parents d'un jeune homme, Alain Ferçat, mort des suites d'une ablation des amygdales dans une clinique privée de Neully, ils en ont appelé au devoir des juges de « restaurer le prix de la vie humaine ». Ils ont dit, encore, ce que furent les conséquences du drame pour les foyers qui en furent etteints : les dépressions qui ont conduit à des pertes d'emploi, les tentatives de suicide. He ont dit que tout cele fut ecopre plus difficile à supporter par des hommes et des femmes de petite condition, et qui, pour cette raison, s'étaient trouvés tributaires des organisateurs de cette colonie de vacances sans pouvoir soupconner un départ de nuit dans la plus forte circulation de l'année avec des véhicules défectueux et des cheuffeurs eurm

Mais pour autant, la réalité de la tragédie et de ses effets pouvait-elle, en droit, abolir toute réplique ? Et, pour commencer, l'association Centre de vacances

de certaines aides sociales

Farine, conseiller socialiste. - C'est

la première fois, a renchéri Mme Christiane Schwartzbard,

conseillère communiste, que je vois

le conseil de Paris refuser une aide

sociale aux étrangers en avançant

phie parisienne, nous œuvrons pour la survie de la nation française, s'est défendu M. Jean Chérioux (RPR),

adjoint au maire chargé des affaires

sociales. Or les étrangers qui ren-trent ensuite chez eux ne participent

Le nouveau règlement

des crèches

lors de l'adoption du nouveau règle-ment des crèches. Consciente qu'elle

avait commis une bévue en pré-

voyant expressément l'exclusion des

enfants de chômeurs, la majorité

municipale avait assoupli son projet

initial. Le règlement, finalement voté par 141 voix sur 161, prévoit

que les enfants de chômeurs pour-

Une autre empoignade a eu lieu

· En encourageant la démogra-

des arguments racistes. •

pas à cette survie. .

La Saint-Cyrlenne de Saint-Jeande-Maurienne, organisatrice de la colonie, défendue par Mª Alain Marter, et la Caisse d'allocations familiales de l'Oise, pour qui plaidait Mª Jean-François Péricaud, ne pouvaient-elles das s'étonnes d'avoir été mises en cause dans une affaire à laquelle juridique-ment rien, selon elles, ne les liait ? Quel contrat avait passé avec les familles la première ? ni à surveiller le transport, même si c'est elle oui avait pressenti l'entreprise Bouttaz pour le voyage des enfants ? Et moine encore la Caisse d'allocations familiales de l'Oise qui n'avait ni choisi le transporteur ni même l'organisateur de la colonie.

Du côté de l'UAP, on accep tait, en revanche, le procès. Meis pour Mª Gilles de Bailliencourt, les 6 millions de francs que sa cliente a accepté de verser sans rechigner représentant déjà une judice moral causé par la mort d'un enfant est généralement évalué, a-t-il souligné, par la cour l'affaire viendrait en cas d'appel entre 40 000 at 50 000 francs.

Le tribunal, que préside M. François Muselli, rendra son jugement le 8 janvier. Il fui faut, en effet, examiner cas per cas ce dossier douloureux, apprécier les rapports et les conclusions des innombrables experts, médecina ou psychietres qui ont su à dire à els taux ils fixalent les incapecités diverses de ces parents trau-

Qui, dans cette affaire, pourra iameis dire vraiment la justice au sens le plus aimple, au sens com-

mun ? JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

ront être admis dans les crèches

ils secont rendus à leur famille, mais

avec un délai de grace de trois mois.

reconductible. Les maires d'arron-

dissement pourront accorder des

dérogations. Enfin, les haltes-

garderies seront ouvertes entre midi

et 14 heures dès le 1e décembre

Ce fut peine perdue. Non seule-ment les élus de gauche n'ont pas

pris part au vote, mais ils ont cru

pouvoir faire, par la bouche de M. Georges Sarre, président du

groupe socialiste, le commentaire

suivant : . Monsieur Chirac, vous

proposez la régression sociale pour le pays et vous la pratiquez déjà à

Ce qui lui a valu une verte répli-

que du maire : « Je présère mon bilan social de maire de Paris à

celul du gouvernement socialiste

qui a conduit notre pays vers la pre-mière régression économique et

sociale que la France dis connue depuis 1945.

M. A.-R.

dans tout Paris.

EN RÉSUMÉ

Le fichier d'EDF détourné :

Avertissement solennel de la CNIL à la fédération CGT de l'énergie

La Commission nationale informatique et libertés (CNIL) a adressé le lundi 26 novembre un avertissement public aux organismes responsables et destinataires du fichier EDF-GDF, et elle invite cette société nationale ainsi que la Caisse centrale d'activités sociales à adopter des mesures de sécurité et des précautions afin de préserver les informations nominatives qu'elles détiennent (le Monde daté 25-26 novembre).

La CNIL rappelle en outre • fer-mement et solennellement • à la sédération CGT de l'énergie et au directeur du mensuel communiste Avancées l'interdiction qui est falte d'utiliser des fichiers à des fins qui ne correspondent pas à celles qui ont été déclarées à la commission.

La CNIL avait été saisie de cette affaire an début de l'été à la demande d'une vingtaine de cadres d'EDF-GDF, surpris de recevoir à leur domicile personnel un numéro spécial d'Avancées, destiné aux ingénieurs , cadres et techniciens.

Ces cadres avaient constaté des similitudes entre la typographie de l'adresse portée sur leur bulletin de salaire et celle de l'étiquette accompagnant la révue.

La CNIL a décidé de s'es tenir à un simple avertissement, après des débats longs et difficiles, plusieurs de ses membres étant partisans de porter l'affaire davant la justice en déposant une plainte auprès du parquet de Paris.

Nouvelles commandes américaines pour Ariene

La société américaine Broadcast Satellite Corporation (DBSC) a sii, landi 26 novembre, un contrat avec le consortium européen Arianespace, transformant en commande ferme l'option prise pour le lance-ment de deux satellites de télécommunication directe par la fusée Ariane. Ces satellites, qui serviront au relais des télécommunications sur l'ensemble des Etats-Unis, devraient Le conseil de Paris exclut les familles étrangères être placés sur orbite géostation-naire, l'un en décembre 1987, l'autre en avril 1988. Ce contrat porte désormais à trente-deux le nombre de commandes de lancements fermes qu'Ariane doit effectuer, dont huit Quant aux enfants déjà en place et sont pour le compte de clients améridont les parents perdent leur emploi,

Incinération de la dioxyne de Seveso

Quelque 10 kilos de déchets contenant entre 2 et 5 grammes de dioxyne ont été incinérés, le 27 novembre, à Bâle dans le four de la so-ciété chimique suisse Ciba-Geigy. C'est la première expérience de destruction des déchets produits par l'accident de Seveso, près de Milan, en 1976. Les 41 füts de déchets avaient transité par la France en 1982 pour être finalement rapportés à la maison mère, la société Hoffman-La Roche, en 1983, sont toujours stockés à Bâle dans les caves de l'usine Roche. Quelque 2 300 kilos, renfermant environ 200 grammes de dioxyne, attendent leur incinération, qui sera effectuée dans quelques semaines si la pre-mière expérience se révèle

APRÈS L'ATTENTAT DE LA SALLE PLEYEL

Le porte-parole du Mouvement national arménien accuse l'Etat turc

« Turquie assassin du peuple arménien » : cent cinquante militants du Mouvement national arménien (MNA) ont manifesté, mardi 27 novembre, pour protester contre l'attentat à l'explosif commis le dimanche 25 novembre devant la salle Pleyel, où six personnes ont été blessées. Cet acte criminel a été perpétré peu avant l'ouverture d'un gala consacré au soixante-quatrième anniversaire de la création en 1920 de la République soviétique socia-liste d'Arménie, une des quinze républiques d'URSS. L'attentat, le quatrième depuis le début de l'année, n'avait toujours pas été revendiqué mercredi en fin de mati-

La fête de la Rensissance nationale arménienne, à laquelle auraient dû assister près de deux mille personnes, a lieu chaque année en France depuis trente ans. Ce gala, organisé par seize mouvements et associations d'Arméniens, commé-more la création, le 29 novembre 1920, de l'Arménie soviétique, où de nombreux Arméniens poursuivis par les Turcs purent trouver refuge. Le

comité d'organisation du gala a estimé que cet acte « s'inscrivait dans le cadre des violences toujours condomnées qui visent à instaurer un climat d'insécurité et de haine nuisant à l'amitié franco-arménieuse et, par delà, entre les peuples et la paix ».

Si les organisateurs du gala sont restés circonspects sur l'origine de l'attentat, il en allait autrement, mardi soir, des militants du MNA. « Cet acte, a déclaré leur porteparole, M. Jean-Marc Toranian, s'inscrit dans la logique de l'extermination totale de la communaute arménienne menée par les mêmes qu'hier, à savoir l'État turc. Notre cause est fuste. A bas le fascisme turc! > Les manifestants, jeunes pour la plupart, agitaient des drapeaux rouges et portaient des tor-ches. «L'heure de la mobilisation, estimait l'un d'eux, a sonné. » M. Alsin Griotteray, maire (PR-UDF) de Charenton (Valde-Marne), a tenu par sa présence à cette manifestation à exprimer sa solidarité avec les Arméni

EN 1983

La criminalité a régressé dans douze grandes villes

Etablies pour trente-cinq villes de plus de 100 000 habitants, les statistiques de la direction centrale de la police judiciaire révèlent, en 1983, (-6,08 %), Grenoble (-5,71 %), tiques de la direction centrale de la police judiciaire révèlent, en 1983, une évolution différentielle de la criminalité constatée par les services de police ou de gendarmerie. Si elle augmente fortement dans certaines villes. - Saint-Etienne notamment, qui, avec 30,49 % de croissance par rapport à 1982, vient en tête, - elle régresse nettement dans d'autres (ainsi, à Marseille, on enregistre une chute de 15,04 % par rapport à

1982). Ces contrastes correspondent à la tendance constatée dans tout le territoire pour 1983 : une augmenta-tion nationale de 4,4 % de la criminalité par rapport à 1982, alors que la moyenne annuelle de croissancs pour les dix années précédentes avait été de 10.25 %. C'est cette inflexion que traduit l'évolution dif-

férentielle dans les grandes villes. 'Car, outre Marseille, ce sont des villes hier considérées comme plutôt « criminogènes » qui bénéficient, en 1983, d'une régression du nombre de

Nice (-2,32 %) ou Toulouse (-1,22 %). Ces régressions ne concernent cependant que douze des villes de plus de 100 000 habitants étudiées : dans les vingt-trois autres, le nombre des crimes et délits a augmenté. Ainsi, outre Saint-Etienne, à Nimes (+ 25,90 %). Rouen (+ 25,69 %). Strasbourg (+ 20,06 %), Brest (+ 12,92 %), Montpellier (+ 11,12 %), Lille (+ 9,82 %), Amiens (+ 7,25 %), Metz (+ 4,52 %), Lyon (+ 2,63 %) ou Nancy (+ 1,60 %). A Paris, l'augmentation est inférieure à la moyenne nationale, puisque limitée à 2,81 %.

La croissance des crimes et délits constatés au premier semestre 1984 semble, dès aujourd'hui, confirmer l'évolution de 1983 : elle est de 3,59 % par rapport au premier semestre 1983.

1000

7.7.4

Imis person

à falt

L'écrivain Dan Frank libre sous contrôle judiciaire

L'écrivain Dan Frank, trente-deux ans, a été libéré, le 26 novembre, après plus d'un mois d'emprisonnement. L'auteur de la Dame du soir (Mercure de France) et des Calendes grecques (Calmann-Lévy), prix du Premier Roman en 1980, est inculpé d'association de malfaiteurs dans le cadre des instructions judiciaires visant le groupe extrémiste Action directe. Dan Frank, libéré une semaine après l'écrivain et animatrice à France-Inter, Paula Jacques, poursuivie pour les mêmes raisons, a été placé sous contrôle judiciaire.

La justice reproche à ces deux écrivains leur « complicité passive » et leur « aide logistique » auprès de certains membres présumés d'Ac-tion directe. Dan Frank a airsi prêté un studio à Claude Halfen, accusé par la suite d'avoir participé à la fusillade de l'avenue Trudaine, à Paris, le 31 mai 1983, au cours de laquelle deux policiers furent més. De même, Paula Jacques aurait aidé à diverses reprises Claude Halfen. Claude Halfen, écroué dans la région parisienne, est l'ami d'enfance de Dan Frank et is compagnon de Paula Jacques.

 Tuerie en Seine et-Marne. -Quatre membres d'une même famille - la mère, M™ Godelier, et ses trois enfants - ont été tués par talles dans le pavillon qu'ils occu-paient à Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne). Les corps ont été découverts, lundi 27 novembre, dans les décombres du pavillon détruit par une explosion. Le propriétaire, M. Yannick Godelier, grièvement blessé, est le seul survivant.

EN BREF

l'unanimité.

DÉMISSION **DE TREIZE JUGES A POITIERS**

Les treize magistrats du tribunal de commerce de Poitiers ont démissionné, mardi 27 novembre, pour protester contre les coups de feu tirés, le 19, en pleine audience par un justiciable mécontent. Un avocat-syndic avait été grièvement blessé et un magistrat consulaire légèrement touché (le Monde du 21 novembre). M. Michel Léger, le président du tribunal de commerce, nous a déclaré vouloir ainsi protester contre les menaces dont ses collègues et lui sont « constamment l'objet ».

Les juges des tribunaux de commerce ne sont pas des magistrats professionnels, mais des commercants, des cadres ou des membres des professions libérales élus par leurs pairs. Pour remplacer ceux de Poitiers, le ministère de la justice devra procéder à de nouvelles élec-

MORT SUSPECTE DANS UN CENTRE POUR TOXICOMANES

Le parquet de Dijon a ouvert une information pour déterminer les causes du décès de Jocelyne Dorfmann, trente-cinq ans, morte vingtquatre heures après son admission dans un centre de réhabilitation de toxicomanes dirigé par la secte de la Scientologie à Grancey-sur-Ource (Côte-d'Or). La jeune femme était arrivée dans cet institut, Narconon, le 22 novembre. Les pompiers et les gendarmes étaient avertis le lendemain matin, mais elle était déjà décédée et le médecin chef de l'hôpital de Chatillon-sur-Seine (Côte-d'Or) où elle fut transportée, refusa le permis d'inhumation et la justice fut saisie.

Créé par l'Eglise de scientologie de M. Ron Hubbard, condamné par défaut pour escroquerie à quatre ans de prison et à 35 000 francs d'amende à Paris en 1978, le centre Narconon près de Dijon propose des cures de désintoxication de trois

mois, au tarif de 2 500 francs par semaine, qui consistent essentiellement d'une ingestion à haute dose de vitamines et de séances de sauna. Narconon affirme obtenir 85 % de réussites, alors que les institutions reconnues ne dépassent pas 30 %. Malgré les réticences des autorités françaises, Narconon avait disposé d'un stand au Salon de l'enfance en 1982 et 1983 (le Monde du 22 décembre 1983).

Le docteur Diallo reste en prison

Le docteur Bakari Diallo, incuipé d'assassinat après le décès le 30 octobre, au centre hospitalier de Poitiers, de Ma Nicole Berneron. n'a pas été remis en liberté. Ses défenseurs avaient demandé une seconde fois à M. Pierre Hovaere, juge d'instruction, que le médecin sorte de prison. Une reconstitution de l'intervention chirurgicale au terme de laquelle M= Berneron est décédée, aura lieu le jeudi 29 novembre, à 14 heures, au centre hospitalier régional de Poitiers.

Un dentiste condamné à soigner des détenus

Un dentiste d'Alençon qui avait à répondre d'un « détournement de compteur » aux dépens d'EDF vient d'être condamné par le tribunal de cette ville à consacrer quatre-vingts heures de soins gratuits aux détenus de la maison d'arrêt. Ces quatrevingts heures représenteront les dix mille francs du préjudice subi par EDF.

Cette sanction originale est une application de la loi du 10 juin 1983 qui a prévu en reparation des délits mineurs une « peine de travail d'intérêt général s. Calle-ci est de quarante heures au minimum et de deux cent quarante heures au maxi-

mum. Le travail « d'utilité sociale > doit être effectué « au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association habilitée ». Parmi ces travaux, la loi suggère l'entretien et la rénovation du patrimoine, les nettoyages de plages ou d'espaces verts, des entretiens ou réparations de dégâts, des actions de solidarité en faveur de personnes défavorisées. Mais les tribunaux ont toute latitude pour adapter leur décision en fonction des ces d'espèces et bien sûr de la personnalité du délinquant. Celui d'Alençan vient de le montrer.

EXPORTEZ EN ARABIE

Pulsasma société tranco-excusienne, longue sepérience, implertation commerciale et industriel ARASTE/GOLPE, se charge de vos missions, racharchy vos mailleurs perteneires, stc. SAMIC, 10 bis, rue des Poissonniers, 82200 Neuilly - 747-96-28



«GREMLINS» Le point de vue d'une psychologue

Préparez vos fantasmes

OUR l'instant, les gremlins, ce sont les « trucs » malfaisants et affreux, engendrés pur Gizmo, poupée animée, perit animal-peluche, machin lui-même, d'origine inconnue, mogwal, de par sa race, sans nom à l'origine, mais gentil et mignon,

L'enfantement se fait dans la douleur, dans l'horreur même ; le produit de l'accouchement, loin d'effacer le souvenir d'une géstation pénible, est monstrueux et destructeur. La lutte contre l'envahissement de cette progéniture de plus en plus prolize est tumultueuse et violente. Elle aboutit finalement au retour du mogwaï auprès de son père adoptif, après un placement familial mouvementé dans une famille américaine.

Pas de père donc, pour le mogwaï sans nom, mais les candidats ne manquent pas pour exprimer leur désir de parentalité et par leur intermédiaire actif, le petit animalpoupée-true va outrepasser leurs espérances, tout en n'y étant pour rien. Non coupeble des désastres de sa prolifique descendance, il vient permettre simplement aux humains d'extérioriser les désirs et les angoisses profondes qui sont celles de tout un chacun.

Billy, jeune homme bien comme il faut, adapté et travailleur, bon fils, vit dans une petite ville de province. Riche en stéréotypes. Il est à peine amoureux et vit proche de sa mère. Elle est bonne ménagère. pilier du trio familial, compensant les fragilités de son mari inventeur d'inutile et absent. Celui-ci accède au désir deviné de son fils, le soir quant la nativité : désir d'enfant.

Cadeau du père, l'objet transi-tionnel animal devient l'enfant conçu et créé fantasmatiquement par le garçon. On lui donne un nom : Cizmo, il est unique, mais étrange, mystérieux, inconnu, asexué. Il est soumis à l'autorité de Billy, comme lui-même semble l'être encore à ses parents.

Par son cadeau, le père réactuslise le mythe de la cigogne, oblitère la scène primitive et prévient le désir incestueux. Billy est ainsi tout proche d'accèder, au fantasme le plus profond de tous les enfants, quel que soit leur sexe, d'obtenir le pouvoir d'avoir un enfant, de posséder le pouvoir du couple, en tout caa, celui de la mère. Il ne s'agit pas tant d'avoir un enfant réel que de sséder le pouvoir d'en faire, puis d'avoir un enfant du parent du sexe

Pour protéger Billy de la réalisa-tion de ce fautasme, trois règles, trois interdits sont transmis par le père ; ces lois sont liées à des éléments vitaux : la lumière, l'eau, la nourriture. C'est par l'eau que Giamo procrée ; c'est par la nourriture après minuit que la métamorphose monstrueuse de sa progéniture s'opère. C'est dans une semi-obscurité que lui et ses reje-« Faire la lumière » les met en danger de mort. Il ne faut pes savoir : si l'on va voir ce que font pape et maman la nuit, on est puni, les enfants se font par la bouche en avalant la petite graine, dans le ventre de maman, le bébé est dans

tains jeunes spectateurs dont l'âge leur permet d'opérer un refoulement efficace, ou plutôt sa curiosité inavouée, inconsciente, qui l'entraîne à ne pas respecter les trois règles, comme si une force inéluctable servait de paravent à l'expression de son désir de vérifier

dans la terreur, sur fond sonore de convenable qu'offrent le héros Billy vagissements de nouveau-nés et

Les efforts du scientifique de service pour satisfaire la curiosité de Billy sont vains (quand je serai grand, je serai vétérinaire ou doc-

Gizmo, le jouet

Gizmo est un animal vivent. La campagne publicitaire destinée à assurer le promotion du jouet en peluche ne laisse aucun doute à ce sujet. Les gizmos en fibre synthétique aimablement offerts aux journalistes leur ont même été livrés dans des boîtes à chaussures trouées pour laissar passer l'air...

Après les « patoufs », poupées à adopter, voici donc, dans la meilleure tradition américaine, les gizmos qui respirent. Fabriqués en Malaisie et distribués en France par Orli jouet, ils seront présentés dans les magasins dans un emballege transparent (non perforé) et vendu au prix de 120 à 140 francs. Conformément au film, une étiquette rappelle qu'il faut les tenir, éloignés de la lumière, veiller à ce qu'ils ne soient jamais mouillés, et surtout e même s'ils pleurent ou réclament », ne jamais leur donner à manger après minuit.

l'intégralité de sa capacité de repro-

La mise en scène prend alors le pas ; les effets viennent donner toute leur ampleur aux fantasmes issus de la culpabilité. C'est la sanction : les désirs se réalisent, mais se retournent contre les auteurs. L'inconnu, l'impalpable, l'insaisissable engendrent une peur qui dure, le dégoût, la répulsion ; puis ce sont les agressions directes à l'égard des humains et de leur

teur): L'irrationnel, le fantastique et l'épouvante dominent alors.

Le scénario étouffe ensuite asse adroitement la force pulsionnelle de la référence aux fantasmes archaīques profonds, si violemment mis en scène. Le discours moralisateur y contribue beaucoup : Ces monstres, qui finalement nous resemblent tant par leur authropomorphisme croissant et leurs appétits divers, ne font presque plus peur tant ils deviennent familiers. Ils sont même

et sa petite amie Kare, si chastes leur imaginaire. C'est le recours à l'humour, aux citations et enfin aupersonnage du sage, son emertume et ses mises en garde,

Et le mogwal, Cizmo, parent unique des monstres ? D'un bout à l'autre du film, c'est aussi le double plus enfantin du personnage de Billy: béhé ou jeune enfant intelli-gent, doué, acquérant le langage, soumis lui aussi aux terreurs dont il est involontairement à l'origine, tives », objet de vigilance et d'affec-tion de Billy, puis de Kate, enfant imaginaire en définitive. Le vieux sege chinois, le père adoptif, une sorte de Giuseppe, reprend son Pinocchio au moment où Billy et son amie quittent l'enfance. S'agit-il d'une présaution pour leur lais-ser l'espace possible à l'émergence du désir d'enfant réel ?

Bien d'autres ressorts sont plus immédiatement appréhensibles et facilitent l'adhésion au film, même si certains préféreront prudemment lui rester « extérieurs », ne pes jouer le jeu. L'accumulation de références analytiques de toutes sortes à des degrés très divers, les nombreuses allusions aux travaux récents, tant dans le domaine de la psychiatrie de l'enfant que de la néo-natologie, donnent le senti-

ment d'un compilage systématique. Pour les amateurs d'émotions affectives, rentres vos mouchoirs, ici pas de larmes, pas de chagrin, pas de séparation ou de départ sans espoir. Les rires viennent juste sou-

Par contre, la peur (et ses corollaire : répulsion, angoisse, etc.) est très immédiate. Pour les enfants notamment, elle est d'autant plus forte qu'elle naît dans un décor très familier : une petite maison normale dans une ville normale. Les armes des agresseurs et de ceux qui s'en défendent ne sont pas des objets fantastiques et sophistiqués : ce sont les objets de tous les jours, exemple. Ainsi, l'enfant peut s'appuyer sur des objets contra-phobiques : le couteau de cuisine de la mère, le flash de l'appareil photo ou le mixer.

Le scène du grand magasin utilise les mêmes schémas. Ces lieux familiers deviennent d'autant plus effrayants que l'enfant s'y projette

Un besoin très vif de pouvoir parler du film se heurte à la diffiquité de traduire des émotions profondes, indicibles. Les enfants, quel que soit leur âge, risquent d'éprou-ver un réel malaise, voire un prolongement de l'angoisse s'ils ne trouvent pas la possibilité d'exprimer ces sentiments confus. Ne serait-ce que pour s'attarder sur divers qu'ils auront aimés, et se rassurer ainsi.

Faute de pouvoir tout leur expliquer ce que nous, les grands, avons oublié depuis longtemps, pourrons-mous tout au moins les écouter... selon les conseils du sage-

Psychologue au Centre de gui-dance infantile du quatorzième arron-dissement de Paris.

Rêves et mises au point

lista américain Devid Chute, critique au Los Angeles Hejuin 1982, alors qu'il achevait

bre.

apr de . reje

SiOt Fati

su no la

bons qu'autrefois). Malheureusement, le crains que ce ne soit bien plus difficile que je l'imaginais. Car ce ne sont pas les films qui changent, c'est nous. J'admire beaucoup les anciens films, et je passe beaucoup de temps à me demander pourquoi cinéma n'est plus ce qu'il

con de travailler : la pub téléviiée incite à accélérer le rythme,

rouler. L'âge du public entre aussi en ligne de compte. Les

moindre doute, par des cens inqu'autrefois. Et en même temps

> il faut pas mei de temps, pour quiconque a été formé à une époque donnée, avant d'arriver à communiquer avec le grand public. Vous restez fixé avec les gens de votre âge, alors que les vrais consommateurs que vous êtes supposé atteindre sont les ieunes. Il peut en résulter de gros problèmes, car les jeunes sont assez insalsissables, ils évoluent très vite dans leur façon de penser et de sentir. Vous les toucherez peutêtre, mais il faut beaucoup de temps pour faire un film. Et le temps vous est compté pour aller à la découverte des demières modes. Après deux ou trois films, si vous n'y prêtez pas assez attention. Yous pouvez très bien vous couper du plus grand

passé, c'est vrai que les granda zient de grands scénarios. préférés sont nés de scénarios films. Le film typique des années 40 était probablement aussi creux que le film typique aujourd'hui. Mais on tournait sans prendre haleine, et tant de gens tournaient, qu'il y avait de fortes chances de mettre dans le mille. Le cinéma, c'est un jeu de dés... »

Les douze-quinze ans en parlent Les jeunes spectateurs de la lumière qui provoquent la mui-(Suite de la page 21.)

Ils écrivent

peur, l'action, le tendresse, le segesse, l'emour et l'émol, et le rire aussi. J'ai pensé en voyant le vieux Chinois s'éloigner que les

mignone, l'irresponsabilité les avait rendus injustes et méchants ».

tant du cinéma, j'avais oublié jusqu'à la tête des monstres. Il y a

donc quelque chose dans le film qui fait qu'on rit quand il faut rire.

qu'on suit l'histoire, mais qu'on n'entre pas dans le plus profond

d'elle, qu'on ne la vit pas. Par exemple, dans le film *Alice dans les*

villes, on pleure, on vit l'histoire, on a plein d'émotions dans le

cœur et la tête, et après avoir vu le film on y réfléchit encore per-

dant un mois. Dans Gremlins, on regarde l'histoire, on en connaît

déjà la fin et on l'attend presque. Tout est bien qui finit bien. Il v

manque ces émotions profondes et ces pleurs, il n'y a que l'action,

le début et la fin. C'est bien dommage, car le film est tout de même

● EMMANUEL, 12 ANS. - < Dans Gremtins II y a tout : la

vaïs donnaient un peu l'histoire du monde : très beaux et très

LIL, 13 ANS. — « Pendant le film, j'ai eu très peur, En sor-

Le mignon mogwal est une bête dont le bien-être repose sur l'application scrupuleuse de trois prescriptions impérieuses. Trois interdits formels qui, transgressés par suite de l'inattention des hommes, causeront le drame. C'est comme le monde, coromente Emmanuel, les hommes ont quelque chose de très beau et avec ça, lis fabriquent le mai. » Précisément parce que l'horreur du film le renvoie à une réalité trop précise, Julien trouve le film « choquant ». « On a tout ça autour de nous à chaque instant ou presque, assure-t-il. Cela ennule de découvrir que notre monde est raté, mai équilibré. »

Et vollà Gremlins transformé en parabole tiers-mondiste ou écologiste. Mais cette fable incitet-elle à l'action contre l'injustice ? Axel (un garçon, cette fois) ne le pense pas, qui a justement aimé le film car, seion lui, il montre que « c'est comme ça, on peut rien y faire maintenant ». Indignation d'Emmanuel. . Non, protesto-t-il, on peut changer quelque chose. Peut-être pas nous seuls, mais avec tout le monde. » La preuve? Gizmo est « resté bon jusqu'au bout. Il a aidé à combattre les gremlins. Et pourtant, c'est lui-même qui les avait fait naître ».

Julien, lui, oppose la sagesse personnifiée par le vieil antiquaire chinois, à qui a été dérobé Gizmo, à l'inconséquence incarnée par le père de Billy, inventeur de gadgets inutiles et inutilisables, qui offre à son fils un être vivant sans plus de précaution que s'il s'agis-

sait d'une vulgaire peluche. vie d'un côté, irresponsabilité et ravages de la technologie tous azimuts de l'autre. « Ils en veulent toujours plus, constate Milane. Tant et si bien qu'ils finissent par tout perdre. » Le père de famille inconscient travaille pour perfectionner sa ridicule « salle de bains de poche » tandis que les monstres se multiplient et menacent. Au moment où sa femme les affronte, il est bien loin de la mai-

ne pouvait pas continuer comme ça ». Axel tentait de se convaincre

sir les séquences de terreur violente, car elles sont entrecoupées ou accompagnées de passages comiques - . Heureusement, reconnaît Isabelle, !! y a des moments de repos » - mais ausai parce qu'ils attendent à juste titre un happy end. Ainsi, pendant la projection, Emmanuel se rassurait-il en se disant que « ca

du film tuent leurs descendants à la fin. Les spectateurs ne sont nullement, déconcertés, car « les contes se terminent toujours

Les conditions dans lesquelles les gremlins se reproduisent intriguent elles aussi les enfants sans les étonner outre mesure. Gizmo n'a besoin de personne pour engendrer des ribambelles de monstres. " C'est super, commentera, fanfaron, un garçon. On n'a plus besoix de semmes pour saire des gosses. Emmanuelle, comme la plupart des filles, attribuerait plutôt à Gizmo un sexe féminin, puisqu'il - donne la vie » et que, comme dans la réalité, - ça fait mal . Les enfants insistent en tout cas sur le fait que le gentil petit être fait mître des Gremlins involontairement. - Il ne peut donc pas les aimer », précise Ugo. « C'est comme s'il s'était fait violer . insiste Harry.

Critique sociale, violence. sexualité... gremilas intervient simultanément sur tant de fronts que les jeunes spectateurs en gardent, plusieurs jours après la pro-jection, un souvenir intense. Sur le moment, ils ne racontent leurs impressions qu'avec difficulté, préférant s'accrocher à la morale - mode d'emploi qui leur est livrée à la fin du film. Mais les émotions se décantent peu à peu. Derrière la fable surgit l'angoisse, mais une angoisse dont la plupart des enfants se délectent, même si elle leur promet quelques nuits agitées. Les autres n'aiment pas qu'on joue à leur faire peur avec des marionnettes trop perfectionnées pour qu'ils en comprehnent le fonctionnement. Anne-Claire pense ainsi qu'elle aurait beaucoup mieux supporté les Gremlins si elle en avait fabriqué quelquesuns elle-même avant de voir le film. Mais à présent, elle cherche à raconter à tout le monde ce qu'elle a vu . pour que ma peur s'en aille ». Emmanuelle utilise la même méthode, car sînon, dit-elle - ça enfle dans la tête -.

PHILIPPE DERNARD.

de Joe Dante, le réalisateur

le montage de son sketch it's a Good Life du film en quatre épisodes la quatrième Dimension, produit per Steven erg, Joe Dante répondeit à une question assez provocatrice de son interioouteur : « Une de mes citations favorites sur le cinéma vous est attribuée : J'aimerais tourner des films aussi bons qu'autrefois, avant qu'ils ne soient devenus aussi (C EST toujours mon rêve (de tourner des films sussi

» D'abord la simplicité a disparu. Ca vient en partie de la fa-

à ne pas ennuyer les gens avec une scène de dialogues trop prolongés qui aurait paru le nec plus ultra en 1946. » Aujourd'hui, c'est comme

finiment plus sophistiqués ils visent un public bien moins

» Si on fait retour sur le films, presque toujours, par-Mais quelques-uns de mes films pas fameux. Le vrai problème, je crois, c'est qu'il y a moins de

> son et c'est elle qui, quittant son masque de ménagère paisible, les massacre avec des ustensiles de cuisine, giclées de sang et de chair

> > Mais de cette scène violente, d'antant plus évocatrice qu'elle a lieu dans un décor familier, les enfants n'aiment pas trop parlet directement. Certains semblent même ne pas l'avoir regardée. · La lutte au couteau contre les monstres, c'est un peu comme lorsqu'on se défend contre des voyous », remarque cependant Harry, et Eric évoque son angoisse quand ils sont tous dans la maison et qu'on ne sait pas d'où ils vont surgir ». Une autre scène de terreur a lieu dans un magasin de jouets où le chef des gremlins s'est réfugié. Il utilise une minitronçonneuse pour mettre en fuite Billy et son amic. En voyant cette séquence, Elisa-

bien fait et agréable à voir. >

que tout cela n'était qu' - une histoire de monstres sans plus ». Très rationnel, Harry avait analysé les trois interdits posés au début du film au sujet de Gizmo. Pas de lumière, pas d'ean, pas de nourriture après minuit. « C'est

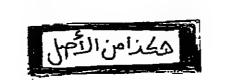
comme pour Adam et Eve, explique-t-il. On sait qu'elle ne doit pas manger la pomme et qu'elle va le faire. Avec les trois lois, on sait qu'il va se passer qu'elle va le faire. Sinon, il n'y quertir pas de film. aurait pas de film. Emmanuel pousse davantage l'interpréta-tion : l'eau et la lumière symbolisent la vie (« le sperme -, dira même Julien) et l'heure-limite de minuit représente une - heure louche »: Peu importe que l'eau et

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20 Pour tous renseignements concernant

l'ensemble des programmes ou des solles beth avoue avoir d'abord rêvé (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés). qu'elle était elle aussi lâchée dans Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club un grand rayon de jouets où elle aurait ou . tout avoir gratuit ...







40° anniversaire de la R.P.S.A **CORA VAUCAIRE** le dimanche 2 décembre à 18 h

au THÉATRE FONTAINE ESTS!

Theâtre de Paris a partir du II decembre

Location : 280.09.30

GALERIE MEGARIN-11, ran det lieres Marriero (44 to 14 h 30 à 19 h (sout hout) - 277-19-61 Deux peintres berlinois MANFRED SCHLING ILJA HEINIG

27 novembre/22 déce SERVICES CHETWERS IN QUÉREC . . 117, rue du Bac (7º) - 222-60-40

SOREL COHEN photographies

Galeria Robert FOUR Simultanément au GRAND-PALAIS **TAPISSERIES**

S NOVEMBRE - 10 DÉCEMBRE

DU DOUANIER ROUSSEAU et de nombreux autres grands artists 28, rue Receparte PARIS fi-- Tél. : 329.30.60 -

GALERIE DE L'ESPLANADE DE LA DÉFEISE L'ALBANIE.

SOCIALISTE TIRANA du 8 novembre su 8 janvier

WE REALISME

Métro : LA DÉFENSE Perking control per LA DEFENSE 4,

Galerie COARD : 12, rue Jacques-Callot, 75006 Paris - 326-99-73

Pierre LESIEUR

Grevres récentes Junqu'an 24 décembre GALERIE GLAUDE BERNARD

ESTEVE

†usains et crayons de couleur

40 ans après, les acteurs témoignent...

LES P.T.T. DANS LA RÉSISTANCE

PROLONGATION JUSQU'AU 8 DÉCEMBRE 1984

MUSÉE DE LA POSTE 34 boulevard de Vaugirard Paris 15ème Tous les jours sauf dimanches et fêtes de 10 h à 17 h

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

6 CLAUDIO SEGOVIA A BECTOR OREZZOLE -

MANUFLA MRGAS

les danseurs 💡 El FARRUCO, FARRUQUITA, EL GUITO, PHAR les chanteurs: FERNANDA Y BERNARDA, VICENTE 8010 - 8 "SORDERA", ADELA CHAQUETA. RAMON SUAREZ SALAZAR, EL CHOCOLATE,

EL MORO, PACO VALBEPENAS 📡 des guitaristes: JUAN HABICHUFLA, FNRIQUE ESCUDERO.

CARLOS HABICHULLA, PEPE HABICHULLA, JUN CHOTONA reproduction

THEATRE DE PARIS du 28 novembre au 9 decembre

Maison de 🍇 Cuffure, de Grenoble en coro alisation ayer le Théaire de Pari

TOCATION AU THEATRE 280.09.30 ET FVAC 549.05.28

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saim (277-12-33). Informations téléphor 277-11-12.

MNAM Vision animetions régulières, senf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) ; londi et joudi, 17 h, galeries contempo-raires

KANDINSKY. Jusqu'au 28 janvier.

MIRO. Les 3 Mess. Jasqu'an 28 janvier. DONATION LOUISE ET MICHEL LITTES. Communication Legisland HOMMAGE A DANIEL-HENRY KAHNWEILER, marchant, felicer, écri-vala. Jusqu'an 28 janvier. ENRICHISSEMENTS DU CAMNET D'ART GRAPHQUE. De Matine à nos PATRICK BAILLY-MAITRE-

PHOTÓGRAPHIES CONTEMPO-BAINES EN FRANCE. Jusqu'au 27 jan-NOSTOS II. Issalladen ville de T. Kuntzel. Salle de ciarens da masée. Jusqu'au 24 décembre.

ÓΩ DÉCHETS : Part d'accommoder les estes, Jusqu'au 21 janvier. SIX PHOTOGRAPHES CHEZ LE CORBUSIER. Jusqu'en 7 janvier.

BPT IMAGES A LA PAGE. L'IM 7 janvier. FÉLIX LOBOOUX. Entre Grandville et Walt Disney, an précursous. Jusqu'an 7 janvier.

7 janvec.
ACCROCHAGE: vingt contemporalis
van par M. Franck. Jusqu'au I éécemben.
IMAGES ET SONS. Bibliothèque des
cofants, piezza. Jusqu'au 10 décembre. . ..

OBJETS EN DÉRIVE. Atalier des enfants. Sanf dim., de 14 h à 18 h. Estrée libre. Jusqu'au 31 janvier.

<u>Musées</u>

LE DOUANTER ROUSSEAU, Grand Palais, avenue Winston-Churchill (261-54-10). Sanf march, de 10 h à 20 hr; mer-oradi junqu'à 22 h. Entrée : 16 F; samedi : 12 F (grandte la 3 décembre). Jusqu'au

WATTEAU, 1684-1721. Grand Paints, WATTEAU, 1684-1721. Grand Painti, entrés place Ciencaceau (voir ci-desus). Entrés : 20 F.; samedi : 15 F. (gratulus le 13 décembrs). Jusqu'an 28 janvier.

ZHONGSHAN : Tembes ées rels santis. Grand Painti, entrés place Clemenceau (voir ci-desus). Jusqu'au 4 février.

PERNTURE. L'amire nouvelle ginération. Grand Paint, avenue du Général-Biscahower (voir ci-desus). Entrés : 12 F.; samedi : 8 F. Jusqu'au 7 janvier.

SYMBOLES ET RÉALITÉS, La pointure allemande 1248-1905. Perit Paint.

DESSING FRANÇAIS DU XVIII 48entrie porte Jesjari (260-39-26). Sauf spartii, de 9 h 45 h 17 h. Emrée : 13 F (gra-tuit le dimanche): Jusqu'an 28 janvier. AMÉNAGEMENT DU GRAND TOU-VRE. Etat actuel du projet. Orangerie des Tuiteries, entrée côté Seine (265-99-48). Sanf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15.

DIDEROT ET L'ART DE BOUCHER A DAVID: les Salens 1799-1781. Hôtel de la Monneie, 11, quai de Conti (329-12-48). Sauf landi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au.

7 janvier.
7 janvier.
7 janvier.
8 janvier.
8 janvier.
8 janvier.
8 janvier.
9 janvier.
9 janvier.
9 janvier.
9 janvier.
9 janvier. HOMMAGE A JEAN GRENIER. Bibliothèque nationale (voir di-dessus). Jusqu'au 2 décembre.

Jusqu'au 2 décembre.

JEAN HÉLION. Rétrespective. Musée d'ert moderne de la Ville de Paris, 11, avome du Président-Wilson (723-61-27). Saní lundi, de 10 h à 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 9 F (grantite le dimanche). Jusqu'au 6 junvier.

LUCIEN CLERGUE. Rétrespective. Jusqu'au 7 junvier. — HELMUT NEW-TON. Jusqu'au 15 décembre. PARISMATCH, 69 photas qui raccutent notre histoire. Du 24 novembre au 6 janvier. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-desus).

COLLECTIONS DE PHOTOGRA-

(voir ci-dessus).
COLLECTIONS DE PHOTOGRA-PHIES: Actrochage st 1 (Bqubut, Bras-sal, Cartier-Bresson, Charbonnier, Dois-neaus, Kerteau). Massé d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Ville de Paris (voir ci-dessus),

JACQUELINE DAURIAC - ROBERT
FILLIOU - MERET OPPENHEIM.
ARC as Musée d'art moderne de la Ville
de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au

y decembra.

LA FÊTE DES MORTS AU MEXIQUE. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (723-61-27). Sauf hundi, de 10 h a 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'an 16 décembre.

Jusqu'an 16 decembre.

DONATION REDON-TOULOUSE-LAUTREC: he harrque de la Goubie L'art du vanuler - ASPECTS DE L'ART
EN TERRE D'ISLAM. Musée d'art et
d'essei, palais de Tokyo, 13, avenue du
Président-Wison (723-36-53). Sauf mardi,
de 9 h 45 à 17 h 15.

LE CIRQUE ET LE JOUET. Musée LE CIRQUE ET LE JOUET. Musée des arts décoratifs. 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'an 28 janvier.

PERMANENCE DE L'ORFÉVRERIE FRANÇASSE: Coléctions éu numée des arts décoratifs, 16° au 18° siècle — Le métier Corfèvre et l'histoère des poinçons. Musée des arts décoratifs (voir cl-dessus). Jusqu'an 14 janvier.

30 ANS DE PHOTOGRAPHIE PUBLICITAIRE AU JAPON - MAGGI-EUB PUB. Cant aus de publiché. Musée de la Publiché. 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'an 21 janvier.

HIPPOLYTE, AUGUSTE ET PAUL

HAPPOLYTE, AUGUSTE ET PAUL FLANDRIN, Musée da Luxembourg, 19, rue de Vanginard (234-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h; jeudi junqu'à 22 h. Entrée: 12 F; sam.: 8 F (gratuite le 25 janvier). Jusqu'au 10 février. DESSINS INÉDITS DE DELA-CROIX, à propos d'un inventaire. Musée Delacroix, 6, rue de Furstenburg (354-04-87). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 6 F; samedi ; 3 F. Jusqu'an 25 février.

LA PHOTOGRAPHIE CRÉATIVE. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (233-82-50). Sauf hudi, de 10 h à 17 h 30.

L'AFFRHE D'OPÉRA. Muséo galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (355-91-50). Seuf dim. (et jours férién), de 11 h à 18 h. Jusqu'an 12 janvier. HENRI CARTIER-BRESSON, Paris à Companyale 23, maris à

vee d'ess. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (granute le diman-che). Jusqu'au 6 janvier. GENIAUX-ATGET-VERT. Petits

métiers et types parisiens vers 1900. Musée Carnavalet (voir ci-dessus). VOYAGE IMAGINAIRE U

photographique de M. Delaberde. Muste Renau-Schoffer, 16, rue Chaptal (874-95-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'an 13 janvier.

Jusqu'an 13 janvier.

LA RUE SAINT-DOMINIQUE:
Hôtels et annateurs. Musée Rodin, 77, rue
de, Varenne (705-01-34). Sanf mardi, de
10 h à 11 h 30 et de 14 heures à 16 h 45.
Jusqu'an 20 décembre.

JEAN HUGO: containes pour l'homme
gai vit. Maison de Victor-Hugo, 6, place des
Vosges (272-16-65). Sanf lundi, de 10 h à
17 h 40. Jusqu'an 31 décembre.

APRÈS LA PLUIE, LE BEAU
TEMPS... LA METEO. Musée national
des arts et traditions populaires. 6, svenne
du Mahatma Candhi (beis de Reulegne)
(747-69-80). Sanf mardi, de 10 h à 17 h 15,
Entrée : 9 F; samedi : 7 F (gratuite le
20.février). Jusqu'au 15 avvil.

ACQUISITIONS RÉCENTES, 19621984. Musée instrumental du Conservatoire national supérieur de musique, 14, rue
de Madrid (293-15-10). Du mercredi an

de Madrid (293-15-10). De mercredi an samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'an 23 février.

L'ARCHITECTURE L'ARCHITECTURE ET L'EAU.

Musée des monuments français, palsis de
Chaillot, place du Trocadéro (727-35-74).

Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h

17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 30 décam-

LA FRANCE ET LES FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION (1944-1945), Vers une France nouvelle. Musée des deux gnerres mondisles. Hôtel national des Invalides (551-93-02), Sauf lundi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Dim. de 14 h 30 à 18 h. Estrée 10 f. Justim 31 décembre.

on 19 a 2 15 B. Dill. 00 14 2 30 A 15 B. Entrée 10 F. Jusqu'au 31 décembre.
ARCHIVES PHOTOGRAPHIQUES.
DE L'ARMÉE. Hôtel des Invalides (553-92-30). Sauf lundi, de 10 h 2 19 h. Jusqu'an 15 invales.

LES PIT DANS LA RÉSISTANCE. Musée de la Poste, 34, bd de Vangirard (320-15-30), sanf dim., de 10 h à 17 h. Jusqu'au 8 décembre.

Centres culturels

DMITRIENKO. Contre national des arts plastiques, 11. rue Berryer (363-90-55): Sauf mardi, de 11 h à 18.h. Eutrée : S.F. Jusqu'au 13 janvier.

PARIS DES ILLUSIONS. Un sticle de dicore Ephinaires à Paris, 1820-1920. Hôtol de Lamoignon, 24, rue Pavée (274-44-44). Sauf. dim. Entrée libra. Jusqu'en 44-44), Sauf din 15 janvier 1985,

. HOMMAGE A RENE MAGRITTE. Centre calturel Wallonie-Brittelles, 127-129, rus Saint-Martin (271-26-16). Senf landi, de 11 h à 18 h. Entrès; 15 F. Jusqu'an 10 février 1985. DEGAS. Le medalé et Pespace. Centre culturel du Marsik, 28, rus des France-Bourgoois-(272-73-52). T.l., de 10 h à 19 h Eureie: 21 F. Jusqu'au 27 janvier.

ALEXANDRE VESNINE et le constructivisme rasse. Institut français-d'architecture, 6, rue de Tournon (633-90-36). Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 29 décembre. SINE. Hemoré 84. Mecanorina Graphic Center, 49, rue des Mathurins (483-92-66). Sauf sam. et dim., de 13 h à 18 h. Jusqu'an 11 ianuise.

LIMA. Photographies f'une commune rerale de Suide mises entre 1886 et 1938.

L'EDIPICE D' L'ENSDAG La finovition des bâtiments de Parlement suidels. Centre culturel suédois, 11, rue Payenna (271-82-20). De 12 h à 18 h; sam et dim, de 14 h à 18 h. Jasqu'au 3 janvier.

TRELIRES: ORIETS D'ART. De LIMA. Photographics Func of

PARTICULARS : OBDERS D'ART. De l'Antiquiré su XIX* siècle. Le Lauva des auxiquires, 2, place du Paisis-Royal (287-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrés : 15 F. Du 30 novembre au 7 avril.

LA RÉSISTANCE ALLEMANDE
1933-1945 - PROPOS D'EXII. 19311940. Centre culturel allemand, 17, avenue
d'Ifna (723-61-21)" T.1, de 10 h à 20 h. ou'au 20 déce

PIER PAOLO PASOLINI. Corps et Beur. Maison des sciences de l'Homme, 54, boulevard Raspeil (544-72-30). Senf sum et dim, de 11 à 18 h. fintrés : 10 F Jusqu'an 29 décembre, EMERIC FEHER, 1904-1966, Las tra-TRULZSCH. Du la gare au musée d'Oravy. Hôtel de Sally, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). T.l., de 10 h à 18 L. Entrée libre: Jusqu'au 15 janvier.

HISTOIRE DE LA PHOTOGRAPHIE HONGROISE, de 1990 à 1945. Bibliothè-que Forney, 1, rus du Figuier (278-14-60). Sauf dinn. et lundi, de 13 h 30 à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 22 décembre. HOMMAGE A ADONIS. Misson de la poésic, 101, rue Rambuneau (236-27-53). Jusqu'au 18 décembre.

Galeries

DUBUFFET, FAUTRIER, WOLS. Peintures, nguarelles, dessins. Galeric N. croussi, 34, rue de Seine (634-05-84). magu'au 12 janvier.
MAITRES IMPRESSIONNISTES ET

MODERNES. Galerie D.-Malingue, 26, avenue Matignon (266-60-33). Jusqu'an 15 décembre. L'OUTIL AGRICOLE. Dessins du XIX siècle. La Galeric, 17, rue des Beaux-Arts (326-95-89). Jusqu'au 30 décembre. MILLE ANS D'ART JAPONAIS.

MILLE ANS B'ART JAPONAIS.
Galerie J. Ostier, 26, place des Vosges
(887-28-57). Jisqu'as 13 janvier.
RÉTROSPORT 1839-1940. Galerie
1900-2000, 8, rue Bonsparte (325-84-20).
Jisqu'an 31 décembre.

OPERAS. Maquettes, décors et costumes. Galerie Proscenium, 35, rue de
Seine (354-92-01). Jisqu'an 31 décembre.
BIANCHI, CECCOBELL, DESSI,
GALLO. Espace C. Bragdet, 16, passage.
Turqueril (379-14-43). Jusqu'an 15 décombre.

YVES BAUME — JEAN-MARIE LEDANNOIS. Galerie C. Corre,14, ruc Guenégaud (354-57-67) Jusqu'au

LE GROUPE DES QUATRE, Tapisse-ries, Galerie de l'Hôtel Astra, 29, rue Can-marin (266-15-15). Jusqu'an 15 janvier. AESCHEACHER, BLOCH, HESS, STEMPFEL, Porte de la Suisse, 11, rue Scribe (073-63-30). Du 3 au 8 d'écombre. BROTO. Peiature. - CHIUIDA. Œuvres sur papier. Galerie Adrien Macght, 46, rue du Bac (548-45-15). MANFRED SCHLING - HJA HET-NING. Galerie Regards, 11, rue des

Blancs-Manteaux (277-91-61), Jusqu'an 22 décembre. ATTERSEE. Stärobet, Galorio Bama, 40, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'an 6 décembre. BABOU. Galerie Krief-Raymond, 0, rue Mazarine (329-32-37). Jusqu'in

MUCHAEL BASTOW, Galerie Jean-rianca, 23-25, ras Guéségaud (326-5-51). Jusqu'au 18 décembre. ALEXANDRE BAUMGARTNER.
Bas-reliefs, sérigraphies, volumes. Galerie
Suisse de Paris, 17, ree Seint-Sulpice (63376-58). Insqu'au 12 junvier.
BAZKLEBUSTAMANTE. Galerie
Crossi-Hussenot, 80; rue Quincampoix
(887-60-81). Jisqu'au 6 décembre.

COLETTE BRUNSCHWIG Galerie
Bellint, 28: houlevard Sébastopol (27801-91). Jusqu'an 20 janvier. (Fermé du
22 décembre an 3 janvier.)
ARISTIDE CALLIAUD. 26 curves
récustes. Galerie Vanaxem; 134, rue da
Faubourg-Saint-Honoré (359-72-187.
Jusqu'au 8 décembre.

CARZOU. Cent petits formats. Galerie Taménaga. 18. avenue Matignon (266-61-94). Jusqu'au 19 junvier. JEANNE CHAMPION. Pastels récents. La Pochade, II, rae Gués-(354-89-03). Jusqu'an 22 décembre.

CHARCHOUNE. Peintarea. Galerie N. Bresson, 56, rue de l'Université (222-\$8-09). Jusqu'an 20 décembre. PAUL-EMILE COLIN, 1867-1949. Un oublié de Pont-Aven. Galerie Saphir, \$4, boulevard Saint-Germain (326-54-22). Jusqu'an 31 décembre.

DADO. Graveres. Gaiorie Birno, 31 rue acob (260-25-30); Jusqu'au 5 décembre, DILASSER. Peintures. Galerie Jacob, 8, rue Jacob (633-90-66). Jusqu'au 3 décembre. JEAN DUBUFFET. Miras. Galerie Bacher 53, rec de Seise (326-23-32). squ'2 fin décombre.

BERNARD DUFOUR. Peintures, des-sias. Gaierie Beanbourg, 23, rue du Remard (271-20-50). Jusqu'au 6 décembre. ESTEVE. Fassins of crayons de con-lieur, Galerie C. Bernard, 9, rue del Benau-Arts (325-97-07). Jusqu'au 19 janvier. JEAN-LOUIS FAURE. Galeria

el, 50, rue du Temple (271-85-86). WOLFGAN GAFGEN, Gaieris Bau-dom Lebon, 36, nue des Archives. (272-09-10). Jusqu'un 29 décembre.

GERARD GAROUSTE. Nature com meture. Galorie Durand-Dessert, 3, ruc des Haudriettes (277-63-60). Jusqu'au

RENE GUIFFREY: Rue der Peter-Carrisant. Chez J. Roch, 59, rêt Quincam-pois (272-26-32). Jusqu'au 1,5 décembre. ISCAN. Ordre et disordres. Peintures Galerie Joan Peyrole, 14, rue de Sévign (277-74-59). Jusqu'ur 15 décembre. CHRISTIAN JACCARD. Pilose -hinning - helifes. Galerie Brownstone et Cie, 17, rue Saint-Gilles. Jusqu'au

JEAN-PIERRE JOUFFROY. (Enoths) que, 20, rue Saint-Lazare (878-08-76). Jusqu'au 4 janvier.

Jusqu'au 4 janvier.
JOEL KERMARREC. Galerie de France, 52, rue de la Verrarie (274-38-00). Jusqu'au 12 janvier. FLENRI L'ANDIER. 39 aus 46 gravare. Atelier d'art Leple, I. no Tourisque (606-

YAHNE LE TOUMELIN. Art Espaces, 77, ras Saim-Louis-es-l'Ile (326-38-84). Jusqu'au 15 décembre. MINO LONGOBARDI: Galarie Momenay-Deisol, 31, rue Mazarine (354-85-30). Jusqu'su 15 janvier.

FÉLIX LORIOUX, 1872-1964, Galorie, Lebrus-Jouve, 12, rue de Miromenti (265-09-23). Jusqu'au 31 décembre. ANNA MARE Galorie P. Lescot, 153, rue Saint-Martin (887-81-71), Jusqu'an 22 décembre.

MIDDENIORE. Galerie Yvon Lambert, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare (271-09-33). Jusqu'au 22 décembre. ANTOINE REVAY. Peintures et dessias. Le Roi des Auines, 159 bis, boulevard dn. Montpartante (326-86-92). Jusqu'an 26 décembre.

MAURICE ROCHER. Galerie Protie, 38, rue de Seine (325-21-95), Jusqu'au. 15 décembre. CURNELIUS ROCCE. Se

skx grilles issues de l'ouvre de Karen Has-sen. Site-art présent, 10, rue Comallière (508-58-96). Jusqu'as 14 décembre. (508-58-96). Jusqu'an 14 décembre.

1061NEL Primere 1933-1944. Salerie Framond, 3, rue des Saints-Pères (26074-77). Jusqu'an 15 janvier.

ANDREAS SENSER. Galerie
M. Gaicl, 22, rue de Pottou (271-60-06).
Jusqu'an 31 janvier.

SI 10019-1-10106. Rain code conda for

M. GRIOL, Z., THE OR TOWNS AND STATES.

SUBIRA-PUIG. Bain, culz, curde, fur.
Galerie Ariel, 140, boulevard Hansumann.
(562-13-09). Inaqu'au 14 décembre.

MAURICE TABARD. Galerie
M. Meyer, 15, rue Guénégand. (63304-38). Jusqu'au 25 décembre.

TAPIES. Peintures récents. Galerie
Maeght Lelong. 13-14, rue de Tébéran
(563-13-09). Jusqu'au 5 janvier.

GERARD THUPINIER. Funcion.
Galerie Stadler, 51, rue de Seins (32691-10). Jusqu'au 22 décembre.

TOMISLAV. Galerie d'art internatio-

TOMISLAV. Galerie d'art internatio-nal, 12, rue Jean-Ferrandi (548-84-28), Jusqu'au 8 décembre. JACK VANARSKY. Galerie L. Durand, 19, rue Mazerine (326-25-35). Jusqu'au BERNAR VENET, Beliefs-scalptures.

Galerio D. Templen, 30, rue Beaubourg, (272-14-10).Du I décembre an 3 jauvier, JEAN VERAME. Galterie Christian Cheman, 30, rue de Lisbonae (563-36-06). Jusqu'au 22 décembre. LAWRENCE WEINER. Can scale-area. Galerie D. Templon, 1; impasse Bernbourg (272-14-10). Du 1° decembre au 3 janvier.

CLAUDE YVEL Peintures 1980-1984. Galerie A. Blondel, 4, rue Aubry-lo-Boucher (278-66-67). Jusqu'an 10 jan-OPY ZOUNL Texture-Hasion. Galerie Samy Kinge, 54, rue de Verneuit (261-19-07). Jusqu'an 15 décembre.

En région parisienne

BORICNY. Les arts et la civilisation industrieite, 1859-1914. Maison de la culture, boulevard Lémine (831-11-45). Sant iundi. De 12 h à 20 h; dim. de 15 h à Sanf jundi. De 12 h à 20 h; dam. de 15 h à
18 h. Jusqu'au 13 janvier.

CORRELL-ESSONNES. Le Jure dans
tons ses états... C.A.C. Pablo Neruda,
22, rue Marcel-Cachin (089-00-72).
Jasqu'au 19 décembre.

CRÉTELL. Christins. Zeimert. 50. aus
d'arrière-garde. Pelatures. Mason des
arts, place Salvador-Allende (899-90-50).
Jusqu'au 30 décembre.

EPULA V. STER. SETATE.

EPINAY-SUR-SEINE Images de l'industrie de rêve. Centre culturel, 18, rue

du Général-Julien (821-41-07), Jusqu'an

2 janvier.

IVRY-SUR-SEINE. lean-Pierre Pericand. Lauréat de la house d'art moonmental 1983. Galorie Fernand-Léger.
93, avenue G.-Gosnat (670-15-71). Sant
dim. de 14 h à 19 L Jusqu'an 15 décembre.
LA DÉFENSE. L'Albatie, m réalisme
socialiste. Galerie de l'Epjanade (79623-30). Tij de 11 h à 19 h. lasqu'an 8 janvier.

viet.

PONTOISE. Images de la mar : les bateaux de Paul-Emile Pajot. Muséc Tavet-Deiscour, 4. rue Lemorcier (038-02-46). Saul mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h.-jusqu'à fin février: Camille Pissarre. Beanns, gravures. Musée Pissarre. 17, cue du Château (031-06-75). Saul landi et mardi, de 14 h à 18h. Jusqu'à fin février:

VILLEPARISIS. Joël Kermarree. Destina pointures. C.A.C. Jacques-Prévert, place de Pietrasanta (427-94-99). Mer., sam. et dim. de 14 h à 19 h. Jasqu'an

En province

ANGOULEME. Entre archéologie et modernité: Paul Abelle, architecte 1812-1884. Musée municipal, 1, rue Friedland (95,07-69). Jusqu'au 13 janvier. BEAUVAIS. Possos Willers. Travetex sécuris. Calcrie nationale de la Tapinerie, res Saint-Fierre (448-29-93). Jusqu'an 14 fabrier.

BORDEAUX. Jean-Charles Bists. Pelanuras 1984. Jusqu'an 6 janvier. — Bus-man Pages. Scolphares. Jusqu'an 13 jan-vier. Musée d'art contemporain, entrepôt Laijé, rue Foy (44-16-35).

Lane, rue roy (44-10-53).

CALAIS. Edeume-Martin, purler de scuipture et de passementeries. Musée des bean-arts et de la dentelle, 25, rue de Ricielleu (97-99-00). Jusqu'au 1º janvier.

CHAGNY. Mario Merz. Au loud de la cout à droite, 6, rue de Beanne (87-27-82). GIARTRES. Robert Maiaval, conve grate et multiple. Musée des Beaux-Arts, 29, clottre Notre-Dame (36-41-39). Instrit & for Affectories.

LERMONT-FERRAND, Grenze et Dilerot: vie familiale et éducation dans la seconde moitié du dix-imitième siècle. seconde moltié du dix-buitième siècle. Mosé Burgoin, 45, rue de Ballainvilliers (9-37-31). Jusqu'an é jánvier. MEPPE. Dorny : Icinfraires. Chicaco-muée, rue des Chastes (84-19-76). Jusqu'an 31 décembre.

BJON. Victor-Rage et la photogra-phie Musée des busux-arts, pisce de la Saino-Chapolle (30-31-11). Jusqu'an 7 juvier. Dijes en per Victor-Rege. Muse Perrin de Puyconsin, 17, rue Saince-Amer (30-65-91). Jusqu'an 7 janvier.

Anne (30-63-91). Jusqu'an 7 janvier.

DG.E. Philippe Legrange: Saveir faire same imigies. Musée, 85, rue des Arbnes (72-5-72). Jusqu'an 23 décembre.

GRINOBLE. Jean Achard (1867-1884). Expositions du cestametre: Pelatures. Auste, place de Verdun (54-09-82).

— Grayes. Maison Stendanl, 20, Grande-Rue. Pelatures, againrelles, desclus. Hôtel e ville. Jusqu'au 7 junvier. Las Chartres de la Grande Chartresse. Le déant é le mende. Musée Dauphinola, 30, rue Maurice-Gignoux (87-66-77). Jusqu'encovembre: 1985. — Testeux Kantor. Denies, Pelatures. Maison de la Culture. Jusqu'au décembre.

LILLE Le chevaller Wicar, pelature, LILLE Le chevaller Wicar, pelature,

destinativ et collectionneir littela. Musée des beams;rts, place de la République (57-01-34). Juin: mu 28 janvier. — 700 000 aus de prélistère duns le nord de la France. Musée de hospice Commesse, 32, rue de la Monnaie (5-02-62). Jusqu'à fin décembre.

Monthe (3-42-64). Jusqu'a nu occemente MARSELLE. Les pointures iculicanes du muche. 4ucia des beaux-arts, paizle Longchamp '62-21-17). Jusqu'er janvier. — Robert tembus. Pelantures récestes. Arcs. 61, cous Julien (42-18-01). Jusqu'au 31 décembre — Exposition du Fonds régional d'arthoniempoints. Musée Canrégional d'arthontemporale. Musée Can-tini, 19, rue Gigman (54-77-75). Jusqu'an

NAMES Prese Euro paré 1899-1972. Music ba beauxarts, 10, rue G.-Clémencess 20-94-39). Jusqu'au NICE Des just autour de Georges Ribemout-Dessigues. Villa Arson, 20, avente Stephe-Liggard (51-30-00). Jusqu'en janvier.

NIMES. Dali a les livres. Musés des beaux-arts, rue dit Foule (67-38-21). Jusqu'au 6 janvier. QUIMPER. Archecture contempo-raine en Bretagne. Photographies de G. Ehrmann. Musée de heaux-arts, 40, cus de la Mairis (95-4-20). Jusqu'au

RENNES. Jean Devole. Corres sur papier. - Robert Jacosea. Parcourt. Masée des beaux-arts, 20, mai Émile-Zola, (79-44-16). Jusqu'au 3 décembre. SAINT-ETIENNE. Gébes, Kominski, Läpertz, Sceareigh, MO, Jardin des Plames (25-35-18). Jusqu'an janvier. SAINT-OMER. La the à tabae. Musée Sandelin, 14, rue larnot (38-08-94). Jusqu'au 30 décembre.

594), Jusqu'un 30 decembre, SAINT-PRIEST. Les image peintes de -M. Alberola. CC Théo Argace, place -Buisson (820-02-50), usqu'uu idisembre STRASBOURG. La figure imaine et su mise en schoe. Musée d'art soderne, l, rue du Vieux-Marché-aux-Poissas (32-46-07). Jusqu'au 4 janvier.

46-07) Jusqu'au 4 jusvier.

TOULON Louis Pons. Repères lettis Sorge Plagnol. Minsée, boilevard GoérulLeclerc (93-15-54). Jusqu'au 15 jamez.

TOURS. Quatre années d'eurécimenent et restaurations récessires. Musi, des
beaux-arts, 18, place F. Sicard (05-6873).

Jusqu'au 20 junvier.

VALENCIENNES. Autour de Vantean: Peintures, dessins, sculptures. Méée
des Beaux-arts, boulevard Wattean (621-09). Jusqu'au 30 mars. - Années Watean. Bibliothèque municipale, 6, rue Fe.
raud (46-19-28).

VENCE. Contensive de la unissemee & G. Ribemont-Dessaignes. Galerie A. Chave, 13, rue issant (58-03-45). Jusqu'an 7 décembre.
VILLENEUVE - D'ASCQ. Jee VILLENEUVE - D'ASCQ. Joe Colombo, designer, 1936-1971. Jusqu'an 30 décembre - Histoires de sculpture : Anselmo, Récher, Bohnaski, Bures, étc. Jusqu'an 13 janvier - Les coulisses du musée. Photographies de V. Lesertisses et le Neuville. Musée d'art moderne, autoroute Lille-Gand, sortie Chiesa (05-42-46). Jusqu'au 30 décembre.

VILLEURBANNE. Jemy Holzer. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Dolard (884-55-10). Jusqu'au 16 décem-

brc.
VIZILLE. Une dynastie bourgeoise
dans la Révolution : les Périer. Châtean
(68-07-35). Jusqu'an 16 décembre.
VOREPPE. Jean Achard (1897-1884).
Expositions du centeunire : Espace natul
et autrounement. Hôtel de ville. Jusqu'an

Du goût, que diable!

Il faut bien s'avoner un jour ou l'autre que le goît intine est un fac-teur d'appréciation puissant d'une photo, qu'il fait un tri immédiat, et qu'il scrait pure faiblesse s'il ne rendait justice à ceux qui ont su le ma-gnifier, et s'il ne fournissait en même temps une juste mesure dans la coatrée qui précisément l'a ignoré. Ce goût est une espèce de point rouge lumineux qui clignote, comme dans un appareil pour indiquer que la lumière est favorable ou la distance appropriée, ici dans sa conscience, entre soi et la photo, pour signifier l'alarme de son attirance ou de son indifférence ou de son dégoût. Le photographe, aupara-vant, a eu raison cruciale de faire clignoter ee point rouge entre lui et son suiet.

I a crimmalite a régies

dans doute grandes il

កាសាក្រាក ។ បានក្រាស់ ក្រាស់ **នៅដែ**រ

.

. .

21.9

Fr. 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1

.2 .

. 7-4 - --

.

李柳 光彩 4 图 1

garage (Sec. 1977)

19-5 -

5-12-6

阿斯 美国教育教育 新克尔斯斯克尔

神秘教 (政府大学7927)

Le sujet reconvre souvent un type physique, que le photographe inlas-sablement aime à aller chercher : les jeunes femmes aux longs elieveus chez Edouard Boubat, les jeunes gars bien musclés chez Duane Michals, pour prendre ces deux exemples de photographes amoureux. Mais les modèles de ces photogramais les modeles de ces photogra-phes, qui figurent une obsubilation érotique, sont pour la plupart des personnes de rencontre, qui se sou-mettent amusées à l'ébahissement qu'elles suscitent et qui se livrent de bonne grâce, gratuitement, contre un tirage, à cette forme polie et éprouvée de contact et de rappro-chement qu'est la photographie. De telles photographies ne sont pas de simples et bornés objets de concupiscence, car elles sont aussi la représentation du rapport délicat ou violent que le photographe a avec son sujet. On peut apprécier intensé-ment la photo d'une jeune fille aux cheveux longs prise per Edouard Boubat ou la photo d'un jeune homme torse nu prise par Duane Michals sans forcément partages leur obsession érotique, sans se rattacher à la catégorie de leur désir. Le véritable objet de la photo n'est pas le corps mais la photographie elle-même, l'amour du corps écrit

Avec Helmut Newton et Lucien Clergue, rassemblés actuellement au Musée d'art moderne comme locomotives du Mois de la photo, on se trouve devant un autre type de rap-port à l'attraction des corps, à l'emprise sur eux de la photographie et au contrat qui les lie, corps et photo, pour se faire désirer. Le corps fait payer sa pose, et la photo devient son substitut : la lumière se retire de la photo on se trafique, et il ne reste plus que le corps hypertrophié par le détail et la précision photographiques, le gros plan, l'insert pornogra-phique, l'effroyable chair de poule ruisselante ou collée au sable rabschée par Lucien Clergue. Une petite et qui surait bien pu rester secrète, qu'elle serait quittée. Cette heure «a-mateur», a pris en dépit du goût est arrivée, cette femme est assise,

l'allure d'un thème photographique. Alors que ce n'est presque pins de la photographie : c'est comme un dessin comme la représentation hyper-coloriée d'un fruit sur une étiquette de confiture.

Les photos d'Helmut Newton sont bourrées de fric et de chair : il la vend au kilo, grandeur nature, sous verre, prête à lécher. Les modèles sont des mannequins professionnels, des poscuses, qui crispent leur masque et leur dégaine dans des stéréotypes de postures, de lascivités, dans une spécialisation érotique ou une simagrée sociale.

Ses portraits ne sont pas plus famenx : là encore le troc les a truqués. Ce sont des commandes : ou de magazines pour des célébrités, ou de mondains désœuvrés qui veulent leur portrait, que Newton assez mal-honnêtement fait payer deux fois : en nature et en récupérant ce qu'ils ont de plus dérisoire, et qui souvent n'a d'existence que dans la méchan-

ceté du regard. L'argent a tout gelé, tout abîmé, tout faussé. Newton n'est pas le portraitiste d'un milieu (celui qu'il décrit n'existe pas, et vouloir en faire la critique n'a pas de scns), mais tout au mieux de la per-versité particulière qui lie le voyeur et l'exhibitionniste.

Ce n'est donc pas un hasard si les photos de Martine Barrat exposées deux étages plus haut (qui ont par ailleurs une indémable virulence érotique : il s'agit de l'entraînement des marvilles d'humanité de ins tesse et de cœur : en matière de photo rien ne remplace le temps et la patience; ce n'est plus l'argent ici qui règle les termes du contrat, mais le courage, la curiosité, la conversa-tion, l'envie de connaissance, le sen-

HERVÉ GLIBERT. * Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16.

«LE CHEVALIER A LA ROSE», au Théâtre de la Ville

Des hirondelles en bottes de plomb

Beaucoup de poèmes, coutes proces diverses, du grand écrivain antrichien Hugo Von Hofmannsthal, mort en 1929 à l'âge de cinquantecinq ans, sontparmi les très belles choses que tont un chacun puisse lire. C'est un auteur qui excite l'esprit, et qui émeut beaucoup. Un homme de la famille de Rilke et de Kafka. C'est un visionnaire, un médiumnique, un «sage» au sens asiatique. Il sait faire toucher les interférences des différents mystères de la nature et de l'esprit. il métamorphose les réflexions les plus gravés en images sensibles. Il suit raconter des histoires aussi bien que Charles Portault

Si vous voulez être sûrs de faire le bonheur de quelqu'un, d'une maman, d'une fisacée, pour Noël qui vient, apportez-leur l'un des deux recueils de Hofmannsthal publiés par Gallimerd, Andras ou Leure à lord Chandos, il n'est pas possible de ne pas les aimer.

Hofmannsthal a écrit aussi des pièces de théâtre, dont l'une, la Tour, est magnifique. C'est une adaptation libre du chef-d'œuvre de Calderon La vie est un songe: Après sa rencontre avec Richard Strauss, il écrira pour lui des livrets d'opéra, comme la Femme sans ombre ou le Chevalier à la rose. Mais les pièces de théâtre de Hofmannsthal n'ont peut-être pas la richesse simple, la humière de ses autres écrits.

Il y a, au dernier acte du Chevalier à la rose, une belle scène : une femme s'est attachée à un homme plus jeune qu'elle, et elle a prévu

et, devant elle, son amant et la jeune fille dont il va partager les jours se disent des paroles de passion, de toute beauté, fragiles elles aussi. C'est admirablement écrit.

Le reste de la pièce est blen sûr de premier plan, puisque c'est de Hof-mannsthal, mais c'est plus appuyé, appliqué et convenu, que ce qu'il

Jean-Louis Thamin, directeur du Théâtre de Nice, metteur en scène élégant et délicat, écrase un petit pen cette comédie tout de même légère de Hofmannsthal sous un spectacle envahissant, une trentaine de comédiens, un décor à machinerie, toute une profusion de jeux de scène. Un peu comme si un dressour d'animaux avait capturé des hiron delles, leur avait mis des bottes de plomb, des manteaux de plomb, et leur avait fait mimer, par terre, un vol de tombée du jour, qu'elles savent si bien danser, fibres à l'air

La grande actrice Francine Bergé apporte ici sa poésie, sa présence étrange et un peu androgyne. Gérard Caillaud en fait cinquante fois trop au premier acte, puis seulement vingt-cinq fois trop aux actes deux et trois. Monique Brun et Marc Ernotte, les deux jeunes amoureux, figurent assez habile-ment une maladresse étudiée. Mais dans l'ensemble. Jean-Louis Thamin, emporté par la somptuosité de ce speciacle qui a dû coûter les youx de la tête, fait jouer les acteurs trop fort, c'est-à-dire extérieurement.

* Théâtre de la Ville, 20 h 30.

viar, boit de la vodka. Bonhomme Trois personnages à Yalta

Trois hommes réunis autour d'une table se partagent le monde. Tout en se gobergeant, ils disposent de la vie des peuples. Tandis qu'ils trinquent, les mers, les montagnes, les plaines et les rivières changent d'obédience. Démantèlement, déportation. La terre tourne entre ers mains. Ces personnages inquiérants ne sont des mélagomanes de science-fiction. Ils se nomment Sir Winston Churchill, Franklin D. Roosevelt et Joseph Staline, réunis à Yalta entre le 4 et le 11 fé-

Yaite, où les trois mages de la paix sout venus avec, dans leurs pohes, beaucoup d'ahandons et de que nous rapporte ici Vladimir Vol-koff, sans détour, sans haine apparente, sans violence particulière. Un rente, sans violence particuliere. On travail d'historien, puisque, divil « les dialogues sont presque unique-ment composés de citations, et c'est quand ils peuvent paraître les plus invairemblables qu'ils sont le mieux

authentifiés ». Pourtant, l'énormité de cerraines citations » est telle qu'il est peutêtre prudent de les mettre au compte de l'interprétation de l'au-teur. La réalité historique prête à confusion, il suffit de peu de chose

pour la métamorphoser. Gérard Savoisien a mis en scène Yalta de la manière la plus stricte. Hormis le chœur composé de femmes vetues de blanc qui incar-nent la Russie, la Pologne, la France et la ville de Yalta, rien ne vient distraire le public de cette confé-rence présidée par Roosevelt (Pierre. Nègre). On le voit, épuisé mais fas-riné par Staline (Claude Brosset), traiter directement avec lui quant aux conditions de l'entrée en guerre de l'Union soviétique svec le Japon. vie, manipulé per « l'oncle lo » en pleine possession de ses moyens, impassible, prêt à dévorer l'Europe. Churchill enfin (Philippe Brigaud) machonne son cigare, mange du camais pes commode quand il s'agit de l'Empire britannique et de la France que l'on hésits à essocier à l'occupation de l'Allemagne.

'Mais Yalta, ce fot ansai le sort de la Pologne, la question du démanté-lement de l'Allemagne, celle de l'Organisation des Nations unies, celle des réparations de guerre dont le montant fut estimé à 20 milliards de dollars, dont la moitié de-vait revenir à l'Union soviétique.

Yalta, quelques jours d'histoire. Et quelle que soit la distance entre la vériré et la pièce de Vladimir Volkoff, celle-ci n'en demeure pas moins passionnante : pour tous ceux qui se souviennent, pour leurs en-fants afin qu'ils sachent. Passionnante sussi, car elle montre la puissance de trois nations dont deux d'entre elles étaient, pour Napoléon, e des Hercule au berceau ».

CAROLINE DE BARONCELLI.

★ Théâtre Firmin-Gémier, Antony (Hauts-de-Seine), 21 heures.

Menace de grève à la Scala

L'ouverture de la Scala de Milan, traditionnellement fixée au 7 décembre, risque d'être reportée à un date ultérieure. Outre l'événement sans précédent que constitue la menace qui pèse sur la soirée de la Saint-Ambroise, on notera que le mot d'ordre de grève n'émane pas des syndicats mais des membres de l'orchestre. Ceux-ci ont en effet élu des représentants qui donneront une conférence de presse le 30 novembre, afin de dénoncer publiquement le non -renouvellement depuis plusieurs années de la convention nationale et une grille des salaires qui, par rap-port à d'autres catégories de person-nel, ne correspond pas à leur degré de compétence et de responsabilité.

L'Affiche d'Opéra

On sait la vogue présente de l'opéra, écho inextinguible des enthousiasmes du passé. Un musée est donc fidèle à l'histoire et à l'acqualité en donnant à voir au public un des éléments de la gloire de l'opéra. Fût-ce un élément secondaire comme en a fait le choix le Musée du Tabac avec : l'Affiche d'ocera ».

D'autant que, comme à l'ordi-naire, l'exposition est combinée avec un numéro de Feuilles sur le même sujet, ce trimestriel que subventionane comme le musée, une SEITA, généreuse et avisée en ce Car, comme à l'ordinaire aussi, le numéro est bon et l'exposition de qualité.

Les affiches anciennes, qui l'emportent en nombre sur celles de l'emportent en nombre sur celles de nurrépoque, paraîtront à certains naïves ou même simplettes. Au moins n'ont-elles pas la finideur des affiches d'aujourd'hui, qui feraient croire que l'opéra, à pré-sent, relève moins du plaisir et du divertissement que de la mission invallementle. intellectuelle.

Au milieu des affiches, grandes ou petites, le plus souvent dans les tons pestels, annonçant *Lohengris*, ou *la Belle Hélène*, Charles Lecocq ou Verdi, on découvre une curio-sité: une Clandine, opérette en trois actes tirée par Willy des romans de sa femme Colette. Elle se joua, apprend-on, au théâtre du Moulinapprend-on, au théatre du Mo apprend-on, au ineatre du monim-Rouge, sur une musique de Rodol-phe Berger, dont la prospérité n'a conservé qu'un souvenir confus. Une autre affiche donne la note cocasse. Clin d'œil que se donne à elle-même l'exposition, plus phar-macentique que lyrique, plus com-merciale que musicale, sa légende tient en peu de mots : « Elle ne tousse plus. Elle a pris des pastilles Gérandel ». — Ph. B.

* L'AFFICHE D'OPERA Musée du Tabac, 12, rue Surcouf Musee du l'anac, 12, rue surcou,
Paris-VII^e, entrée gratuite de
11 heures à 18 heures, sauf le dimanche et les jours de fête. Jusqu'au
12 janvier. On peut fumer...

* FEUILLES, N° 9, été 84,
1. Opéra, 96 pages, 25 francs.

Mercredi 28 novembre

20 h 30 Parlons France. Les partis politiques répon-dent à M. Fabres.

PREMIÈRE CHAINE: TF1

L'édition 1984 = -est encore disponible. Larousse

20 h 45 Série : Dallas. J. R. continue son enquête sur le passé de Clayton. Donna et Ray découvrent Randolph inanimé, victime d'une absorption massive d'alcool, J.R. accusé!

h 45 Documentaire : le deuxième sexe. Simone de Beauvoir. Emission de F. Verny et J. Dayan.

La femme mythique, la star d'antan, est, de nos jours, désocralisée. L'émission d'aujourd'hui se penche sur une tout autre réalité : la femme battue, seule, divorcée, indépendante... Simone de Beauvoir et l'américaine Kate Millet aborderont également les problèmes de l'homo-sexualité féminine.

h 30 Branchés-musique
Frankies goes to Hollywood, David Bowie, Téléphone, Duran-Duran, William Sheller...

h 35 Cert à line. J. Dayan.

23 h 35 Cest à lire.
23 h 40 Tify s'il te platt, reconte-moi une puce.
0 h 05 Clignotant.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Téléfilm: Enquête Inachevée.

De Karl Francis, avec G. Jackson, J. Finch...

Un film britannique à suspense qui, à travers les enquêtes que mênent deux journalistes d'une chaîne de télévision, dénonce une forme insidieuse de censure prévalent dans les midias.

22 h 20 Psy show.
De P. Breugnot, D. Chegaray et B. Bouthier, avec la participation du psychanalysto Serge Loclaire.

Mariés depuis sept ans, Francine et Christian, âgés de trente ans, out deux petites filles et travaillent dans une entreprise de transports. Depuis leur rencontre, les pro-blèmes s'accumulent : cercle infernal des dettes. Leurs rapports se détériorent, le quotidien devient insurmontable. Christian porte en lui le souvenir d'une enfance

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR3

20 h 35 Agora: la Guerre des sexes. Emission de la communauté des télévisions francophones en triplex et en direct, présentée de Strasbourg par Georges Walter. Trois heures avec trois pays francophones en triplex de Strasbourg, de Genève, de Montréal, soixante-cinq per-sonnes sont réunies sur le plateau et apporteront leurs sont de la convexe. Paulièmes

témoignages sur le travail des femmes. Problèmes d'équilière dans la vie sociale, équilibre familial, Trois fictions seront diffusées autour de ce thème. 23 h 35 Journal.

23 h 55 Les cinq minutes d'écologie mentale de

h Prélude è la nuit.

- Symphonie re 2 », de Charles-Henri Blainville, inter-prétée par l'Orchestre à cordes de la Garde républicaine sous la direction de Roger Boutry.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 05. Drôle d'histoire ; 17 h 10, Le Chauve machine est de retour ; 17 h 25, Le club des puces ; 17 h 55. Les Molécules ; 18 h, Les monts d'Arrée ; 18 h 30. Vie réganale , 18 h 55, Inspecteur Gadget ; 19 h, Femilieton ; Foncouverte ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC ; M. Papon.

CANAL PLUS

20 h 30, Hill Street blues : 21 h 25, Soap : 22 h, Harry Tracy, film de W. Graham (aventure) ; 23 h 40, Tous en scène : 0 h 25, La Bête, film de W. Borowczyck (érotique) ;

FRANCE-CULTURE

26 h 30 Autipodes : autour de Serou, l'Afrique d'hier à

l'ordre du jour.

21 h 30 Musique : pulsations (le jardin musical).

22 h 30 Nuits magnétiques : quatre bôtels; impressions

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Grand Auditorium de Radio-France): Musique de chambre: Sonate nº 16 en si bémol majeur, de Mozart; Sonatine, de Ravel; Scènes d'enfants, op. 15, Sonate nº 2 en sol mineur, de Schu-mann, par Deszo Ranki, piano.

23 h Les soirées de France-Musique : Club des archives, œuvres de Arne, Bull, Françaix...

1 h Poissons d'or.

Jeudi 29 novembre

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

- 11 h 20 TF 1 Vision plus.
- 11 h 50 Le Une chez vous. 12 h 00 Feuilleton : Paul et Virginie.
- 12 h 30 Le bouteille à la mar. 13 h 00 Journal.
- 13 h 50 A pleine vie.

 13 h 50, Série : Marion; 14 h 45, Portes ouvertes;
 15 h 00, Images d'histoire; 15 h 25, Quarté; 15 h 55,
- Santé sans nuages. 17 h 00 La chance aux chansons.
- 17 h 55 Mini-journal pour les jeunes. 18 h 10 Le village dans les nuages.
- III h 30. Série : Danse avec mol. 19 h 15 Emissions régionales.
- 20 h 00 Journal
- 20 h 30 Droit de réplique. Les partis politiques répondent à M. Fabius.

Les partis potitiques repondent à m. Paotis.

20 h 45 Série : la Dictée.

De Jean Cosmos. Réal. J.-P. Marchand. Avec V. Garrivier, C. Selviat, E. Dufay.

Louis, qui est sorti de l'Ecole normale, découvre la petite école de campagne où il a été nommé à sa demande. Chronique intimiste de la vie d'institudent de la compagne de la vie d'institudent de la compagne de la vie d'institudent de l teur à la fin du dix-neuvième siècle dans les paysages du Cayrol. Une saga sur la passion d'ensei-

grer.

21 h 30 Les jeudis de l'information : Infovision.
Emission d'A. Denvers, R. Pic, M. Albert, J. Decornoy.
La grande cuisine industrielle, un reportage de
T. Nolin et J.-P. Guillemard. Autour des grandes

chaînes de restaurants Findus, Chantegrill. D'autres reportages ilés à l'actualité seront pré-23 h 06 Journal. 23 h 20 C'est à lire.

Avec M. La Ferrière, A. Percha, M. Bowou et

23 h 25 Le jazz et vous. Emission de J. Diéval.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

- 10 h 30 ANTIOPE.
- 12 h 00 Journal et météo 12 h 10 Jeu : L'ecadémie des neuf,
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50. 13 h 45 Aujourd'hui la vio. Des auteurs et vous.
- 14 h 60 Téléffim : Le maler e des ciones. Le docteur Simon Shane et son mentor le docteur Lou-thin tentent de mystérieuses expériences de manipula-
- tion génétique.

 16 h 30 Magazine: Un temps pour tout.

 De M. Cara et A. Valentini. Les mannequins. Look et
- 17 h 45 Récré A 2. 18 h 30 C'est la vie. 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord (INC). 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 35 Expression directe. CGC; RPR (groupe du
- 20 h 00 Journal. 20 h 35 Feuilleton : la Fureur des anges. De R.-L. Joseph, d'après le livre de S. Sheldon, réal. B. Kulik.

Deuxième volet des aventures et mésaventures d'une

journaliste accusée de meurtre. Manipulations poli-tiques et problèmes de droit commun. 21 h 20 Basket-ball : France-Pologne. 23 h 00 Journal. 23 h 16 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

17 h 00 Tálévision régionale.

19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.

20 h 05 Les ieux. 20 h 35 Ciné-passion. Emission de Marie-Christine Bar-

20 h 40 Film: le Retour de Martin Guerre.
Film français de D. Vigne (1981), avec G. Depardieu,
N. Baye, B. P. Donnadieu, R. Planchon, M. Jacquemont,
M. Barrier.

Au XVI stècle, dans un village au sud de Toulouse.

Un paysan qui s'était montré piètre époux, disparait pendant huit ans, puis reparait et rend su femme heureuse. Au bout d'un certain temps, des rumeurs d'imposture circulent. Reconstitution appliquée d'un fait divers historique aussi bizarre que réel. Force et subtilité des principaux interprêtes.

22 h 40 Journal.

Muse Dalbray.

23 h 40 Fréiude à la muit.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 M. Denisot: 9 h, Que les gros minires lèvent le doigt, film de D. Granier Deferre (comédie); 10 h 40, L'empire de la terreur, film de R. Corman (horreur); 12 h 5, Minipouss; 12 h 30, Batanan; 13 h 5, Jen; 13 h 30, Isaura (et 18 h 40); 14 h 5, Clémentine tango, film de C. Roboh (comédie de mœurs); 15 h 45, Identification d'une femme, film de M. Antonioni (drame); 18 h, Surtout l'après-midi; 19 h 15, Tous en scène et à 0 h 5; 20 h 5, Top 50; 20 h 30, Et in terreur commence, film de E. Matalon (suspense); 22 h, La ballade de Narayanan, film de Sh. Imamura (drame); 0 h 55, Un jen brutal, film de J.-C. Brisseau (drame); 2 h 20, Rock.

FRANCE-CULTURE

7 h 00, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemiss de la comaissance : pour vivre ici... claq portraits domestiques (et à 10 h 50 : la tradition japonaise et la mort volontaire) : 9 h 05, Les Matinées. Léon-Paul Fargue ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à ?) ; 11 h 10, Répétez, dit le maître : l'informatique paus elle être encessée ; 11 h 30. Estimates miroirs (et à ?); 11 h 10, Répétez, dit le maître: l'informatique peut-elle être enseignée? 11 h 30, Fenilleton : la Sen-Felice; 12 h 00, Panorama; 13 h 40, Peintres et atellers: Maurice Breschand; Léonide Posamentiroff; 14 h 00, Un livre, des voix : «118, rue Terminale», d'Alain Absire; 14 h 30, Radio Canada présente : « L'écrivain et l'espace»; 15 h 30, Musique: musicomania; 17 h 00, Le pays d'îci, en direct de Pézenas; 18 h 00, Subjectif; 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : la mycologie médicale. 20 h 00, Musique, mode d'emploi: Vincent d'Indy.
h 30 Le tirnir oublié de la commode Louis XV. facéties

20 h 30 Le tiroir oublié de la commode Louis XV, facities parisiennes ou les souvenirs d'un cocher de fiacre. 21 h 30 Musique : vocalyse (l'âme du bois).
22 h 30 Nuits magnétiques : quatre hôtels; impressions

FRANCE-MUSIQUE

2 h 00, Les units de France-Musique: œuvres de Wagner.
Liszt; 7 h 10, Actualité du disque; 9 h 08, L'oreille en colinaçon; 9 h 20, Le matin des unsiciens: Jan Pieterszoon
Sweelinck ou la modalité allemande; 12 h 05, Concert:
œuvres de Berlioz, Walton Franck, par l'Orchestre national
de Lille: 13 h 32, Opérette-magazine: 14 h 02, Repères
contemporains; 15 h 00, L'ant de la démesure: David Oistrakh. 18 h 00, L'imparévn; 19 h 15, Le temps du jazz:
20 h 00, Concours international de guitare.
28 h 30 Concert en direct du Théâtre des Champs-Elysées:
-Poufs, de M. Monnet, «Nadira», de P. Capdenat,
-Ouverture pour une tragédie grecque», de J. Martinon,
- Lelio », de H. Berlioz, «Pièces pour piano», de C. SaintSaëns, par les Chœurs de Radio-France et l'Orcherstre
national de France, avec L. Peacocq, J. Dupony,

national de France, avec L. Peacocq, J. Dupouy,

M. Vanaud. D. Meseuish. 23 h 00 Les soirées de France-Musique : la musique chez Balzac dans se vie et dans son œuvre.

. . .

La vente du numéro 1 de la bande dessinée en Belgique

Bruxelles. - Le tribunal de commerce de Bruxelles, statuast en référé, a confirmé mardi 27 novembre la mise sous séquestre des actions du groupe Dupuis qui imprime et édite des bandes dessinées aussi célèbres que celles des Schtroumpfa. Cette décision convient au groupe français Hackette, associé au groupe financier Bruxelles-Lambert, qui l'avait demandé pour s'opposer à la vente de l'entre-prise Dupuis aux éditions Dupuis au groupe français des Editions mondiales, associé à AB Production (le Monde du 22 nevembre).

(De notre correspondant)

La famille Dupuis peut désormsis choisir entre deux solutions : faire appel du jugement du tribunal de commerce ou reprendre les négociations avec Hachette et le groupe Bruxelles-Lambert, qui avaient été abandonnées au profit d'un accord avec les Editions mondiales au début du mois de novembre. Ces dernières, pour leur part, out aussitôt fait

Reste à savoir, sussi, quelle sera l'influence de personnel des entreprises Dupois. Celui-ci

préférerait que l'affaire soit reprise par le groupe Hachette-Bruxelles-Lambert auquel groupe Hachette-Bruxelles-Lambert anquel pourraient se joindre les autorités de la région wallone. Une telle initiative est envisagée pour garantir de façon définitive que la maison d'édition restera dans des mains belges. Telle est également la misocometien des dessires est également la préoccupation des dessina-teurs des éditions Depuis. Cours-ci out invité les milient économiques et culturels à prendre conscience de « la menace grave pessut sur une profession qui a porté loin le renom de la Bel-

JEAN WETZ.

La bande à Dupuis

De notre envoyé spécial

Brocelles. - Gaston Lagaffe a du vague à l'âme. Spirou écrase une larme. Les éditions Dupuis sont à vendre. Ce n'est nes une plaisanterie : le Galfirmard de la bande dessinée, propriétaire d'un groupe de presse puissant, est à prendre. Les Dupuis l'ont décidé : ils ne veulent plus, ne peuvent plus écrire l'histoire édifiente de leur PME familiale et prospère. Une histoire écrite per trois générations entre Charleroi et Bruxelles. Une histoire qui s'achève dens les embrocides et mésuntanne de trente-neuf cousins sans chef

d'orchestre. Quelque pert au peradis de la BD, on imagine les frissons et les regrets de Jean Dupuis, fondateur des éditions qui portant son nom. A l'aube de ce vingtième siècle, Jean Dupuis était dans la dèche, Catholique prati-quant, travailleur obstiné, il s'activait autour de l'unique presse en sa posssion, une Kobold, petite et noire. session, time robuto, pour es incident li trimait pour imprimer, en attendant mieux, des ordonnances et des « papiers-poudre » pour médecins et pharmaciene, des étiquettes pour les

Jean Dupuis, ou le solo sidérant d'un self-made man. 1898-1918: cet homme de terroir s'implante, prend du poide. Il construit petiemment un outil de production - son imprimerie - avec des projets plein la tête. Il réfléchit alors à la presse que l'on propose sux lecteurs de sa région et qui lui déplaît. En 1918, avec la bénédiction des autorités iscopales de Tournal, il lance l'Arni du foyer et le Roman. Deux journaux... deux échecs. Ca seront les premiers et les demiers. Car dès 1922 l'imprimeur se lance dans un percours sans faute. En moine de vingt ans, il créé un groupe de presse solide, varié et étonnement moderne.

Jeen Dupuis rencontre son premier grand auccèe avec un magazine féminin bien pensant, Bonnes soiries, qui accorde une large place aux feuilletons et nouvelles. En 1924, il rédicive en éditant Moustique, hebdomedaire qui propose aux lecteurs - déjà - les programmes des radios libres de l'époque et quelques bendes dessinées. Dix ans plus tard, il se tourne vers la Flandre. Coup sur coup, il conçoit et imprime Humofiscio (la version néerlandaise de Moustique) et de De Haardvriend, Ce petit royaume sera couronné, en 1938, par le lancement de l'hebdomadaire Spirou (version francophone et Robbedoes (version néerlandaise). Spirou innove en laissant une place royale à la BD beige d'expression française et anobs les «cartoons» made in USA.

A la vaille de la seconde guerre mondiale, Jean Dupuis peut faire les comptes : il est non seulement un imprimeur, mais ausei un patron de

presse puissant. Ses hebdomedaires albums oue I'on s'atrache. Line nouse sont imposés sur le marché. Aujourd'hui encore, Humo, devenu un magazine de télévision et d'informevella cultura de masse est née, avec ses recettes de vents. Un phénotions générales, est le «numéro un» mène durable. En 1980, les éditions Dupuis impriment et vendent huit millions d'albums. En tête du bitsur son marché, avec une diffusion de 228000 exemplaires. Idem pour Télé-Moustique, avec 209000 exemplaires. Le megazine féminin Bonne Soirée (qui a perdu son pluriel) se vend à 300000 en parade les aventures de Gaston, de Boule et Bill, et les trante et un premiers titres de Lucky Luke (les sui-vents étant publiés per Dergaud). Le record est bettu en 1983, avec treize France et à 72000 en Belgique. millions d'albums et de livres pour enfants. A titre d'exemple, près de vingt-cing millions d'albums de Lucky Luke ont été vendus per Du-puis de 1949 à 1980.

Alors, qu'importe si ce fantastique

¢booms aur la BD en albums s'ac-

compagne d'une chute des lecteurs

du Journal de Spirou ! Qu'importe si

diverses tentatives de nouveaux me-

gezines - comme TV-Guide aux

Etats-Unia, animé per René Goe-cinny, dans les années 50, comme Risque-tout en 1956-1956, TVS en

1981 — se terminent en eau de bou-din l'Les éditions vivent, et vivent

De Spirou

aux Schtroumpfs

ment une troite équilibrée. A l'Impri-merie de Marcinelle, le climat social

est excellent. Le partemalisme et la

concertation font bon ménage. Qui

treprise optera pour une politique de

nouveaux médias. Les Schtroumpfs

vont arriver et feront entrer la BD

Bref, les éditions Dupuis n'ont je-mais été aussi jeunes. Vers 1968,

Marcel Dupuis — un homonyme, — qui a épousé la deuxième fille de

Jean Dupuis, entre dans la place et

vient compléter la troika. Les éditions sont désormais gérées per les € qua-

tre familles ». Le pertage des têches est tecite. Le branche de Paul gère le

cophones, celle de René Matthews

les publications néerlandaires et celle

de Marcel Dupuis l'imprimeris. Les

enfants des uns et des autres, à leur

Ce pourrait être la catastrophe, la

dilution des responsabilités. Elle est

évitée, proviscirement. La deuxième

cánáration des Dubuis reste - en-

core — sage et entreprenante. Le phénomène «Schtroumpfs», ces pe-tits lutins bleus créés per Peyo

(Pierre Cuttiford), n'aurait probable

A l'origine, ces farfadets font leur

apperition sur la pointe des pieds, en 1957, dans Spirou. Ce sont des per-

des aventures de Johan et Piriouit.

sonnages secondaires et merve

ment pas existé sans elle.

Peyo en fera propressi

tour, hériterant de ces fonctions.

L'arbre généalogique se ramifie.

ctions fran-

secteur commercial et public celle de Charles les rédactions

dens l'ère de l'audiovisuel.

Paul Dupuis, Charles Dupuis et

Une affaire de famille

Mais ce n'est qu'un début, L'aven-ture des éditions Dupuis commence à peine. Elle va devenir familiale. Jeen Dupuis, père de deux filles et de deux garçons, fait entrer Paul, l'aîné, et Charles, le cadet, dans l'entreprise. Le premier s'occupe du secteur commercial, le second dirige les rédactions. L'un des gendres de Dupuis, René Matthews, d'origine hotlandaise, est chargé des maga-zines en néerlandais. Dans les années 50, ces trois hommes sont promus gérants.

Le paysage a bien changé depuis les armées 1900. Spirou, els journal de la bonne humeurs lancé en 1938 fie journal Tintin est créé en 1946), voit progressivement s'accroître son succès. Les bardes dessinées par Rob-Vel, Jijé (Spirou), Franquin (Spi-rou, puis Gaston Lagaffe), Morris (Lucky Luke) sont dévorées par un nombre croissent de jeunes lecteurs. En 1944, sobtente mille d'entre eux adhèrent aux clubs des amis de Spirou. L'éécole de Ch un certain style de SD, au desain clair, précis, refusant toute vulgarité.

C'est alors le grand virage, industriei et artistique. Parallè groupe de presse Dupuis, les éditions Jeen Dupuis vont imprimer des alburns de bandes dessinées et des livres pour enfants. En 1949, l'imprimerie de Marcinelle se modernies. Les mechines offset pour les albums et les rotatives «hélio» concrétisent cette double orientation et ce bond

Le marché qui s'ouvre est considérable. Le Journal de Spirou se vend à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. Et les personnages du

· Nouvelle radio locale à Lille. – Le journal *la Voix du Nord* vient de lancer au oœur de la métropoi lilloise sa propre radio locale : RVN 92,7 emettra vingt-quatre heures sur vingt-quatre en modula-tion de fréquence et stéréo. Le journal occupait en fait la fréquence depuis le mois de janvier par la dif-fusion d'un programme musical. Depuis lundi, elle a ouvert son antenne à la radio, à la publicité et à l'information : elle diffuse toutes les ures, sauf le muit, un bulletin d'information que pourrout complé ter en cours de programme des interventions ponctuelles en fonction de l'actualité. Pour le lancement de lles en fonction de RVN 92,7, le journai avait invité, hundi 26 novembre, de nombreuses vedeties et ses grands annonceurs publicitaires nationaux et régionaux, affrétant même un train spécial à partir de Paris. - (Corresp.)

 Symposium sur la comm cation gouvernementale. - Le symposium international sur la communication gouvernementale, prévu pour les 6 et 7 décembre, a été repoussé aux 30 et 31 mai 1985, annonce l'Institut de la communication sociale (ICOS), organisateur de la manifestation. Ce report a été décidé afin d'élargir l'audience de cette première rencontre.

★ ICOS, 26, bd Raspeil, 75007 Paris, tdl. 548-81-73.

· Loncement de « Caméra international ». – Une revue photographique est née : Camera international. Claude Nori, des éditions Contrejour, et Gabriel Bauret, ancien de Zoom, out joué la qualité en créant ce magazine trimestriel noir et blanc luxueux : 108 pages, gravure superbe (héhio), texte bilingue français et anglais, maquette très élégante. Le grand standing (prix : 80 F). Au sommaire du premier numéro (tirage 10 000 exemplaire), une présentation remarquable du travail du japonais Shoji Ueda, et un entretien avec Ralph Gibson. Les rubriques portent sur l'actualité internationale, l'édition et les gaieries.

* Camera international, 32, rue Saint-Marc, 75002 Paris, tol.: 296-

héros à part entière. Le premier sout date de 1965. Les éditions Dupuis produisant alors des petits dessins animés en noir et blanc pour la télévi sion belge. En 1975, la notoriété des Schtroumpfs grandit ancora. Payo sort un album — is Flüte à six schtroumpfs - en même temps qu'un long métrage, puis un disque. Ce n'est pas encore le « déline »,

comme le raconta bien le dessina teur, mais un bon et honnête auccès. La « délire » viendra après, avec le lencement des Schtroumpfs aur le appelle des « Smurts » - sous forme de peluches, de poupées en caout-chouc, de figurines, de desains animés diffusés per la télévision i l'heure du petit déjeuner. Le phéno mène est né, renvoyé sur l'Europe. Les Schtroumots sont traduits en une vingtaine de langues. Juequ'en Co-

Diversification

Pour gérer ce marché mondiel, les éditions Dupuis créent une filiale — la SEEP - qui prend en charge les questions de licences, de « merchandising », etc. Dans le foulée, les éditions prement des options pour créer une télévision à péage en collabora-tion avec la télévision belge (RTBF). Elles songent à sortir un nouveau magazine, Ciné-Vidéo-Moustique, consacré à l'image. L'imagination est toujours au pouvoir.

Las I Ces beaux projets sont aujourd'hui enterrés. Après des années de réflexion, les quatre famille Dupuis racorochent les gants. Deux raieons aons avencies. Primo, les éritipes qui se sont toujours auto financées ne le peuvent plus. Les investi ments nécessaires à un groupe multi média, dépassent leurs capacités. Secundo, la troisième génération des Dupuis (trente-neuf cousins) n'a pas pu garder le même lien - firm, profond — avec les éditions. Un repré-sentant ou deux seulement per la mille sont au poste (Michel et Jean-Luc Dupuis, Pierre Metthews), les autres devenant de lointains.ac

Le e pouvoir d'Indécision chronique » des Dupuis était devenu un état de fait. Les quatre familles, devenues des clans, s'oppossient les unes aux autres. Marcel Dupuis, qui avait dû payer de lourds droits de succession lors du décès de sa mme, s'estimait spolié. Après des procès, la justice a nommé, il y a deux ans, un président pour arbitrer les conseils d'administration réunie sant les cuetre familles

Vendre, donc. « Pour le bien de l'entraprise », nous confie Charles Dupuis, soixante-six ans. Mais à quelle sauce seront mangés Gaston, Boule et Bill. Spirou et Fantasio, Buck Danny, Natacha l'hôtassa de l'air, Tif et Tondu, et teus les autres compagnons de notre imaginaire ?

LAURENT GREESAMER

CANAL PLUS ATTAQUE LE OUOTIDIEN DE PARIS

Image volée

n'est pas un jeu. Il constitue pu-rament et simplement un acte il-ficita, assimilable à un vol. » Telle est la réponse de M. André Roueelet, PDG de Canal Plus et président du groupe Havas, su *Quo-tidien de Paris*, qui a publié dans son édition du 24 novembre, les plans d'un décodeur « pirate », plans dont la publication par la revue Radio-Plans avait déjà été interdite par le tribunal de grande instance de Paris. Les responsables de Canal Plus se réservent le droit d'attaquer le Quotidien de Paris en justice, en lovoquant le prejudice commercial subi par la chaîne payante.

La tension entre le journai de M. Philippe Tesson et le chaîne de M. Rousselet n'est pas nouvelle. Il y a plus d'une semaine, un article critique très virulent du Quotidien de Paris (« Les tricheries de Canal Plus ») avait provoqué, à l'antenne, une longue réaction de M. Pierre Lescute, directeur de la chaîne. Mais, au-delà de la polémique, certains se demandent aujourd'hui quel est l'avenir de la télévision payante si son système de codege est aussi facilement piratable.

Les milieux professionnels et industriels font remarquer que la publication des plans d'un décodeur, même avec des explications techniques, ne met pas pour sutant la chaîne payante à la portée du premier venu. La sation d'un tel appareil reste délicate et surtout coûteuse. La fabrication en série qui, seule, pourrait permettre d'obtenir un

e La piratage de Canal Plus prix compétitif, suppose des in-est pas un jeu. Il constitue pu-vestissements très importants. Cas tentativas de piratage reetent donc marginales, comme celles qui consistent à rediffuser les émissions de la chaîne à partir d'un magnétoscope sur une antenne collective.

Les responsable de Canal Plus avaient pris en compte l'hypothèse d'un piratage marginal dès le départ. Le choix d'un décodeur e bas de gamme », susceptible d'être percé à jour par quelques ingénieux bricoleurs, était selon eux largement compensé par l'économie sur le coût de l'appareil et la rapidité de son développernent industrial. De plus, II semble que Canal Plus, pour son premier mois d'émission, n'ait pas ancore utilisé pleinement les ressources du codage. De nombreux décodeurs peuvent lire l'image sans avoir besoin du code personnel à chaque abonné. Le brouillage devrait fonctionner à plain régime dès le mois de démbre et randre plus difficile la tàche des pirates.

Plus qu'un détournement réel. l'équipe de Canal Plus redoute evjourd'hui l'effet d'une campagne de presse sur l'image de la chaîne. Le public, sollicité par toutes ces incitations au piratage, ne va-t-il pas différer son abonnement en spéculent aur un échec possible de le quatrième chaîne ? C'est ce danger qui conduit M. Rousselet à durcir le ton et à saisir la justice.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

LETTRES

Le prix Interallié à Michèle Perrein pour « les Cotonniers de Bassalane »

· Le prix Interalifé a été décarné le 27 novembre à Michèle Perrein pour son livre Les Cotomiers de Bussalane (Grasset), au premier tour, per sept voix contre trois à Daniel Bona pour Argentine (Mercure de France) et une à Alain Gerber pour Une rumeur d'éléphant (Laffess)

Une écriture de la sensation

Michèle Perrein fait partie de ces écrivains dont on connaît micux l'œuvre que la personne. Depuis plus de vingt ans, elle publie avec discré-tion, régularité, avec force aussi, des romans qui ont conquis un large public, depuis la Chineuse, Grand Prix des Lectrices de Elle, en 1971, et le Buveur de Garonne, prix des Libraires 1976.

Les Cotonniers de Bassalane, que couronne aujourd'hui l'Interallié, est un hommage de plus au Sud-Ouest, où Michèle Perrein est née (c'était à la Réole, en 1930). On y retrouve, à travers le personnage de Marthe, cette tendresse lucide qui porte la romancière à raconter les lieux, les choses et les gens dont on ne parle pas, par indifférence, négligence, mépris.

Ce combat l'a toujours guidée : « J'al besoin, dit-elle, de défendre des choses, d'exprimer les gens.» Elle sit d'abord du journalisme (chronique judiciaire), collabora à Arts et à la Paristense. Elle voulait être comédicane, avocate, journa-liste : toujours dire les détails vrais qui permettent l'éclosion de la

Les Cotonniers de Bassalane sont à la fois reportage et plaidoyer, mise en scène aussi.

Reportage: Michèle Perrein a vécu des mois durant, non loin d'Arcachon, dans l'ile de Bassalane. dans ce delta sauvage de l'Eyre, abrité des touristes, avec ses étangs poissonneux, les chênes et les sapi-nettes, l'odeur de marée basse, d'huitres et d'anguilles. Elle a baigné ses pages de lumière hollan-daise, « imprenable ». En vrai pein-tre impressionniste.

Plaidoyer pour cos femmes âpres, tendres aussi et tenaces, fortes: Catherine, Emeline et, bien sûr, Marthe Pour les femmes, pes contra les hommes, comme on l'a parfois sottement écrit : Michèle Perrein est bien trop subtile et sensible; elle écrit plutôt la fragilité masculine, et ses retombées douloureuses.

Le prix Interallié récompense une œuvre savoureuse, qui cherche, dn côté des gens et des paysages, du portrait et du récit, du réalisme et du fantastique, à affaiblir le camp des imbéciles, sans avoir pour de rien ni de personne.

GENEYIÉVE BRISAC.



l'instar des Étais-Unis, des stratégies multimédias qui permettront aux groupes les plus puissants d'embrasser l'ensemble des activités de communication et de mieux firer partil de leur savoir-faire? 👉

Réponse dans le n°4763 des "Notes et Études Documentaires", 168 p., 45 F.

DOCUMENTATION FRANCAISE

Vente en librairie. Vente par correspondence: 124, rue Henri-Barbusse 93308 AUBERVILLIERS CEDEX

LE PRIX CHATEAUBRIAND A PAUL GUTH

Le prix Chateaubriand a 6té attribué à Paul Guth pour *Une enfance* pour la vie (Plon) an premier jour, par sept voix contre quatre à Jean Raspail pour les Yeux d'Irène (Albin Michel).

Né en 1910 à Ossun (Basses-yrénées), Paul Guth a été professeur rythees), ram coun a con processes, de lycée avant de se consacrer au jour-naisme comme chroniqueur et critique littéraire. Célèbre pour sa série de livres au le Naif, il est apssi l'auteur de nombreux ouvrages (romans, casais, livres historiques, une histoire de la littérature française). Il a déjà obtenu plusieurs prix littéraires, en particulier le Grand Prix littéraire de la Ville de Paris (1965) et le Grand Prix de littérature de l'Académie française (1978).

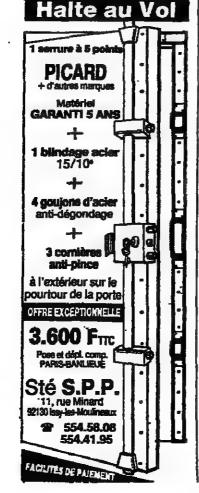
CREATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS

è pertir de 180 F HT per mois Réception et réexpédition du

courner; Permanence téléphone/télex; Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12 56 bis, rue du Louvre, 76002 Paris







La fnac. L'oxygène de la tête.

1

LE CARNET DU Monde

Naissances

- Madeleine GAUTHIER CL YVES HENAFF

Lucile. le 2 octobre 1984.

15, rue de la Forêt, 78750 Mareil-Marly.

Mariages

 Philippe IERMANN et Laure MAGROU, sont heureux d'annoncer leur mariage qui a été ofiébré le 23 novembre 1984 dans la plus stricte intimété. 11. rue Verneuil

- On nous prie d'annoncer le

Marie-France SCHMITT.

avec Giovanni COLBERTALDO, célébré dans la plus stricte intimité, le dimanche 4 novembre 1984, à Rome.

De la part de

M. et M= Georges Scismitt. Espace 2000. 11, ruc de Javel, 75015 Paris.

Décès

M[∞] Jean Aubert,
 née Hélène de Vergès,
 M. et M[∞] Gilles Brac de La Perrière,
 M. et M[∞] Gérand Brac de

et leurs enfants M. Thibaut Brac de La Perrière, M. et M. Guy Poloncean

et leurs enfants, M. et M= Miguel Lerivière M. et M= Alain Chevalier

et leurs cufants, M. et M™ Hubert Faure

Les familles Aubert, Michon, Hoppenot, Corbin, de Vergès,

ont la tristesse de faire part de la mort, survenue le 25 novembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, de

M. Jean AUBERT.

inspecteur général des Ponts et Chaussées, professeur honoraire des Ponts et Chaussées, de la Légion d'homeur.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 29 novembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Augustin, à Paris-8-.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnás, bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnat du Monde », sone prés de joindre à leur ervoi de texte une des dernières bandes pour justifier de ceste qualité.

L'anglais, vite, très vite?

Bloquez une semaine sur

semaine, ILC va vous

débloquer en anglais:

géant. Tous les lundis.

Si vous avez le vertige,

de 4 h par jour, tous les

15 jours, ou les cours

faire progresser à pas de

votre agenda. Pendant cette

6 heures par jour pour vous

choisissez les stages collectifs,

Sponson per DERSE, MANE-KATZ, ZADKINE.

 Le président
 Et le conseil d'administration,
Les membres du counté exécutif, Ses collègnes et amis,

ont la tristeme de faire part du décès, à l'âge de cinquante-sept ans, de

M. Offier d'AUTHEVILLE, directeur général et aucien membre du directoire

arvenn à Peris le 23 novembre 1984.

Un service religieux a été célébré nercredi 28 novembre, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. 65, avenue Edouard-Vaillant, 92103 Boulogne-sur-Scine.

Ainsi que sa famille et ses amis,

M= reure BARANTON, née Suzanne Brichet, survenu le 18 novembre 1984 deux su

quatro-vingt-treizième année. La cérémonie religieuse, célébrée dans l'intimité en l'église de Casson (Scino-et-Marne), le jeudi 22 novem-bre, a été saivie de l'Inhumation su cimetière de Saint-Mandé (Valdo-Marne)..

Ils rappellent à votre souvenir,

M. Raymond-Houri Baras

son époux, décédé le 6 mars 1976. 9, rue de Champeaux, 77240 Centor.

- Mª Pierre Bostnel, Ses enfants, petits-enfants et arrière petits-enfants, ont le douleur de faire part du décès de

M. Pierre BONNEL.

ent décédé à soixante-dixans, ie 24 novembre 1984, à Pes-16-es-Amérac (44410).

- La famille d'Autone Culioli once avec tristesse que

Albertine CULIOLI, née Luciani (« Madame Eucalyptus » pour ser petits élèves de l'école communale),

l'est effacée peisiblement, à l'âge de uatre-vingt-eix ans. Elle a été inhumée, entourée de la shaleur des siens, dans sa Corse natale.

6, rue du Val-de-Grâce, 75005 Paris.

primestriels de 3 à 4 h

par semaine (7 janv.).

L'English Connexion

INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE

20, passage Douphine, 75006 Paris

VENTE AUX ENCHÈRES A VERSAILLES

IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES

ROUBELLIMITE PUT : SANANUP?-RUSSINE, BEAUURA BERRARD, BERTHOMME, SAINT ANDRÉ, BISSIÈRE, BORES, BOSSHARD, BOUDET, BOUDEN, CAMOIN, CANU, CARZOU, CERAMANO, CURTES, COTTAVOZ, CROSS, DENS, DETTHOW DOMERQUE, DUFÉNOY, J. DUBY, DUNOYER DE SEGONZAC, D'ÉSPAGNAT, FRIESZ, GALL, GEN PAUL, GERNEZ, GILBERT, GOERS, CUIL-LAUMIN, HAMBOURG, HELLEU, HEUZÉ, KUWASSEG, LAM, LANSKOY, LATAPIE, LAUVRAY, LEBASOLE, LEBOURG, LÉGER, LEGRAND, LEPRIN, LOISEAU, MACLET, MADELINE, A. MARCHAND, MAREVINA, MAROLIET, MARTIN, MARVAL, MAUFRA, METZINGER, MONTEZIN, MORIET, NEUCUELMAN, OSTERLIND, GUDOT, PAILÉS, PRAX, J. PLDY, RAVIER, RÉNÉ, RENOIR, RETH, RICHET, ROHNER, SAVIN, SÉRUSIER, STEVENS, STORCK, SURVAGE, TOPFOLI, UTRILLO, VALTAT, VINES, ZADIKINE, ZEL-LER, SIC.

A VERSAILLES - 5, RUE RAMEAU. Tél. (3) 950-55-06. LE DIMANCHE 2 DÉCEMBRE A 14 HEURES.

M' GEORGES BLACHE, commissuire-priseur.

Expositions : vend. 30 nov., sam. 1= déc., 9 h-12 h, et de 14 h-18 h. En soirée le vend. 30 nov., de 21 h à 23 h.

eniment per : Baranoff-Rossiné, Beaudin. Bernard, Berthonime, Saint André, Bissière, Bores, Bosshard,

L'anglais au sprint

Lisez Le Monde dossiers et documents

~ Le président, Le conseil d'administration, La direction et le personnel de la société Les Réassurances COREFI, sse de faire part du décès

survenu le 21 novembre 1984, de leur collaborateur et ami, M. Claude DEVEAU.

La cérémonie religieuse a été célé-brée le mardi 27 novembre 1984, à 14 h 15, en l'église de Coye-la-Forêt (60580). -

sous-direct

de la société Les Réassurances

COREFL .

André Daval. son époux, Maurice et Emile Duval, s beaux-frères, Sea nièces et ses neveux.

Ses consines et ses amis, font part du décès survenu le 22 novem bre 1984, à l'âge de quatre-vingt-un aus, M^{ass} André DUVAL, ace Jame Gaarter, sucien professeur aux écoles normales d'institut

de Saint-Brienc, de Seint-Germein-en-Leve

Ses obsèques out ou lieu le sa 24 novembre, à Binic.

 M=Jean-Claude Fevre, son épouse, Se famille et ses amis,

M. Jean-Claude FAVRE, contrôleur général honoraire de la police nationale,

officier de la Légion d'ho croix de guerre 1939-1945, deux palmes, une étoile, édaille de la Résistance fran officier de l'ordre national du Mérite, eroix du combettant volontain de la Résistance

édaille FFL, lieuteuant à la treizième demi-brigade de la Légion étrangère à Bir-Hakeim,

survenu le 23 novembre 1984, à Paris.

28 novembre 1984 au cimetière parisien de Thiais.

89, boulevard Diderot, 75012 Paris.

- On nous prie d'anneauer le décès

M^m Roger GAY-LUSSAC, nic Marie-Thirise Laion,

survenu à Paris le 24 novembre 1984, dans sa quatro vingt-quinzième année.

De la part de M. Bruno Gay-Lussac et ses cufauts, M≕ John Wilson,

La cérémonie religieuse a été ofié-brée le mardi 27 novembre 1984 dans l'intimité.

- Nous apprenons la décès de Henri GUILLERMIN,

(Né le 2 autt 1920 à Prissé (Setne-st-Loise), gérant de la Bodifié française industrielle et commerciale (SORCOM). M. Guillermin evait active particle à la limiteance, il a été éte dépusé UNR de la deustime circonecription de Ribône en 1962 et construment nélu jesqu'an 1978, où il su s'était pas représenté.]

Andrée KANTOR, pée Cathelin, que ses amis appellent Catherine

s'est endormic, le 25 novembre 1984. Elle reposera amprès de sa famille à Montsléger (Drôme), le mercredi 11 movembre.

Une messe sera dite pour elle, le 8 décembre 1984, à 10 h 30, en l'église

Saint-Médard à Paris-5. De la part de Stéphane Kamor, 300 mari, Véronique Colucci,

sa file,
Michel, Romain, Marius Colucci,
Régine et Bernard Cathelin,
Michèle, Jess-Pierre, Guillaume et

Alexandre Pacin,
Alexandre Pacin,
Marguerite Vuillet,
Jean-Claude et Raymonde Salad
Claude Terrait, Anne Vassas. Et de tons ses amis.

Plutôt que des fleurs, la famille appréciera un envoi de dons pour la lutte contre le cancer.

- Le 14 novembre 1984, à quatre-vingt-sept ans, s'est achevée, ce monde, la vie discrète et généreuse

Germaine LE RICHE de CHEVEIGNÉ, née Philomène Saint Ses enfants hij rendent hommage et rappellent la mémoire de leur père,

LE RICHE de CHEVEIGNÉ,

décédé le 26 juin 1963. Bury (Oise).

Michel.

Aymonette Genevière,

- M. André Elkabback et M**. née Lieber, leurs cufants et pe Mm Liliene Klein-Lieber, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^m Germaine LIEBER, not Wormer,

survenn le 24 novembre 1984, dans su quatre-vingt-neuvième année. Ses obsèques out ou tieu le 26 sove Cet avis tieut lieu de faire-part.

225, rue du Fanbourg-Sniat-Honoré,

8, square Moncey, 75009 Paris. - Mcaux.

M. et Mª Edouard Luzzczynski, M. et M= Yann Bonguet,

M™ Véronique Luszczynski, M™ Sabine Luszczynski, M. et M™ Horvé Luszczyn son arrière-petit-file

ont la douleur de faire part de

LUSZCZYNSKI,

survent le 25 novembre 1984 à Meaux

Les obsèques auront lieu ce jour, mer-credi 28 novembre 1984, à 15 beures, en l'église de Villeneuve-sous-Dammartin (Scine-et-Marne), sa paroisse.

Cet avis tient lien de faire-part.

- Mar Félix Pissarro, Ses enfants et toute sa famill mt la tristesse de faire part du décès de

Felix PISSARRO, fils de Georges Pissarro dit « Maurassa », petit-fils de Camille Pissarro,

survenu à son domicile le 17 s 1984.

Résidence l'Impérial, 9, avenue de la Mados 06500 Menton.

- Max Samer,

est la douleur de faire part du décès de M. SAMAR Djafer,

ancien cald des services civils, rvenu le 23 novembre 1984.

— M[∞] Jean Schöenlanb et son fils Julien

M. Pierre SCHOENLAUB, ear besu-frère et cacle.

Une messe sen dite à sou intention le mercredi 28 novembre, à 8 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, chapelle du Saint-Sacrement.

- Le bureau de l'association fran-

caises de psychologie économique et le laboratoire de psychologie économique de l'aniversité René-Descartes (IUT de ont la douleur de faire part du décès du

professor Pierre SCHOENLAUB. rvenur à Thoman, le 26 acrobre 1984.

- Le directeur de l'Institut universitaire de technologie de Paris (aniversité René Descartes Paris-V). Ses collègues et amis enseignants, L'ensemble da personnel de l'établis-

out la tristesse de faire part du décès du professor Pierre SCHOENLAUB,

urvena, à Thonon, le 26 octobre 1984.

- Anne et Jean-Jacques Languepin, Yves, Marie et Jeanne Languepin, Magali et Rémy Stermann, Catherine, Michel et Gilles

> Lotte SCHWARZ, pédagogue et écrivais,

survenn le 26 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième annés.

L'incinération aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le lundi 3 décembre 1984, à 14 h 45. Entrée : avenue de Père-Lachaise, mêtro Gambetta.

5, rue Rollin, 75005 Paris, 8, rne Paul-Léautand, 92260 Fontessy-aux-ross.

- Nous avous appris le décès de Roger SPEICH.

compagnon de la Libération

[Roger Speich avair été fait compagnon de le Libération le 21 juin 1941 au titre de sous-leutenant du groupe de bomberdement sérien « Lorreine » de le Prance libra.]

- M= Mercel Trempler, son éponse, M. Eric-Georges Trompier,

M. ct M= Numa Courtois. ses beau-frère et belle-sœur, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès d

M. Marcel TROMPIER, Croix de guerre, cinq citation médaille militaire, médaille des évadés, officier de la Légion d'hom à titre militaire, dans l'ordre national du Mérité

commandeur du Mérite agricole, édaille de vermeil de la Ville de Paris, survenu le 26 novembre 1984.

La ofrémonie religiouse sera célébrée le vendredi 30 novembre, à 10 à 30, en l'égtise Saint-Philippe-du-Ronle, 154, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8, où l'on se réunire.

de Belleville-sur-Saône (Rhône), dans le caveau de famille.

47, rue de Mostceau, 75008 Paris. 1, rue Daru, 75008 Paris.

Remerciements

- M. Pierre Dalle Nogare,
M. Trissan Lunven

Et la familie Delafargue,
profondément, touchés des marques de

sympathie qui leur ont été tén lors du décès de M. Pierre DALLE NOGARE. écrivain et poète, attaché artistique à la Ville de Paris,

aux personnes qui se sont associées leur peine.

Dans l'impossibilité de répondre à toutes les personnes qui, par leur présence, envois de messages et de fleurs.

Jean KOLPA. . .

sa famille et ses amis, ment ceux qui se sont associés à leur

Anniversaires

Jacques BOUISSOU.

nue beuses et enime - Il y a un an nons quittait

Marcel DESTOMBES,

Il est demandé à tous ceux qui l'ont connu, aimé et estimé de s'unir dans son souvenir en ce premier anniversaire de

- Isabelle GALINTÉ,

ous a quittés il y a huit aux. Ne l'oubliez pas.

- Il y a un an, le 27 novembre 1983.

Stéphane GEILLE, disparaissait dans un accident d'avion.

Que ceux qui l'out aimé se souvieu

BLJOUX CATHERINE DENEUVE Motif d'oreile or, damant avec pendensi amovible coeur cristal et tourmaline.

6, rue Royale, Paris, Tál. 200.30.65 - Le Curidge, 74, Champs-Stypies - Hósel Meridien, Paris.
20, bd de la Croisesse, Cannus - Hósel Loevs, Monse-Carlo - Aéroport d'Orly.
20, rue du Marché, Gostve - Dalles - Beverly Hills - Houston - Neer York.

— Il y a vingt ans, le 26 novembre 1964, disparaissait Marie JAFFRY.

De la part d'Olivier et de Maxence Revault d'Alloanes.

- Pour le denxième anniversaire de

ab aécab Michel RUBIN

une pensée est demandée à tons ceux qui l'ont connu et aimé. - En ce cinquième amiversaire du

Aron TOUZOUL, Que tous coux qui l'ont connu et nimé tient pour lui une pensée.

Avis de messes

 L'université Paris-Sorbonne, Son UER de géographie,
L'Association de géographes français,
Le Comité national de géographie,
Le Jaboratoire associé 141 (CNRS).

vous prient d'assister à la messe côlé-brée à la mémoire du

professeur Pierre BIROT,

le samodi 1ª décambre, à 11 beures, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas. - Une messe sera célébrée le ven-dredi 30 novembre 1984, à 18 h 30, en la chapelle des Missions étrangères de Paris, 128, rue du Bac, à Paris-7, pour

Mª Léon de SAINT-PULGENT, nés Marie-Louise Leunigre Dubreut,

décédée le 22 juillet 1984.

Sera associé le souvenir de M. Léon de SAINT-PULGENT,

son époux, décédé en 1981, Note de SAINT-PULGENT. son fils, mort pour la France, à Espéris

M= Goy de SAINT-PULGENT, née Jacqueline Bazy, sa belle-fille, décédée en 1978.

- Une messe sera oflébrée le vendredi 30 novembre 1984, à 18 h, 30, en la chapelle des Missions étrangères de

M- Lion de SAINT PULGENT, née Marie-Louise Lennigre Dubreuil, décédée le 22 juillet 1984.

Sera associé le souvenir de M. Léon de SAINT PULGENT. ion époux, décédé en 1981,

de l'aspirant Noëi de SAINT PULGENT, son file, mort pour la France à Espéria (étalie), en 1944,

Mar Guy de SAINT PULGENT, née Jacquelles Bazy, a belle fille. écédée en 1978.

▼ Société des employés du *Monde »*

Les associée de la Sociéée divite à capital variable «Les employés du Monde» sont convoqués au siège social de la Société, 8, rue des la-IN MARDI 4 DÉCEMBRE 1984

pour y tenir une assemblée générale ordinaire réside consendamentent. Ordre du jour - Après étude du plan de relance, vote sur la proposition du gérant : « Vente des immeubles sie

for s;

VENTE A FONTAINEBLEAU

HOTEL DES VENTES 5, rue Royale, place du Château.
DIMANCHE 2 DÉCEMBRE, à 14 b.
35 TABLEAUX ET AQUAREL LES.
Dessins Heuri LEBASQUE.
30 AFFICHES 1900. Collection de tableaux du XIX siècle provenant de l'Auberge du Père Ganne, à Barbizon. TABLEAUX XIX et XX siècles.

Expos. le 30, 21-23 h ; le 1c, 10-12 h et 14-18 h 30 : le 2, 10-12 h Me J.-P. OSENAT, commit-priseur, 77300 FONTAINEBLEAU. TEL: (6) 422-27-62.



cristal sur argent et émail noir 36, rue Jacob, Paris 6 260-84-33

2000

12 - - 22

and self-

Mort du Fr

part Market Ball

Season Service A 40

and his will been

2.54 the second gast 4-5-1 1 1 Sept. 201 18 0.000

100 4 714

on the Armer State

A CONTRACTOR OF THE

100 to 100 miles # 15 to

JE. BOISS

BHTHIR

CARNET DU Monde SPORTS INFORMATIONS «SERVICES»

Messes anniversalres

- Mª is Maréchale Leclere e Hanteclocque Et les anciens de la 2- DB

font part de la messe qui sera célébrée le dimanche 2 décembre 1984, à 9 h 30, en Péglise Saint-Louis des Invalides, à la mémoire du

gineral LECLERC de HAUTECLOCQUE,

capitaine de valescau FRICHEMENT, colonel FOUCHET, colonel du GARREAU, colonel FIESCHI, colonel CLEMENTIN,

commandant MEYRAND, sous-lieutement MIRON de PESPINAY, lientement DELLUC, lientement PILLEBOUE, adjudant GUILLOU.

docteur Pierre LECHAUX, para le 23 novembre 1984,

 $_{i,\omega}:=\oplus e^{ikL_{i}}$

Same of the

3 1822

 $V_{ij} \in \mathbb{R}^{n} \quad \text{for } \# S(i)$

1. 日本大学

No BANK

Communications diverses

Ls vente de charité des anciens de la 2º DB se déroulera au Parc des expo-sitions, porte de Verssilles, palais Sud, niveau II, entrée porte A. les vendredi 30 novembre, de 10 heures à 20 h 30; semedi l'° décembre, de 10 heures à 20 h 30; dimanche 2 décembre, de 11 heures à 20 heures.

Le Centre audio-visuel de Loire-Atlantique organise les 29, 30 novembre et 1" décembre le deuxième l'oran régional des produits audiovisuels d'intervention sociale à Rezé-lès-

Renseignements: «La Classerie», 116, rue de la Classerie, 44400 Rens-Res-Nantea. Tél.: 40 (75-69-94).

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ETAT

- Université Paris Val-de-Marne (Créseil), jeudi 29 novembre, à 9 h 30, salle des Thèses, M. Monhamadou Laminé Thiam : « Recherches sur quelques écosystèmes aéoégalais et sur l'activité microbiologique des sois construous par l'activité par l'ac respondants.»

- Faculté des lettres et sciences

- Faculté des lettres et sciences humaines de Clermont-Ferrand, vendredi 30 novembre, à 14 h 30, M. René Germain; « Les campagnes bourbonaises à la fin du Moyen Age, » ... Université Paris-IV, vandredi 30 novembre 1984, à 14 heures, salle Louis-Liard. M. Georges Barthel; « Dom Deschamps. Métaphysique. Politique. »

Mort du restaurateur Marcel Trompier

Le restaurateur Marcel Trompier, propriétaire du restaurant peri-sien la Marée, est mort le 26 novembre d'un cancer au poumon. Né le 10 août 1907 à Villié-Morgon, dans le Rhône, il était fils d'un bêtelier et s'était installé dans la capitale en 1947.

18 sur 20

Souviens-tol, Mercel, nous nous étions connus su comptoir de ton petit bistrot de la rue Saint-Marc, à 'enseigne d'Anne de Besujeu. Anne de Besujeu perce que né natif du Besujolais goulayant tu t'en affirmals le fils... Jusqu'en le culsine, almeble, que l'on dégustait-entre amis inités au premier étage de la maison, C'est là, c'est chez toi qu'avec Marcel Grancher, Clos-Jouve et quelques eutres nous fondâmes l'Association des chroniqueurs gastronomiques. Il y a des lustres, meis tu t'en souvine lorsque le succès t'incita à t'installer, toujours fidète compagnon du Beau-join, avenue Franklin-Roosevelt au Vieux Cheval pie, qui deviat la nouvelle Anne de Besujeu.

Succès toujours. Te volté avenue Matignon, animant aussi l'Amirauté, un restaurant de poisson, dont Sacha Guitry fut le familier. C'est sinsi que grâce à lui et à Clément Duhour tu

sières dans Napoléon, film de Sacha. Enfin tu t'installes à la Marée, vieille maison de la rue Daru pour en faire le grand restaurant que l'on sait : deux étoiles au Michelin et au Bottin gourmend, 18 sur 20 au Gault-Mi en quelques années à peine, il faut le faire ! C'est, - et tous les restaurateurs le diront, — que derrière le bon compagnon se cachait un homme de métier rigoureux et inflexible, sachant soutenir son personnet, mais exigeent de tous, comme de lui-même, le meilleur.

Adieu Marcel. Et en attendant de se retrouver pour un gorgeon céleste, nous retournerons à la Marée où ta femme et ton file entendent conti-

LA REYNIÈRE.

D'un sport à l'autre

ATHLÉTISME : Michille Churdonnet aurait di monter sur la podium. - Le conseil de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) a estimé à Canberra (Australie) que la Française Michèle Chardonnet aurait de monter sur la troisième mar-che du podium du 100 mètres hais su côté de l'Américaine Kim Turner, pour le médaille de bronze dympique, qui lui sera finalement remise lors des Jeux mondiaux, les 18 et 19 janvier, au paleis des aports de Barcy.

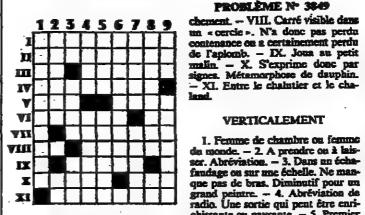
FOOTBALL : Paris-Saint-Germain abiërne du chem-pionnet. — Paris-Seint-Germain a bettu Strasbourg 2 à 0. mardi 29 novembre au Parc des Princes, (il s'aglessit d'un match en retard du championnet de France). Après cette victoire, les Parisiens accèdent à la sixieme

PLANCHE A VOILE : Arrand de Rosney a disparu. - La véli-plavolitus français Arneud de Rosney qui avait quitté, samedi Rosney que avem quane, serren-24 novembre, la région du Fujien, en République populaire de Chine, pour tenter la traver-sée du détroit de Taiwan, large de 93 miles (150 km), n'ésait toujours pes arrivé à destination mardi 27 novembre. Il pensalt faire cetta traversée en cinq ou six heures. Entré en Chine avec un visa de tourisme, Amaud de Rosnay, n'avait pas raçu l'avai

TENNIS : championnats d'Australie. - Le Français Guy. Forget a passé le premier tour des chempionnats 'internatio-neux d'Australie en bettant l'Américain Jeff Turpin (6-2, 7-6, 7-5). Dans le tournoi féminin Catherine Tanvier a été éli-minée par l'Allemande de l'Ouest Myriam Schropp (6-4, 7-5). En revanche Pascale Paradis, Corine Vanier et Sophie Amisch se sont qualifiées pour le doudème tour en battant respectivement l'Américaine Beth Hurr (6-2, 6-3), la Britannique Serah Gomez (6-3, 6-1), et la Suisseese Lilian Drescher (4-6, 7-5, 8-6).

base pour la Coupe de l'Amé-rica. ... Marc Pajot a choisi Sète comme base d'entraînement pour le défi français dans la Coupe de l'Américe qu'il dirigs.

MOTS CROISÉS-



I. Veille à la bonne tenue des pen-ionnaires. — II. Fâcheuse habitude de faire des boulettes. - IIL Note. Se fait prier per ses admirateurs, -IV. Fait rire tout le monde. -V. Personnel. Jugea digne d'atten-tion. - VI. Opposé aux expériences de laboratoire. Manière d'être. -VII. Montrent done un certain rela-

un « cercle ». N'a donc pas perdu contenance ou a certainement perdu de l'aplorte. — IX. Joua au petit malin. — X. S'exprime donc par signes. Métamorphose de dauphin. — XI. Entre le chalutier et le cha-land.

VERTICALEMENT

da monde. — 2. A prendre ou à lais-ser. Abréviation. — 3. Dans un écha-fandage ou sur une échelle. Ne manque pas de sur une echelle. Ne man-que pas de bras. Diminutif pour un grand peintre. — 4. Abréviation de radio. Une sortie qui pent être enri-chissante ou navrante. — 5. Premier en nom, second en titre chez les musulmans. Révolution architecturale. - 6. Pour enx, c'est l'eau qui rend les pierres précieuses. - 7. Nouveau à l'ancienne. Souvent pris dans les « embouteillages ». - 2. Nom que l'on peut mettre sur une peut-être aux abois. Partir d'un bon pied.

Solution du problème n° 3848

I. Insomnie. Castre. — II. Neige.
Spirituel. — III. Accent. Onagre. —
IV. Le. Raimu. Cuisse (cf. - Jupiter »). — V. Iso. Grave. —
VI. Esche. Rapiats. — VII. Nice.
Péniche. En. — VIII. Atlas. Etal.
Acte. — IX. Beurre. Essais. —
X. SS. Gé. Orée. Et. — XI. Editions.
En. Tri. — XII. OO. Ter. Ana. —
XIII. Enneigement. Bon. — XIII. Enneigement. Bon. -XIV. Un. Méat. Pi. Ali. - XV. Sci.

Verticalement

1. Inaliénable. Eus. - 2. Nécessité. Donne. - 3. Sic. Occlusion. -4. Oger. Hearst. EM. - 5. Ménage. SR. Ilien. - 6. Tir. Ego. Gai. -7. Is. Marée. Entêté. - 8. Eposvante. Scm. - 9. In. Epia. Reps. -10. Crac. Ictère. Ni. - 11. Aigu. Ah I. Sénat. — 12. Strip-tease. Au. — 13. Tues. Ca. Table. — 14. Ré. Su. Etier. Oie. — 15. Elle. Question.

EN BREF -

IMPOTS EN BAISSE. - Payer moins d'impôts tout en respectant strictement la loi, c'est possible, caux auxquele donnent droit cer-taines dépenses et certains placemutuel publie un guide giatuit de 36 pages, intitulé Dix Mesures pour payer moins d'impôts.

* Disposible dans toutes les caluses de Crédit motael et à la Caulidiration nationale de Crédit mutinel, 88, 90 rue Cardinet. 75487 Paris codex 17, Til. (1) 766-

PRIX COURAGE QUOTIDIEN 1985. - L'Association Courage quotiden, fondée par M^{os} Line Loève, et dont le président d'hon-neur est le professeur Psul Millez, décerne chaque année des prix à des personnes qui — ayant sur-monté de graves épreuves apportent une aide à jeurs semble-

l'abbé Pierre, récompenseront per-ticulièrement les actions bénétives — ayant un caractère civique de solidarité

* Deniers à envoyer à Courage quotidies, BP 200, 75226 Paris cadex 05. Tél. : 354-45-89.

TÉLÉcopieur PARTAGÉ ETRAVE SERVICE TELEX . TELECOPIE 347.21.32

CE QU'IL FAUT FAIRE AVEC L'ECUREUIL **AVANT LE 30 DECEMBRE 84**

CENTRE D'INFORMATION ECUREUIL

Caisse d'Epargne Ecureuil

Cet homme vous aide à les comprendre.









Caisse d'Epargne Ecureuil

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

for Pel Evry (91) 11 dec. 14 h. PAVILLON à CORBREUSE (81410) Nise à ux 100,000. F. S'ad. SCP ELLO-GRIMAL-HOUVELLIAN-ROUVES Avocats à Évry (91) 3, rue du Village. - Tél. 077-86-10

Vente sur saisie Palais Justice Pontoise (95) 6 déc. 1984 à 14 heure BIENS ET DROITS DÉPENDANT d'un ensemble IMMOSELLER

a TAVERNY consistant APPARTEMENT type F2 aver cave et parking chemin-Vert de Bolssy, nº 3 - MISSE A PRIX 26.000 F. - Consign. pr-enchérir 25.000 F. (ch. cert. bque) - Renseign. à PONTOISE (95)

Mº BUISSON, avocat, tél. 032-31-62 Pierro-Buth

Vente aur folie enchère Pal. Just. de PONTOISE (95), 6 déc. 1984, à 14 h. 2 MAISONS D'HABITATION à VAURÉAL (95) - Cce 3.970 m² Mise à px 250.000 F PONTOISE (95) M. BUISSON, avocat, T. 032-31-62

Vte sur sainle Palais Justice Pontoise (95) 13 décembre 1984 à 14 heure BIENS ET DROITS IMMOBILIERS dépendant d'un ememble immobilie maistant APPARTEMENT Type F 4 et un cellier M. à px 80.000 F

Consign. 25.000 F (ch. cort. base.). Renseignen. à Poincise (95) Mº BUISSON, avocat 29, rts Pierre-Buil

ente sur sainie Pal. Just. PONTOISE (95) 8 déc. 1984 à 14 houres PAVILLON à OSNY (95) - M. à px 150.000 F

plin de Marinee - Élevi sur sous sul mos garges - Rez-de-ch, une ch selle beine, allour, cuis, et hat - Am 1** combine il aménager Mise à prix 150.000 F

Consign. 25.000 F (chique cart. bque)
Renseignements

29, rise Pietro-Butin à PONTOISE (95)

Tél. 082-91-62

VÊNTE sur saisie immobilière, su Palais de Justice de BOBIGNY le MAROI 11 DÉCEMBRE 1984, à 13 h 30 - en un lot

UN APPARTEMENT à VILLEPINTE (93)

2, rue Eugénie-Cotton i pose princ., cuis., selle de beins, a rangement, dégagement, loggies M. à px : 150.000 F - S'adr. Mª Maurice AYOUN

cost, 124, boul. Melemberson, 75017 PARIS - Tél. 522-47-02 ou tout au pr. Trib. PARIS, BOBIGNY, NANTERRE, CRÉTEIL.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à NANTERRE LE MERCREDI 5 DÉCEMBRÉ 1984, à 14 heures - EN UN LOT UN PAVILLON D'HABITATION à COLOMBES (92)

61, rue d'Épinay
avec droit à la jouissance exclusive. Terrain à asage de jardin.
dépendant d'un ensemble immob. comprenant once pavillous en bande MISE A PRIX : 150.000 F - S'adr. Mª LÉOPOLD-COUTURIER at, 14, rue d'Anjou, PARIS (8º), 265-92-75. Tous avocats pr. Trib. Gde Inst. PARIS, BOBIGNY, NANTERRE, CRÉTEIL. Sur lieux pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS LE JEUDI 13 DÉCEMBRE 1984, à 14 heures – EN UN LOT UN IMMEUBLE à usage d'HABITATION 30, RUE ÉMILE-MENIER - PARIS (16°)

MISE A PRIX: 900.000 F
S'adr. SCP GASTINEAU, MALANGEAU, BOITTELLE-COUSSEAU, avecats
associés à PARIS (1=), 29, rue des Pyramides, Tél. 260-46-79.
Tous avecats pr. Trib. Gde Inst. de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE, CRÉTEIL
Sur les lieux pour visiter.

VENTE SUR LICITATION 10 DEC. 1984, 214 L. - EN 5 LOTS: - UNE PROPRIÉTÉ à LA CELLE-SAINT-CLOUD

106, avenue Jean-Moulin
compr.: Maison d'habit. rez-do-ch. et 2 étages. - Pavillon d'un rez-do-ch. et 1 étage
Autre pavillon d'un rez-do-ch. et 1 èt. CONT. 61 a \$2 es

2º PARCELLE DE TERRE A SUEVRES (Loir-et-Cher)
Lieu-dit. - Les Cochardières ». Cont. 17 a 59 es TERRAIN A BATIR 23 a 63 ca à FRÉJUS (Var)

- DEUX TERRAINS A BATIR à FRÉJUS (Var)

Quartier Saint-Jean-do-l'Estèrel - Cont. 54 a 01 es et 52 a 65 ea 9 UNE PROPRIÈTÉ RURALE à SAINT-ROMAIN-D'AY (Ardèche) Lieux-dits Murol et Grand-Gaudin - CONT. TOT. 16 la 50 a Les 3', 4' et 5' lots sout LIBRES DE LOCAT, et d'OCCUP

MISES A PRIX > 10 1.100.000 F - 2 40.000 F

TOTAL DES MISES A PRIX: 1.646.000 F

S'adr. SCP GASTINEAU, MALANGEAU, BOITELLE-COUSSAU MALANGEAU, BUTTELLE-COUSSAU

svocats associés, 29, rue des Pyramides, PARIS (1°), 260-46-79

M° LÉOPOLD-COUTURIER, avocat, 14, rue d'Anjou, PARIS (8°)
M° DELIBES, avocat, 39, rue d'Amsterdam, PARIS (8°) - M° de SARIAC, avocat,
70, av. Marceau, PARIS (16°) - M° COIGNARD, avocat, 3, rue Mousieur,
PARIS (7°). Tous avocats pr. Trib. Gde Inst. PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et

CRETEIL. Sur les lieux pour visiter.

INFORMATIONS «SERVICES» ÉCHECS

MÉTÉOROLOGIE SITUATION LE 28.11.84 A O h G.M.T.

minerent. Le perturbation qui a pénétré mardi soir ser la France n'aura qu'une activité faible et limitée seu résione de med de la Table. sud de le Loire.

SENS D'ÉVOLUTION Un courant de sud-est donz pour le

sur le nord-quest de la France. En revan resteront protégées des perturbations par des lasates pressions relatives.

TEMPS PRÉVU POUR LA FIN DE SEMAINE

Jendi: des Pyrénées atlentiques au sud des Alpes et à la Méditerranée, la sud des Alpos et à la Méditerrante, la matinée sera fraîche avec des gelées dans l'intérieur, mais, grâce à l'ensoleillement, les températures diurnes s'élèveront notablement pour-atteindre 16 à 19 degrés au meilleur moment de l'après-midi. De la Bretagne et de la Gironde au Nord, les mages, abondants, donnerost quelques pluies près de la Manche; les vents de sad-ouest soufferent fort en narticulière le merin. Les rost entre 12 et 16 degrés. Sur les autres régions, mages et éclaireies se partage-ront le ciel avec des températures maxi-

Vendreill: des Pyrénées aux Alpes et à la Côte d'Auur, un temps easoleillés se maintiendra avec des températures tou-jours agréables l'après-midi, mais une rentree maritime se produira pres du golfe du Lion. Sur la Bretagne et ja Ven-dée, de nouvelles pluies débateront en cours de matisée. Elles s'étendront en soirée jusqu'an Bordelais, au Bassin parisien et sux Ardennes. Elles seront accompagnées de vents du sud forts sur les côtes.

Ailleurs, après une matinée purfois mageuse ou brumeuse, des écinircies pourront se développer et il continueza à faire doux pour la saison l'après-midi.

faire doux pour la saison l'après-midi.

Samedi : des Alpes à la Côte d'Azur,
im temps agréable prédominera encore,
mais le ciel se vollera progressivement.

Sur les autres régions, un temps humide
et souvent très nuageax se généralisera
en cours de journée et des plaies passagères se produiront. Les vents, de sudouest, souffleront assez fort près de la
Manche et de l'Atlantique. Les tempémures maximales s'absisseront de 1 à
3 desrée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 28 novembre, à 7 houres, de 1019,8 millibars, soit 764,9 millimètres de mar-

Températures (le premier chiffre indique le maximum curegistré au cours de la journée du 27 novembre; le second, le minimum de la nuit du 27 novembre au 28 novembre): Ajaccio, 17 et 6 degrés; Biarritz, 14 et 6; Bordenux, 9 et 0; Bourges, 5 et -1; Brest, 12 et 11; Caeu, 10 et 7; Cherbourg, 9 et 9; Clermont-Ferrand, 6 et 0; Dijou, 6 et 0; Grenoble-St-M.-H., 10 et -1; Grenoble-St-Geoirs, 7 et -1; Lille 7 et 4: Lyon, 4 et -1; Mangeille-Lille, 7 et 4; Lyan, 4 et - 1; Marseille-Marignane, 13 et 5; Naacy, 2 et 0; Nantes, 11 et 5; Nico-Côte d'Azar, 18 et 9; Paris-Montsouris, n.c. et 3; Paris-Orly, 8 et 2; Pan, 15 et 1; Perpignan, 16 et 2; Rennea, 10 et 7; Strasbourg, 8 et -1; Tours, 8 et 0; Toulouse, 11 et 3; Pointo à-Pâre, 31 et 22.

PARIS EN VISITES-

JEUDI 29 NOVEMBRE

 An Marais >, 11 heures, façade Bibliothèque antionale, M= Allaz. «Let synagogues», 14 h 45, safaro Saint-Paul, M^e Oswald. « Hôtel d'Aiggsy », 15 heures, 6, rue Drouot (Cuisse nationale des mosis-ments historiques).

« Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (les Filmeries). «Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, mátro Saint-Germain-des-Prés (Pré-

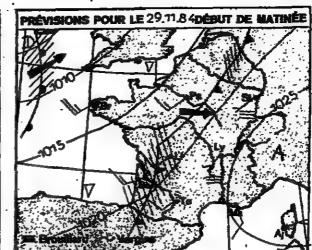
ence da passé). « La Conciergerie », 14 h 45, quai de l'Horioge (Tourisse culture).

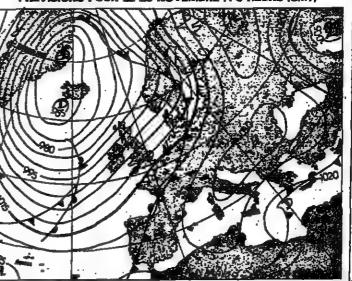
Journal Officiel~

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 28 novembre : UN DÉCRET

• Modifiant Particle R.341-11 du code de travail relatif à l'Office. national d'immigration. UN ARRÉTÉ

● Fixant pour 1983 les taux et les modalités du règlement des remises de gestion prévues à l'arti-cle 75 du décret du 19 mars 1968





Températures relevées à l'étranger : 19 et 5; Amsterdam, 8 et 5; 10s, 20 et 10; Berlin, 8 et 2; Bonn, 7 et 2; Bruxelles, 8 et 4; Le Caire, 23 et 12; 18es Caneries, 23 et 18; Copenhague, 5 et 5; Dakur, 29 et 23; Djerbe, 20 et 14; Genève, 8 et -2; Istanbul, 16 et 10; Jérusalem, 12 et 9; Lisbonne, 18 et 10: Londres, 11 et 10; Luxembourg,

Majorque, 10 et 1; Rio-de-Janeiro, 25 et a.c.; Rome, 13 et 9; Stockholm, 2 et 1; sur, 21 et 11; Tunis, 19 et 14. (Document établi evec le support technique spécial de la Méséorologie nationale.)

Le championnat du monde

KARPOV A UN POINT DE LA VICTOIRE

Il n'y a pas en de miracle le samedi 24 novembre à Moscou. En dix-neuf coups, Anatoli Karpov a réduit à néant les minuscules chances qu'avait Garry Kasparov d'annuler la vingt-septième partie ajournée le vendredi 23. Le champion du monde a donc marqué son cinquième point sur les six néces-saires pour conserver son titre et son challenger est resté à zéro.

Comble de cruanté, c'est Karpov qui a demandé le report de la vingt huitième partie au mercredi 28 novembre, alors qu'elle devait être jonée lundi (1).

Qui pariorait « un pion » sur Kasparov à ce stade de la compétition ? Mais qui aurait parié, avant le metch, sur un tel score ? Le seul but de Kasparov doit êtra d'éviter l'humiliation suprême du 6 à 0. Choisira-t-il de recommencer une ongue série de parties nulles avec l'espoir que, ne risquant presque plus rim. Karpov « s'endorme » un peu et lui laisse enfin une victoire ? Ou bien, perdu pour perdu, rejouera-t-il comme au début du match ; avec l'imagination et le panache qui avaient fait sa gioire ?

 Le règlement accorde un zime-out à chaque joueur pour les vingt-quatre premières parties et, au-delt, un time-out pour chaque tranche de huit

Blancs : KARPOV Noice : KASPAROV

	Position Rg3, Tg5, Noirs: Rd6	i l'ajo Pb3, P , T67, F	a3, of b1, Pa7	et : Bla e2 et 65 et 1	h h
	41. Tg4	13	51. €7		T
E	42. 23 43. Tg7	198	52. 10	6	T
1	43. 187 44. Tas7	778	53. Res 54. get	•	7
	AE TOL	Truly.	27 5		-

Res 56, T61+ Res 57, T64+ Res 58, Toes The 59, T62

Un passeport pour la liberté: Unix System V sur Perkin-Elmer 32 bits

Unix³, c'est la mobilité. Unix V. 2 sur Perdén-Elmer associe cette mobilité à une architecture 32 bits qui exploite totalement le potentiel du système.

Lintr V. 2 sur Perèn-Elmer, c'est la liberté de l'exploitation : Boerté de tranchir les bernières du langage... fiberté d'évoluer vers d'autres manériels... Biterté de transporter vos applications... accès facile aux nouveaux logiciels réalisés pour mitoro-ordinateurs 16 bits - avec la possibilité d'accueillif jusqu'à 126 utilisateurs.

Llub: Spatium V. 2 : le standard.
1. Unix Perion-Elmer est réaliement un Llaix standard : c'est sur un ordinateur Perión-Elmer qu'a été réalisée en 1975 la ; première version 32 bits d'Unix per Bell Laboratories. Et Perion-Elmer a été le recerier constructur de expensiries à promier Construction de superminis à supporter totalement le système Unix lors de l'introduction en 1994 d'Edition VII (implémentation souche d'Unix version ?). Aujourd'hui Parlén-Elmer présente XELOS, véritable Unix System V. 2.

Bultz System V. 2 - le performance.
Unix, c'est le respect des normes.
Dens le domaine de la gestion, la norme.
Unix supportée par /T a. T est System V.
Dens le cadre de se nouvelle politique de respect des normes (EVETYMMPE¹¹⁹),
Perfor-Emer propose XELOS,
Implémentation exacte de System V,
version 2. Les performances des
ordingteurs Perfor-Emer : Bus mémoire
de 64 Molacconde. 28 registres et



4 niveaux d'interruption, conviennen rfaitement à Unix, et font de ce stème le plus puissant du marchil.

Unix System V. 2 : in support.
Perkin-Eimer assure un support total
du logiciel pour Unix System V, et une
formation adaptée aux besoins des steurs. Quel que soit votre secteu

scientifique, Perkin-Emer vous apport pour tout ce qui concerne Linti, une compétence et une assistance inégatables. Notre gamme de 32 bits s'étend du 3205, point d'entrée dens série 3200 (environ 250,000 FHT au 19,94) au puissant processeur 3250. Pour en savoir plus, contactez imméritament nes sonéraistées 32 hiiment nas spécia

Tempo portagé		Portrain 77	
Coming Sectioning	IUMUAS L	PASCAL	Pour rec
Language *C*		Trabament de texte	Nom
Minutel Byrostique		Editour pistos page	Société_
Spatial Spatia	me der constidée du conde deragge de		Téléphon
	A STANSON AND ASSESSED.		<u>.</u>

	-		 -		_	-
			4			
				Æ.		
DEDL		_				

LEIZVIN-FINEIZ PERKAN-ELMER S.A.
Devision Data Systems. Square Frankin - 8.P. 65
78391 Bos-d'Arcy Cedex Tél. (3) 460.81.32 - Télex: 699564

Louizaleen 264-266 1050 BAUXELLES Tel. (32) 2.648 05.05 - Telex 64670

i QU'

AVEC MINT LE

Caisso

MERING [1] W. JOUR STREET, STREET, de systèmes de

·s. ., $\tau_{4,q_{1,p_{2}}}$ · /a...

et som coak find in in the

e Company the Palace Com

 $z_{0}^{m_{1}} = n^{d^{\frac{1}{2}}}$

White P.

• REGROUPEMENT DE

Après la prise de contrôle per la compagnie financière de Suez de la Banque parisienne de crédit et de la banque Vernes et commerciale de Paris, un second accord a été antériné, en fin de semaine dernière, entre le Crédit commercial de France (CCF), l'Union de banques à Paris (UBP) et l'Européenne de banque (EB), l'ex-Banque Rothschild. Lin holding, la Compagnie financière du CCF, coiffera l'ensemble en déte-nant 51 % du capital de chacune des trois banques. Il sara présidé par M. Claude Jouven, président per M. Claude Jouven, prés du Crédit commercial de France. l'evenir, se joindre à ce premier

La société holding - détanue à 90 % par l'Etat - fera une avance de 100 millions de francs, ainsi que l'Etat lui-même, pour améliorer les fonds propres de l'Européenne de banque. Ce crédit d'équipement des PME fournire Rothschild devrait ainsi retrouve en 1985 une situation d'équilibre

CONDAMNATION DU RES-PONSABLE DES JEUNES AGRICULTEURS DU FINIS-

M. Jean Riou, responsable des jeunes agriculteurs du Finistère, a été condamné, le 26 novembre, per la cour d'appel de Rennes, à huit mois de prison dont quatre evec sursis, après quatre manifesle Finistère entre 1982 et 1984. C'est la mise à sac de la souspréfecture de Brest, en janvier tion à M. Riou, qui devra, en outre, verser 920 000 francs à

 RÉÉLECTIONS A LA COM-MISSION EXECUTIVE FO Au terme du congrès qui s'est chevé le 24 novembre, le comité confédéral national de FO a réélas les vingt-sept membres sortants désigné huit nouveaux candida quatra responsables d'union départementale - MM. Rémy Caillat (Ain), Marcel Fabre (Rhone), Bernard Sohet (Nord) et Albert Waltze (Bes-Rhin) - quetra responsables de fédérations -MM. Hubert Bouchet (union des cadres et ingénieurs UCI-FO), Jean-Pierre Cambot (éducation et

culture), Gabriel Gaudy (énergie electrique et gaz) et Guy Tour-neau (administration générale). • ESSILOR REMPORTE LA COUPE DE L'ENTRE DÉCERNÉE PAR L'EXPANSION

Essilor (2,4 milliards de francs

riés), l'un des leaders mondiaux des verres de lunettes, a rem-porté la coupe de France décer-née pour 1983 par le magazine l'Expansion. Ce classement démontrait que, sur les cent premières entreprises françaises. l'argent en 1983. Quatorze autres, qui ont fait des bénéfices, activité. Las dix entreprises fran-çaises les plus performantes sont. bénéficiaire moyenne sur les trois derniers exercices), L'Air Liquide (5,54 %), les Presses de la Cité (4,40 %), Bic (4,26 %), Perrier (4,25 %), les fromages Bongrain (4,25 %), les sièges et mateles les chaussures André (3,26 %), et les fromageries Bel (3,04 %).

 CINQ SOCIÉTÉS CHEMI-QUES EUROPÉENNES CONDAMNÉES POUR ENTENTE ILLÉGALE

La Commission de Bruxelles a infligé une amende de 9 millions

d'ECU, soit près de 62 millions de francs, aux groupes balge Solvey, allemend Degusse, français L'Air Liquide et Atochem et britannique Laporte, pour avoir enfraint les regles de la concurrence dans le

Solvay et Deguasa sont les streprises les plus pénalisées. Elles devront payer chacune 3 milions d'ECU (20,6 milions de francs). Laporte est condamné à payer 2 milions d'ECU (13,8 millions de francs). L'Air liquide et Atochem verseront l'une et Tautre 0,5 million d'ECU (3,5 mil-lions de francs). La commission reproche à ces divers groupes de s'être purement et simplement partagé les marchés du percoyde d'hydrogène et de ses dérivés (perborate de soude, persulfazes) barèmes de prix.

LA SOCIÉTÉ SUISSE DAMILOW RACHÈTE PRI-

Le groupe de magasins à suc-cursales Primistère (enseignes Félix Potin et La Parisienne) passe Damilow, dont le siège est à Genève. C'est pour le compte de tinternationale d'investissement (BAII) avait organisé les négocia-tions avec le holding financier Félix Potin (le Monde du 8 septembre), propriétaire de Primis-tère et devenu depuis Exor (le Monde daté du 11-12 novembre).

La société Damilow va sinei Primistère. Et, du 26 novembre au 14 décembre, la BAII, agissant pour le compte de Damilow s'engage à acheter sur le marché, su prix de 285 francs l'action, tous les titres Primistère qui

SOCIAL

DANS UN RAPPORT SUR LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La CFDT réclame un infléchissement de l'action gouvernementale

Sans ranior la politique économi-que da gouvernement, la CFDT vient de prendre ses distances et manifeste ses réserves dans un document de quarante cinq pages intitulé
«La politique économique en question», discuté un bureau national
d'octobre dernier et adopté par celui

A l'heure du bilan de l'action de M. Jacques Delors, qu'elle juge d'ailleurs positive sur plusieurs points, la CFDT se refuse à imaginer « une autre politique ». Elle pré-fère affirmer, au vu des limites du plan gouvernemental, qu'- une mécanique a été cassée, mais pas remplacée par une autre ». En d'untres termes, M. Pierre Héritier, socrétaire national de la CFDT, dire an cours d'un déjeuner de presse ; « Le vieux moteur a été réparé, mois il faudrait le changer. » Sur ce chemin, étroit, la CFDT se

peut guère avancer de nouvelles pro-positions, réclamant seulement des espaces de choix », des inflexions possibles » et des « réo-rientations » pour permettre d'arti-culer, dit-elle, l'approche microéconomique décentralisée et l'approche macro-économique. Tout au plus pent-elle, et c'est sans doute ce qui apparaîtra comme le plus movateur dans ce rapport, souhaiter que la Communanté européenne, qui « a fait les mêmes choix » que la France, soit au centre du disposi-tif de relance face aux Etats-Unis, qui pratiquent « une politique key-nésieune à l'envers », et au Japon. Quatre voies seraient possibles pour l'Europe, estime la CFDT, avec le pement de stratégies indus sconomique européenne propre l'affranchissement du poids du doi lar compensé par la promotion de l'ECU et, enfin, l'intégration économique et sociale accrue grâce à des

En l'état, la politique de rigueur est devenus politique d'austérité, puisque l'emploi « n'est plus depuis deux ans un objectif en soi » et se limite à la recherche d'une stabilisation du chômage. Il faudrait donc reveuir à une politique de rigneur, affirme la CFDT, pour qui les résul-tats obtenus sont d'ores et déjà des e réussites » dans trois domaines : « La désinflation est une réalité », c'est un « acquis remarquable pour la sociésé française », reconnaît-elle, en soulignant toutefois la perma-nence d'un différentiel d'inflation avec les autres pays; « Le rétablis-sement des marges des entreprises est spectaculaire », mais, tont en s'en félicitant, le rapport relève que les gains de productivité ont été obtenus souvent par des licencieobtenus souvent par des licencie-ments, que la compression des salaires y a été pour beaucoup et, eafin, que les employeurs n'en ont pas profité pour opérer un retour à l'investissement. A propos du der-nier succès, - la légère amélioration tendancielle du commerce exté-rieur -, le document se montre plus fiseré La CEDT souline que ce réservé. La CFDT souligne que ce résultat « controversé » est imputa-ble à un taux de croissance plus fai-

- l'avantage de compétitivité est devenu nul ou presque -, du fait de la conjoncture monétaire, Aujourd'hui, il est donc important d'aller plus loin et d'entreprendre « une transformation en profon-deur » qui passe par la nécessité de « desserrer la contrainte exté-rieure». « C'est un préalable incon-sournable», écrit la CFDT en réclamant l'organisation d'un redressement productif pour aller an-delà du redressement financier qui se résume en deux objectifs : améliorer la situation économique vis à vis de l'extérieur; transformer

culturellement les structures pro-

ble en France et observe que

La politique industrielle ne se limite pas à la politique de l'entreprise », répète la CFDT, qui se garde du «tout état» comme du «tout à l'individu», et vent une plasification qui permettrait une safe nification qui permettrait une spé-cialisation internationale, préférable à une politique de créneaux.

Pour autant, ces choix nécessitent aussi un «réexamen de la politique des revenus», même si la CFDT se déclare favorable à une «évolution médiane » des salaires. Observant que ce sont les salariés qui ont supque ce sont les salariés qui ont sup-porté le fardeau de la rigueur, le rapport précise « qu'il ne servirait à rien. désormais, de comprimer les revenus salariaux pour augmenter les profits qui ne s'investiraient pas». Les contreparties aux efforts demandés « doivent être plus tangibles » et les revenus d'autres catégo ries doivent être touchés, alors que tout doit être fait pour que l'investis-sement productif reprense.

• Accord de principe aux AFO de Brest. — Un accord de principe pour le reclassement des salariés dont l'emploi serait supprimé est inla direction des Ateliers français de l'Ouest (AFO) et les syndicats CGT et CGC. Il permettrait, sous réserve de négociations sur la réduc-tion des horaires et d'un accord des pouvoirs publics, le reclassement des 132 ouvriers auxquels seraient pronues des congés de conversion. Au départ, la direction avait prévu 233 suppressions d'emplois dont 208 licenciements. La CGT avait retenu plusieurs batcaux dans le port de commerce dont le Navifor Norse, qui a dû être abandonnê samedi soi: devant la marée montante, et dont le

Le n' l'est en vente partout.

stem V cin-Elmer 32 bits





CE QU'IL FAUT FAIRE AVEC L'ECUREUIL *AVANT LE 30 DECEMBRE 84*



Caisse d'Epargne Ecureuil

COMITÉ FRANÇAIS DE L'ÉLECTRICITÉ

IMPORTANT! XV JOURNÉES D'ÉTUDES

des systèmes de chanfiage par l'électricité »

Après la signature du contrat de plen entre l'Etat et l'éle

- France, tous les : Constructeurs de
- Bureaux d'étude
- Architectes, ingénieurs con
- Promoteurs, constructeurs,
- dans les locaux existants. sur les résultats de mesures en locaux équipés à l
- sur la ventilation en logements neufs. sur la politique énergétique en matière

an Colloque des 6 et 7 décess

au Palais des congrès de Vi

avant 9 h.

COMITÉ FRANÇAIS DE L'ÉLECTRICITÉ

Tour Atlantique CEDEX 6 92080 PARIS LA DÉFENSE Tál.: (1) 773-66-15

du titre et le taux du marché obligataire. ONOM Comprendre pour agir. es médias vous bombardent d'informations économiques incompré-

Les marges des obligations

indexées, traduisent l'écart

entre le rendement actuariel

hensibles ou incomplètes. Yous vous sentez perdu, écarté, impuissant. Et pourtant, vous êtes concernés. Aujourd'hui tout va changer. Avec Science & Vie Economie, le magazine qui met toute l'économie à votre portée, qui vous explique tout. Clairement. Utilement. Les vraies dés de l'économie, les dessous des mots et des chiffres, c'est dans Science & Vie Economie. Avec Science & Vie Economie vous entreprenez mieux, yous consommez mieux, yous **)** !

. .

épargnez mieux, vous gérez mieux, yous investissez mieux. Bref, yous agissez mieux. Chaque mois vous avez besoin de Science & Vie Economie pour dominer au lieu de subir.

SCIENCE & VIE ECONOMIE

Ē

PERMINELLE

La centrale chrétienne s'interroge sur des possibilités de dénationalisations partielles

De notre envoyé spécial

Marseille. - Vingt ans après avoir maintenu une minorité de militants d'alors dans le mouvance chrétienne, la CFTC réunit. du 28 novembre au l' décembre, mille quatre cents délégués à Marseille pour son quarante-deuxième congrès confédéral. Elle entend offrir à cette occasion un visage résolument moderniste en faisant précéder l'ouverture du congrès proprement dit par un colloque, ce 28 novembre, sur les mutations technologiques avec la participation de MM. Bernard Boisson, Paul de Buyer, Michel Cicurel, Jacques Lesourne et - ce qui est plus inattendu dans une manifestation syndicale — M. Yvon Chotard (1).

Pour son deuxième congrès depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir (en novembre 1981 à Lyon, elle avait accueilli M. Jean Auroux alors que M. Delebarre, ministre du travail, ne se rendra finalement pas à Marseille), la CFTC affiche un nouveau dynamisme qui résulte d'une amélioration de son influence. Elle a en effet bien tiré son épingle du jeu dans les consultations sociales nationales, avec 8.46 % aux élections prud'homaies du 8 décembre 1982 et aux élections du 19 octobre 1983 à la Sécurité sociale, 12,31 % à la

Maigré ces succès, son influence reste faible dans les entreprises, et même les élections en 1984 pour les conseils d'administration des entreprises nationalisées ne lui ont conféré que 6,6 %. Avec 275 000 adhérents reyendiqués (dont 20 000 retraités), elle affiche une relative stabilité de ses effectifs (+ 1 % de ses dirigeants, M* Marie-Noëlle 1981 à 1982), ce qui montre, Juniot et M. Joël Pattier étant comme le constate le rapport d'acti- ensuite exclus de leur syndicat pari-

quences espérées ». Avec 2 193 sections syndicales, la centrale chrétienne a ses zones «de forces», d'abord dans l'enseignement (le Syndicat national de l'enseignement chrétien, SNEC, étant sa première organisation), les mines, la santé, la métallurgie et les banques, dans la région parisienne, le Nord-Pas-de-Calais, l'Alsace, la Lorraine et les Pays de Loire.

Particulièrement active dans les manifestations des défenseurs de l'enseignement privé, fondamentalement hostile à la lutte des classes, la CFTC a indéniablement bénéficié de la bienveillance, malgré sa neutralité politique déclarée, des partis d'opposition et notamment du RPR. Mais elle a veillé à se prémunir de

Psychodrame dans le bâtiment

Elle n'a pu cependant empêche un conflit, qui prend aujourd'hui une tournure passionnelle, dans le bâtiment. A la suite d'un litige pour non-respect des statuts » lors de l'élection de son conseil fédéral (le Monde du 1º mars 1983), la Fédération française des syndicats chrétiens des industries du bâtiment, des travaux publics et assi-milés se voyait radiée provisoirement de la CFTC le 17 juin 1983.

vité, que « les progrès électoraux sien. Tandis qu'une nouvelle fédération, BATI-MAT-TP, était créée dans la foulée, le conflit avait des suites judiciaires, un jugement de la cour d'appel de Paris du 6 novembre 1984 estimant qu'il y a en «viola-tion des droits de la défense justifiant l'annulation des délibérations à la suite desquelles la sanction de la radiation provisoire a été prise ».

Dès le début de ses travaux, le 29 novembre, le congrès était donc nené à statuer sur une radiation définitive de cette fédération du bâtiment et sur l'affiliation de BATI-MAT-TP. Mais, alors que la confédération entend limiter le litige à un problème de non-respect des statuts, un «groupe de militants» ayant la caution des «radiés» du bâtiment a fait circuler un texte de six pages domant au différend une tournure quelque pen politique: « Peut-il y avoir coexistence de plusieurs sensibilités à l'intérieur du syndicalisme chrétien? Sommesnous prêts à accepter que les tra-vailleurs qui adhèrent à la morale sociale chrétienne mais qui ne se reconnaissent pas dans la CFTC ou en sont rejetés constituent des syndicats chrétiens en dehors de la CFTC? Un congrès de la CFTC se passera-t-il comme un congrès du parti communiste? La radiation de la fédération du bâtiment ressemblera-t-elle à l'exclusion de

An-delà de ce conflit interne qui tourne parfois au psychodrame, la CFTC va être amenée à mieux se positionner par rapport au gouvernement, alors one la passion de la querelle scolaire tend à s'apaiser. Devenur président il y a trois ans, après le changement politique de montré souvent critique tout en gardant le sens de la mesure. Durant le gouvernement ait endormi « le comptable », puis, la rigueur venant. qu'il l'ait réveillé un peu trop bruta-lement. Dépuis il s'inquièté du dépérissement de la politique contrac-tuelle – tout en lui accordant une vitalité minimale au niveau interpro-fessionnel. – des risques de tensions et de « régression sociale » et d'un certain dérapage vers l'e étatisa-

Pour l'essentiel les débats lors du quarante deuxième congrès risquent cependant de s'orienter autour d'un des chapitre de la résolution intitulé Reconsidérer les nationalisations ». Sujet éminemment politique – et brûlant – à dix-huit mois des prochaines législatives. Le texte uge l'ampleur des dernières nationalisations «excessive» et « dictée par des considérations plus idéologiques qu'économiques ». « La CFTC demande que soient étudiées les moyens et un calendrier qui per-

capital détenue par l'Etat, asin d'affecter les moyens supplémentaines à des investissements nou vezuce. Elle préconise une étude sur « les possibilités de transferts de propriété d'entreprises du secteur public vers le secteur privé - et sur « les moyens de rendre une autonomie effective aux banques régio-

En mercant un tel déhat à l'ordre du jour, la CFTC sait qu'elle va encourir le reproche de prêter main forte aux thèses de l'opposition. Malgré son image modérée, elle prend un sérieux risque, ce qui amènera M. Bornard à prendre le maximum de précautions dans sa présentation. Mais, quoi qu'il en résulte, le président de la CFTC devrait être réclu sans problème, de même que son secrétaire général, M. Guy Drilleaud. Un nouveau rajeuniss devrait se manifester dans les instances dirigeantes. Le nombre de secrétaires généraux adjoints devrait ainsi être augmenté : M. Jean Gruat (le négociateur numéro un de la centrale) s'en va. Il devrait être remplacé au secteur social par M. Alain Deleu (enseignement), tandis que MM. René Chantron (Provence-Côte d'Azur), Armel Gourmeion (collectivités locales) et Guy Cosyus (employés) devraient accéder à de nouvelles responsabilités. La relève de la génération mili-tante d'après 1964 s'ébauche.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) La CFTC a édité à cette occas un Libre blanc sur les Mutations tech-nologiques : menaces et espoirs, avec, notamment, des contributions de MM. Bérégovoy, Beuliac, Ceyrac, Davi-gnon, Giraud, Gomez, Guillaume, Malinvand, Soubie, etc.

SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS. DU « MONDE »

La société civile à capitalvariable « les Rédacteurs du Monde e est convoquée à une Assemblée générale ordinaire rénnie extraordinairement le lundi 3 décembre 1984 à 15 heures, saile des Assurances générales de France, 87, rue de Richelieu, 75009 Paris.

Ordre du jour Vote sur la résolution pro-posée par le gérant à l'Assem-blée générale ordinaire de la SARL le Monde, du 7 décem-

bre 1984. - Questions diverses.

A la commissión exécutive de FO

TOUS LES SORTANTS : RÉÉLUS

Le comité confédéral national de PO a procédé, le 24 novembre, à l'élection du bureau confédéral (le Monde daté 25-26 novembre) et de la commission exécutive composée, de trente-ciaq membres. C'est la volonté de stabilité qui, dans la logi-que unanime du quinzième congrès,

Les vingt-sept membres sortants de la commission exécutive on ainsi été tous réélus. Sur les vingt-neuf nouveaux candidats, seuls buit ont été élus. Il s'agit de quatre responsa-MM. Rémy Caillat (Ain), Marcel Fabre (Rhône), Bernard Sohet (Nord) et Albert Waltze (Bas-Rhin) - et de quarre responsables de fédérations - MM. Hubert Bouchet (union des cadres et ingénieurs - UCI-FO), Jean-Pierre Cambot (éducation et culture), Gabriel Gandy (énérgie électrique et gaz) et Guy Tourneau (administration générale).

Une des surprises est l'élection de M. Hubert Boucher, secrétaire géné-ral de l'UCI-FO, élu en dépit de l'opposition de certaines unions départementales et fédérations à l'existence même d'une organisation regroupant les cadres au sein de la

M. André Bergeron avait pesé de toute son autorité en faveur de l'élection de M. Bouchet en se pronouçant très nettement pour le développement de la syndicalisation des cadres par FO.

Un certain rééquilibrage s'est opéré au sein de la commission exécutive au profit des unions départementales qui passent de quatorze à seize représentants, en ayant fait élire la moitié de leurs candidats et au détriment des fédérations qui passent de vingt et une à dix-neuf.

TRANSPORTS

LA MODERNISATION DE LA MARINE MARCHANDE

Les plaintes du grand large

« Encourageant, mais peut mieux faire. » Tel est, imagé, le jugement que le Comité central des armateurs de France (CCAF) porte sur les orientations amétées par le gouverne le 22 novembre en faveur de la ma-

M. Guy Lengagne, devant lis conseil supérieur de la marine merchande, avait annoncé des mesures commerce et avait appelé au « prag-matisme ». M. Patrick Gautrat, délégué général du CCAF, préfère, lui, parler d'« adaptation », un terme seut-être « moins glorieux » que e développement » mais certaine-ment e plus réaliste ».

Les armateurs, qui, ces demiers mois, avaient déploré (en le faisant savoir en haut lieu) le trop long sience des pouvoirs publics alors que le nombre des cargos fondait de mois en mois, ont trouvé les propos de M. Lengagne e courageux », car il n'a pas laissé dans l'ombre les sujets dé-licets, notamment sociaux, et « lu-cioles », car il s'est référé à la crise mondiale que traverse la marine marchande devant la dégradation des taux de fret, l'organisation de ser-vices de conteneurs autour du monde (par l'armement américain, US Lines, et taïwanais, Evergreen), la surcapecité considérable des cargos pour le transport du pétrole brut, des cé-

Les armateurs sont indulgents pour le ministre car ils savent *« les* difficultés qu'il a rancontrées pour faire passer leur message » à Mati-gnon et Rue de Rivoli. Et il est vrai que les gouvernements - pas devantage après 1981 qu'avant - obnubilés par la crise algué des chantiers navals — n'ont jamais mesuré comme li fallait l'importance pour l'économie du pays d'une flotte de commerce moderne, dynamique, in-ternationalisée et débarressée des

Mais les mesures annoncées 22 novembre, si elles vont dans le bon sens et combient le vide, ne sont pas sufficantes pour décienches

De toute façon, la conjoncture n'est pas favorable, et il aerait dangereux qu'à partir d' « analyses erronées ont nourrisse des espérances fellacieuses », a \souligné M. Gautrat. Tout au plus les armateurs sont-ils prêts à acquérir qualques navires d'occasion, pour profiter des oppor-tunités qui se présentent sur le marché. Un bon navire d'occasion âgé de cinq ans, qui répond aux normes les plus récentes de sécurité, coûte usqu'à dix fois moins cher qu'un beteau neuf.

Un régime de primes est prévu (5 % à 10 % de l'investissement), et M. Lengagne peut se flatter d'avoir forcé le main au ministère des finances. Mais le budget de 1985, maigre en crédits de paiements, permettra-t-il d'honorer concrètenement. De même, il est prévu que les armateurs pourront - s'ils préfèrent cette formule - ilvoir recoun (pour 70 % de l'investissement) à des prêts à 9,76 % aur les comptes CODEVI. Très bien, le « hic », c'est qu'aujourd'hui ces comptes sont à

Bref, le gouvernament à cherché à « ciarifier » les règles du jeu, mels l'ensemble du dispositif reste ≼ aléstoire », selon le CCAF. Surtout, rien n'est annoncé pour le secteur du charbon, céréales, engrais, minerais, - qui s'effondre et dont on prévoit en 1985 qu'il sera amputé de sept à huit navires (comme en 1984)

« Quand j'entends la somme des doléances et parfois de gémisse-ments...», lançait M. Mitterrand la maine demière, en Alsace, à l'adresse d'un certain petronat. En écoutant les armateurs français, le 27 novembre, énumérer tous leurs maîneurs, on se demandait si le pré-sident de la République dans son propos de Mulhouse n'avait pas une petite pensée pour eux...

FRANÇOIS GROSRICHARD.

Par more tone

There is all the part

 $ters((2\rho_{T_{n-1}D_n}), \rho_{\overline{n}})$

Marin Francisco Sp.

many server from areas were large

Contracting White and the supplemental supp

No. State

Apr. 2 - 4.3

Laplace Services

Visit or mery

The other was dis-

Contraction of the States

BOATT STANK

But from 146

The life by the A.

TO STATE OF STREET

And the same of the same

1.4 ... 4.04

Service Property of the Con-

VI 1 1 16

April - Said

Talenta Park Sold

Strategy Parties

APATELLE OF LEA

White or the

Property of the same

Y delication of the same

Military Property

Trize in Fig.

Add the state of t

A Line of the

Polist Anna Park

Million of Francisco

To the state of th

dy many day of the

this to the first the first the first than the firs

Astronom Fires

The Print of the state of

See 1911 - 199 tal eniff 4 410 geranft fir

The street of the street

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DU ZAIRE

RÉHABILITATION ET EXTENSION DE COMPLEXE SUCRIER DE KILIBA

RÉGION DU KIVU

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le conseil exiscutif de la République du Zaire, en quelité de meître d'ouvrege, et le Sucreire de Kiliba (SUCKI) «.a.r.l., en quelité de meître d'ouvre, bénéficient d'un finançament de la Banque africaine de développement (BAD) pour le réhabilitation et l'extension du complexe sucrier de Kiliba.

L'acquieixion des biens et services de ces marchés sers effectués en accord evec les principes de base de-compétition internationale tals que préconieés per Le premier marché regrand la fourniture des metériels et équipements agri-coles autremes

Lot 1: tracteurs 4 x 4, preus jumelle, de 180/185 CV avec ettelage trois points pour dito et barres ports-outile pour dito; Lot 2: tracteurs 4 x 4 de 145 CV;

Lot 3: trecteur épandeur d'engraie, synohronieé de 100 CV; Lot 4: équipements seraper pour tracteur 180/185 CV; Lot 5: landsplaie mobile;

Lot 6: Andsplere mobile;
Lot 6: équipements pour sous-solage;
Lot 7: rhivaleuse compière;
Lot 8: charrues à disques 12 x 32;
Lot 8: épandeur herbicide porté de 2 000 litres;
Lot 10: équipements alliconseurs;
Lot 11: équipements billonneurs;

Lot 12: pelle accavarios; Lot 13: équipements sous-soleurs repouses; Lot 14: équipements butsurs pour repouses; Lot 16: chargeurs hydraufiques; Lot 16: remorques à chaînes 7 tonnes;

Lot 17: chargeur frontal + Cane Stocker;

Lot 17: chargeur frontal + Care Stocker; Lot 18: amplidredge H 400/4; Lot 19: pompes à vis hélicoïdales de 1 000 m3/h; Lot 20: pompes à vis hélicoïdales de 300 m3/h; Lot 21: récofauses de carnes longues;

Lot 22: moteurs 22 CV. Les offres peuvent être remises pour un ou plusieurs lots.

2. - Conditions de participation.

Le participation est ouverte à égalité de condition à toute personne physique ou morale ou groupement desdites personnes justifiant des références techniques et financières ressortesent d'un Etat membre de la Banque africaine de développe-ment ou d'un pays participant au Fonde efricain de développement. 3. ~ Consultation et acquisition des doselers d'appel d'offres.

Les dossiers d'appel d'offres (cahier des charges) sons disponibles depuis le 20 novembre 1984 aux adresses suiventes : - KINSHASA: Socrerie de Kliba

KINSHASA I Tel.: 23622 Telex: 21491

contre palement de Z 4000, non remboursables. - ANVERS (Belgique): Sucref SA

Tel.: (03) 233-59-40 - M. Lonnie contre palament de FB 6 000, non remboursables.

4. — Lieu et date de réception des offres. Les offres ridigées en langue française et en six exemplaires (un original et cinq copies) devront parnenir par envoi recommandé avec accusé de réception il

> Cornell cars any distribute Sucrerie de Kilibe s.a.r.L.

avenue Mfurro-Luturu KINSHASA (République du Zaire).

Elles peuvent également être remises de la main à la main contre accusé de sécapion à l'adresse sua-mentionnée, ainsi qu'au siège accial de la Sucrete de Kikha, à Kilha (région du Kivu), au plus tard le 18 janvier 1985, à 12 heures GMT (13 heures locales).

5. — Ouverture des offres.

L'ouverture des offres aura lieu en séance publique le 21 janvier 1985, à 8 heures GMT (9 heures locales), eu siège sociel de la Sucrerie de Kiliba.

& - Durée de validité des offres.

Les soumissionnaires resteront liés per les termes de leur oftre pandant cant vingt jours à compter de la date d'ouverture publique des offres.



17 Fchez votre marchand de journaux.

LAVENIR EST RAREMENT CONFORME AUX PREVISIONS LES PLUS COURANTES ... VOLVO UN EST L'N BON ENEMPLE

NOUS DEVIONS BATIR UNE VERITABLE STRATEGIE A LONG TERME, NOS ACTIONS DEVAIENT ETRE DECIDEES ET COHERENTES. CET ESPRIT DE DECISION EST LA CONDITION DU SUCCES SUR NOTRE PLUS GRAND MARCHE, IL GOUVERNE EGALEMENT NOS OPERATIONS DANS LE SECTEUR ENERGETIQUE, - 17 7 2 2 2 3 2 3 2 3

LES BENEFICES REALISES PAR NOTRE ACTIVITÉ AUTO-MOBILE EN 1983 SONT DUS A DES STRATEGIES ET DES PLANS D'INVESTISSEMENT ELABORES A LA FIN DES

C'est des le debut des années 70 que nous avons PRIS DES DECISIONS CLE CONCERNANT NOTRE ACTIVITÉ POIDS LOURDS, NOUS AVONS COMMENCE A EN RECOLTER : LES FRUITS 5 ANS PLUS TARD JUSTE AU MOMENT OU LES PERSPECTIVES AUTOMOBILES SEMBLAIENT ETRE, ELLES, MOINS FAVORABLES. IL APPARAIT DONC QUE LA PERSISTANCE ET LA COHERENCE DES EFFORTS SONT INDISPENSABLES AU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET QUE DES ACTIVITES LARGEMENT DIVERSIFIEES PEUVENT APPORTER UNE APPRECIABLE STABILITY ALX PROFITS.

> VOLVO PEHR G. GYLLENHAMMAR PRESIDENT DIRECTIVE GENERAL VOLVO

\$P\$\$\$2000年,1910年1915年20日 | 1910年 | 19

A WITH THE APPRES INTER

THE PARK FAMILIE

A FRANCE AND

 $(g,r) = g(g,r) \in \Omega^{1/2}(\mathbb{R}^n)$

1000

1 2 4 4

100

district of the

 $(\underline{\mathcal{A}}_{i,j},\mathcal{A}_{i+j})^{*}$

 $(x_1,\dots,x_n)^{n-1}$

A 1 1 4

 $\| \frac{1}{2} - 1 - \frac{1}{2} - \frac{1}{2}$

 $= (1, \frac{-1}{2} \underline{\partial}_{\underline{\partial}_{1}}^{-1} \underline{\partial}_{1}^{-1} \underline{\partial}_{1}^{-1} \underline{\partial}_{1}^{-1} \underline{\partial}_{1}^{-1}$

200

5 (May 2) 11

5...

1000

All Section 1

 $\pi_{k}(f): \Re f$

11 1884 C. C.

1. 19 10

100

 $q_{\mathcal{F}_{k}}(x,x_{k}) \neq$

 $\underline{x} \neq \underline{x} \in L_{2}^{\infty}$

.

- 3 to 15

E-1 7

-

.. 200

Aux Etats-Unis

le projet de réforme

FISCALE PRÉVOIT UN

ACCROISSEMENT DES

TAXES SUR LES ENTRE-

Le Trésor américain a présenté, le 27 novembre, un projet de réforme

fiscale qui entraînerait une réduc-

tion du taux des impôts et l'élimination de certaines déductions. 78 % des Américains paieraient ainsi des

taxes plus faibles ou inchangées. Ce projet se traduirait notamment par une diminution d'environ 8,5 % des

contributions individuelles et par

une augmentation des taxes sur les

D'après M. Donald Regan, secré-taire au Trésor, il s'agit de simplifier

le système fiscal americain et de le rendre » plus équitable ». Le plan

ne provoquera pas, selon lui, une augmentation déguisée des impôts, la réforme étant censée être « neu-

tre's sur le plan des recentes. Cette

réforme doit en tout cas être étudiée par M. Ronald Reagan avant son message de janvier sur l'état de l'Union, d'autant qu'elle risque de susciter l'hostilité de nombreux

Le projet propose de ramener à trois les quinze tranches d'imposi-tion actuelles, les taux qui varient de

11 % à 50 % revenant à 15 %, 25 %

et 35 %. En outre, un taux aniforme

de 33 % serait applicable aux entre

prises, au lieu d'un maximum de

46 %, mais les possibilités d'amortissoments accélérés seraient en partie

abolies et le crédit d'impôt à l'inves-

Salon les experts du Trésor, le

projet de réforme devrait profiter en

priorité aux détenteurs des revenus les plus faibles. Globalement, le

scuil d'exonération pour une famille

de quatre personnes serait relevé à 11 000 dollars de revenu annuel, au

lieu de 8 937 dollars actuellement.

En revanche, les entreprises qui opè-

rent dans le secteur financier ou qui

groupes de pression.

tissement supprimé.

PRISES

••• LE MONDE - Jeudi 29 novembre 1984 - Page 37

LOT 3 — Cansus d'infertion
LOT 4 — Cansus de drainage
LOT 5 — Routes et pistes
LOT 6 — Marténel d'infertion et de drainage
LOT 7 — Marténel topographique
LOT 9 — Marténel de laboratorie agronomique
LOT 10 — Marténel de garage et motorisation
LOT 11 — Marténel de garage et motorisation

Les soumissionnaires auront le droit de soumettre une offre combinée pour les lots ? à 6 inclus, ou une offre combinée pour les lots ? à 11 inclus, ou pour tous les lots à la fous/mais de ne seront pas autorisés à soumettre une offre pour des combinaisone différentes ou pour des lots simples,

Le présent projet et la livraison des équipements et matériels sont financée per la Banque Africane de Développement (BAD). L'appel d'offres est ouvert à tous les pays membres de la BAD et du Fonds Africain de Développement.

PARTICIPATION A LA PRÉSÉLECTION
Les entrepriess intéressées deuront faire acte de candidature auprès du direc-teur général de la Société sucraine du Moso (SUSOMO), Boîte postale BP 835 Bu-jumbura, Burundi, téléphone : 6676, télex 35 BDI avant le 22 décembre 1984. Les renseignements au complet pervent être donnés par télex avec confirm n par lettre recommandée.

Les dossiers des candidats comprendront toutes indications utiles, notam-

mature et l'importance des travaux et les invrasions déjà risissées/exécutées qui à la réalisation et l'axécuton desquelles le soumissionnaire a apporté son concours, avec la mention précise de ladite contribution et l'indication des

bilité du soumissionners. Les noms et adresses des représentants au Bunudi s'il y en a. Les détaits concernant les travaux, les équipements et autres fournitures du constructeur/fabricant déjà réalisées/vendues au Bunudi et quand/depuis

nibilité des pièces de rechenge. PROCÉDURE D'INVITATION À PARTICIPER

PROCEDURE D'INVITATION A PAR I INFERM

il sera adressé sux cendidats retenus, une invitation à participer à l'eppel d'offree restreint prévu.

L'invitation confirmera la recevabilité de la candidature et indiquera jes conditions d'attribution du dossier d'appel d'offres.

**ECRIPTION DÉPARTIVE

Les candidats invités devront, s'ils maintiennent leur intention de perticiper,
confirmer leur candidature par pil recommandé, adressé au directeur général de la
SOSUMO à l'ordre indiqué plus heut, dans les conditions presentes dans la lettre

Les entreprises ayant participé aux appel d'offres antérieurs pour le présent projet, devront introduire un nouveau dossier.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier liford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 126 2347.21.32

CONJONCTURE

La Banque de France a diminué de 1/4 % son taux d'intervention

Pour la première fois depuis an point qu'une remontée brutale l'automne, la Banque de France a shaissé son taux d'intervention sur le marché financier, le ramenant, le marché financier, le ramenant, la contrair de la companie de la mardi 27 novembre, de 11 % à 10 3/4 %. Les milieux financiers attendaient cette mesure depuis un certain temps, se livrant même à une certaine spéculation à ce sujet,

n'a jemais dit de bêtise, qu'il se lève. J'avais dit une ânerie quand j'ai parlé d'un travailliame à la

française. > Tel est le nouveau

Jacques Chirac ou plutôt le nou-veau style Chirac, Mardi 27 no-

sion », devant de nombreux

chefs d'entreprise, l'ancien pre-

mier ministre est apparu à le fois ouvert à la critique (« oul, j'ai au tort », a-t-il admis par deux fois), très critique à l'égard des socia-

listes (« qui trichent et nous trompent » en matière de déficits

et de statistiques (budget, Sécu-rité sociale, chômage), mais tou-jours avest imaginatif — voire

prolixe - en matière de ré-

Réforme fiscale : le maire de

Pacis a répété qu'il fallait que les

prélèvements obligatoires bais-

sent d'un point par en. « C'est une priorité absolue, et M. Fran-

oois Mitterrand ne se rend pas

ne le fait pas. » Pour y arriver it faudrait abaisser les dépenses et

parallèlement limiter l'impôt sur

le revenu dont le taux maximum

du barème ne devrait pas dépas-

ser 50 % au lieu de 65 % actuel-

lement. De plus, aucun contri-

charge flecale totale (État et col-

lectivités locales) dépassant la

moitlé de son revenu. Quent à la

taxa professionnelle (e nous nous

étions e plantés » en l'insti-

tuant »), elle devrait disparaître.

L'impôt sur les grandes fortunes

duite au début de novembre, notamment sur le marché des obligations.

Certes, l'Institut d'émission se préoccupe de faire baisser le loyer de l'argent en France, puisqu'il a

son aspect inquisitorial, inaccep-

table « pour la personne hu-maine ». Ce qui n'empêche pas

d'une imposition du patrimoine

Sur la duráe du travail, l'an-

cien premier ministre estime que

la cinquième semaine de congés payés est un acquis irréversible

auquel « il était d'ailleurs favora-

En revanche, l'idéa de la ré-

duction du temps de travail lui semble une idée fausse, comme

d'ailleurs l'idée du traitement so-

cial du chômage, « Quand il v »

des difficultés, on ne peut s'en

sortir qu'en faisant des efforts

supplémentaires et non le

contraire. Nous serons

contraints, un jour ou l'autre, de

revenir sur cette erreur. » Sauf

redressement imprévisible de no-

tre démographie, nous serons

obligés, dans vingt ans, de tra-

conges, dans virigi etts, de tra-vailler plus longtemps (allusion à la retraite à soitante ans), et cela quelle que soit l'évolution de la productivité et de la technologie.

Le seul moyen de lutter contre

Sur les dénationalisations,

M. Chirac s'est montré très pru-

dent; mais il s'est déclaré résolu-

ment favorable à une grande in-

dépendance du gouverneur de la

Banque de France vie-à-vie du

pouvoir. « Feute de pouvoir réfor-

mer son statut, on l'a vidé », a-

t-il dit en parlant du départ de

la chômage est, artin, de donner plus de liberté aux entreprises.

M. CHIRAC AU « FORUM DE L'EXPANSION »

Oui, j'ai eu tort...

d'intervention depuis le printemps: de 12 % à 11 3/4 % le 9 mai, de 11 3/4 % à 11 1/2 % le 21 juin, de 11 1/2 % à 11 1/4 % le 4 juil-let, et de 11 1/4 % à 11 % le 7 septembre.

Ces derniers temps, néanmoins il avait observé une certaine prucitations du marché et aussi des pouvoirs publics, notamment de M. Bérégovoy, ministre de l'écono-mie et des finances, qui se montre anxieux de réduirs le coût du cré-

générale dans le monde; à com-mencer par les Etats-Unis, où la Banque centrale a ramené, la semaine dernière, son taux d'escompte de 9 % à 8,5 %, tandis que les banques commerciales poursuivent le processus de réducrate), abaissé de 13 % en septem-bre dernier à 11 1/2 % au début de cette semaine et, même, à 11 1/4 % pour la Chase Manhattan, troisième établissement du pays. Mais la Banque fédérale d'Allemagne, dont l'attitude com-mande celle de la Banque de France dans ce domaine, n'a pas modifié son taux d'escompte, du moint pour l'instant. A Paris, les autorités monétaires, que ce soit le nouveau gouverneur ou l'ancien. ont voulu, et veulent toujours, que la désescalade du loyer de l'argent

Elles relèvent que la tension sur ce loyer reste encore assez vive. puisque, jeudi 28 novembre, le taux au jour le jour du marché monétaire s'est inscrit à 11 % malgré l'abaissement à 10 3/4 % du taux d'intervention de la Benque.

s'effectue « en douceur ».

• Publication de l'« Atlas mondial ». - Préfacé par M. Alfred Sauvy, l'Atlas mondial, vient d'être publié au prix de 588 francs par les éditions Quillet. Cet œuvrage de 254 pages comprend deux parties : un atlas thématique qui présente, avec illustrations, une quarantaine de sujets, de la genèse du système solaire à la géostratégie et un atlas de géographie qui comporte plus de

utilisent beaucoup de machines per draient un certain nombre d'avantanes.

LETTRE DU PRÉSIDENT GEORGES PEBEREAU **AUX ACTIONNAIRES**

— AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Madame, Monsieur, cher actionnaire,

Par mes lettres récentes et lors de nos assemblées générales, je vous ai informée de la situation de la Compagnie, de la mise en œuvre des accords CGE-THOMSON et des axes stratégiques choisis pour le développement du futur groupe ALCATEL THOMSON. Les perspectives dont je vous ai fait part à ces occasions se concrétisent selon le calendrier prévu.

Les problèmes posés par les filiales qui pesalent ces der-nières années sur les résultats du groupe sont en voie de solution. Notre participation dans INTELAUTOMATISME a été ramenée de 49 % à 19 %. L'évolution de CGA Alcatel, qui vient d'emporter le très important contrat d'équipement du mêtro de Séoul et qui met en place actuellement des solutions appropriées à la situation de sa filiale américaine ALTA ALCATEL, est conforme au plan de redressement engagé fin 1983. FRIDEN ALCATEL enregistre dès le premier semestre 1984 un résultat positif qui n'était attendu que sur l'ensemble de l'exercice. Quant RONEO ALCATEL, l'exploitation avant frais de restructuration sera très proche de l'équilibre dès 1984; l'équilibre global devrait intervenir comme prévu en 1985.

Les autres filiales confirment leur dynamisme. En communication d'entreprise, TELIC ALCATEL renforce ses positions plus rapidement que prévu. Le système d'intercommunication ALCATEL T 16 est désormais commercialisé dans quarante pays, dont le Japon, où ce matériel vient d'être agréé par NTT, et les Etats-Unis, où une participation de 20 % a été acquise dans le capital de la société SONITROL qui le distribue. Les terminanx vidéotex remportent tant en France qu'à l'étranger un vif succès : après l'Italie et les Etats-Unis, l'Anstralie, la Nouvelle-Zélande, la Malaisie, le Danemark, la Suisse et la Norvège en sont anjourd'hui acheteurs. Au total, 700 000 exemplaires aurout été livrés à la fin de l'année.

L'activité des sociétés de service et d'ingénierle informatiques se développe rapidement. GSI ALCATEL, depuis l'acquisition en début d'année de la société allemande AID, est devenue leader européen sur le marché des services aux concessionnaires automobiles. Elle a pris des positions significatives dans le domaine de l'intelligence artificielle et des systèmes experts, notamment en concluent un accord avec CARNEGIE GROUP Inc. Le système DPS 25 de SESA continue une brillante carrière à l'étranger : il s'est implanté en particulier aux Etats-Unis, en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Luxembourg et au Brésil.

Les sociétés françaises du secteur traitement de courrier -SMH ALCATEL et SATAS - élargissent leurs succès antérieurs et acquièrent leur indépendance technologique grâce à une nouvelle gamme de produits électroniques entièrement développés au sein du groupe.

Au total, à fin septembre, le chiffre d'affaires consolidé du groupe ALCATEL s'élève à 9 972 millions de francs, en augmentation de 11,4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent; les facturations de CIT ALCATEL ellemême earegistrent un accroissement un pen supérieur et atteienent 4 419 millions de francs.

A la même date, les commandes, en légère progression pour semble du Groupe, sont en régression dans le domaine des télécommunications publiques, ce qui traduit la stagnation du marché national — temporairement aggravée par certains décalages de notifications - que l'accroissement des ventes à l'étranger ne permet pas de compenser.

Pour ce qui concerne la mise en œuvre des accords CGE-THOMSON, les structures juridiques et financières de THOMSON TELECOMMUNICATIONS et l'organisation du mandement et de la gestion du futur ensemble ALCATEL THOMSON sont en place. Dans le domaine de la recherche, ALCATEL THOMSON Développement regroupe désormais les moyens de CIT ALCATEL et de THOMSON CSF. TELE-PHONE consacrés à la future génération de matériels de communication publique. Enfin, au plan commercial, ALCATEL THOMSON International est opérationnel et fournit aux deux groupes les moyens d'une action cohérente et renforcée sur les

Il faut maintenant adapter l'appareil de production. Dans industrie qui bénéficie d'un marché en expansion, les plus grands constructeurs mondiaux - ATT, ITT, SIEMENS notamment — ont entrepris une profonde mutation de leurs structures industrielles pour tirer parti des accroissements considérables de productivité qu'engendre une évolution technologique exceptionnellement rapide. ALCATEL THOMSON ne pourra demeurer présent dans la compétition s'il ne maintient pas un niveau de compétitivité comparable à celui qui a permis à CIT ALCATEL d'assurer son expansion et celle de ses filiales.

Les incidences sur l'emploi de cette nécessaire mutation ne pervent être évitées. Conformément, cependant, aux indications qui out été données lors de la présentation du plan de rapprochement des activités de communication civile des groupes CGE et THOMSON, les réductions d'effectifs seront sensiblement moins importantes que celles qu'auraient dû consentir les deux constructeurs s'ils n'avaient pas conjugué leurs efforts. Dans le but de les rendre plus supportables pour les hommes et les femmes concernés, un plan social a été mis en place dans CIT ALCATEL et dans les sociétés de télécommunications publiques de THOMSON TÉLÉCOMMUNICATIONS. Parallèlen effort vigoureux est engagé en vue de la création d'emplois par le lancement d'activités nouvelles et le développement d'activités existantes, tant au sein du Groupe qu'à travers le soutien apporté à des entreprises extérieures dans les régions touchées par nos

· ••• Confronté à la réduction de son marché intérieur et à la diminution des moyens financiers de ses clients traditionnels à l'extérieur, ALCATEL THOMSON; ayant désormais rassemblé ses forces, est amené à redéployer géographiquement son action en direction des pays nouvellement industrialisés et des grands pays industriels.

Aux premiers, comme il le fait notamment dans le sud-est asiatique, il propose, au-delà de la fourniture d'équipements, une coopération pour la mise en place de réseaux complets et le transfert de sa technologie en vue de la création d'industries locales. L'ensemble des contrats passés avec l'Inde depuis deux ans an formula l'illimitation.

En Europe, les récentes décisions des autorités britanniques et les problèmes rencontrés par le projet franco-allemand le radiotéléphone constituent certes des déceptions : ils traduisent les difficultés des pays européens à fournir une réponse industrielle vigoureuse à l'offensive des constructeurs américains et japonais. Mais ALCATEL THOMSON continue d'apporter son concours actif aux initiatives favorables à un espace européen des télécommunications et explore systématiquement toute occasion d'ouverture et de coopération : c'est dans ce sens que vient d'être conclu un accord de collaboration technique avec la société ita-Seeme ITALTEL Aux Etats-Unis, ALCATEL THOMSON a engagé un

effort massif pour saisir l'opportunité qu'offre la déréglementation. En commutation publique, grâce à la haute qualité de service qu'il fournit en exploitation, le système E 10 Five, lancé sur le marché en 1983, voit ses ventes se développer à un rythme soutenu : les équipements en service ou en commande intéressent déjà plus de trente sites pour le compte de cinq compagnies différentes. Pour les systèmes de transmission terrestre de haut de gamme, les trois plus grands exploitants américains font confiance à la technologie de pointe de CIT ALCATEL. Dans le domaine des transmissions sous-marines, la Compagnie a été appelée à participer à la construction de la première haison transtlantique sur fibres optiques TAT 8. Par l'intermédiaire de LYNCH COMMUNICATION SYSTEMS, dont le cours de l'action a doublé depuis,un an, CIT ALCATEL est présente sur le marché en fort développement de la distribution d'abonnés aux Etats Unis. Enfin, à travers la participation dans la société COMMUNICATIONS CORPORATION OF AMERICA (CCA), TELIC ALCATEL et THOMSON CSF TELEPHONE ont désormais accès à un important réseau d'installations et de maintenance pour leurs centraux téléphoniques privés. *

Face au défi de la compétition internationale, les promesses du marché justifient que le groupe ALCATEL poursuive et amplifie ses efforts. Ceux qu'il a consentis au cours des deruières années portent leurs fruits et devraient se traduire des 1984 au niveau des résultats consolidés.

Mais cet acquis serait fragile et peu durable s'il n'était pas le point de départ d'une nouvelle progression dont les objectifs ne peuvent être que très ambitieux puisqu'il est assuré que, dans peu d'années, senis quelques grands constructeurs seront encore pré-sents à l'échelle mondiale dans l'industrie des télécommunications. La tâche est considérable et difficile; mais la mener à bien est une condition impérative du maintien de la rentabilité et de la défense durable de l'emploi. La maturité acquise aujourd'hui par . la Compagnie lui en donne les moyens.

P

ENERGIE

La Grande-Bretagne au centre du jeu pétrolier

(Suite de la première page.)

Outre le fait que, quelques jours avant la décision britannique, plu-sieurs grandes compagnies ont fait preuve sur le marché au jour le jour d'une activité exceptionnelle - ce qui semble indiquer que la surprise
n'a pas été totale pour tout le
monde, — la rapidité de la réaction
britannique, vingt-quatre heures à
peine après l'annonce norvégienne; prouve, s'il en était besoin, que Londres était prêt à sauter sur l'occasion. - C'était peut-être un accident, mais un accident bien venu... ... assure M. Joseph Stanislaw, économiste de la société Cambridge Energy Research Associates.

Accident? Coup de folis? Ou de prime - - october blues - - selon la boutade du ministre koweltien du pétrole ? Le fait est que les Britanniques, en choisissant pour réduire leurs tarifs la veille de l'hiver, saison traditionnellement favorable à un raffermissement du marché, ont pris de court la quasi-totalité des milieux pétroliers, au premier rang desquels l'OPEP. Tablant sur la bonne volonté manifestée par le Royaume-Uni depuis plus d'un an, notamment pendant la crise de l'été dernier, l'organisation abordait l'autonne avec confiance, au point d'avoir envisagé un relèvement prochain du plafond et des quotas de production qu'elle s'était imposés depuis-mars 1983.

Au lieu de cela, les treize pays membres, s'avouant douloureuse-ment surpris d'une décision « non

PEtat dans les affaires pétrolié

le système britamique se vent tota-lement neutre. Neutre vis-à-vis de la production, poisque, depuis la privatisation en 1982 des activitie «exploration, production» de la BNOC, la totalité du brut extrait en une du Nord est entre les mains des companyements printes que plus

des compagnies privées, on plus exactement des « majors » (les compagnies internationales détien-

compagnies internationales détien-nent 70 % des permis d'exploration

et les groupes américains à eux senis 50 %). De surcroit, le gouver-

fois, en 1974 et en 1982, garanti aux productieurs qu'il ne pèserait en aucone manière sur les aiveaux

"Il n'a donc, à court terme, ances moyen de paser directement sur les volumes produits, car les campa-guies, souveraines en in matière, n'out ui désir ai intérêt à diminuer

n'ont ui désir al intérêt à diminser leur rythme d'extraction. Le pétrole britannique constitue én effet non seulement leur principal moyen de pression vis-à-vis de l'OPÉP, mais sussi une production fort rentable. De surcroit, le système fiscal les pousse, en cas de problème, à réduire plutôt le prix que les volumes produits. Le taux d'imposition à la production fort dievé (88 % à la marge) fait que toute baisse de prix de 1 dollar coûte au Trésor 88 cents et aux compagnies 12 cents, alors qu'elles gagnent, selou les champs, de 3 à

pagaest, selou les champs, de 3 à 5 dollars par baril extrait et vends.

vis-à-vis des prix. La BNOC est certes chargée, pour garantir l'approvisionnement britannique en

Nestre, le système l'est aussi

justisiée par l'état du marché », pour reprendre l'expression du ministre koweitien, ont dû, au terme d'une conférence extraordinaire-ment houleuse, le 31 octobre à Genève, accepter de réduire leur production afin de défendre leur prix de référence (29 dellars par prix de référence (29 dollars par baril), désormais supérieur aux tarifs britannique, norvégien, nigé-rian et américain. Avec l'espoir que le redressement attendu du marché serait assez fort pour pousser les pays fauteurs de troubles à relever leurs prix d'ici à la fin de l'année.

Ayant réussi à réadapter ses tarifs officiels à la réalité du marché, sans provoquer jusqu'ici la chute en spirale des prix redoutée par tous ses experts depuis deux ans, le gouver-nement britannique a clairement renvoyé la balle dans le camp de l'OPEP : l'organisation est seule chargée désormais de préserver la stabilité des prix mondiaux en jouant une fois encore le rôle de pro-ducteur d'équilibre. En reprenant ainsi brutalement l'initiative, Londres a clairement rompu avec la politique d'alliance tacite menée depuis deux ans, et rendu à l'OPEP la monnais de sa pièce.

Car c'est bien malgré lui que le gouvernement britannique avait été placé dans le rôle ingrat de gardien des prix mondiaux, rôle que ni sa politique ni son système, libéraux et non-interventionnistes (voir encadré), ne lui permettaient de tenir durablement, compte tenu des pres-sions exercées par le marché.

cas de crise, de recuelitir et d'écou-ler grosso modo 57 % de tont le brut extrait, correspondant d'une part aux rodevances (12,5 %) ver-sées en nature à l'Etat par les com-pagules et, d'autre part, aux quan-tités définies par les accords de participation signée avec chaque producteur (soit 51 % de en qui raste après palement des rede-vances). Mais, cantonnée par Mine Thatcher dans le rôle d'inter-médiaire courtier, sans production propre, sans capacité de stockaga, ai pouvoir d'intervention rôel ser le marché — et « suns taleur », disent

marché — et « sans talent », disent les mauvaises langues britanni-qués, — elle se contente de confronter tous les trimestres les desiderats des producteurs et de sés clients pour fixier en prix offi-cies aussi proche que possible de la valeur réelle du marché, sans prilie-ver aucun béséfice.

Les autorités perveur certes exercer des preasions sur les compagnies à l'occasion des attributions de licences d'exploration — laissées à l'arbitraire, — ou des négociations fiscales et de partage de la production. Mais l'Ebat risque, à trop manier le bâton, de voir les compagnies délaisser les champs de la mer du Nord. Le gouvernement n'a-t-il pas dû, pour relancer l'intérêt des «majors» après un huitième round d'attribution de licences décevant, abaisser massivement l'an passé sa fisca-

Les autorités peures

Un système neutre

 Depuis janvier 1983, nous avons été mis sous les feux de la rampe par l'OPEP, qui trouve commode de détourner sur nous l'attention », gémissait en septembre l'un des directeurs de la compagnie nationale BNOC.

C'est un fait. Depuis le siasco de la conférence de l'OPEP, le 24 jan-vier 1983, la pression ne s'était qua-siment pas relâchée sur les autorités britanniques. Le puissant ministre saoudien du pétrole, Cheikh Yamani, avait alors placé la Grande-Bretagne devant see perponeshilités Bretagne devant ses responsabilités. en décrivant un scénario-catastrophe qui, exactement réalisé, devait abou-tir, quelques semaines plus tard, suivant une baisse des prix britanni-ques, à une réduction générale de 14,7 % des prix mondiaux. Les mêmes causes risquant de produire les mêmes effets, les prix officiels du pêtrole de la mer du Nord étaient devenus la cié de toute la grille de prix de l'OPEP. Cet enchaînement fatal pour les

Britanniques n'était pas seulement le fruit d'une volonté délibérée et malfaisante de l'OPEP. Il reflète fondamentalement la situation concurrentielle des bruts de la mer du Nord placés au point d'équilibre du marché occidental par le hasard de la géographie et le désir des com-pagnies d'opposer au pétrole du Moyen-Orient une production qu'ils maîtrisent totalement La Grande-Bretagne est, avec la Norvège et le Nigéria, de par la qualité de ses bruts et sa position géographique, l'un des principeux fournisseurs d'appoint du marché américain. Mais elle fournit aussi en priorité et pour les mêmes raisons l'Europe occidentale, où elle concur-rence les pétroles extraits d'Afrique du Nord et du Moyer-Orient, ces derniers étant les fournisseurs d'appoint du Vieux Continent. Les cours des bruts britanniques sont donc influencés, d'une part par le niveau de la demande et des prix intérieurs américains, et d'autre part par les prix et le niveau de l'offre des producteurs du Moyen-Orient.

Déséculibre

Oue la demande et les importanuer, et les exportations britanniques se reporteront sur l'Europe, diminuant d'autant la demande de bruis du Golfe. Les compagnies, qui seules ont la matrise du niveau de la production en mer du Nord (voir encadré), ne veulent en effet à aucun prix réduire celle-ci pour équilibrer le marché, préférant laisser à l'OPEP ce soin. Tant que les producteurs arabes, au premier rang desquels l'Arabie saoudite, sont disposés à absorber cette baisse en réduisant leur nivean d'extraction, l'influence sur les cours reste limitée. Mais si les pays du Golfe estiment que les limites de leur résistance sont atteinnes et ne réduisent pas assez vite leur production, les prix en Europe chutent, en priorité sur le marché britannique.

C'est exactement ce qui s'est passé depuis deux ans, où, à plu-sieurs reprises — en janvier puis en décembre 1983, et en juillet 1984, — l'Arabie saoudite a cessé de jouer son rôle de producteur d'équilibre, précipitant une chute des cours sur les marchés libres, sans cesser de

souligner les responsabilités de la Grande-Bretagne. Ne pouvant agir sur son propre niveau de production pour rétablir l'équilibre, le Royaume-Uni se trouvait en quelque sorte otage de la guerre déclarée entre l'OPEP et les compagnies. Il était contraint de maintenir coûte que coûte des prix officiels artificiellement élevés, de peur d'apparaître une seconde fois comme « celui par qui le scandale arrive », et de déclencher une nouvelle baisse mas-sive des prix mondiaux, dont il risquait de faire le premier les frais.

La menace agitée en permanence par l'OPEP était claire : laissons chuter les prix, nous verrons bien qui sort gagnant au bout du compte, disaient en substance les pays pro-ducteurs qui, comme l'Arabie saoudite, savaient pouvoir compter sus des coûts de production extrême-ment faibles, alors que les coûts de la mer du Nord sont parmi les plus levés du monde.

La situation britannique était d'autant plus inconfortable que les prix des bruts légers, comme ceux de la mer du Nord, étaient depuis mars 1983 nettement surcotés par rapport à ceux des pétroles plus lourds, dont l'industrie du raffinage peut désormais tirer une meilleure valorisation. La compagnie natio-nale britannique éprouvait donc, comme son homologue norvégienne, des difficultés croissantes pour écou-ler ses bruts aux prix officiels auprès des compagnies clientes, avec lesquelles elle avait été contrainte de conclure des arrangements plus ou moins acrobatiques.

Le coup de poker joué en octobre par le gouvernement de Mª That-cher montre qu'il n'était pas prêt à se laisser durablement enfermer dans ca rôle d'orage pétrolier, pris en étau entre l'OPEP, seule capable in fine d'équilibrer le marché, et les « majors » dont il dépend pour son niveau de production et la fixation de ses prix. Ce d'autant qu'un troi-sième partenaire, aussi génant que les précédents, s'était depuis peu introduit dans le jeu en la personne

VÉRONIQUE MAURUS.

Prochain article:

L'INEVITABLE **BAISSE DES PRIX**

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

أستعا ومحاصرتها والمحاورين والمراوية والمجاورة والمتحودة المحار والمحادث والمراور والمراور والمراورين

UNION DE BRASSERIES

Aux porteurs d'obligations 10,25 % 1976 de 350 F convertibles en actions

Le conseil d'administration d'Ilaion Le consell d'administration d'Union de Brasseries, dans sa séance du 27 septembre 1984, a décidé de convoquer, le jeudi 13 décembre 1984 à 11 heures, au siège social, 33, avenue de Wagram, 75017 Paris, une assemblée générale extraordinaire des porteurs d'obligations 10.25 % 1976 de 350 F nominal convertibles en actions. tibles en actions,

L'objet de cette assemblée est de statuer sur la renonciation par les obliga-taires à leur faculté de convertir leurs obligations en actions.

Au cours de cotte assemblée, le Au cours de cette assemblee, le conseil indiquera les motifs qui l'out conduit à cette proposition et les raisons qui lui font se prononcer en faveur de la renonciation à effet de la date de l'asemblée, sous réserve de l'homologation

judiciaire de la décision prévue par l'ar-ticle 316 de la loi du 24 juillet 1966 et de l'observation des prescriptions de l'article 230 du décret du 23 mars 1967.

Il est précisé que les Brasseries et Glacières internationales achèteront les Giacières internationales acheteroni les obligations convertibles qui pourraient être présentées à la vente jusqu'2 la date de l'assemblée, ainsi que les obligations qui pourraient également être présentées à la vente pendant les six mois qui suivront cette assemblée au prix moiyen du marché observé depuis le 1º janvier 1984, soit 370 F coupon attaché.

L'avis de convocation indique que les obligataires qui ne pourraient assister à l'assemblée sont invités à retourner le pouvoir de représentation joint à l'avis de convocation.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations novembre 1983, Société anonyme de gestion et de contrôle de participations (SAPAR) à taux révisable

Tank retenu pour 1984 : 14,10 %. Les intérêts courus du 12 décember 1983 au 11 décembre 1984 sur les obij gations SAPAR, à taux révisable novembre 1983, seront payables, à partir du 12 décembre 1984, à raison de 634,50 F per titre de S.000 F nominal, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 70,50 F (montant global : 705 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 105,70 F, auquel s'ajoutera la retenus de 1 % calculée sur l'intérêt brut, conformément à la loi de finances

pour 1984, soit 7,05 F, fairant ressortir un net de 521,75 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impois.

Il est rappelé qu'en application de l'article 94-2 de la loi nº 81-1160 du 30 décembre 1981 et du décret nº 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, l'emprunt ci-dessus mentionné n'est pas matérialisé par la création de titres; en conséquence, le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'inter-médiaire habilité choisi par lui.



(Publicité)
IMPORTATEUR EUROPÉEN,
SIÈGE EN AUTRICHE, offre représentation exclusive de NOUVEAUTÉ MONDIALE FILTRE CLARIFIANT BEOLOGIQUE mettre simplement sur le robinet, le café, le rhé, etc. HELMA, P. HOHENEDER, A-1100 WIRN, ALKINGERGASSE 14/12

SIMCO

Inscription obligatoirs des actions au nominatif

Messieurs les actionnaires sont informés que, par suite de la décision de l'assemblée générale axtraordinaire du 20 juin 1984 et du conseil d'administration du 23 octobre 1984, les actions de la Société dolvant être obligatoirement inscrites au nominatif à compter du 23 novembre prochain pour pouvoir faire l'objet de négociations en Bourse, recevoir les dividendes et participer aux diverses opérations sur titres.

En conséquence, les propriétaires d'actions au porteur sont tenus de de-mander à leur intermédiaire financier habituel (banque, agent de change, compte de « nominatif administré », soit de « nominatif pur » tenu par la Banque Indosuez, mandataire de la So



de F 494 589 600

avec droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires à raison d'UNE obligation pour SIX actions

au 27 décembre 1984 inclus <u>Droits de souscription</u> négociables

à la Bourse de Paris.

Durée: 10 ans, 2 mois et 8 jours.

Amortissement: En 5 séries égale
le 1 avril de chacune des années

d'UNE action pour UNE obligation.

Prix d'émission: Le pair soit F 720
par obligation.

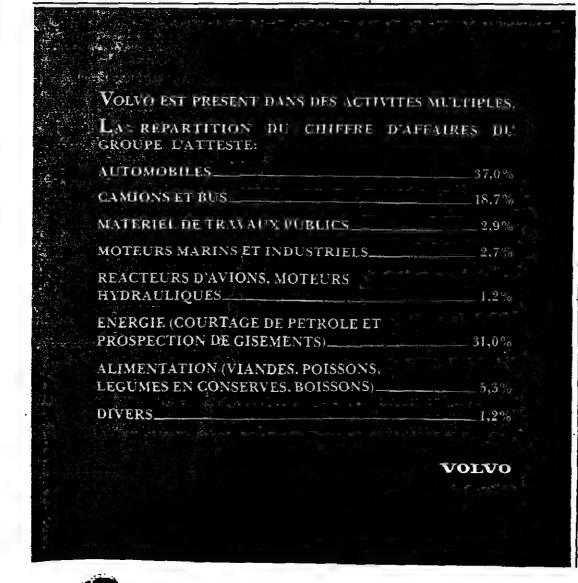
Délai de souscription: Du 26 novembre

27 décembre 1984 inclus

limérêt annuel: 9,50 %
soit F 68,40 par obligation payable
pour la première fois le 1" avril 1986 (F 80,96).
Jouissance et règlement: Le 24 janvier 1985. Durée: 10 ans, 2 mols et 8 jours. Amortissement: En 5 séries égales, Convertibilité en actions: A tout moment à compter du l'avril 1985 à raison

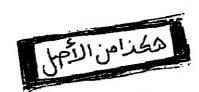
Taux de rendement actuariei brut: 10.75 %. (en cas de non conversion)

Une note d'information, qui a reçu la visa de la COB nº 84-266 en date du 30.10.1984, est tenue à la disposition du public. B.A.L.O. du 19.11,1984.



Cest vrai. Certains suc Poulenc étonnent certains o jents fitaudets.

Il faut dire que Rhô appris le Japon, appris aponais, a penser en fediger ses factures en Poulenc Japan limited no



AFFAIRES

LE CONTENTIEUX AMÉRICANO-EUROPÉEN SUR LES TUBES D'ACIER

Marche arrière de Washington

Les Etats-Unis ont décidé, le novembre, de rejeter la proposi-n des dix pays de la Communauté le Monde du 24 novembre) visant limiter, l'an prochain, leurs exportions de tubes d'acier à hauteur de 5 % du marché américain. Ils ont rallèlement bloqué toutes les portations de ces tubes européens ci à la fin de l'année. Un blocus i risque d'envenimer sérieusement relations entre l'Europe et les

L'objet du litige est la part de elque 15 % prise depuis le début 1984 par les « tubistes euro-ens » sur le marché américain, qui né en 1982 et qui portait sur une en 1982 et qui portait sur une et de marché de 5,9 %. M. Davina, commissaire européen aux aires industrielles, semblait, le novembre, être parvenu à un nou-le arrangement de principe avec les prités américaines autour d'un ita de 7,6 %. De retour en ope, il obtenait des ministres des un mandat pour signer, en fai-t valoir que les Etats-Unis menataire de bloquer leurs frontières

Mais, de leur côté, les maîtres de forges américains jugeaient ce nou-veau quota de 7,6 % trop élevé et faisaient savoir à l'administration Reagan qu'elle s'était engagée trop vite. Celle-ci, donc, a fait machine atrière de façon suppreparation arrière de façon surprenante.

M. Davignon a réagi en considérant l'arrangement de 1982 comme caduc et exprimant sa « déception devant la décision sans précédent des États-Unis ». La CEE pourrait porter l'affaire devant le GATT et imposer des mesures de compensa-tion, comme elle l'a fait déjà pour les aciers spéciaux. Les Européens font remarquer que si leur part du marché a augmenté sensiblement, les volumes exportés en 1984 (en moyenne, 107000 tonnes par mois) sont supérieurs à ceux de 1983 (35000 tonnes par mois), mais iden-tiques à ceux de 1982 (107000 tonnes), date du premier arrangement

HAUSSE DES PRIX DES PNEUMATIQUES DE 2,5 % le 1" décembre

es prix des pneumatiques vont nôt augmenter. La direction de oncurrence et de la consommaa autorisé les fabricants à majompter du 1 décembre prochain, jui porte la hausse pour 1984 % (contre 7 % l'an dernier).

'n mai dernier, dans le cadre de 😘 zagement de modération, les stricks avaient été autorisés à er leurs tarifs de 3,5 %. Tous ndant ne modifieront pas leurs mes en même temps. Goodyear Uniroyal (groupe allemand ir qu'ils maintiendraient leurs jusqu'au 16 décembre. En nche, la firme Michelin, dont la ution reste délicate, pourrait être - née à profiter tout de suite de la ité offerte.

 Le papier Albai sous contrôle américaia. – Le groupe Pechiney a signé un accord de principe avec le chimiste américain Union Carbide, premier fabricant mondial de piles, premier fabricant mondial de piles, en vue de lni céder le fonds de commerce et toute l'activité « bobinage d'aluminium ménager » exercée par sa filiale CEBAL sur le site de Rugles (Eure). Attachée à cette activité, la marque Albal sera également vendue à la firme américaine. La réalisation de ce projet sera soumise à l'approbation des organes de décision des groupes industriels concernés ainsi qu'à l'autorisation définitive des pouvoirs publics.

 Net recui des constructeurs étrangers sur le marché ouest-allemand de l'automobile. – La part du marché ouest-allemand de l'auto-mobile détenue par les marques étrangères est tombée à 26,6 % en octobre contre 29,7 % en septembre, 33,5 % en août et 28 % en avril avant la grève dans la métallurgie. La part des constructeurs français est tombée, en un mois, de 8 à 6,8 %. Peugeot SA, en revanche, augmente ses ventes, occupant 4,1 % du mar-ché contre 3,5 % le mois précédent. - (AFP.)

MARCHE INTERBANCAIRE DES DEVISES

`	COURS	DO SOUN	ட	UN		•	L.	DEU			L			<u> </u>
F i	+ bas	+ heer	Re	p. +	94 d	śp., –	Re	p. +1	90 d	ép. –	Re	p. +	m d	ép. –
1	9,3968	9,3990	+	130		146						330	+	430
	7,0967	7,1043				28			+	17		157	-	67
98)	3,8252	3,8319	+	133	+	142	+	259	+	277	+	718	. +	768
	3,0616	3,0636						251				685		727
	2,7144	2,7165			+	337	+	217	+		+	574		612
. ; 99)	15,2039	15,2124	 –	11	+	39	+	3	٠+	92	-	179		
	3,7212	3,7239					÷	339		359		958		1015
30)	4,9453	4,9494	-	178		160	! –	357				1093		1006
	4,9453 11,2968	11,3870	+	62	÷	103	+	164	+	231	+	255	+	423



EST INTÉRESSÉE à l'achat de bandes enroulées en acier laminé à chaud, à la vente de tubes et à la transformation de bandes en tubes.

2 (2.5)

a registration

. North of the second of the

5 ار میراند. میراند **ØFADASIDER**



Tel.: 236.94.48 - 508.86.45





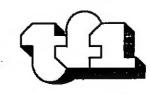


EXPOSITION CVLTVRA LATINA

"A LA DECOUVERTE DU MONDE LATIN"

SCIENCES · TECHNIQUES · COMMUNICATION · CULTURE

DU 8 AU 16 DECEMBRE 1984 GRAND PALAIS PARIS



de placements judicieux;

disponibilité de votre Conseil en placement,

NIVARD, FLORNOY & CIE Agents de Change 20, boulevard Montmartre, 75009 PARIS

> Sur envoi de votre carte de visite, nous vous adresserons gracieuse-

ment notre périodique d'information: **EN BOURSE**

AFFAIRES

AUX ETATS-UNIS

Tenneco reprend la division agricole d'International Harvester

Le conglomerat américain Ten-neco a décidé de racheter la division de machinisme agricole d'Interna-tional Harvester, le géant malade de Chicago. Le groupe Tenneco versera 260 millions de dollars au comptant, ainsi que 170 millions de dollars en actions privilégiées, qui ne donne-ront pas droit à dividende tant qu'il y aura des pertes suscitées par l'acti-vité machinisme d'IH. Celle-ci reorésente le tiers du chiffre représente le tiers du chiffre d'affaires de la firme, exactement 1,3 milliard de dollars sur 3,6 milliards.

L'accord prévoit la reprise des usines américaines et britamiques. Mais la situation des unités fran-çaises (Croix dans le Nord, Saint-Dizier en Haute-Marne, Angers dans le Maine-et-Loire, qui emploient ensemble 3 200 per-sonnes), allemandes et danoises, n'est pas encore définie.

Le sens de cette opération paraît de prime abord difficile à comprendre. International Harvester se débarrasse de son boulet. Le marché du machinisme agricole est effecti-vement défaillant depuis plusieurs années maintenant et l'on ne voit pas de perspectives de reprise, ni sur les marchés nord-américains, ni en Europe, ni dans le tiers-monde. Plusieurs raisons conjugées à cela : des récoltes records avec des prix bas dans le monde occidental, des taux d'intérêts élevés, une amélioration constante de la productivité qui n'incite pas au remplacement, une crise des moyens de paiement enfin.

Par contre, International Harvester conserve ses divisions rentables. les poids lourds et les moteurs Diesel. Pour IH, l'opération paraît inté-ressante alors qu'il se débat depuis quatre ans dans des plans successifs de refinancement.

Tenneco est une énorme firme aux intérêts diversifiés avec un chif-fre d'affaires de 14,4 milliards de dollars en 1983. Elle est présente dans la chimie (elle contrôle notamment la sirme britannique Allbright and Wilson), les pièces automobiles, la construction navale, l'assurancevie, la distribution d'énergie (pipe-line), l'industrie de l'emballage ali-mentaire et le machinisme agricole.

En effet Tenneco contrôle Case, une société au chiffre d'affaires de 1,7 milliard de dollars, se divisant en 60 % pour le matériel de travaux publics et 40 % pour les matériels agricoles. En 1983, cette filiale Case a réalisé une perte de 68 millions de dollars. De 1979 à 1983, les ventes de matériel agricole de Case ont diminué en volume de 48 %.

Dès lors, il devient vraisemblable que Case et International Harvester joueront le jeu de la restructuration, pour attendre des jours meilleurs et devenir un solide challenger face au numéro un du secteur, John Deere, face aussi à Massey-Ferguson, qui

connaît des difficultés comparables à celles d'IH.

La direction de Tenneco étudie le

cas des usines françaises. IH France à essayé de jouer la carte des res-tructurations industrielles en négo-ciant tour à tour avec Massey-Ferguson, puis avec Renault. Avec l'Allemand Zahnradfabrik-Passau, IH devait créer une société commune pour construire des engrenages et des transmissions. Avec Renault, IH a mis dix-huit mois pour conclure un accord qui prévoit la création de deux sociétés, l'une d'études et de services, l'autre d'investissements pour la fabrication en commun d'éléments, notamment

Si ces tentatives d'allongemen des séries paraissent rationnelles, il semble que les firmes de machinisme agricole se beurtent à des logiques d'entreprises, des logiques com-merciales surtout, différentes. D'où la difficulté à conclure des acccords.

-Sur le plan financier, IH France Sur le plan financier, IH France était pourtant parvenu à un accord de restructuration avec ses banques créancières, avec le Crédit national, qui apportait 120 millions de francs d'argent frais, et avec la maisonmère, qui avait prévu de transformer en capital 300 millions de francs de comptes courants et de fournir également 150 autres millions. Man depuis et compromis, il y a eut l'achat par Tonneco, qui doit désormais mener « cetaines études ». désormais moner « cetaines études ». JACQUES GRALL

Un engagement financier pluriannuel de l'Etat envers Bull

Mª Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, commentant à l'issue du conseil des ministres le 21 novembre les résultats de la filière électronique, avait indiqué que « l'Etat apporte un soutien pluriannuel à l'industrie informatique natio-nale. Cette indication n'est pas anodine, dans la mesure où les ministres de l'industrie successifs, depuis le lancement en juillet 1982 du programme d'action pour la filière électronique, n'étalent jamais parvenus à obtenir des ministres des finances un tel engagement sur plusieurs année

Le sujet était devenu un point de discorde fondamental : comment peut-on demander aux groupes publics de s'engager en effet dans un « contrat de plan » détaillé de trois ou cinq ans, sans que l'actionnaire, c'est-à-dire l'Etat, indique de son côté le montant de sa contribution? Bref, comment « voir loin » quand les crédits sont votés année par

La déclaration de M™ Cresson lève le voile : un accord a été signé discrètement en juillet dernier avec

Bull, aux termes duquel l'État s'est engagé à apporter 4,5 milliards de francs entre 1983 et 1986 au capital du groupe, à participer à ses frais d'étude et à lui accorder un prêt participatif.

Grâce à ces aides, Bull pourra, entre 1983 et 1986 (période qui cou-vre son contrat de plan), consacrer 10 % de son chiffre d'affaires à la recherche et au développement, soit 6 milliards de francs (contre 2,8 milliards entre 1979 et 1982). Il investira 3,8 milliards de franca, dont l milliard l'an prochain (contre 1,4 milliard entre 1979 et 1982).

Ces dépenses font apparaître un besoin de financement du groupe de 13 milliards à 14 milliards de francs sur la même période. Il sera couvert en partie par l'Etat, qui a versé au capital du groupe 1,5 milliard en 1983, puis 1 milliard en 1984, et qui devra donc lui accorder 1 milliard l'an prochain et 1 milliard en 1986 (4,5 milliards au total).

Sy ajonteront pour 1,5 milliard environ des aides et un prêt partici-patif et le solde, soit 8 milliards, devra être autofinancé.

Cela ne sera pas simple. IBM a engagé une guerre des prix dans toute l'informatique et les marges bénéficiaires des entreprises sont extrêmement réduites. L'arrivée des micro-ordinateurs vendus en grand nombre mais avec des prix très serrés – phénomène qui constitue une modification radicale dans cette industrie qui, précédemment, livrait quelques grands ordinateurs avec des marges élevées, – corse la diffi-culté. La réduction des coûts de fabrication devient donc le souci premier de Bull et explique la compression actuelle du personnel (930 suppressions d'emplois). Le groupe espère pourtant dégager une marge brute d'autofinancement de 75 % en 1986 contre 50 % actuellement, ce qui lui permettra d'attein-dre l'équilibre financier à cette date avec un chiffre d'affaires de 17 ou 18 milliards de francs coutre 8 milliards en 1982.

Pari difficile mais clair. Il reste à espérer une même clarté des engagements de l'Etat pour les autres groupes nationalists.

 $\{q_{i,j}, q_{i,j}\}$

 (a_1, a_2, \dots, a_m) يدا ويرتديه Britis, c

TAUX



):



MARCHÉS FINANCIERS BOURSE DE PARIS

PARIS

27 novembre Baisse

Les séances se suivent, mais ne se ressemblent pas nécessairement. Le ressemoient pas necessairement. Le nouveau mois boursier avait bien commencé, trop bien peut-être. Mardi, la Bourse de Paris, qui avait monté de 2,3 % en l'espace de quarante-huit heures, est redescendue. Elle n'a toute-fois renerdu qu'une partie des ogins fois reperdu qu'une partie des gains acquis, l'Indicateur instantané accu-sant, à la clôpure, une baisse de 0,8 %.

Autour de la corbeille nul n'a été nutour ae la coroeille nul n'a été surpris. Dès que New-York est secoué par un frisson, Paris éternue. Lundi, Wall Street avait par des jours précéde par Là-bas, beaucoup commencent à redouter un resour de la récession. La nouvelle détente moné-taire leur paraît suspecte et, en tout cas, pas suffisante pour favoriser un redémarrage économique.

De ce côté de l'eau, le marché s'interroge Plus qu'à un revirement, la baisse s'apparente à de l'attentisme. Les belles valeurs n'ont guère varié. Seules se sont alourdies les actions d'entreprises de second rang. En règle générale, les dissérences de cours n'ont pas revêtu beaucoup d'importance. La situation en Nouvelle-Calédonie incite aussi à la prudence.

Pas de grande modification dans le cours de la devise-titre, qui s'est traitée entre 10,17 F et 10,22 F, contre 10,13 F-10,23 F.

En revanche, l'or a reculé de façon assez prononcée dans la City de Lon-dres : 333,35 dollars l'once (- 3,55 dollars).

A Paris, le lingot a perdu 1 200 F à 100 500 F, après 100 600 F. Pour la première fois depuis juillet 1982, le napoléon a valu moins de 600 F: 598 F, contre 601 F.

Le volume des transactions s'est occru pour passer de 9,88 à 13,29 millions de france.

NEW-YORK

Reprise

La détente prolongée des taux d'intérêt a, semble-t-il, fini par avoir raison du scepticisme ambiant à New-York. La décision de la Chass Manhattan, troisième banque des Etats-Unis, d'abaisser à 11 1/4 % son aprime rates a, mardi, revigoré Wall Street. Les cours se sont remis à monter et, à la clôture, l'indice des industrielles enregistrait une avance de 7,84 points à 1220,19. Le bilan de la journée étnit à l'image de ce résultat. Sur 2023 valeurs traitées, 912 ont progressé, 644 ont baissé et 467 n'ont pas varié. L'intérêt s'est principalement concentré sur le compartiment automobile et IBM, une des favorites de la cote, s'est mise en vedette (+1,5%).

s'est mise en vedene (+ 1,5 %).

S'est mise en vedetre (+ 1,5 %).

Autre facteur monétaire dont le marché a tenu compte : l'abaissement du loyer de l'argent prêté aux - brokers - par l'US Trust Co. (9 3/4 %, contre 10 %).

D'une façon générale, les opérateurs avaient le sourire. Le projet de réforme fiscale présenté par le département du Trésor n'a pas, maigré son aspect rebutant, provoqué beancoup d'effet. La plupart jugent qu'il ne pourra jamais être adopté en l'état.

L'activité s'est accélérée et 95.5 millions de titres ont changé de mains, contre 76,5 millions le veille.

VALEURS | Cours du 27 nov. | Alexa | Al

VALEURS		Cours du 27 nov.
Alcoe		37 1/8 18 5/8
Boeing Chese Menisszao Benk Du Pont de Nacroura	55 1/8 43 1/2	57 44
De Pont de Necroom Eastroen Kodek	43 1/2 47 1/4 74 1/2	47 1/4 72 7/8
Ford	43 1/8	45 3/8
General Flectric	56 3/4	57 1/8 54 5/8
General Motors	77 1/4	76 25 3/4
IRM:	122.7/8	124 3/4 27 1/8
Mobil Oil	28 7/8	29 3/8 40 1/8
Schlursberger	39	38 1/2 33 1/2
U.A.L. inc. Union Carbide	41 7/8	43 1/4 50 3/8
U.S. Steel Westinghouse	25 3/8	26 1/2 26 5/8
Xacta Corp.	37 1/2	26 5/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BAYER. - Le groupe chimique alle-mand s'attend, pour 1984, à des bénéfices record. M. Hermann Josef Strenger, président du directoire, a indiqué que, pour la première fois, les résultats de Bayer, aux Etats-Unis, seraient supérieurs à ceux réslisés en RFA. Solon hui, les ventes du groupe en Amérique de Nord dépasseront probablement 3 milliards de dollars (9 milliards de deutschemerie) pour l'enercice entier et permettraiem de dégager 600 milions de deutschemarks de profits.

En règle générale, le situation financière de Beyer s'est considérablement améliorée tant an niveau des ventes que des bénéfices et des liquidités. L'endettement à court

INDICES QUOTIDIENS

C. DES AGENTS DE CHANGE 26 nov. 27 nov. 181,7 181,2 TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE terme a été réduit et, pour la première fois depuis la seconde guerre, des gains de tréso-rerie seront dégagés.

Pour les neuf premiers mois, le bénéfice avant impôt du groupe atteint déjà un niveau record à 2,19 milliards de deutsche-marks (+ 62 %). Le chiffre d'affaires, qui s'est accru de 17,1 % à 32,42 milliards de deutschemarks, devrait s'élever à 42 mil-liards au 31 décembre prochain.

M. Strenger a promis une majorazion du dividende (7 DM pour 1983), mais s'est refusé à on chiffrer le montant.

DE BEERS. - M. Harry Oppositeiro président du groupe, abendonners ses fonc-tions à la fin de l'année pour prendre sa retraite. Il aura occupé ce poste durant vingt-sept ans. M. Julian Ogilvie, actuelle-ment vice-président, a été désigné pour le remplacer. M. Nicky Oppenheimer, le fils de M. H. Oppenheimer, sera nommé vicement, il sera, à son tour, comme se

· PARIDOC. - Pour les neuf pre mois, le chiffre d'affaires, toutes taxes com-prises, etteint 28,7 milliards de france (+8,7 %) à structures comparables.

	BOU	RS	EI	DE PA	RI	S	Con	pt	an	t	27	N	OVEN	/BI	RE
	VALEURS	% do nom,	% da Coupan	VALEURS	Cours pric.	Demier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier COurs	VALEURS	Cours pric.	Demier cours	VALEURS	Coora pric.	Decover
	3 %	27 05 43 50	0477	Epergne de França Escant-Messa	310		SCAC	115 204	120 203	SECOND	MAR	CHÉ	Hor	s-cote	
	5 %	43 50 71	4 112 0 978	Eurocum	625 685	600	Senelle Maubeuge S.E.P. (M)	175		AGP-RD		1925	Aber	220	220
	Empt. 7 % 1973	2001	••	Europ. Accessed Premit	27 10 378	27 389 50	Serv. Equip. Ville Sicti	30 36 50	35 10	Cultureon	332	340	Bone	295 48	150
	5mp. 8,80 % 77 9,80 % 78/93	117 38	4 557	Félix Potie	1385	1382	Sectal	321	323 50	COME	580 258	597 282	CGM	10	
	8.80 % 78/86	96 10 98 80	3 732 8 463	Fenz. Victor (Ly)	99	96	Siotre-Alcatel	550	560	C. Equip. Black	347 50		Cochery	12	
	10,80 % 79/94	99 35	2515	Finaless	116	116 100	Sinvin	141 10		Countin O.T.A.	1900	1900	C. Sabl. Seine	120 60 565	554
a,	13,25 % 80/90	104	6 462	Feat	390	390	SMAC Application	125 10		Guy Degranne	744	744	Dunico		200
	13,80 % 80/87	106 80 107 80	1 526 11 990	Foosp (Chilt. east)	1010	1010	Sofal financière	472 50 210	472 208	Marin immobiliar	1570	1550	F.B.M. &S	70	3 50o
5	18.75 % 81/87	112 40	3 625	Foncière (Cia)	267 289	270 289	Solicomi	580	590	Michig Main	175	175 305	La More	205 205	
M	16,20 % 62/90	116 80	14 154	Fonc Lycaneire	1800		S.O.F.LP. (M)	90 835	90 10 832	Om. Gest. Fig.	302	302	Profile Tubes Est	1 52	
Ш	16 % juin 82 E.D.F. 7.8 % 61	117	7 540 13 044	Foncine	220	220 189	Southern Autob.	83	84	Feik Batesu	388	360	Pronuptie	144	145
1,	EDF. 14.5 % 80-82	105 80	6 543	Forges Strasbourg Fonetter	168 1250	1240	Sovabal	628	603	Provides	569	559	Roman N.V.	35 124 40	124 60
a	Ch. France 3 %	137 60		Fougerolle	54		Special	120 305 70	124 80d 306 70	Pochat	740 390	935 d 391	Sabl. Morition Corv.	70	****
ğ	CHB Bases james, 82 CNB Paribos	102 69	5 309	France (La)	949	142	Spie Batignelles	151 20	157 20	SCGPM.	279	278	S.K.F.(Applie, mic.) . S.P.R.	142	142
15	CNB Statz	103 20 103 40	5 309 5 309	Frankel	165	171 50	Stemi	307 930	310 \$20	Softwar	211	208	Total C.F.N.	44 20	
	CNI jenys, 82	102 55	5 309	Fromageries Bel	909	980	Testra Asquitas	405	410	Sovec	824	640	Ulines	310	****
-				From Paul Record GAN	383 1345	367 60 a 1398 d	Thomas of Music	92 364 80	33 379 40				•	•	`
5,	VALEURS	Cours préc.	Dernier	Gaument Gaz et Espa Genty S.A.	480 1560 380	460 1500 380	Tour Ethel	92 273	\$2	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Émission Frais aci.	Rachet ret
É				Gér. Amp. Hold.	35	35 40	Ugina Guaugatin	20 670	20		-				
ie st	Actions au	comp	rtant	Gerland (Ly) Gévelet	420 235	420 230	Unided	94 1445	92 50		SI	CAV	27/11		
	Aciem Progect	45 10		Gr. Fin. Coustr Gris Moul. Corbeil	229 83 20	228 91 80	Union Brasseries	76 331	70 10	Actions France	252 68		Japanie	114 95	
3	A.G.F. (St Comt.)	710 6360	710 6360	Gos Moul. Paris	380	375	Un, lenn, Frittes	326	333	Actions investes	276 73 374 29		Lafficte-on-terme	1119342 HS	119342 99 639 09
-	Acr. Inc. Maches	81	83	Groope Victoira G. Transo, ind	1120 187 20	7100 190	Un, lod, Cridit	390	380 10	Audicani	399 34	381 23	Laffitte-France	217 53	207 65
7	Azerep	82 60 246	79 30 o 245	Huechinson	226	225	Usinor	265 20	316 504	A.G.F. 5000	263 15		Latina-Japon	227 37 147 51	217 06
n	Applic. Hydraul	340	341	Hydro-Energia	261 30	271 80	View	248	250	Aglico	417 39 372 93		Laffitte-Oblig.		140 82 108979 85
	Arbei	61 40	62.90	Hydroc St-Denis Immindo S.A	40 50 248 50	258	Virtx S.A	67 246	68 50		226 80		Latter-Rend.	199 39	190 35
8	Ancis	745	745	Improved	180 50	187 70	Brees, du Maroc	151		ALTO	196 28	187 38	Lattina Tokyo	595 90	950 74
	At. Ch. Loire	4 65 74 80	4 50 75	Immobanous	358 572	372 594	Brass. Owes Afr	25 90	25 90	Amérique Gessen A M.L	451 29 235 69	430 83 225	List-Autociations Lion-institutionnels	12749 51 21298 14	12749 51 21245 03
	Avenir Publicité	802	802	Immob. Marsaila	2350	2517 d				Asset St House	12387 85		Licepius	57038 B3	56474 09
-	Bain C. Monaco	100	107 10	impofice	442	437	Étran	aères		Associe	25202 33	25702 33	Livret portuleulle	496 41	472 24
	Banania	400 50 233 50	429 231	industrielle Cie	1106 790	1106	Luair	Acı es	•	Bourse-Investige	317 99	303 57	Mondaio investiment.	332.25 65672.45	332 28 56572 45
	Banque Hypoth. Eur.	290	296	Jescer act, nouvelle	130		lee i	966		Brad Autociations Capital Flus	23725 58 1390 42		Moneoc	455 75	435.08
	Blassy-Ouest	311	311	beet	16 10		AEG	350	922		1000 10	1300 42	Manufal Inc 58	114.43	109 74

VALEURS	Court du 26 nov.	Cours du 27 nov.
	. 36 7/8	37 1/8
	18 1/9	18 5/8
	55 1/8	前 ,
g , Mandaczao Beak ng da Nassoura ng Kodek	43 1/2	57 44
ne de Necsour	47 174	47 1/4
en Korisk	74 172	79 7/8
	49 178	48 558
	46 179	72 7/8 43 3/8 47
a) Florenia	22 274	57 1/8
al Engle	1 55 3/4	\$4 5/A
al Flecuie al Foods al Motos	9 男。7	78 3/8
	25 3/8	25 3/4
	-1 .22 3/2	20 3/4
	- 122 7/8	124 3/4
٠	26 5/8 28 7/8 40 1/2	27 1/8 29 3/8
Oi	. 28 7/8	29 3/8
	.1 40 1/2	40 1/8 38 1/2
sberger	38	38 1/2
	. 33 1/4	33 1/2
. bre	41 7/8	43 1/4
inc. Carbide	.) 60 178	43 1/4 50 3/8
	_ 25 3/R	25 1/2
nghôsia	36 3/8	26
Corp.	1 47 775	26 5/B

Action A		Actions at	r comi	ptant	Gertand (Ly)	420 235	420 230	Unidel	94 1445	92.50	1	SI	CAV	27/11		
A.A.F. St. Charl. 700 710 Co. St. March. St. Charles 1920 170 Co. Charles March 1920 170 Co. Charles M		Aciem Personal	45 10	1 45 10	Gr. Fin. Constr	229	228	U.A.P		70 80	Action Force	252 86	241 22	Japanie	1 114 95	109 7
Control March Control Contro		A.G.F. (St Comb.)	710	710						233	Actions investor	276 73	263 23	Lafficte-OT-terme	119342 60	119342 9
April Apri		A.G.P. Vie						Un Ind Crist	390	300 10	Actions allectives			Leffens-Expension Leffens-France		
Addition 1966 284 Paper Services 284 285 Paper Services 284 285 Paper Services 284 285 Paper Services 285 P		Approx			G. Transp. ind.			Usiner	3 13	3 0	PARE ERRO		381 23 251 22	Letter-Jecco		
Applied Appl	1	Andre Rougette	246		Hudro-Fostois			UTA			Aglisso		398 46	Luffice-Oblig	147 51	140 8
Action A	1	Applic. Hydraul			Hydroc St-Denis	40 50		Virts	67		A.G.F. interforce		356 03	Laffette-Pleasments	100068 83	
As. Ch. Links	ı	Artoia						Waterman S.A			A		216 52 187 38	Latine-Rend	199 39 596 90	190.3 950.7
Authority Auth	1	At. Ch. Loire	4 65							25.90	Andrian Games		430 83	List Associations	12749 51	
Bander March Mar	i	Ausseciat-Ray			Immoberque	572	594				ANI	235 69	225	Lian-institutionnels	21298 14	21245 0
Blancing Company Com		Rain C. Monaro						_			Auto Stiller		12326 23	Licepius	57038 B3	55474 C 472 2
8.6.1 Le Gougeal		Banaria						Étran	ıgères	•	Record Secretary		25702 33 303 57	Mondaio Investiment.	332.22	132 3
Separation 1975 1	4	B.G.L. lax Sogeput .			invest. (Stri Cont.)	790		(•				2318 83	Moreoc	65672 45	
BAM-Marie 1972 2980 Lambur Free 181 198	1	Blassic Property Cor.			Jeeger act. nouvelle				350		Capital Flus		1380 42	Nuis-Obligations	455 75	
Belindécisies 2319 2210	1	B.N.P. Intercontin			Lafitte-Bail			Alco						Maturale Unio Sél Nation/Autoc	114 43 5940 55	109 2 5928 6
Carment	ı	Bénédictine			Lambert Friess			Algement Back	1025				277 39 10133 60	Neso-Epergos	13000 81	12872 0
Combined 220	1						124 80		585				867 97	Neco-later.		906.5
CAME 105	ı	Cambodos					291 20	Astorianna Nines	130		Dedink		365 63	Nation - Obligations	463 54 62656 28	442 5 62658 2
Content 150 152	ı	CAME		105							Croise, Impedia.		383.74 12748.674	Natio - Valents	525 85	502
Common	ı	Campeoon Bern			Loca Expansion	236					December France		326 58	Obieno See	1104 72	
Common S.A. 246 246 Lorder (Fr) 117 19 19 Expert 105 105 Lorder 107 19 105 Lorder 105 105 Lorder 105	ı				Locate			Benone Ottomers	840				656 87	Obilion	1124 53	1073 5
Careline 1003 1005 100	ı	Carneud S.A			Lordex (Ny)			B. Pigt. bourse		****			188 88	Obisect	165 94 106 62	158 4 101 9
C.E.M. 42	ı	Caves Roquelor:							103 10				115 22 227 28	Pacifican St-Honori	41110	392 4
Content News 1955	ł	CEGNG			Lambeiro C.A.	- 327			12				54453 98	Paribes Epargna	12950 44	12896 8
Canalist	ı	Centero, Blanzy			Machines Bull	32 48	,31 50	Calend Heldings					6712 19	Paritos Gestion	651 05	528 0 1279 0
C.F.F. 165	ı	Contract (New)						Canadian Pacific					24271 48	Phone Placements	1304 63 250 67	249 3
C.F.S. 7189 720 Maria Déployé 320 327 73 30 De Bears (port.) 446 00 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50	1	Corabeti			Markimes Part.			Commerciant					6083 51 1247 20	Pierre investica.	454 07	433.4
C.S. 719 C.G.V. 129 90 Chambon (M.A. 400 400 400 1000 1000 Chambons (M.A. 400 400 1000 1000 Chambons (M.A. 400 400 400 1000 1000 Chambons (M.A. 400 400 400 1000 Chambons (M.A. 400 400 400 111 80 11 80 11	1	CFF femilie			Marozzine Cle	39 50		Dart, and Kraft					424 24	Phopositics to terms	80409 55	60409 5
C.C. Chambon 14. 400		C.F.S							49 50	1900			817 27	P.M.E. St. Horsoni	282 19 281 21	269 3 261 2
Chambours PM. 1000 1000 1000 1000 1000 111 80	1	C.6,V [Mora		77 30	Dresdner Bank	835				1715 63	Province Investee	12046 20	11986 2
Chim. Gio Pervision 75 75 8 8 1 1 1 1 1 1 1 1					New Wome	150		Ferrenes d'Auj		****			178 76	Reveaus Trispestriels	5370 30	5290 9
China Edward Fragman					Named (Nam. da)			Géa Beloisus		317			351 71 335 99	Sieur. Mobilier	417 71	396 7
Chram 18	ı	Chim. Gde Perciese .			Michael Bosel			General			Eparoblis		1264 24	SéLourt terre	12081 64	11991 7
Citizate					Nodet-Gougis	82		Glass	130	••••	Eurocia		8633 B4	Sélection-Renders.	323 53 179 89	315 6 175 8
Confided Cyl	Ì	Citrati (8)						Grace and Co	425	428	EUR-CIDINAMES		404.55	Silect. Val. Franc.	214 93	206 1
Configure 284 283 50 Paleis Nouvement 282 50 291 Harrywell list 990 585 Forcinal 284 1 285 0 284 2 287 287 287 288 2	1	Cofracial (Ly)			Orient Deposies			Gulf Oil Casseda		HOE.			1048 50 e 684 88	Sicav Associations	1160 89	1158 6
Control Cont	ł	Cogifi			Paleis Nouveanni			Hartsbeek		Ψ.			166	SF1 to et de		445 5
Content Call	. 8	Corriphes						Hoogoven	176	180	France-Garania		289 12	Scav 5000	511 59 223 74	498 7 223 1
C.M.P. 12 10 12 90 Pathé-Cirácna 182 186 Solatoresiburg 980 13 13 13 13 13 13 13 13 13 13 13 13 13								L C. Industries					406 94	Singlescon	257 88	341 6
Confect CSR_1	l	CMP						Johannesburg	980				106 60 397 79	Shen		313.9
Crist Corp. Inc. 23 218 223 223 223 224 224 225 224 225 224 225 224 225 226		Conte S.A. (Li)	50 40	50 40			133 50	Karbota		13			242 10	Sharquity Sharar	203 00 239 43	193 8 324 D
Ct. Universal Civil 548 550 7 LLL 120 120 120 155 10 156 1	4	Colde (C.F.B.)	r 212		Piles Words			Starmensons	200 545		Secritor	240 68	225 77	S.L-Est		954 7
Curidital 135 132 135 132 135 132 135 132 135 132 135								Marks-Spanger	15 70		Fractions		445 07	ISLS.	780 25	744 54
Duckshop S.A. 408 408 555 572 586 587	ı	Crédital	135		Porcher		156 10			46 74.76	Source		66337 05 1095 13	SJU	1026 72	980 16
Description Section	ı	Derbley S.A						Nat. Nederlanden	728	728			10878 08	Sofringet	45 44 35 01	425 74 319 8
Destination S.A. 740 7	ı	Danty Act. d. p						Noranda		쌢흾	Gestilion	5871978	58573 36	Sogwer	335 UT	212 G
Delman-Violance	ı	Degramont			Reff, Soul. R	141 10	141 10	Pakhoad Holding			Gertion Associations		115 21	Soginar		1055 2
Dec. Pol. Pol. Pol. Pol. Pol. Pol. Pol. Pol	ø	Delation de S.A	740	740				Pfizer Inc					52 22 486 88	Sole Inspire.	420 79	401 71
Dicks Dottis 100 107								Process Garable					398 21	Technosis U.A.P. investies.	1089 41 353 19	1040 01 337 17
Dirag. Trav. Pub. 165 16					Rochefortains S.A	109 10		Ricoh Cy Ltd					1080 34	Uni-Associations	116 19	118 19
Doc-Lemothe 148	f	Dist. lodochine					37 20	Roboen			Havestreen Chilg		1272 33	Unifrance	284 02	271 14
Doc-Lamedbe 148 Stockwist S.A. 1015 1050 Shell ft. (part.) 83 S.K.F. Atribitioning 182 180 10 180 Sace Values 1610 Sace Values 1620 S.K.F. Atribitioning 182 180 10 180 Sace Values 1620 S.K.F. Atribitioning 182 180 10 180 Sace Values 1620 S.K.F. Atribitioning 182 180 10 180 Sace Values 1620 S.K.F. Atribitioning 182 182 180 10 180 Sace Values 1620 S.K.F. Atribitioning 182	ŀ	Drag, Trav. Pub		165	Rounder at File	당하다	143 50	Rodernoo	402	195 60 408	Hodgen		762 67	Uniforsiar,	760 23	725 76
Sacra Sacr						1015	1050	Shell fr. iport.1	83		hala Care Valence		399 64 585 08	Uni-Garantia		1140 45
Economets Carriers 550 522 Sales-Alcan 172 90 168 Sited Cy of Can. 148 10 Interoblis Inte					Sacur	52 80	E9	S.K.F. Aktioboles					13329 10	Uniquetion	1137 32	536 26 1085 79
Economets Centre 950 572 Safe-Alican 255 226 Sulf-Antergre 260 276 Internatives Indust. 422 58 Interna		Sto			Saciof	4 53		1500 C/a Car	149 10		Interchia,	10248 30	9781 58	Usi-Régions	1718 47	1940 54
Boctro-Sangles	۱	Economets Centre	550	572				Stiffontain	116	1222	Interdical France		300 02	Universe	1869 OS	1826 93
Section	ŀ	Sectro-Banque			SAFT	235	230 '	OUT VALUE OF 1 - 4	250 ED				17014 05	Union	148 14	148 14
ELM Libitanc 950 980 Safer tu Midi 270 270 Torry indust, inc 15 50 16 90 Invest. Pleasments 788 15 Interpretation 130 10 124 Sates 4 15 151 Visite Managem 672 890 Invest. Stringer 1 15 150 16 90 Invest. Stringer 1 15 150 Invest. Stringer 1 15 15 Invest. Stringer 1 15 Invest. St							00	Thom EMf						Univers-Obligations Valorani	1152 47 276 50	1114 57 359 50
Enelli-Bretagos	b	LM Lubiano					12	Thyseen c. 1 000	16 50	··;;	Invest. Piecements	788 15	761 96	Valory	1229 31	1228 0
Entrapora Paris 290 270 90 Satani	þ	nelf-Brotagne	130 10	134	Santa-Fé	163	151	Vinille Montagos	672	880	inner. St-Hotoni , .	669 42	639-04	Value	131380 701	
THE RESERVE OF THE PROPERTY OF	ł	entrapõts Paris		270 50	Satural			Wagons Lies	400	400	طسم بنادی و	ddent.				
the state of the s	ľ	designation (~ I		77 CARE	81.79	00	4 1 F 1 64 64 64					
	÷	-			-				_							

; + <u>.</u>	tions as pos du jour pa	urpenta;	ges, des	cours de	o la mien	50 L				R	g	e	mer	nt	n	ne	ns	ue	el						e : coupon désa o : offert; d : c		droit dét	taché;	
Chaspen- sation	VALEURS	Cours précés	Premier cours	Demier cours	% +-	Compan- sacion	VALEURS	Cours précéd.	Premier coess	Darmin cous	% +	Compen- serion	VALEURS	Comes précéd.	Premier pixaris	Demier coars	% <u>.</u>	Compan- sation	VALEURS	Cours prioid.		Dentier cours	*-	Compen- setion	VALEURS		remier cours	Demier cours	*-
975 - 428 -	Remete T.P. Remete T.P. St-Gobeln T.P. St-Gobeln T.P. Thomson T.P. Accor Agenca Haves Air Liquide Air. Superry A.L. S.P. Alsthom-Air. Applic. gaz Alsthom-Air. Applic. gaz Aspon. Priorit Ass. Beargo. Av. DennBr. Beal Equipmen. Bea	720 86 80	1620 862 1515 1515 1500 1270 243 723 560 570 98 50 208 80 244 583 732 269 863 580 212 296 863 580 212 296 863 1722 688 683 580 212 289 683 580 212 289 883 580 212 289 883 580 212 289 883 580 286 883 580 883 580 883 580 883 580 883 580 883 580 883 580 883 580 883 580 883 580 883 580 883 580 884 580 881 580 580 580 580 580 580 580 580	1682 4023 1620 960 1515 1520 1520 1515 1270 98 50 208 80 244 550 581 212 294 80 502 1722 1168 503 503 1722 1168 1722 1168 1722 1168 1722 1725 1737 1737 1737 1737 1737 1737 1737 173	- 0 53 + 0 70 + 0 68 - 1 22 + 0 62 + 0 61 + 0 13 + 1 36 + 3 67 + 0 11 - 0 21 -	230 325 1670 380 82 385 1410 460 2030 143 825 380 776 1880 1040 340 720 855	Essitor Esso S.A.F. Eurotisacos Eurotisacos Eurotisacos Eurotisacos Eurotisacos Eurotisacos Eurotisacos Francasos Francasos Francasos Francasos Grantasos Haritasos Grantasos Haritasos Haritasos Latasos Lata	81 297 340 814 232 50 310 371 78 90 415 1365 468 2090 143 50 846 381 782 1906 1120 335 745 688	82 300 320 801 233 312 1695 378 408 1388 2080 142 836 383 789 1925 1136 338 50 731 198 1985	82 300 20 321 50 800 234 312 1895 377 408 1388 488 488 2080 142 835 1921 1130 383 50 783 1921 1130 383 781 1921 1130 1130 1130 1130 1130 1130 1130 11	- 228 - 168 + 021 - 104 - 130 + 065 + 089 + 089 - 187 + 044 + 044 - 1038	1720 1030 275 169 1590 220 78 1280 1280 1380 1310 330 535 340 545 545 545 545 545 545 545 545 545 5	Personet Permod-Ricard Pétroles (Pal) Pétroles (Pal) Pétroles (Pal) Pétroles B.P. Pétroles B.P. Peugent S.A. Pochia Prenses Caté Prenses Caté Printaguz Prin	1838 7060 199 50 1805 226 79 30 1244 1640 1560 191 1306 338 541 348 550 88 50 82 90 147 80	177 400 127 500 2144 48 10 375 135 50 1783 1026 50 1783 50 1850 225 81 50 1238 150 1249 1249 1249 1249 1249 1249 1249 1249	127 214 48 10 375 135 135 135 1025 275 90 193 103 103 103 103 103 103 103 103 103 10	+ 0 20 + 0 20 + 1 60 + 1 60 + 0 20 +	570 810 844 245 345 480 91 305 100 231 445 304 305 100 231 445 304 305 100 231 445 304 305 100 100 100 100 100 100 100 100 100 1	Amer. Teleph. Anglo Amer. C. Amgold Bayer BaSF (Akt) Beyer Beffeldort. Chester Cheste Reck. Chester Cheste Reck. Deutsche Smit. Downe Mines. Driefonstein Cdr Du Pone, Nem. Eastman Kridak. East Rand Bectrolest Eniceton Ecom Corp. Port Miccord Free State Gen. Belgingte	449 25 80 4435 343 50 48 35 1202 305 50 484 789 100 283 20 325 453 476 321 147 70 302 30 591 805 62 38 62 38 62 38 38 62 38 38 62 38 38 62 38 38 62 38 38 38 62 38 38 38 38 38	137 50 930 813 444 25 80 440 338 47 90 1280 10 1280 10 1280 10 472 50 472 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 5	288 330 441 50 441 50 472 50 472 50 447 477 477 477 477 477 477 477 477 47	- 104 - 151 - 202 - 064 - 1 202 - 1 140 - 1 155 - 3 147 - 2 153 - 0 173 - 2 153 - 0 147 - 1 2 153 - 0 147 - 1 2 153 - 0 155 -	296 2187 1300 1160 125 160 360 438 225 1210 506 78 225 400 78 1570 151 205 1750 1750 1750 1750 1750 1750 1750 17	Bill In-Yokado ITI Marsunins Merck Minnesota M. Mobil Corp. Mestid Philip Mortis Philip Mortis Philip Mortis Philips Pres. Brand Pres. Brand Pres. Brand Pres. Brand Royal Durch Rio Trato Zinc St. Helene Ca Schlarnberger St. Helene Ca Schlarnberger St. Helene Ca Schlarnberger T.D.K. Tonible Corp. Unit. Techn. Vast Resea West Hold. Zerox Corp. Zamble Corp. Zamble Corp. Zamble Corp.	103 279 40 58 910 840 300 21770 130 40 1165 845 161 60 352 10 430 1215 11 60 240 1215 1 15 1 15 1 15 1 15 20 1 430 1 17 60 1 17 60 1 17 60 1 17 60 1 10 46 1 1	103 50 273 80 59 10 908 842 295 21700 1123 10 1158 30 340 50 4422 235 203 161 50 78 05 2235 388 60 76 151 50 78 05 203 17 56 885 203 17 56 885 203 17 56 885 203 17 56 885 203 203 203 203 203 203 203 203 203 203	59 10 907 907 904 236 21700 1122 90 1158 380 181 50 340 222 234 422 234 222 234 222 236 76 05 222 237 76 05 223 76 05 223 76 05 236 376 376 376 376 376 376 376 3	- 004 - 210262 - 10262 - 10376 - 10376
335	C.G.I.P. Chargaura S.A. L Chiura-Chilell Cimurta fesce.	420 332 50 38 40 308	329 36 80 307 50	330 · 38 90 306		108	Menarhin Mar. Wendel Martel Mario-Garin	105 80 111 50 1816 1489	109 50 1815	105 109 50 1810 1487	- 075 - 179 - 027 - 013	****	Sign. Esc. El Sièc Signer	720 514 332 50 178	699 515 335 176	685 515 335 176	- 485 + 019 + 075	CO	TE DES	CHA	NGE	SCOL	JRS DES E		MARC	HÉ LI	BRE	DE L	'OR
380 070 126	C.L.T. Alcated Club Miditarr	1258 1077 128 90	1341 1079	1341 1076 130	- 125 - 008	1880 790	Metre Michelin Mid (Ca)		1679	1877	- 023 - 151 + 050	575	Skis Rossignol . Siminco	1730 568	1700 559	1700 559 2940	- 173 - 158 - 033		HÉ OFFICIEL	COURS préc.	27/11	_	_	/ente	MONNAIES E	T DEVISE		URS !	COURS 27/11
250 173 154 450 640 255 580 26 50 215 360 200 785 1830 235 225 235 235 235 235 235 235 235 235	Coffeng College Compt. Entropy. Compt. Entropy. Compt. Mod. Compt. Mod. Cold. Foother Cold. Foother Cold. Foother Cold. Foother College Compt. Cold. Foother College C	234 188 162 459 80 644 239 80 239 80 239 80 232 50 2290 1194 780 125 30 848	235 196 1964 443 644 239 80 577 229 80 22710 1170 7782 124 10 838 534 220 2216	235 195 1963 448 544 239 50 676 228 90 2320 1770 792- 124 10 638 534 221 40	+ 042 + 372 + 373 - 256 - 103 - 103 - 111 - 201 + 025 - 123 - 123 - 206	235 68 1800 440 92 595 300 71 400 145 575 290 540 179 2470 122 835	Middand Rs. S.A. Midd. Penserroya Mobil-Hermenny Moz. Laroy-S. Moulines Human	236 69 80 1853 463 94 70 604 309 71 80 400 180 690 286 851 175 90 2468	89 80 1847 449 94 30 604 307 71 10 399 157 680 291 850 179 50	1845 449. 94 30 602 306 50 71 388 167 575 291 850 179 60 2460 123	- 250 - 114 - 043 - 083 - 080 - 111 - 025 - 187 - 187 - 210 - 011	490 440 485 210 425 2080 385 2010 345 680 275 240 83 2280 975 178	Sogerap Someter-Allit. Someter-Allit. Syethelebo Thics Luserer The State Control The	492 442 483 212 431 2100 378 90 2060 345 664 280 241 50 81 50	493 448 498 210 90 431 2080 380 2080 340 663 275 241 50 80 20	493 4467 210 90 431 2085 380 2080 340 683 276 241 50 80 20 2360 930 933 177	+ 020 + 090 + 081 - 051 - 071 + 029 - 144 - 015 - 178 - 159 + 333 - 264 - 274	ECU Allemege Belgique (Pays Bas Danement III (Grande-Basic (10 Italio	n (\$ 1) o (100 DM) (100 F) (100 F) (100 R)	9 372 6 838 308 440 15 221 850 85 080 106 580 1 7 480 4 945 372 060 107 370 43 610 5 675 7 100 3 815	5 8 8 8 8 9 306 3 152 2 155 1 105 7 11 3 1 107	12 12 12 13 14 15 15 16 16 16 16 16 16	2 4 600 2 8 1 1 0 960 6 4 700 6 3 3 1 1	9 550 312 315 700 280 83 108 11 650 5 200 577 110 44 900 6 100 7 220 3 820	Or fin Balto en ham Or fin (an lingos) Pilice française (1 Pilice française (1) Pilice latine (20 fr Pilice latine (20 fr Sonverain	96 96 1	50 50 50 50 50 50 77 460 20 114	770 81 26	10050 10050 598 582 578 728 4450 2022 5

and after old differnational

******* forest pour annuel de l'Etale

A language

.. -

Maryes, s.

Add Commence

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2 « Défense et illustration de l'Etat », par Christian Goux; « La dirigisme à l'américaine », par Jacqueline Graphin; « Réponse à Dominique Strauss-Kalin; La dictature administrative », par Jacques Blut.

ÉTRANGER

- 3. La visite du président de la République en Syrie.
- 4. PROCHE-ORIENT - Les Etats-Unis et l'Irak ont rétabli leurs relations diplomatiques. 6. AMÉRIQUES
- LIRUGUAY : M. Sanguinetti veut former un gouvernement d'union natio-
- 7-8. AFRIQUE - RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : Pretoria « regrette » la divulgation plan de paix angolais par Luanda.
- 8. DIPLOMATIE Un protocole d'accord a été concluentre Londres et Medrid sur Gibratter.
- 8. EBROPE 9. ASIE

POLITIOUE

10 à 12. La situation en Nouvelle-Calédonie. _____
14. Un entretien avec Mme Simone Veil.

SOCIÉTÉ

15. ÉDUCATION : un entretien avec Edmond Maine. 16. JUSTICE.

33. SPORTS. 34. LES ÉCHECS 89 FM

à Paris Ailô « le Monde » 232-14-14

Mercredi 28, 19 h 30 :

Échec et mat le championnat du monde

BRUNO DE CAMAS et LASZLO NEMETY répondent aux questions des auditeurs at des lecteurs

DOSSIER

LE POINT SUR... Paris poserait sa candidature aux Jeux Olympiques de 1992.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

21-22. Gremiins, un film de Joe Dante. 23. Pierre Boulez, un livre de Dominique

Flamenco au Festival d'automne.

29. Lucien Clergue, Helmut Newton et

Martine Banat au Musée d'art moderne.

ÉCONOMIE 35-36. SOCIAL : un rapport de la CFDT sur la politique économique du gou-vernement ; le 42° congrès confédéral de la CFTC. 36. TRANSPORTS.

37. CONJONCTURE.

 AFFAIRES: un engagement finen cier pluriannuel de l'Etat envers Bull. RADIO-TÉLÉVISION (29)

INFORMATIONS * SERVICES » (33-34): « Jeunes »; Météorologie Mots croisés; « Journal offi-

ciel ». Carnet (32-33); Programmes des spectacles (24 à 28) ; Marchés financiers (41).

A nos lecteurs

Les deux pages culturelles «Rhône-Alpes», insérées habituellement chaque mercredi dans les numéros diffusés dans cette région, sont reportées

L'hebdomadaire Emplois Cadres, dans lequel sont regroupés les offres d'emploi de la semaine, sera mis en vente normalement cette semaine, mais avec une parution retardés de vingt-quatre heures. Il sera mis en vente à nartir de jeudi à Paris et vendredi en province.

G

B C D

Au Sénégal

PARTI SOCIALISTE **OBTIENT PLUS DE 96 % DES** SUFFRAGES LORS DES **ELECTIONS MUNICIPALES**

Le Parti socialiste sénégalais a remporté, dimanche 25 novembre, les élections municipales et rurales. Sur 825 599 inscrits, soit 42,75 % du corps électoral, le PS a obtenu (sur 514 201 votants) 493 873 voix, soit. 96,35 % des suffrages exprimés. Les principaux partis d'opposition, notamment le PDS (Parti démocratique sénégalais) de Me Wade, avaient boycotté le scrutin. Ceux qui présentaient des candidats ont res pectivement obtenu : Ligue démocratique-Mouvement pour le parti du travail (LD-MPT), 7068 voix (1,38 %); Parti pour la libération du peuple (PRP), 11354 voix (2,22 %); Parti de l'indépendance et du travail (PIT), 278 voix (0,54 %).

Sur la commune de Dakar, la formation gouvernementale l'emporte avec 93,80 % des suffrages exprimés. Le PS l'a emporté dans trente-trois des trente-sept communes dont les résultats sont déjà enregistrés par le ministère de l'intérieur. Lors des élections municipales de 1978, le PS n'avait été devancé que dans une seule commune, Ousiouye (Casamance), par le PDS. Celui-ci était arrivé en tête dans huit communautés rurales sur trois cent

Selon le ministre de l'intérieur, les opérations de vote se sont déroulées normalement, sauf dans quelques localités où, selon lui, les partis d'opposition out voulu empêche vote. L'opposition, pour sa part, a affirmé que des irrégularités se sont produites dans le déroulement du crutin. - (AP, AFP.)

LE NICARAGUA RENONCE **AUX ENSEIGNANTS CUBAINS**

Managua (AFP). - Le Nicaragua « n'aura plus besoin des enseignants cubains - à partir de la pro-chaine année scolaire, et fera face à ses besoins en matière d'éducation « avec ses propres forces », a an-noncé mardi 27 novembre à Managua, le ministre de l'éducation, le père Fernando Cardenal. Le ministre a expliqué que la présence d'en-seignants cubains était toujours nécessaire. « mais pas indispensable ».

Depuis la victoire de la révolution sandiniste en juillet 1979, quelque 5 000 maîtres cubains ont collaboré à le campagne d'alphabétisation et enseigné dans le cadre du premier cycle, deux secteurs où le manque de personnel était le plus criant.

Début novembre 1984, 1 500 eneignants cubains éaient encore au Nicaragua. Ils devaient commencer à regagner leur pays en milieu de ce mois. La présence de ces coopérants, selon des estimations officielles, a coûté à Managua quelque 20 mil-lions de dollars. I 500 jeunes nicaraguayens ont été formés au cours de la dernière année dans des écoles normales cubaines, et devraient être à même de remplacer les enscignants étrangers.



TISSUS "COUTURE" L'originalité et l'esprit de la mode

36, CHAMPS-ÉLYSEES - PARIS

64, rue de Rennes PARIS 6

présente ses collections croisières DOUL celles qui partent au soleil

MM. Barnier et Séguin entrent au secrétariat national du RPR

Vosges).

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a nommé, mercredi 28 novembre, les vingt membres du secrétariat national du RPR qui auprès de lui et de M. Jacques Chirac, président du mouvement, constitueront la commission exécutive de ce parti. Cette commission se réunit tous les mardis matins sous la présidence de M. Jacques Chirac.

Neuf personnes appartenaient déjà à l'équipe que dirigeait, jusqu'aux assises de Grenoble, M. Bernard Pons.

Les secrétaires nationaux sont les

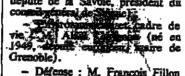
- Redressement économique : M. Alain Juppé (né en 1945, député européen, adjoint au maire de Paris ; - Communications : M. Elie Crespy (né en 1922, PDG de Synergie-Publicité);

- Élections : M. Jacques Chartron (né en 1922, conserve ses fonctions, ancien préfet de région) ;

Enseignement : Mme Michèle
Alliot (née en 1946, maître de
conférences à l'université Paris-1);

- Jeunesse et sports : M. Christian Bergelin (né en 1945, député de la Haute-Saône, conseiller général, vice-président du conseil régional de Franche-Comté);

- Elus départementaux M. Michel Barnier (né en 1951, député de la Savoie, président du



- Défense : M. François Fillon (né en 1954, maire du Mans, député de la Sarthe). - Sécurité : M. Jacques God-

frain (né en 1943, député de l'Aveyron). - Culture : M. Jean-Claude Groshens (né en 1926, agrégé des

facultés de droit, ancien recteur, ancien président du Centre Georges Pompidou). Relations extériences : M. Jac ques Kosciusko-Morizet (né en

1913, ambassadeur de France). - Industrie : M. Michel Noir (né en 1944, député du Rhône). - Agriculture : M. Jean-Claude Pasty (né en 1937, député européen,

ancien député de la Creuse). - Elus locaux : M. Dominique Perben (né en 1945, maire de Chalons-sur-Seône).

• Le renflouage du Mont-Louis reporté au printemps prochain. — Les autorités belges ont renoncé à faire renflouer en 1984 l'épave du cargo français Mont-Louis, échonée au large d'Ostende depuis le 25 août. Ce report est motivé par les conditions climatiques en mer du Nord et, aussi, par le refus de la France de participer au linancement du renflouage, pour la raison que l'épave se trouve dans les eaux inter-

6 Répondeurs dep. 870 F: chez Duriez

GREES PTT. • Répondeur simple 870 F, ttc • Enregistreur sur mesure. Coupe des fin du message de votre correspondant. Vs gagnez beaucoup de temps à l'écoute : 1580 F ttc.

 Consultable à distance par code vocal : 2600 F te • id. par boîtier codé : 2790 F ttc. + Enreg. conversation Tél. · Tèléphones tous modèles,

toutes couleurs, depuis 215 F ttc. • Duriez, 132, bd St-Germain, M° Odéon.

- Problèmes de société : M. Christian Poncelet (né en 1928, ancien ministre, sénateur des Vosges, maire de Remirement, président du conseil général des

- Relations avec les mouvements associés et les partis de l'opposition : M. Roger Romani (né en 1934, sénateur de Paris, adjoint au maire et questeur de la ville de Paris).

- Commerce, artisanat, professions libérales et travailleurs indépendants : M. Jocelyn de Rohan (né en 1938, sénateur du Morbihan).

- Décentralisation : M. Philippe Séguin (né en 1943, député des Vosges, vice-président de l'Assemblée nationale, maire d'Epinal).

Trésorier national : M. Robert Galley (né en 1921, ancien ministre, maire de Troyes, député de l'Aube).

Appartenaient à l'équipe ancienne: MM. Chartron, Bergelin, Godfrain, Groshens, Marleix, Noir, Pasty, Galley et Kosciusko-Morizet.

M. Toubon a également nommé plusieurs délégués nationaux qui ne siègeront pas à la commission exécutive mais qui sont rattachés pour des secteurs plus précis aux secrétariats nationaux.

MENACE AMÉRICAINE **SUR LE GATT**

Les Etats-Unis menacent d'arrêter leurs paiements au GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). A l'ouverture de la session annuelle de cette organisation, le 26 novembre à Genève le représentant américain. M. Mike Smith, a fait part de cette intention, si certains problèmes qui affectent e commerce international, comme les échanges de services (banques, assurances) ou les contrefaçons, ne sont pas abordées.

La contribution des Etats-Unis dollars) du budget du GATT qui représente 19,8 millions de dollars en 1983 pour quatre-vingt-dix pays membres. - (Reuter.)

GRANDE FERMETÉ DU DOLLAR: 9,42 F

chés des changes, amorcée à la fin de la semaine dernière, se poursuit et s'accè-lère. Mercredi 28 novembre 1984, le cours de la mounale américaine s'est éleré, à Paria, au-dessus de 9,40 F, ntteignant un peu plus de 9,42 F contre 9,36 F mardi et 9,25 F à la veille de week-end. A Francfort, Il a dépassé 3,07 DM contre 3,81 DM la 23 novem-

Cette laurae sé développe en dépit d'une baissa lente des taux d'intérêt aux Etats-Unis, où les banques vien-nent de rédaire leur taux de base, le ransenant de 11 3/4 % à 11 1/2 % et même 11 1/4 %. Les opérateurs font état d'une très forte demande de doi-lans, émanant de toutes les parties du moode.

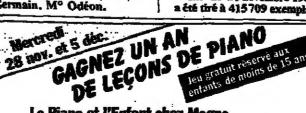
L'or a vivement fléchi, le cours de l'once revenunt en dessous de 330 dol-lars, au plus has depuis deux aus.

R.RENAUDIN SES CHAMPAGNES DE NOBLESSE



DOMAINE DES CONARDINS MOUSSY PRÈS ÉPERNAY TÉL. : (26) 54-03-41

Le numéro du « Monde : daté 25-26 novembre 1984 a été tiré à 415709 exemplaires



Le Piano et l'Enfant chez Magne Des stands, des jeux, des livres, des cadeaux toute la

 Tout sur le piano : l'histoire, la fabrication, le choix du 1^{er} piano, la pédagogie... Concert gratuit à 18 h pour tous les porticipants avec le jeune prodige MATHIEU GONNET (les mains de



17, av. Raymond Poincaré 75)16 PARIS - Mª Trocodéro - 553.20.60

La grève au « Monde »

Les numéros du Monde des 27 et 28 novembre n'ont pas été distribués en raison d'une grave de certaines catégories du personnel de l'entreprise, li est extrêmement rare que ce journal ne soit pas présent au rendez-vous qu'il a, depuis bientôt quarante ans, avec l'ensemble de ses lecteurs. Et c'est la première fois qu'il le manque pour des raisons qui ne tiennent qu'à lui.

Nos lecteurs, nos amis, ont la droit de les connaître, en même temps que nous leur présentons

Le Monde éprouve des difficultés, déjà exposées dans ses colonnes. Il s'emploie à les surmonter et à retrouver les conditions d'une gestion saine et d'une relance de son activité dans divers domaines. A cette fin. la direction de l'antreprisa opose aux porteurs de parts de is SARL is Monde at aux personnels de la société (ce sont parfois les mêmes, car le journal appartient pour partie à ceux qui le font) un plan de redressement et de relance qui vise à :

- moderniser le processus d'impression et de distribution; - rationalisar la gestion des personnels:

 réduire, durablement, les charges; - reconstituer l'assise finan-

Les éléments de ca plan font l'objet de négociations avec les intéressés, et, lorsqu'il s'agit de mettre en couvre des mesures qui impliquent des réductions de personnels, des diminutions de salaires, des définitions de postes de travail, ces négociations sont difficiles. La participation, réelle dans cette entreprisa, l'esprit social qui s'est touiours concrète-

ment manifesté, n'empêchent

pas la confrontation. Elle a lieu. et elle a pris un tour aigu avec la présentation d'un projet de nouvelles grilles de salzires et les réductions des rémunérations

ou'alles impliquent. Les syndicats CGT, CFDT, FO et SNJ ont rejeté cette réforme telle qu'elle leur a été présentée. D'où les arrêts de travail de certaines catégories de personnels qui ont empêché la parution nor-

male du journal. A l'issue d'une nouvelle rencontre qui a eu lieu mardi aprèsmidi entre la direction et les représents syndicaux, l'ordre de grève a été suspendu. Les négociations devaient continuer, dès mercredi, sur la base d'une proposition de blocage des salaires en 1985, avancée par les syndicats, mais jugée insuffisante par la direction au regard des écono-mies recherchées. La direction maintient aussi la nécessité de réviser la grille des salaires en faisant valoir que ses propositions à ce sujet sont, comme le calendrier de la discussion, négo-

Les difficultés internes du Monde, telles qu'elles sont parfois rapportées, peuvent donner une image négative de ce qui se passe récliement dans l'entreprise. A nos lecteurs, à nos amis, nous voudrions en offrir une autre : celle d'hommes et de femmes profondément attachés à leur journal, et qui, quelles que scient leurs fonctions, leur affiliation syndicale, leur diversité, voulent le faire vivre et le développer. Le faire vivre c'est, d'abord, le sortir chaque jour et rappeler ainsi que nous sommes, ensemble, capables de fabriquer

A. L.



PROMOTION NOEL **CONDITIONS** EXCEPTIONNELLES

sur tous les instruments en stock du samedi 24 Novembre au samedi 8 Décembre.



135-139 rue de Rennes Paris 6°. Tél. 544.38.66, Parking à proximité.

